

## L'Iran sur la défensive

La décision de l'imam Khomeiny de déléguer ses fonctions de commandant en chef des forces armées au président du Majlis, M. Rafsadjani, reflète le désarroi et la confusion qui régissent à Téhéran à la suite des récentes défaites subies sur le front de la guerre du Golfe. Pour la première fois depuis la victoire de Khorramchahr en mai 1982, l'armée iranienne se trouve sur la défensive. La perte de Fao suivie de celle du saillant de Chalamcheh a porté un coup sérieux non seulement au moral des militaires, mais aussi à celui de la population. Ainsi que l'a noté avec courage M. Bazargan, dans sa lettre ouverte à l'imam Khomeiny, les dirigeants iraniens, qui, depuis 1986, n'avaient cessé d'annoncer comme imminente « l'année de la victoire », en sont maintenant réduits à appeler la population à « résister jusqu'à la victoire ».

Apparemment, en accordant les pleins pouvoirs à M. Rafsadjani, l'imam Khomeiny espère renverser cette situation. Mais, quelles que soient ses qualités, le président du Majlis ne pourra faire de miracles. Il peut espérer mettre de l'ordre au sein des forces armées visiblement en pleine déconfiture, mais non changer l'équilibre des forces qui s'est installé sur le front. Déjà « pauvres en équipement », face à une armée irakienne surarmée et jouissant du soutien de la plupart des grandes puissances, les Iraniens sont devenus maintenant « pauvres en hommes ».

Huit années d'une interminable et sanglante guerre, ponctuée de promesses de victoires non tenues, sont venues à bout du moral d'une armée dont la principale force était l'ardeur au combat et le mépris de la mort. La facilité avec laquelle les Irakiens ont repris Fao et le saillant de Chalamcheh, que les Iraniens avaient conquis au prix d'innombrables sacrifices en vies humaines, semble indiquer que les fameux basijis — l'armée des volontaires — ne sont plus prêts à mourir pour gagner une guerre qui ne peut plus être gagnée et qui est peu à peu en train de ruiner l'Iran et de compromettre son avenir.

Qu'il le veuille ou non, M. Rafsadjani — en véritable « animal » politique dont la principale qualité est le réalisme — sera obligé de tenir compte de cette nouvelle donne. Les fonctions qui lui ont été confiées par l'imam constituent à cet égard un cadeau empoisonné. Il devra essayer de redresser une situation militaire compromise, pour donner satisfaction à l'imam, tout en préservant les chances d'un règlement négocié honorable souhaité — c'est certain maintenant — par l'ensemble de la population iranienne.

S'il choisit la voie de la paix, M. Rafsadjani risque de rencontrer sur son chemin deux obstacles. Tout d'abord, il lui faudra convaincre l'imam, de qui il tient tous ses pouvoirs et qui s'obstine toujours à vouloir remporter une victoire qui constitue à ses yeux la seule garantie de la survie de son régime. Quant aux Irakiens, encouragés par leurs récentes victoires sur le terrain, ils pourraient être tentés d'abandonner toute solution négociée pour essayer d'abattre le régime de Téhéran sur le champ de bataille. Ils commettraient dans ce cas la même erreur qu'avait commise l'imam Khomeiny en 1982 en refusant de négocier avec Bagdad une paix honorable.

(Lire nos informations page 5.)

M 0147 - 0804 0 - 4,50 F



3790147004500 06040

## L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

### Caldoches et indépendantistes envisagent la création de deux régions autonomes

Un sentiment de détente prévaut en Nouvelle-Calédonie où les porte-parole des deux principales communautés, M. Lafleur (RPCR), d'une part, M. Tjibaou, de l'autre, se déclarent prêts à débattre de l'hypothèse d'un nouveau statut qui se traduirait par une partition

du territoire sous l'arbitrage direct de l'Etat. Le président du mouvement indépendantiste a ainsi pris « acte » du « changement de ton » du chef de file de la majorité locale qui a réaffirmé sa volonté de faire « des concessions » pour éviter une « guerre civile ».

La Nouvelle-Calédonie a souffert de trop de sottises, depuis la « prise de possession » de ce territoire par la France, en 1853, pour qu'on puisse hésiter un seul instant à se réjouir du vent de raison qui paraît y souffler depuis quarante-huit heures, en dépit de la tension qui subsiste en plusieurs endroits de la Grande Terre et des îles Loyauté.

Il y a bien longtemps que l'on n'avait entendu le chef de file de la majorité locale, M. Jacques Lafleur, dire des choses aussi sensées. Oui, « un mauvais accord vaut mieux qu'une bonne guerre civile ».

Et il y avait presque aussi longtemps que l'on n'avait vu le président du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, revenir à l'idée qu'en toute hypothèse l'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance ne saurait être immédiate.

Les morts d'Ouvéa pèsent dans chaque camp et la « mission du dialogue » — cela doit dès à présent être porté à son crédit — a aidé, de part et d'autre, à la douloureuse prise de conscience de réalités qui sont, en effet, « incontournables ».

Fort de son superficiel succès électoral au référendum du

13 septembre 1987, pacifiquement boycotté par le FLNKS, la majorité d'origine européenne avait fini par croire, contre toute évidence, comme le lui rabâchaient ses porte-parole dans une illusoire tentative d'exorcisme, que le mouvement indépendantiste canaque avait été réduit à néant. Brutalement tirée de cette autohypnose, et tombée des nues après la réélection de M. Mitterrand, elle commence à réaliser, si l'on en juge par les propos conciliants du président du RPCR, qu'elle n'a plus le choix.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite et l'article de JACQUES ISNARD page 7.)

## La « marée d'algues » en Norvège

### Fjords souillés

La marée d'algues qui, depuis plusieurs jours, détruit la faune et la flore sous-marines le long des côtes de Scandinavie commence à régresser. L'algue mortelle, qui donne à l'eau une teinte brun-jaune et forme des « langues de pollution », a provoqué la mort de nombreux poissons.

Tout danger semble écarté, mais les biologistes sont à présent préoccupés par le fait qu'en mourant les algues glissent vers les fonds marins, où leur décomposition risque d'entraîner la baisse des taux d'oxygène des eaux profondes et de transformer ces fonds en déserts.

(Lire page 14 l'article de notre envoyé spécial ROGER CANIS.)

par Jérôme Jaffré

La gauche vit-elle, comme en 1981, un nouvel état de grâce ? Michel Rocard s'inquiète publiquement d'un niveau de confiance exagérément élevé, les projections des instituts de sondage annoncent une chambre rose horizon. Pourtant, l'état de l'opinion et les attentes des Français divergent profondément de ce qu'ils étaient en 1981.

En premier lieu, la très nette victoire de M. Mitterrand à l'élection présidentielle paraît plus personnelle en 1988 qu'elle ne l'avait été en 1981. Il y a sept ans, la victoire du premier secrétaire couronnait la progression régulière de la gauche et du Parti socialiste depuis le congrès d'Epinay. En 1988, la réélection du président sortant s'inscrit après un

## Le Parti socialiste et les attentes de l'opinion

### Une victoire en trompe-l'œil

véritable cortège d'échecs électoraux.

Au demeurant, le 24 avril, au soir du premier tour, le retard des candidats de gauche sur ceux de droite était de 5,6 points au lieu de 1,5 point sept ans auparavant. Au second tour de 1981, François Mitterrand avait recueilli un million des voix de droite du premier tour ; le 8 mai dernier, ce sont près de deux millions des suffrages de la droite qui, en quinze jours, se sont reportés sur son nom.

Tout se passe comme si M. Mitterrand avait réussi à compenser, et même au-delà, le recul de la gauche en bénéficiant de son image personnelle et des effets de l'éclatement de la droite en trois pôles distincts.

(Lire la suite page 12.)

## La rencontre Kohl-Mitterrand

A Evian, les deux hommes d'Etat se sont concertés sur la question de l'endettement et sur un échéancier pour l'Europe

PAGE 3

## La maladie du président Duarte

La succession s'annonce difficile au Salvador

PAGE 4

## La réconciliation algéro-marocaine

La réouverture de la frontière va créer un grand choc psychologique

PAGE 34

## Les suites du sommet de Moscou

« Quelque chose est en train de changer en URSS », déclare M. George Shultz

PAGE 3

## Le Monde

SANS VISA

Boston avec vue sur l'océan  
Escapes, Gastronomie, Jeux

Pages 17 à 21

Le sommaire complet se trouve en page 34



Lire pages 8 à 11 nos informations sur la campagne électorale

## Les producteurs d'électricité en quête d'autonomie

### EDF : le virage du tout-commercial

La hausse des tarifs de l'électricité, repoussée par le précédent gouvernement, devrait intervenir très rapidement — probablement le 1<sup>er</sup> juillet, — a assuré M. Pierre Bérégovoy. Après avoir obtenu satisfaction sur ce point, EDF, qui réclamait depuis le début de l'année une augmentation de 2,5 %, va tenter de renégocier un nouveau contrat de plan pour quatre ans d'ici la fin de l'année. Contrairement, comme tous ses collègues européens, de revenir à une gestion industrielle et commerciale classique, l'établissement cherche avant tout à obtenir une plus grande autonomie.

L'électricité européenne, la plus grande industrie du Vieux Continent, est en pleine ébullition. Privatisations en Grande-Bretagne mais aussi en Espagne et en Autriche, concentrations aux Pays-Bas et en Norvège, décentralisations — au Portugal,

au Danemark et peut-être en Italie, — le tout stimulé par la déréglementation internationale qui s'amorce dans la perspective de 1993, par la remise en cause quasi générale des programmes d'investissement et par la contestation du nucléaire. Partout, de profonds changements de structures sont à l'étude ou engagés. « Les compagnies électriques européennes sont soumises à l'examen attentif des gouvernements, des organismes de contrôle, des groupes de pression et du public. Presque partout, il y a un désir de nouvelles structures d'organisation », écrit Humphrey Harrison, de la banque Paribas Capital Market, dans une étude sur l'électricité européenne.

EDF, la plus grande compagnie du monde, n'échappe pas à ce vaste exercice de remise en question. « Maintenant que notre mission d'indépendance nationale est remplie, nous nous tournons vers le commerce, l'amélioration du service, bref une gestion de groupe industriel et commercial normale », explique M. Jean Bérégovoy, directeur général de

l'établissement, qui revendique, pour ce faire, une liberté beaucoup plus grande vis-à-vis des pouvoirs publics et envisage sans frein une ouverture du capital aux fonds privés. « Pourquoi pas, dit-il, ne serait-ce que pour sanctionner la gestion... »

Un langage totalement neuf. Il y a trois ans encore, EDF, obsédé comme la plupart de ses concurrents par des objectifs quantitatifs, ne parlait que technique et équipement, mission nationale et investissement. Désormais, les « ayatollahs » du nucléaire s'effacent devant les gestionnaires. Aujourd'hui, comme l'expliquait l'un des rapports de synthèse du congrès de l'UNPEDE (1), qui a réuni, à Sorrente, du 29 mai au 3 juin, toutes les compagnies européennes, l'enjeu principal des électriciens est bien de passer d'une « société de la quantité » à une société de la qualité ».

VÉRONIQUE MAURIS.

(Lire la suite page 28.)

(1) Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique.

René  
CHAR

Éloge d'une  
Soupçonnée

GALLIMARD *nrf*



## SOCIÉTÉ

## Le TGV électoral et les wagons sociaux

par GEORGES BENSARD (\*)

LES toutes électorales, personnelles, médiatisées, occultent largement le débat sur l'évolution des forces sociales.

A deux égards. Le diagnostic d'abord : en quoi les résultats électoraux traduisent-ils une transformation des rapports sociaux ? Le bulletin de vote est-il aussi une mode d'expression des actifs (et des retraités) agissant comme électeurs ? La politique, ensuite : en quoi les manœuvres d'ouverture, de rassemblement, de listes de candidats, de composition du gouvernement, sont-elles des réponses à ces évolutions ?

Le déclin du PCF, la montée du Front national, le succès remarquable de F. Mitterrand, l'écho favorable à l'ouverture de la gauche social-démocrate vers le centre et, selon les sondages, la victoire du PS et de ses alliés aux législatives font dire que le corps électoral s'est globalement « droitisé ».

Mais qu'en est-il de la société ? La lutte des classes est-elle dépassée quand le tiers constitue sensiblement plus de la moitié de la population active ? Est-elle abolie quand plus de la moitié des foyers sont propriétaires de l'appartement qu'ils occupent ? Que des millions de petits salariés et retraités sont devenus, puis restés, actionnaires ? Finis les conflits sur le partage des richesses créées dès lors que leur croissance n'est ralentie ? Qu'en est-il surtout des représentations collectives des rapports sociaux ? L'aliénation ouvrière et l'exploitation de l'homme par l'homme sont-elles définitivement reléguées aux poubelles de l'histoire ?

Les indicateurs sociaux révélateurs sont flous : l'adhésion syndicale n'a cessé de régresser depuis 1975. Mais la CGT demeure le premier syndicat de France et les syndicats plus modérés n'ont pas

gagné les cotisations qu'elle a perdues. Les grèves se sont raréfiées au cours de la période 1981-1984, quatre ministres communistes siègent au gouvernement. Et le même gouvernement réhabilitait l'entreprise dans les esprits du « peuple de gauche ». La « génération morale » qui a manifesté contre le projet de loi Devaquet en novembre-décembre 1985 refusait l'exclusion, mais rejetait résolument toute forme de politisation ou d'appui syndical, réflexe droitier s'il en est. Ses membres se syndiqueront-ils quand ils deviendront salariés ? En attendant, ils se sont inscrits en proportion nettement plus forte sur les listes électorales en mars 1988 qu'en mars 1986 (1), comme le recommandaient les dirigeants du mouvement étudiant, et ils ont voté majoritairement pour F. Mitterrand à la présidentielle.

Le débat électoral, dépolitisé, oserait-on dire, est-il en train de remplacer le débat idéologique jugé désuet ? Qui aurait imaginé, il y a dix ans, que le champion des restructurations à la hussarde des « dégraisages », le héros des grandes écoles de commerce, se présenterait en mai 1988 avec le soutien socialiste ? Son passage aux Jeunes communistes et son réflexe anti-Le Pen dissimulerait-il l'image de patron de choc dans l'esprit des électeurs de gauche de la circonscription ? Le vote en faveur de Bernard Tapie des gens les plus pauvres agit-il comme une sublimation du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat ? L'interpréterait-on comme une modalité de l'ouverture sociale ?

Manquant d'expérience mais certain de réaliser une sortie nationale de la crise économique mondiale, le gouvernement Mauroy

n'avait pas su trouver les formes de la gestion des rapports sociaux, de travail en particulier, à la manière social-démocrate pratiquée en RFA, en Autriche et en Suède. Les affrontements sur les nationalisations avaient servi de dérivatif, car les nouvelles entreprises publiques étaient réputées aptes à mettre en œuvre une amélioration des rapports de production, qui se serait diffusée dans le secteur privé. On connaît la suite. Le patronat français manque aussi d'expérience en matière de gestion social-démocrate. Il avait dénoncé avec vigueur les lois Auroux, dont les dispositions étaient appliquées depuis longtemps dans certains pays voisins. Le gouvernement Chirac n'a pas mis en cause ces lois. Un bilan honnête montrerait que leur influence sur les relations d'information et de pouvoir dans les entreprises a été faible. Car antécédent suscitait-il dans le monde du travail la crédibilité espérée par l'équipe Rocard ?

Gageons que cette équipe, dont le capitaine pratique assidue est le patronat depuis qu'il a quitté le PSU — exemplaire parcours de « droitisation », — tentera des ouvertures du côté du CNPF et de la confédération des PME en s'appuyant sur la CDT, qu'il connaît bien. Désigner un ancien patron, M. Favroux, au ministère de l'Industrie, et lui adjoindre un ancien syndicaliste CFTD, M. Chénèque, maintenu en Lorraine par le gouvernement Chirac, est plus qu'un symbole de rassemblement : c'est de l'occumisme.

Le patronat français est-il disposé à une négociation franche et persévérante sur les salaires, la modernisation, l'emploi, et aussi le pouvoir dans l'entreprise ? En

perçoit-il les avantages de moyen et long terme, alors que la division syndicale des salariés, l'ampleur du chômage et la faible combativité le dispensent de faire preuve de bonne volonté ? Il sait qu'il détient le pouvoir économique et financier (dans le cadre des contraintes internationales). Il sait, depuis 1984, que l'Etat social-démocrate inhibé par ses échecs sur la relance et les dévaluations ne lui dispute pas ce pouvoir. Il ne peut plus dissimuler la tentation à la fuite des capitaux, car le gouvernement à majorité socialiste n'effraie plus les financiers étrangers et la Bourse a apprécié les mesures Bérégovoy.

Le problème est à l'échelle du septennat. Peut-on concevoir une sortie de crise, assortie d'une intégration dans l'Europe sans frontières, avec une couche de chefs d'entreprise largement rentière, une immense « petite bourgeoisie » assoupie et des exclus accablés, le tout à l'ombre d'un Etat rassembleur gérant les tensions sociales en assumant la protection et la prévoyance ? Qui donc a observé dans l'histoire une société dynamique sans projet mobilisateur de sa fraction dirigeante et sans conflit sur ce projet ?

Penseurs sociaux-démocrates de tous les pays européens, unissez-vous pour activer vos imaginations ! Comme les résultats demanderont du temps, il est urgent de faire vos preuves. La démarche politique du président français, aussi talentueux soit-elle, ne vous dispensera pas longtemps d'une analyse sérieuse des rapports sociaux et de leur mouvement.

(1) De mars 1986 à mars 1988, le taux d'inscription sur les listes électorales est passé de 76,9 % à 82,4 % chez les jeunes nés en 1965 de 73,6 % à 81,3 % dans la génération de 1966 et de 66,8 % à 82,4 % pour celle de 1967. Source : INSEE, *Prémiers résultats*, n° 124, avril 1988.

(\*) Maître de conférences en économie à l'université Paris-L.

## OUVERTURE

## Aléatoires convictions contre siège assuré

par ROBERT VAN BESELAERE (\*)

LES partis politiques s'avancent selon une logique qui leur est propre, qui s'inspire de leur stratégie de conquête du pouvoir ou de leur survie et qui méconnaît la réalité du vécu quotidien de leurs concitoyens. D'où, bien sûr, leur recours aux sondages pour appréhender les préoccupations des électeurs et mettre au plus tôt en conformité leurs discours avec les aspirations de ceux-ci et leur stupeur lorsqu'ils découvrent qu'ils ne sont plus en phase avec les Français.

« Je vous suis, donc je suis votre chef ».

Ainsi, la campagne de l'élection présidentielle a-t-elle occulté l'immense phénomène de la société que représente l'éclosion des initiatives privées, dans tous les secteurs de la vie de nos concitoyens par le canal de la vie associative.

Les réponses institutionnelles aux grands problèmes contemporains que sont le chômage ou la pauvreté se sont révélées inefficaces sans le relais des réseaux associatifs. Mais la peur des politiques envers tout ce qui leur échappe, surtout dans le domaine des idées, leur fait soit combattre, soit confisquer, soit ignorer ce secteur.

La méconnaissance de cette réalité du terrain révèle qu'aujourd'hui les formations politiques sont des appareils et que le seul parti populaire est, hélas ! trois fois hélas ! le Front national.

Le Parti socialiste lui-même n'est souvent qu'un refuge obligé en l'absence d'un véritable centre.

La composition du gouvernement Rocard est à cet égard significative. Il n'y a ni ministre ni secrétaire d'Etat à la jeunesse ayant traditionnellement en charge la vie associative. Ce terrain de l'initiative, de l'éducation populaire, de la responsabilisation, cette école du service gratuit, de la solidarité ne bénéficie même pas d'un straponin.

Le centre s'est laissé tirer vers la droite par certains de ses partenaires. Ce faisant, il laisse le terrain libre aux ambitions de François Mitterrand qui veut, comme autrefois de Gaulle rêvait de la France de Dunkerque à Tamarassat, un centre du Parti communiste aux « convertis du CDS » pour conservation urgente de sièges.

## Machines associatives

Lorsque j'ai créé le Centre national d'aide à la vie associative, c'est à partir du postulat qu'il était indispensable que le pluralisme existe dans ce secteur et que les aides, les représentations des associations dans les commissions et organismes divers soient justifiées par les services rendus plus que par la sensibilité politique.

Les relais de l'idéologie socialiste que sont les puissantes machines associatives infodées au PS seront-ils à nouveau privilégiés au détriment de l'égalité de traitement des associations ?

Il appartient d'abord aux socialistes de montrer qu'ils ont changé certaines pratiques, et un travail en commun sera peut-être possible.

Mais, pour l'instant, sauf pour ceux qui sont prêts à troquer des « convictions aléatoires » contre un siège assuré, les centres n'ont pas à choisir d'être plus à gauche ou plus à droite, entre « être manchots ou culs-de-jatte » — ils doivent être eux-mêmes, c'est-à-dire au centre sans céder au manichisme des bons d'un côté et des mauvais de l'autre. Quatre à perdre quelques sièges, ils doivent occuper leur position ou ils sont condamnés à disparaître parce que ne représentant plus rien.

L'ouverture se fait dans un réel partenariat ou ne se fait pas.

(\*) Fondateur et secrétaire général du CNAVA, membre du comité directeur du CDS de Nord.

## HISTOIRE

## « Glasnost » à l'italienne

par MARC LAZAR (\*)

DEPUIS 1985, la politique de Gorbatchev suscite en France des interrogations et soulève des débats dans un milieu somme toute assez restreint. La marginalisation politique du Parti communiste français et son déclin électoral ont rendu moins passionnelle cette interrogation. Telle n'est pas la situation en Italie.

Il aura suffi de l'annonce en URSS de la réhabilitation de Boukharine pour que, au début du mois de février, en Italie, le Parti socialiste saisisse la balle au bond et ouvre avec force provocations le dossier Togliatti, pour ne pas dire le procès de l'ancien responsable de l'Internationale communiste et du Parti communiste italien disparu en 1964. L'ancien président du conseil, Bettino Craxi, et ses amis étaient loin d'être préoccupés de la seule vérité historique. Leurs intentions étaient également politiques : continuer à

mettre sur les charbons ardents le Parti communiste, procéder à une clarification idéologique de la gauche italienne, poursuivre leur entreprise de rééquilibrage en faveur de leur formation.

L'affaire prit une étonnante tournure. L'ensemble de la presse déborda d'articles d'opinions, d'analyses, de témoignages, la télévision y consacra des émissions, le Parti socialiste réunit avec fracas un colloque sur le stalinisme en Italie. Au cœur des débats et des controverses, non seulement Togliatti, mais aussi Gramsci et son évolution politique lors de ses dernières années, passées en prison, le Parti communiste mais aussi le Parti socialiste italien durant les années 30 et 50, la gauche aujourd'hui, l'URSS enfin. Ce débat eut une conséquence inattendue.

Pour se dégager de cette situation, le Parti communiste rendit publique une décision prise deux ans auparavant, réclamée depuis longtemps par ses historiens, et dont on ne saurait assez souligner en France l'originalité. Le 10 mars, la direction du PCI annonçait l'ouverture sans restriction, à tous les chercheurs, des archives de ses organes dirigeants de 1944 à 1958. Pour la première fois dans le monde, à notre connaissance, un parti communiste prenait délibérément une telle mesure. Il est vrai que, de tous les partis communistes, le parti italien est déjà le mieux connu, du fait d'une conception plus « laïque » de l'histoire, comme aimait à le dire les communistes de la péninsule, de la publication de documents internes de dirigeants, de récits autobiographiques contenant de nombreuses informations, de la possibilité offerte à n'importe quel chercheur de consulter à l'Institut Gramsci de Rome les archives du PCI de 1921 à 1944 (tout au moins celles que les Soviétiques ont bien voulu restituer), ou encore celles des fédérations communistes régionales.

## Les archives du PCI

Néanmoins, l'accès à la documentation du sommet de l'appareil communiste italien de l'après-guerre apportera peut-être des éclairages nouveaux sur quelques chapitres controversés ou encore obscurs de son passé : sa réelle stratégie à la Libération et jusqu'en 1948, son attitude dans les règlements du traité de paix ou lors de l'affaire de Trieste, le tournant de 1947 et l'entrée en guerre froide, ses relations avec l'URSS de Staline, le Kominform, Tito avant et après le schisme de 1948, le comportement précis de Togliatti face à Khrouchchev et à la déstalinisation, etc.

Gardons-nous cependant de nourrir des illusions. La connaissance historique ne se réduit pas à l'examen d'un seul fonds d'archives. Enfin, beaucoup d'incertitudes demeurent. Officiellement, les dirigeants du PCI déposent à l'Institut Gramsci tout ce qu'ils possèdent jusqu'en 1958, respectant ainsi la loi des trente ans, chaque année s'enrichissant d'une année supplémentaire de documents. Tout ? En réalité, il semble que seront donnés les procès-verbaux des comités centraux et des réunions de la direction, sorte de bureau politique du parti.

(\*) Chercheur au CNRS (centre d'analyse comparative des systèmes politiques).

Ne sont donc pas compris les documents du secrétariat ni, pour le moment, les procès-verbaux des sections de travail du comité central. Prudemment, les responsables communistes ont déjà laissé entendre ou annoncé que, sans attendre des révélations bouleversantes, apparaîtraient sans doute au grand jour les sensibilités qui existaient au sein du groupe dirigeant. Plus surprenant : lors de leur conférence de presse, les dirigeants communistes affirmeront qu'il ne subsistait guère de traces écrites des liens internationaux du PCI. Seuls seraient disponibles quelques procès-verbaux de rencontres avec le PC soviétique et de correspondances avec Moscou. Quant à la participation du PCI au Kominform ou à ses liaisons avec les autres partis communistes, il n'en a point été question.

Le chercheur intéressé pourra se rendre à l'Institut Gramsci de Rome, dépositaire du fonds, et le consulter en respectant les règles édictées par cet institut, sur le modèle du règlement de consultation des archives de l'Etat italien. En agissant de la sorte, le PCI cherche à couper court à une polémique politique. Il reprend également l'initiative, mettant au défi le Parti socialiste et la Démocratie chrétienne de faire de même. Mais son geste a incontestablement une autre dimension. Il reflète son rapport à l'histoire. Le parti a longtemps eu tendance non pas à vouloir préserver un certain mystère sur son passé, ou à donner de celui-ci une vulgate interprétation, selon une tradition communiste bien établie, mais à assurer une présentation de son histoire qui soit au moins linéaire et continue. Dans le même temps toutefois, il développait ou laissait se développer, en toute liberté, des travaux d'historiens et de chercheurs le plus souvent issus de ses propres rangs. Le PCI tente de la sorte de mieux se connaître et de mieux se comprendre.

Que cette relation à l'histoire, qui ressemble de plus en plus à celle des autres partis, ne soit pas indépendante de son évolution vers un réformisme de gauche, nul n'en doute. Comment, dès lors, ne pas s'interroger en comparaison sur l'attitude du PCF ? Les historiens ne peuvent consulter le fond français de l'Internationale communiste que jusqu'à l'année 1932. Et après ? Les archives, déposées avec parcimonie, semblent-il, par le PCF à l'Institut de recherches marxistes, sont réservées aux chercheurs membres du parti qui, eux-mêmes, jusqu'à plus ample informé, n'ont pas de manière particulière à la documentation postérieure à la Libération.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-87  
Téléc. MONDAP 850672 F  
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile : Les Rédacteurs du Monde, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woits

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDPUB 286 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

## ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE TUNISIE	AUTRES PAYS hors Europe
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 280 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : prévenez-nous ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_


Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Offre fantastique  
**NEUBAUER**  
Votre **205** berline (3 ou 5 portes)  
en livraison immédiate  
avec l'intérieur en CUIR  
c'est GRATUIT  
du 1<sup>er</sup> au 30 juin



**NEUBAUER**  
\* Modèle 1988, en fonction des options choisies

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34



## La France annoncera désormais chaque année le nombre de ses essais nucléaires

Stéphane Denis

# LE ROMAN DE L'ARGENT

Une histoire secrète  
des rapports entre  
le pouvoir financier  
et le pouvoir politique,  
depuis la 1<sup>re</sup> République  
jusqu'à François Mitterrand

Albin Michel

AUJOURD'HUI  
EN LIBRAIRIE

Un livre explosif



## Amériques

SALVADOR : la maladie du président de la République

## La classe politique prépare la succession de M. Duarte

Atteint d'un cancer généralisé et hospitalisé à Washington, le président salvadorien Napoleón Duarte est toujours dans un état critique, mais décidé — comme il l'a déclaré, le jeudi 2 juin, depuis son lit d'hôpital, — à « lutter jusqu'au bout ». Au Salvador, la classe politique, désorientée, prévoit déjà l'après-Duarte.

SAN-SALVADOR  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

« Si j'avais démissionné en signe de protestation à la suite des massacres commis par la droite ou la gauche, j'aurais accordé la victoire aux extrémistes. » Le président salvadorien, José Napoleón Duarte, explique ainsi, dans une autobiographie publiée en 1986, les raisons pour lesquelles il est resté au pouvoir au cours des années noires vécues par ce minuscule pays d'Amérique centrale. Plus de soixante mille personnes ont été victimes, entre 1980 et 1986, des escadrons de la mort et, dans une moindre mesure, de la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN).

« Si j'avais quitté le pouvoir, qui aurait été en mesure de prendre la relève ? », écrit encore le dirigeant démocrate-chrétien. M. Duarte se

croit indispensable pour mener son pays à la démocratie et il avait sans doute raison. Ses adversaires — très nombreux — comme ses amis reconnaissent aujourd'hui que sa maladie et les conséquences graves qu'elle implique arrivent « au pire moment ». Son parti est déchiré par des luttes de tendance et a perdu de façon spectaculaire les élections générales du 20 mars dernier au profit de la principale formation de droite, l'ARENA, qui a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée législative et a rafilé la quasi-totalité des mairies importantes. Le pays est confronté à une grave crise économique et le dialogue avec la guérilla, relancé en août dernier par le Plan de paix pour l'Amérique centrale, est en panne depuis le mois d'octobre. Enfin selon l'ensemble de la classe politique salvadorienne qui, pour une fois, semble d'accord sur quelque chose, le successeur de M. Duarte, le vice-président Castillo Claramonte, n'a pas l'autorité morale, ni le poids politique nécessaires pour diriger le pays jusqu'à l'élection présidentielle de mai 1990.

Malgré son engagement réel en faveur de la démocratie, M. Duarte s'est fait beaucoup d'ennemis au cours de sa carrière politique commencée au début des années 1960, notamment lorsqu'il est appelé à se joindre au gouvernement en mars

1980, tandis que commence pour le pays une période de terreur sanglante. Un de ses collègues de l'époque, le colonel Adolfo Majano, rentré en avril dernier d'un exil de six ans, se souvient des premières divergences apparues entre eux : « Je lui reprochais alors, dit-il, de ne pas être prêt à prendre des mesures plus énergiques pour imposer les réformes politiques, économiques et sociales. Par la suite, quand il a été élu président, en 1984, il a fait ce qu'il a pu compte tenu des circonstances, mais il a commis l'erreur de ne pas chercher une alliance avec les autres forces politiques. Il s'est épuisé en voulant se battre simultanément contre la gauche et contre la droite. »

## Comp d'ur pour les États-Unis

La gauche lui en veut de l'avoir empêché d'accéder au pouvoir. Pour le président du Front démocratique révolutionnaire (FDR, bras politique de la guérilla), M. Guillermo Ungo — qui fut pourtant autrefois un allié de M. Duarte — les choses sont claires : « Il était la meilleure couverture, avec son Parti démocrate-chrétien, pour mener à bien la politique contre-insurrectionnelle des États-Unis au Salvador. »

Curieusement à droite, on fait la même analyse : « La disparition de Duarte », affirme le colonel Sigifredo Ochao, fraîchement élu député sous les couleurs de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), « sera un coup très dur pour les États-Unis, qui avaient tout misé sur la démocratie chrétienne. Si nous gagnons l'élection présidentielle l'an prochain, nous maintiendrons l'alliance avec Washington mais nous ne serons pas des marionnettes comme les démocrates-chrétiens. Dans l'intervalle, les États-Unis vont devoir accepter Castillo, ce qui ne leur sourit guère. »

Tous les adversaires de M. Duarte reconnaissent que le bilan de ces dernières années n'est pas totalement négatif et que des progrès ont été réalisés dans un secteur ou dans un autre. Les Salvadoriens et leur président ont payé un prix très lourd pour ce maigre résultat. A soixante-deux ans, M. Duarte est miné par la maladie et les combats politiques qu'il avait continué à mener malgré son état de santé. Jusqu'au bout, il ne s'est pas avoué vaincu. De l'hôpital, à Washington, il s'est encore adressé aux Salvadoriens en ces termes : « Je vais lutter pour survivre comme vous devez continuer de lutter pour la démocratie. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

MEXIQUE

## La guerre des polices décourage la justice

L'assassinat du commandant Pablo Aguilar de la police judiciaire de l'État de Mexico, sauvagement torturé après avoir été enlevé le vendredi 20 mai par ses collègues de la PJ du District fédéral, n'est que le dernier épisode d'une longue série d'affaires criminelles qui ont ébranlé la police mexicaine depuis une dizaine d'années.

Il s'agit d'une guerre des polices avec son inévitable cortège de violence, de corruption et de trafics en tous genres. Une histoire qui ressemble fort à celle du grand banditisme.

M. Renato Salas Gasque, ministre de la justice du District fédéral, a décidé, après la mort du commandant Aguilar, de procéder à l'épuration de la PJ de la capitale. « Une force », s'est écrit M. Jesus Gonzalez Schmal, candidat du Parti d'action nationale d'opposition à l'élection sénatoriale de Mexico. M. Schmal estime que l'épuration de « nettoyage » menée ces dernières semaines dans la PJ (dix directeurs et sous-directeurs ont été démis de leurs fonctions) n'a d'autre but que de soutenir le président Miguel de la Madrid jusqu'à la fin de son mandat en décembre prochain. On soupçonne que cette réaction n'a pour but que d'accroître le projet de « rénovation morale » de la société mexicaine, prôné par le président lors de sa prise de fonction en 1982. Néanmoins le désarroi de M. Salas Gasque semble profond. N'a-t-il pas déclaré : « Je n'ai plus confiance en personne, ni même en moi-même. »

directeur de la PJ. J'exhorte les journalistes à m'appeler personnellement pour dénoncer les irrégularités commises par la police car bien souvent vous êtes mieux informés que nous. »

L'histoire d'Alfredo Rios Galeana, ancien commandant de la police fédérale, est exemplaire. Reconnu ennemi public numéro un, cet ancien vendeur de chewing-gum passe pour l'un des hommes les plus corrompus du Mexique. Sous couvert de faire respecter l'ordre, il a amassé un formidable butin à coups de hold-up et d'assassinats, en utilisant l'« infrastructure » du service des radio-patrouilles de l'État de Mexico, dont il était le commandant, et qui lui fournissait armes et véhicules nécessaires à ses forfaits. Autre cas célèbre, celui d'Armando Durazo Moreno, assurément doté de penchants mégalo-manes, et ami d'enfance de l'ancien président José Lopez Portillo, nommé à la tête de la plus importante police de la capitale. Il s'est forgé une fortune considérable par la collecte de fonds extorqués par son propre réseau d'agents. À la clé, la construction d'un palais personnel modestement baptisé le Partidiano.

Comment expliquer une telle situation dans la police ? Les bas salaires, certes — ils s'élevaient en moyenne à 300 000 pesos (800 F environ) — mais surtout la multiplicité des services qui se livrent des guerres entre eux. On dénombre dans la seule capitale trois polices différentes : la police préventive, la PJ fédérale et la PJ du District fédéral. Le ministre de la justice a annoncé une « restructuration urgente et à fond ». Mais cela ne saurait nécessairement signifier un assainissement aussi profond.

● PÉROU : nouvelles vagues de violence (27 morts). — Vingt-sept personnes ont été tuées, mercredi 1<sup>er</sup> juin, lors d'une nouvelle flambée de violence déclenchée par les « terroristes », ont indiqué, jeudi à Lima, les autorités. Vingt-trois membres du Sentier lumineux ont été tués lors d'un affrontement avec l'armée au sud-est de Lima. Un avion a été tué par les guérilleros du mouvement Tupac Katari, deux autres personnes l'ont également été dans le département d'Apujima. — (AFP.)

COLOMBIE

## Retour précipité du président Barco

Le président Virgilio Barco a décidé d'interrompre son voyage à l'étranger devant la gravité de la situation en Colombie, marquée depuis près de deux semaines par une série d'attentats et de violences.

L'annonce a été faite, le jeudi 2 juin, par les envoyés spéciaux des radios colombiennes qui ont accompagné M. Barco à Rome. Le président avait quitté la Colombie le 25 mai pour se rendre au Portugal, en Espagne et en Italie, puis aux États-Unis, où il devait participer à l'Assemblée extraordinaire de l'ONU sur le désarmement et surtout rencontrer

le président Reagan. Depuis son départ de Colombie, de graves désordres provoqués par la guérilla castriste de l'ELN (Armée de libération nationale) se sont produits dans le nord-est du pays.

● ETATS-UNIS : M. Dukakis interromp sa campagne après l'hospitalisation de son épouse. — M. Michael Dukakis, probable candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine, a interrompu, jeudi 2 juin, sa campagne électorale, son épouse Kitty venant d'être hospitalisée pour une hernie discale.

BRÉSIL

## Le président Sarney restera au pouvoir jusqu'en 1990

Le président du Brésil, José Sarney, a obtenu jeudi 2 juin en fin d'après-midi de l'Assemblée constituante de rester au pouvoir jusqu'en 15 mars 1990, de telle sorte que son mandat de transition aura duré cinq ans.

Après deux jours de débats animés entre partisans d'un mandat de cinq ans et ceux d'un mandat de quatre ans, les hommes du président ont finalement imposé leur décision en dépit d'un baroud d'honneur de la gauche, par 328 voix contre 222 et 3 abstentions.

Depuis plusieurs jours, l'issue des débats ne faisait cependant plus aucun doute, et le président Sarney avait même déclaré mardi que « la question du mandat était liquidée ».

Le 15 janvier 1985, José Sarney avait été élu pour six ans par un collège de grands électeurs (députés et sénateurs) comme vice-président de Tancredino Neves. Avant sa mort, ce dernier avait annoncé son intention de quitter le pouvoir après quatre ans, date à laquelle serait organisée une élection présidentielle directe.

Devenu président, José Sarney avait ensuite décidé de rester au pouvoir pendant cinq ans, afin de faire face à la crise économique et à l'impopularité croissante de son administration.

Cette victoire, bien que très impopulaire, est cependant bien vue des forces armées — qui prônent la continuité au nom de la stabilité — et des milieux d'affaires : ceux-ci espèrent que le mandat prolongé facilitera la fin des négociations sur la dette extérieure de 121,4 milliards de dollars avec les banquiers, le FMI et le Club de Paris.

Les  
instants  
les  
plus  
chauds  
ne  
sont  
pas  
les  
plus  
chers

NOUVELLES  
FRONTIÈRES

66, BD SAINT-MICHEL  
75006 PARIS  
4273 1064  
MINITEL 36 16 + NF

OUAGADOUGOU\* : 1 780 F  
NEW YORK : 1 890 F  
POINTE-A-PITRE : 2 350 F  
COTONOU : 2 430 F  
BANGUI\*\* : 2 900 F  
LOS ANGELES : 2 990 F

VOLS ALLER RETOUR AU DÉPART DE PARIS. PRIX : A PARTIR DE.  
\* DÉPART DE MARSEILLE. DÉPART DE PARIS : 2 130 F. \*\* DÉPART DE MARSEILLE.



## Proche-Orient

### IRAN

#### L'imam Khomeiny délègue ses fonctions de chef des armées à M. Rafsandsjani

L'imam Khomeiny, nommé, jeudi 2 juin, le président du Parlement iranien, l'hodjatolislam Hachemi Rafsandsjani commandant en chef des forces armées par intérim en lui donnant « pleins pouvoirs » pour « unifier toutes les forces militaires ». Aux termes de la Constitution iranienne, l'imam garde lui-même le titre de commandant en chef des forces armées. En 1980, l'imam Khomeiny avait déjà délègué ces fonctions à l'ancien président Bani Sadr.

Dans sa lettre de nomination, l'imam précise que cette décision intervient alors que « les Etats-Unis sont engagés dans un affrontement direct contre l'Iran » et « que les puissances de l'Est, de l'Ouest et les pays réactionnaires de la région ont coordonné leurs actions contre la révolution islamique pour empêcher sa victoire ».

L'imam a défini en sept points les tâches qui incombent à M. Rafsandsjani, à qui il a donné « pleins pouvoirs » pour « créer un état-major de commandement général chargé de réaliser l'unité totale » et « réunir sous les ordres de la défense ».

Par ailleurs, il a fini les tâches de M. Rafsandsjani, qui doit assurer « la coordination de toutes les forces armées, les gardiens de la révolution, les volontaires et les forces de sécurité de tout le pays ». Il doit également œuvrer pour la « suppression des organismes in-

tilles ou faisant double emploi », « l'utilisation juste et ferme des tribunaux militaires en temps de guerre pour punir les fautes » et « la mobilisation de toutes les capacités ». L'imam a demandé aux trois pouvoirs — exécutif, législatif et judiciaire — de « tout mettre en œuvre pour satisfaire les besoins de la guerre ».

Cette nomination a été faite sur proposition du chef de l'Etat, Ali Khamenei, qui, selon la radio, a adressé une lettre à l'imam Khomeiny insistant sur « la nécessité de confier à une seule personne la tâche de diriger, sous l'égide de l'imam, toutes les affaires concernant les forces armées ». Selon M. Khomeini, le président du Parlement est « la personne la plus appropriée pour remplir cette tâche ».

M. Rafsandsjani, qui était, jusqu'à présent, le représentant de l'imam au sein du Conseil supérieur de défense chargé de la conduite de la guerre, avait déjà la haute main sur les décisions militaires.

D'autre part, M. Bazargan, dont on était sans nouvelle depuis mercredi, est réapparu jeudi matin à son domicile de Téhéran et a adressé un télégramme à l'imam Khomeiny dans lequel il s'élève contre les arrestations dont ont été victimes ses proches amis et collaborateurs. Il assume la pleine responsabilité de la pétition qui avait circulé dans le pays demandant un « cessez-le-feu » et « l'ouverture de négociations pour mettre fin à la guerre contre l'Irak ». « Notre seul crime, dit-il, est de nous inquiéter des dangers qui menacent l'existence de notre pays et sa survie ».

● Rencontres culturelles judéo-arabes. — Le Congrès juif européen fait savoir que, en raison des élections législatives, le colloque « Rencontres culturelles judéo-arabes » qui devait se tenir à Châlons-sur-Marne, le 5 et 6 juin, est repoussé à une date ultérieure, vraisemblablement au printemps 1989.

### GRÈCE

#### Les grèves prennent de l'ampleur

La principale formation d'opposition grecque, le Parti de la nouvelle démocratie (conservateur), a déposé jeudi soir 2 juin une motion de censure contre le gouvernement de M. Andreas Papandréou. Si elle ne met pas en danger ce dernier, dont le parti — le Pasok, socialiste — dispose de la majorité absolue au Parlement, elle n'est illustrée pas moins les difficultés croissantes auxquelles se heurte le premier ministre. Attaqué pour la manière dont il conduit sa politique de rapprochement avec la Turquie, obligé de l'ouïer au plus juste sur le plan économique sous les pressions contradictoires de son propre parti qui l'a déjà obligé à relâcher sa politique d'austérité, il doit, en outre, faire face à une importante vague de mécontentement social.

ATHÈNES  
de notre correspondant

A moins d'un mois de la présidence grecque de la Communauté européenne, le corps diplomatique grec, en grève depuis le mardi 31 mai, menace de déclencher une grève illimitée à partir du 27 juin prochain si ses revendications salariales ne sont pas satisfaites. Le mouvement touche à la fois les services centraux du ministère des affaires étrangères et les ambassades. Si inusité soit-il, il n'est témoin pas moins de la dégradation constante du climat social auquel doit faire face le gouvernement de M. Papandréou.

Les revendications des diplomates et leurs menaces de grève étaient connues depuis plusieurs mois. Il en est de même pour les enseignants qui viennent, en pleine période d'examen de fin d'année et de concours d'entrée à l'université, de déclencher eux aussi une grève illimitée. La direction de la Fédération syndicale du secondaire et les partis qui y étaient majoritaires — socialistes et communistes — ont, au

départ, vainement tenté de s'y opposer.

Les revendications des enseignants portent aussi bien sur l'organisation des écoles et les conditions de leur travail que sur leurs rémunérations. Au moment où il est nommé, un enseignant touche 59 000 drachmes par mois, soit un peu plus de 2 500 francs, ce qui le met au bas de l'échelle des revenus en Grèce. Or le gouvernement peut difficilement accepter des augmentations importantes, qui remettraient en cause sa politique des revenus, ainsi que la grille unique des salaires qu'il vient de mettre en place avec beaucoup de difficulté dans le secteur public.

De nombreux autres secteurs sont également touchés par cette vague de mécontentement. Les ouvriers de l'entreprise publique d'électricité ont aussi fait grève et ont obtenu satisfaction, ce qui donne des idées aux autres. Les transports urbains d'Athènes ont été régulièrement en grève toute cette semaine. De même, les propriétaires de taxis et les employés de banque qui viennent de voter des grèves tournantes.

THÉODORE MARENGOS.

### RFA : la catastrophe de Borken

#### De nombreuses victimes seraient mortes asphyxiées malgré leurs masques respiratoires

Tout espoir de retrouver des survivants parmi les cinquante-sept mineurs ensevelis par une explosion dans la mine de Borken, en RFA, s'est évanoui au fur et à mesure que les sauveteurs poursuivaient leur difficile travail d'approche pour localiser les victimes. Treize corps, sur les trente-six repérés, avaient été ramassés vendredi 3 juin à la surface.

Quarante-huit heures après la catastrophe, le taux d'oxygène apparu au fond du puits après l'explosion rendait toujours impossible, même avec des masques à gaz, l'accès à la partie de la mine où étaient supposés se trouver les vingt et un derniers disparus. Les équipes de secours ont dû entreprendre de creuser des puits d'air avec une excavatrice géante afin d'y parvenir.

Certaines des victimes ont été tuées sur le coup par l'explosion, mais la plupart de celles dont le corps avait été remonté jeudi soir étaient mortes lentement par asphyxie.

« Certains des morts portaient encore leur masque respiratoire lorsqu'ils ont été remontés. Cela signifie qu'ils ont survécu à l'explosion et qu'ils ont vraisemblablement manqué d'air ensuite », a indiqué le directeur du service des mines de la Hesse, M. Edwin Braun. Chaque mineur est muni d'un masque destiné à lui permettre de respirer lors d'éventuelles émanations d'oxyde de

carbone, mais l'autonomie de ces masques est limitée.

Selon les experts, l'explosion est due à un « coup de grisou », qui a immédiatement déclenché « un coup de poussier » — déflagration brusque des poussières de charbon en suspension dans l'air.

Les drapeaux ont été mis en berne dans toute la RFA. Le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, le chancelier fédéral, M. Helmut Kohl, et de nombreux responsables politiques ont envoyé des messages de condoléances aux parents des victimes. — (A.F.P.)

● Grève de la faim devant l'ambassade de Roumanie à Paris. — Une Roumaine et son fils de quatorze ans, réfugiés politiques en France, ont entamé mercredi 1<sup>er</sup> juin une grève de la faim devant l'ambassade de Roumanie à Paris pour obtenir que le reste de leur famille soit autorisé à les rejoindre par les autorités de Bucarest.

M<sup>me</sup> Mihaela Toma et son fils Serban sont réfugiés depuis septembre dernier en France, où ils avaient pu se rendre avec un visa de tourisme. La fille aînée de M<sup>me</sup> Toma et son mari, demeurés en Roumanie, ont déposé une demande de passeport après que la France leur a promis un visa, mais n'ont encore obtenu aucune réponse des autorités roumaines.

## Afrique

### La recherche d'un règlement en Afrique australe

#### Les Sud-Africains et les Angolais sont nettement moins optimistes que MM. Reagan et Gorbatchev

L'optimisme affiché à Moscou lors du sommet américain-soviétique sur le règlement rapide des conflits en Angola et en Namibie a laissé sceptiques, jeudi 2 juin, des sources gouvernementales sud-africaines.

Les prochaines négociations pour régler s'annoncent difficiles à la suite des déclarations du ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. W. Botha, qui, à Johannesburg, jeudi, que cette réunion se tiendra à Brazzaville et non à Lisbonne, comme le veut la partie angolaise. De sources gouvernementales sud-africaines, on qualifie de « complètement irréalistes » les informations selon lesquelles l'URSS et les Etats-Unis se seraient mis d'accord à Moscou pour régler avant le 29 septembre les conflits angolais et namibien.

Cette date marquera le dixième anniversaire de la résolution 435 du Conseil de sécurité des Nations unies prévoyant le cessez-le-feu en

Namibie ainsi que l'organisation d'élections qui conduiraient le pays à l'indépendance.

Même scepticisme en Angola, où M. Luis Nkomo Kimbata, ambassadeur de Luanda en Zambie, a déclaré : « En Angola, nous n'acceptons pas que quiconque nous impose ses décisions (...). Si les superpuissances s'entendent pour décoloniser la Namibie le 29 septembre, très bien. Mais notre gouvernement ne veut pas brusquer les choses, surtout quand des vies humaines sont en jeu ».

D'autre part, en Afrique du sud même, cinq jours avant la saisie de la Cour suprême pour une réouverture du procès des « six de Sharpeville », le ministère de la justice a annoncé jeudi la grâce accordée par le président Botha à sept condamnés à mort et la pendaison de sept autres, le matin même, à Pretoria. — (A.F.P. Reuters.)

### SOMALIE : l'offensive des rebelles

#### Paris, Londres et Washington envisagent l'évacuation de leurs ressortissants dans le Nord

La situation demeure extrêmement tendue et confuse, jeudi 2 juin, dans le nord de la Somalie, où les rebelles du Mouvement national somalien (MNS, rébellion armée antigouvernementale) ont lancé, vendredi, une offensive contre plusieurs localités. Après des communications contradictoires des autorités de Mogadiscio et des dirigeants du MNS, les premières déclarations formelles la prise des villes de Hargeisa, Berbera et Burao, revendiquée par les seconds, Radio-Hargeisa, radio de la capitale du nord de la Somalie, a repris ses émissions, jeudi, pendant quinze minutes, après deux jours d'interruption.

Elles ont de nouveau été brusquement interrompues une heure un quart plus tard. Toutes les communications téléphoniques entre Djibouti et Hargeisa (à environ 250 kilomètres au sud) sont interrompues depuis une semaine, ont indiqué, jeudi, les services djiboutiens des postes et télécommunications.

Interrogé par un journaliste, le chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis à Djibouti a, d'autre part, indiqué que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France envisagent d'agir de concert pour, en cas d'urgence, évacuer les ressortissants étrangers du port somalien de Berbera.

Les diplomates français à Djibouti se sont refusés à toute déclaration, et, à Paris, le Quai d'Orsay a fait savoir qu'il ne souhaitait faire « aucun commentaire » à ce sujet.

A Loyada, poste frontalier routier djibouti-somalien, aucun mouvement n'a été enregistré, jeudi, dans un sens ou dans l'autre. Les camions, a-t-on appris à Djibouti, préfèrent attendre l'annonce d'une accalmie pour reprendre la route. Des rumeurs non vérifiées ont cours enfin à Djibouti sur la présence à l'ambassade de Somalie, pour s'y réfugier, de personnalités somaliennes ayant quitté Berbera. — (A.F.P.)

# Passages

## Ce mois-ci

### ● LA FRANCE D'HARLEM DESIR

Dans une longue interview, le leader de SOS-Racisme s'explique: "Ce que j'attends du gouvernement"

#### ● Dominique Jamet

appuie sur la bombe électorale à neutrons

#### ● Mode d'emploi du bonheur: les recettes de Zeldin

#### ● J.J.S.S., retour d'Israël.

et notre dossier: "Qui est Juif?" avec Elisabeth Huppert, le Rabbin Sitruk, Valérie Kaprisky

Tout ce qui compte est dans Passages

En vente dans tous les kiosques

# Pour aller en Angleterre, le seul tunnel c'est le tunnel de St-Cloud.

**Brittany Ferries**

L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE

TÉL. 42 96 63 25



## Asie

La « reprise en main » par le général Zia Ul Haq

## Les deux islams du Pakistan

ISLAMABAD  
de notre envoyé spécial

Adossés aux premiers contreforts himalayens et dominant de très haut les maisons de « la ville de l'islam », les quatre minarets effilés de la gigantesque mosquée Roi-Fayyaz d'Arabie faisaient beaucoup parler d'eux ces jours derniers dans une capitale pakistanaise où on s'attendait à tout sauf au renvoi, par le président Zia Ul Haq, du premier ministre Mohamed Khan Junejo.

On se demandait plutôt quand partirait enfin du « plus vaste sanctuaire du monde » musulman les cinq appels quotidiens du muezzin à la prière. Quoi qu'il en soit, depuis de longs mois, la superbe mosquée de marbre et de béton, financée par Ryad, restait fermée aux fidèles car le pouvoir politique n'avait pas encore décidé à qui serait confiée la gestion religieuse d'un complexe auquel sera bientôt adjoint une « université musulmane internationale ».

Déjà emblème d'une « république islamique de cent millions de croyants », cette nouvelle mosquée-cathédrale, pourvue de puissants moyens financiers et culturels, aura toutes les chances de devenir une tribune influente à l'échelle de l'islam asiatique. Encouragé par ses proches amis saoudiens, le président-général — c'est ainsi qu'il se fait appeler pour donner le pas à sa fonction civile sur son grade militaire, sans pour autant renoncer à celui-ci — souhaiterait doter la mosquée de servantes islamistes ultra-conservatrices, tandis qu'on prêtait au ci-devant chef de gouvernement le désir d'y placer des religieux traditionalistes plus modérés et surtout moins soumis aux influences saoudiennes.

Ce n'était là sans doute que l'un des aspects, parvenus sur la place publique, du débat de plus en plus vif agitant ces derniers mois la classe dirigeante pakistanaise à propos de l'« islamisation » de la vie quotidienne et de la législation. A peine M. Junejo destitué, le chef de l'Etat a d'ailleurs indiqué que l'application « à la lettre » du droit islamique dans toutes ses dispositions était « sa passion principale ». Quelques jours auparavant, il avait blâmé sous l'apostrophe publique d'un des dix parlementaires faisant campagne pour la « coranisation » complète du cadre législatif, le mettait au défi d'islamiser enfin sans réserve le pays.

La nation pakistanaise est très majoritairement composée de musulmans pratiquants et sans doute croyants, mais elle n'en est pas moins attachée, dans de très larges couches, à une pratique indulgente se référant plus à un précepte souvent occulté du Coran : « Pas de contrainte en religion », qu'à l'intransigeance de nombre de mollahs — terme utilisé au Pakistan pour désigner aussi bien le clergé sunnite que chiite, puisque le pays comprend ces deux communautés, la seconde étant minoritaire et peu associée au pouvoir.

Pendant le mois de jeûne du ramadan, qui s'est achevé fin mai, il n'était pas rare de croiser dans la rue ou à la campagne des ouvriers et des paysans buvant de l'eau, parfois même fumant. Cela est théoriquement interdit. Mais comment rester sans boire de 4 heures à 19 heures quand on travaille et lorsqu'il fait, comme c'est le cas ces temps-ci, 45 degrés à l'ombre ? « Je m'abstiens bien de tout, moi ! », nous répondait un religieux sunnite dans son bureau climatisé de Lahore...

« L'application intégrale de la loi islamique n'est réclamée que par une minorité sociale composée de pas mal de mollahs, de fonctionnaires et d'étudiants auxquels s'ajoutent des fonctionnaires, qui ne peuvent faire autrement, et des militaires. Mais ceux-ci sont loin d'être majoritaires dans l'armée ; le tout est très choyé par l'Arabie saoudite et également par les Américains, qui voient dans l'islamisation un rempart absolu contre le communisme », nous expliquait le jeune journaliste Javed Benzir, du nouveau quotidien libéral anglophone de Lahore, The Nation.

## Les troubles de Karachi

Notre confrère ajoutait : « La résistance passive à cette conception totalitaire de l'islam a été telle que, jusqu'à présent, en dehors de quelques flagellations publiques, notamment pour des délits sexuels, et de deux ou trois lapidations d'adultères dans des régions pathanes sous-administrées, près de l'Afghanistan, les châtiments dits islamiques n'ont pu être appliqués. Ainsi, aucun voleur n'a été exécuté, le poing coupé et, dans le peuple, pratiquement personne ne veut entendre parler de cela. Aussi bien dans la bourgeoisie frétillante d'Angleterre que chez les ruraux du Pendjab ou du Sind, tout le monde trouve que l'islamisation doit s'arrêter là. On en a assez ! »

A Karachi, des bégums épouses de ministres ou de gouverneurs sont allées klaxonner sous les fenêtres des bureaux de leurs maris pour protester contre la disposition donnant au témoignage judiciaire d'un seul homme le valeur de celui de deux femmes. Une vigoureuse campagne, quasi nationale, vient d'arrêter à la mort à coups de pierres une jeune femme répudiée, qui s'était mariée, et dont le premier mari prétendait devant les juges qu'il ne l'avait pas vraiment répudiée...

C'est à Karachi encore, énorme ville-flaque de près de dix millions d'habitants, écorchée sous son propre poids, que des turcos entre musulmans sunnites, ayant fait entre trente et cent morts selon les sources, ont enflammé la fin du ramadan. Dans cette mégapole où la tension sociale est endémique, il a suffi qu'un Pathan venu du nord déchire ostensiblement une carte postale représentant un des dirigeants des mollahs — on appelle ainsi les sept millions de musulmans émigrés de l'est lors du partage des Indes en 1947 — pour que se déclenchent de sanglantes émeutes. Elles se sont poursuivies durant plusieurs jours, tandis qu'un couvre-feu total était imposé aux quartiers septentrionaux du grand port.

Au même moment, à Gilgit, près de la frontière chinoise, un différend entre sunnites et chiites à propos de la date de la fin du jeûne — elle est fixée en fonction de l'apparition de la lune, que certains prétendaient avoir vue et d'autres non — a causé la mort de plusieurs personnes.

Le général Zia a argué de ces troubles pour dénoncer l'« incapacité » de M. Junejo à gouverner. En réalité, il semble bien que ce soit l'estime grandissante manifestée par le public à l'égard d'un premier ministre affable et plus résolu, apparemment, à jouer la carte de la démocratisation graduelle que celle de l'islamisation à outrance, qui a décidé le président-général à se débarrasser de lui et à dissoudre un Parlement où les vrais islamistes n'étaient qu'une poignée.

Il y a bel et bien deux islams au Pakistan. Celui du pouvoir, plus exigeant que jamais après les événements politiques de ces jours-ci. Et celui de la rue, dont la sincérité ne peut être mise en doute mais qui est empreint de traditions accommodantes. Quelque des deux lancera demain son message du haut des minarets « saoudiens » d'Islamabad ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

## CORÉE DU SUD

## Les discussions publiques sur la réunification ne sont plus interdites

Séoul a annoncé jeudi 2 juin la levée de l'interdiction qui était jusqu'à présent faite aux Sud-Coréens de discuter publiquement de la réunification de la péninsule. Toutefois, les contacts bilatéraux entre le Nord et le Sud ne seront autorisés qu'au niveau gouvernemental. Le gouvernement a demandé aux étudiants de mettre fin à leurs tentatives de contacts directs avec le Nord. Cependant, une marche étudiante est prévue vers la zone démilitarisée le 10 juin, malgré l'interdiction des autorités.

D'autre part, Séoul a proposé, vendredi, l'ouverture de négociations à haut niveau avec Pyongyang, pour discuter de la participation de la Corée du Nord aux Jeux olympiques de septembre, ainsi que des moyens

de mettre fin au conflit entre les deux pays. Selon les autorités sud-coréennes, le Nord a refusé de recevoir la lettre adressée par le premier ministre sudiste, M. Lee Hyun Jae à son homologue nordiste Li Gun Mo.

De son côté, Pyongyang avait indiqué jeudi que Séoul devait répondre aux messages envoyés par le Nord en janvier et en mars dernier demandant des rencontres afin d'apaiser les tensions entre les deux parties de la péninsule. Enfin, le gouvernement nord-coréen a été étonné vendredi. Deux vice-premiers ministres chargés de questions économiques ont été relevés de leurs fonctions et deux autres ont changé d'attribution. — (UPI, Reuters, AFP.)

## CHINE

## Nouvelle manifestation étudiante

Les autorités chinoises ont annoncé, vendredi 3 avril, l'arrestation de deux voyous coupables d'avoir assailli un assistant chercheur et molesté deux autres personnes au cours d'une nouvelle rixe à proximité du campus de l'université de Pékin entre étudiants et malfaiteurs. L'incident — le troisième à Pékin en quelques mois — a provoqué une manifestation des étudiants de ce campus jeudi soir. Selon des

témoins, la police est intervenue à l'intérieur de l'université pour ramener l'ordre après qu'un rassemblement public de protestation eut quelque peu dégénéré en bagarres entre groupes mal définis. Tandis que certains manifestants scandaient le slogan « Nous voulons les droits de l'homme ! », d'autres cassaient des vitres. Des témoins font état de quelques arrestations.

● SRI-LANKA : victoire gouvernementale lors d'élections régionales. — Le Parti national uni (UNP) a remporté jeudi 2 juin la majorité absolue des sièges lors des élections régionales dans les provinces centrales et occidentales de Sri Lanka. En l'absence du principal parti d'opposition, le SLFP, qui, comme le mouvement extrémiste cinghalais JVP, boycottait le scrutin, l'Alliance socialiste unie a remporté un nombre important de sièges. Le vote a été reporté d'une semaine dans la province du Sud, où le JVP, qui avait menacé d'écarter les sept premiers électeurs qui se présenteraient dans chaque bureau de vote. En fait, trois personnes seulement ont été tuées pendant le scrutin. Avec ce succès électoral, l'UNP contrôle six des neuf provinces du pays. La mise en place de conseils provinciaux est l'un des éléments clés de l'accord indo-srilankais conclu en 1987 pour tenter de mettre fin à la rébellion séparatiste tamoule. — (Reuters.)

## VIETNAM : la libéralisation de l'économie

## L'ancien Saigon tente de faire peau neuve

HO-CHI-MINH-VILLE  
de notre envoyé spécial

Rue Ly-Tu-Trong, dans le centre, des mobylettes flambant neuves, de fabrication japonaise, s'alignent par dizaines sur le trottoir. Il en coûte entre 3 et 4 taels d'or, soit une vie de salaire d'un ouvrier. Plus bas, entre les boulevards Ham-Nghi, Nguyen-Hue et Le-Loi, dans un dédale de ruelles piétonnières, le choi, le marché « à ciel ouvert », consomme de beaux jours. Tout s'y vend. Les halages regorgent de légumes et les boutiques de produits de contrebande les plus divers.

Mais l'axe commercial le plus impressionnant de l'ancienne Saigon est encore le boulevard An-Duong-Vong, dans le quartier chinois de Cholon, où des centaines de magasins affichent toute la panoplie des vidéocassettes, récepteurs de télévision, machines électroniques. Un récepteur en couleur de télévision se vend 3,5 millions de dong, soit l'équivalent de 6 000 F au marché noir. A Saigon, un bon salaire mensuel n'est que de 40 000 à 50 000 dong.

Après 1975, le sud du Vietnam avait réappris l'usage de la bicyclette. Depuis deux ou trois ans, les pétarades des motocyclettes recommencent à donner le ton à Ho-Chi-Minh-Ville, redevenue fiévreuse, avec ses milliers de petits commerces et son appétit de bruit. Chacun fait ce qu'il peut et, quand l'occasion s'en présente, les enfants quittent l'école pour exercer les tout petits métiers de la rue : vente de cigarettes, de bonbons, de boissons sucrées, de chewing-gum ou de journaux.

Le centre de la ville, dessiné par les Français, tente de faire peau neuve. Les chasseurs de l'Hôtel Rex, le meilleur du Vietnam, ont touché leurs premiers uniformes. A l'Hôtel Cui-Long — l'ancien Majestic — on refait les chambres l'une après l'autre. L'Hôtel Continental — l'un des plus célèbres de la région — s'est transformé en un vaste chantier. Sur le jardin intérieur, on construit un dancing. La façade est préservée, mais l'intérieur de ce beau bâtiment est entièrement réaménagé. En attendant qu'il rouvre ses portes après plusieurs années, sa vaisselle se retrouve chez les marchands de souvenirs.

## « Vocation commerciale »

Selon M. Huynh Lieu, directeur adjoint de Vietnamtourism, dont les bureaux sont encore installés dans un ancien garage un peu crasseux du centre, sept hôtels peuvent désormais « accueillir des étrangers ». Une capacité actuelle de plus de sept cents chambres, dans leur grande majorité climatisées. Il existe également quelques petits hôtels moins confortables. Un grand projet est à l'étude : transformer le Brink, un énorme bâtiment du centre, autrefois occupé par des services administratifs américains et qui avait été le théâtre d'un sanglant attentat, en hôtel de luxe.

Tout cela semble fonctionner. Le taux de remplissage des hôtels est d'environ 80 %. A Saigon, Vietnamtourism dispose de deux cents véhicules pour promener sa clientèle, ce qui est « insuffisant », dit M. Lieu. On importe donc d'autres véhicules du Japon et de Hongkong. La section de Vietnamtourism à Vung-Tau — l'ancien cap Saint-Jacques, station balnéaire de Saigon où une compagnie de Hongkong est en train de construire un hôtel de cinq étages sur la grande plage — a fait un chiffre d'affaires de 5 millions de dollars en mars et en avril.

Tandis que Vietnamtourism propose pas moins de dix-sept circuits à travers le pays — de trois à vingt et un jours — la rue Dong-Khoi, l'ancienne rue Catina, en plein centre, s'est transformée en un véritable défilé d'artisanat : broderies, laques incrustées de nacre, bibelots, porcelaines, statuettes. Magasins privés, points de vente de coopératives, « intershops » étatiques, tout un monde guette les visiteurs étrangers, dont le nombre augmente de 10 % par an. Dans les rues adjacentes, des cafés s'agrémentent de jeunes hôtesses souriantes.

M. Nguyen Huu Phuoc, président du comité populaire du premier arrondissement — le centre de Sai-

gon — se félicite de voir ainsi se réaliser la « vocation commerciale » de son domaine. « Les boutiques, dans leur immense majorité, sont de nouveaux ouvertures », dit-il. « Avec l'inflation, les commerçants s'en tirent bien mieux que les fonctionnaires, qui mangent tout le temps, mais ce n'est pas la majorité », poursuit-il.

Le commerce ambulant, celui des pauvres, est toléré. Sur une grande avenue, M<sup>lle</sup> Liem vend quelques boissons sucrées, tandis que ses trois fils, dont un handicapé, proposent des cigarettes à l'unité aux consommateurs des terrasses des cafés du coin et que son mari gagne un salaire salubre comme portier. Cette famille a quitté Nha-Trang en bateau, en 1975. « La famille était totale », dit-elle, pour Vung-Tau, et a échoué sur les trottoirs de Saigon. Elle y vit depuis. « Quand il pleut, le café d'en face nous autorise à dormir sous son auvent », dit M<sup>lle</sup> Liem. Sinon, ils dorment tous sur le trottoir, le long d'une grille. Les enfants ne vont pas à l'école. Ils n'ont guère de clients car ils ne sont pas seuls dans leur cas, et les gosses de la ville, à coups de poing, se sont arrogés des territoires infranchissables. Chacun reste devant son café ou son bar de peur de prendre une bonne raclée.

## « Poussières de la vie »

Il existe des milliers de gens qui vivent ainsi, à Saigon et ailleurs, de pas grand-chose, sans compter les *huu doi*, « poussières de la vie », enfants abandonnés ou en fuite qui traînent dans les rues. Selon M. Lu Sanh Thoi, directeur de la Banque du commerce et de l'industrie, qui a ouvert ses portes l'été dernier, le chômage, déguisé ou non, affecte un million de personnes, soit la moitié de la force de travail. Mais des centaines de petits métiers permettent aux plus démunis de grappiller ici et là de quoi mal se nourrir.

La ville a, cependant, avec la libéralisation de l'économie, retrouvé sa vitalité. « Le secteur privé n'est plus limité. Il n'y a plus d'entraves. C'est fini », estime, à ce propos, M. Huynh Hoa Nha, vice-président de l'Union des coopératives d'industrie légère et d'artisanat. M. Thnat Viet, journaliste à Saigon Giapdong (Saigon libre), le quotidien du parti, se réjouit, pour sa part, que la presse soit invitée, depuis dix-huit mois surtout, à jouer un rôle dans « la lutte contre les phénomènes négatifs ». Ainsi mis en cause, certains directeurs d'entreprises nationales sont obligés de se justifier dans les colonnes du journal. « Les lecteurs jugent », dit M. Viet.

Le système s'est assoupli et chacun tente de s'organiser en conséquence, à commencer par le demi-million de Chinois de Cholon. Depuis 1975, les *viet-kieu*, les Vietnamiens résidant à l'étranger, apportaient leur contribution sous forme de colis envoyés aux familles. Depuis peu, ils reviennent en visite et devraient même constituer, dès 1988, les premiers clients de l'hôtellerie saigonaise, avant les groupes de touristes des pays de l'Est, d'un rapport bien maigre. « Des *best people*, qui ne sont partis qu'en 1986, sont déjà revenus », raconte un Saigonnais. Pourtant, la plupart des *viet-kieu* sont hébergés par leurs propres parents demeurés sur place.

Démision de l'Etat, retraite provisoire ou libéralisation de longue haleine ? Personne ne s'avance à le dire. Un millier de voitures particulières, le plus souvent importées en fraude, ont fait leur apparition dans les rues de Saigon en 1987. Entrent, pour nourrir leurs familles, des instituteurs se reconvertissent en cyclo-pousse le soir. Les statistiques sont là : le journal de l'armée, le *Quan Doi Nhan Dan*, estime que près de la moitié des enfants abandonnés leurs familles au cours du premier cycle dans un pays où les lettrés conservent pourtant un grand prestige.

Saigon, sans doute à l'image de l'ensemble du pays, semble en pleine rue. M. Phuoc se plaint des embouteillages, de la « petite délinquance » et des « drogues douces » qui circulent, le soir, dans les parcs du centre. Mais, en dehors des vols à la tire et des pickpockets, la métropole du Sud semble l'une des villes les plus sûres du monde. Enfin, si chacun peut vaquer plus librement que par le passé à ses affaires, la contestation politique n'utilise que les canaux mis en place par l'appareil communiste. Pour le reste, la sécurité veille et personne ne semble s'y frotter.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

**ISTH** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954

**SCIENCE PO**

- Méthodologie de la dissertation
- Mises à niveau en langues vivantes
- Compléments pédagogiques en sciences politiques et économiques

• Entrée en AP

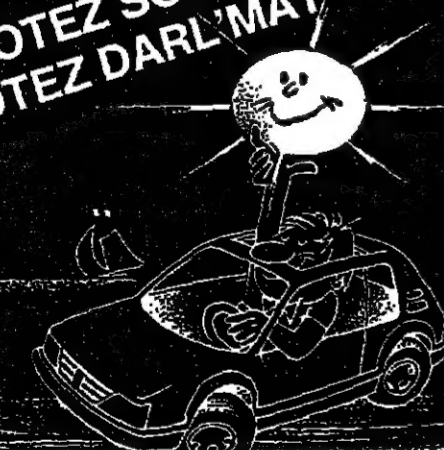
- Année complète - octobre à juin
- Sessions trimestrielles - février à juin
- Sessions intensives juillet-août

Toutes options assurées. Nouveau programme 88.

TOLBIAC : 83, av. d'Italie 75013 Paris Tél. : 45.85.59.35 + 4

AUTEUIL : 6, avenue Léon-Houzeau 75016 Paris Tél. : 42.24.10.72 + 3

**VOTEZ SOLEIL VOTEZ DARL'MAT**



Grande promotion «toits ouvrants» Pose gratuite de tous modèles sur tous véhicules par spécialiste d'usine et cadeau d'une housse de protection pour les démontables

**Darl'mat**

29, rue Frémicourt  
75015 Paris

(Publicité)

**CLASSES PREPA**  
d'été ou annuelles

**SCIENCES-PO et MÉDECINE**

La première depuis 1967. Documentation contre 3 timbres

**CEPES**

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly  
47.43.01.10 ou 47.22.01.94



## Décrispation en Nouvelle-Calédonie

Si les conversations engagées en Nouvelle-Calédonie par la « mission du dialogue » semblent provoquer une certaine décrispation dans les réactions des principaux responsables politiques du territoire, la situation demeure assez tendue sur le terrain. C'est ainsi que le jeudi 2 juin un engin explosif de faible puissance a été jeté dans le jardin de la maison du numéro deux du FLNKS, M. Yvénisé Yéwéné, à Koutio, en banlieue de Nouméa, alors que celui-ci et sa femme

étaient absents. Cet attentat, qui n'a fait ni blessé ni gros dégâts, n'a pas été revendiqué.

A Paris, la polémique continue à propos de l'ouverture d'une information judiciaire sur les conséquences de l'assaut d'Ouvéa et de la décision prise par le ministre de la défense, M. Chevènement, de lever le « secret-défense » sur les premiers éléments de l'enquête militaire de commandement qui ont déjà permis de constater que

des « actes contraires au devoir militaire ont été commis ».

MM. Michel Debré et Pierre Messmer, anciens premiers ministres et anciens ministres de la défense ont accusé le gouvernement, jeudi dans un communiqué commun, d'avoir « un comportement inadmissible » à l'égard de l'armée. Ils estiment « qu'il n'est conforme ni à la règle morale ni au bien de l'Etat de paraître condamner avant toute enquête les soldats qui ont obéi aux

ordres et exécuté dans des conditions périlleuses la mission qui leur a été confiée ».

Le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, qui était jeudi soir l'invité de France-Inter, a « déploré que l'on tente une exploitation électorale d'un drame humain à propos de l'assaut à la grotte d'Ouvéa. Il faut que chacun prenne ses responsabilités, a-t-il notamment déclaré, l'honneur de l'armée ne peut pas être mis en cause dans cette affaire. »

## M. Tjibaou prend acte du « changement de ton » de M. Lafleur

NOUMÉA  
de notre correspondant

Retirée en conclusion dans la résidence du haut commissariat de Nouméa, la « mission du dialogue » poursuivait, le vendredi 3 juin ses consultations dans la plus grande discrétion.

Les seules indiscretions émanant pour l'instant de M. Jacques Lafleur, président du RPCR, qui a tenu en tant que candidat URC au scrutin de dimanche, à éclairer ses électeurs sur le scénario institutionnel en gestation. Dans un entretien accordé au quotidien local *les Nouvelles calédonniennes*, il évoque ainsi la perspective d'un redécoupage électoral : « L'idée qui court, c'est de faire trois districts, trois provinces autonomes, deux pour la Grande-Terre, une pour les îles Loyauté. » Ce nouveau modus vivendi géographique qui juxtaposerait une région à dominante canaque (les îles Loyauté, la côte ouest) et une région à dominante européenne (le sud, associé à l'autre partie de la côte ouest) renverrait à

une partition de fait, même si nul ne se hasarde pour l'heure à utiliser cette expression un brin sulfureuse. C'est pourtant bien l'esprit des tractations en cours.

M. Lafleur préconisait lui-même il y a quelques jours une solution de « partage » avec « les indépendantistes dans leur aire nous dans la nôtre ».

Mais l'entité territoriale serait préservée puisque, selon le président du RPCR, un congrès réunirait les élus des trois assemblées provinciales.

Ce nouveau statut devrait permettre, à ses yeux, que « les gens soient tranquilles, par exemple pendant dix ans ». Autrement dit : il s'agit d'une période transitoire sanctionnée, croit-on deviner, par un deuxième référendum d'autodétermination (1).

Les indépendantistes pourraient-ils accepter un tel schéma ?

« Si c'est pour revenir en arrière, on ne peut pas être d'accord mais si cette période transitoire peut ouvrir sur l'indépendance, on est d'accord », nous a déclaré vendredi, le chef du FLNKS, M. Jean-Marie

Tjibaou. Un référendum national organisé rapidement pourrait constituer, selon lui, « un verrou constitutionnel appréciable » qui préviendrait « tout retour en arrière ».

Le chef indépendantiste juge, en outre, que M. Lafleur tient en ce moment « un discours plutôt ouvert » et qu'il faut « prendre acte de ce changement de ton ».

Cette décrispation autoriserait-elle une rencontre entre les deux hommes ?

M. Tjibaou ne s'y déclare pas « hostile » tout en précisant que « c'est au gouvernement français de prendre la responsabilité ».

De son côté, M. Yvénisé Yéwéné, numéro deux du FLNKS, commente plus sévèrement l'appel de M. Lafleur « aux sacrifices » et aux « concessions réciproques ». « C'est de la poudre aux yeux jetée à l'opinion publique métropolitaine et internationale », a-t-il estimé. Il est vrai qu'il réagissait à chaud de l'île de Maré, juste après avoir été informé de l'attentat dont son domicile de Nouméa avait été la cible jeudi soir.

Par ailleurs, dans le cadre de l'information ouverte après les morts suspects d'Ouvéa, M. Joëlle Ron-

dreux, le magistrat chargé du dossier à Nouméa, n'avait toujours pas signé vendredi en fin d'après-midi (heure locale) l'ordonnance de désignation des médecins légistes appelés à réaliser les autopsies. On fait valoir sur place la difficulté technique de joindre les experts métropolitains volontaires et d'organiser matériellement leur déplacement en Nouvelle-Calédonie.

FREDERIC BOBIN.

(1) Dans un entretien publié vendredi 3 juin dans *le Figaro*, M. Lafleur est encore plus clair : « Nous avons le choix, dit-il, entre le bain de sang et la recherche d'une solution. Je ne suis pas pour le bain de sang. Ensuite, si la discussion commence, il faut que nous admettions les uns et les autres deux réalités incontournables : il faut qu'ils (les indépendantistes) reconnaissent que nous existons, que nous ne nous en irons jamais, et que nous sommes largement majoritaires ; et nous nous reconnaissons qu'il y a dans la communauté mélanésienne, des indépendantistes, et qu'ils sont incontournables (...) Un mauvais accord vaut mieux qu'une bonne guerre civile parce qu'il n'y a jamais de bonne guerre civile... »

## Caldoches et indépendantistes envisagent la création de deux régions autonomes

(Suite de la première page.)

Quelles que soient les orientations du pouvoir central, les caldoches devront choisir en face d'une communauté canaque tentée par la violence, entre le compromis ou l'état de guerre.

Ce constat parachevé la faille du système institutionnel mis en place en 1986 par le gouvernement de M. Chirac, qui avait cru pouvoir faire l'impasse sur les aspirations des Canaques.

M. Tjibaou, lui, sait, en l'état actuel des données démographiques et du rapport des forces, qu'il n'a pas les moyens d'arracher cette indépendance qu'il revendique au nom de la majorité de la communauté mélanésienne. Aujourd'hui comme hier, le chef du mouvement indépendantiste, en vérité, ne conçoit l'indépendance qu'en accord avec la France.

Il appartient donc à l'Etat d'arbitrer, quitte à rompre radicalement, dans une phase transitoire, avec les options autonomistes fixées ces dernières années, et à revenir, provisoirement, parce qu'il y a urgence, à un régime d'administration directe.

### L'esprit de Nainville-les-Roches

La perspective d'une partition de la Nouvelle-Calédonie, qui n'est plus exclue par M. Lafleur et que M. Tjibaou ne rejette pas, n'est certes pas nouvelle. Le fait nouveau, et important, est qu'elle devienne officiellement une base de discussion. En l'occurrence, la législation ne ferait qu'entériner les évidences.

Si l'idée de la partition s'impose à l'esprit des uns et des autres, c'est tout simplement parce que cette partition est déjà inscrite dans la géographie politique, économique, sociale et culturelle d'une Nouvelle-Calédonie coupée en deux : les indépendantistes canaques contrôlent les deux tiers de la Grande Terre et la presque totalité des îles Loyauté, tandis que les caldoches prédominent à Nouméa et sur la moitié environ de la côte ouest du

territoire. L'Etat jouerait donc un rôle intermédiaire de tampon.

Un tel schéma pourrait, en effet, si chacun joue le jeu, permettre un retour à la paix civile sans préjudice du futur.

La mémoire du proche passé incite, toutefois, à la circonspection. Jamais MM. Lafleur et Tjibaou, leurs lieutenants et leurs partisans respectifs, n'étaient allés aussi loin dans le dialogue et dans la négociation d'un compromis qu'à Nainville-les-Roches (Essonne), en juillet 1983. Il s'agissait déjà, il y a cinq ans, pour les uns et les autres, au cours de cette « table ronde », de mieux partager le présent pour mieux assurer l'avenir, et de le faire, déjà, par une étape transitoire qui devait, elle aussi, être sanctionnée, à terme, par un référendum d'autodétermination accepté par tous. On sait, malheureusement, ce qu'il est advenu.

A supposer que l'Histoire accepte de ressusciter ce « plat »-là, tous les « invités » accepteraient-ils d'oublier les drames de ces dernières années, qui ont creusé encore davantage le fossé entre les deux principales communautés ? M. Lafleur est soumis aux surenchères d'une extrême droite en expansion ; M. Tjibaou est menacé de débordements par les générations montantes...

Jamais lueur d'espoir n'avait été à la fois si bienvenue et si fragile...

ALAIN ROLLAT.

## Après la décision de « déclasser » le rapport sur Ouvéa

### « Ça bouillonne furieusement dans les armées »

« Ça bouillonne furieusement dans les armées », constate cet officier bien placé, par ses fonctions, pour sonder les états d'âme de la communauté militaire après l'annonce par le ministre de la défense qu'il « déclasserait », pour les besoins de la justice, l'enquête de commandement interne à l'administration sur les suites de l'affaire d'Ouvéa.

« En deux jours, Jean-Pierre Chevènement a largement entamé le crédit de confiance qui avait été le sien au lendemain de sa nomination », croit pouvoir ajouter ce même cadre.

La « grogne » n'est pas seulement perceptible à l'Ecole militaire, à Paris, où, de tradition, les stagiaires des différentes écoles de guerre et autres centres de formation de la future « élite » des armées françaises, concentrés en un même lieu, sont plus disponibles pour s'échauffer, entre eux, au moindre frémissement, ici ou là, de l'institution.

Cette « grogne » est également perceptible en province où, dans certaines unités, notamment dans le midi de la France, des officiers généraux ou supérieurs ont été approchés par leurs subordonnés qui leur demandaient des explications — qu'ils n'ont pas été en mesure de leur donner — sur le thème suivant : pourquoi M. Chevènement a-t-il déclassé une requête, attendue, de son collègue de la justice ?

Dans les couloirs du ministère de la défense, on exhale aussi son amertume, même si c'est à mots couverts. Par exemple, des officiers proches du cabinet de M. Chevènement, eux-mêmes, regrettent l'annonce — qu'ils estiment prématurée — de la suspension de ses fonctions du

capitaine de gendarmerie, tenu pour responsable à Ouvéa de l'évacuation sanitaire après l'assaut, qui jure qu'il n'est pour rien dans le transport du chef indépendantiste Alphonse Diaou et qui menace de faire un procès à son administration.

### Frustration

Plus loin, ce sont d'autres cadres qui déplorent la divulgation, telle qu'elle par le ministre, de la lettre de justification du médecin du 11<sup>e</sup> régiment parachutiste de choc, avec son antécédent d'origine : centre d'entraînement des réserves parachutistes, qui est la dénomination « bidon », sans existence légale, du bras séculier de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) à Cercottes (Loiret). Pour la première fois, donc, l'existence de cette annexe, comme des unités, est officialisée par le ministre.

Passé encore, pour ce qui peut apparaître comme une série de maladroites, dues à l'inexpérience de la nouvelle équipe ministérielle, mais propres à envenimer une frustration qui trouve sa raison d'être dans d'autres considérations.

La « grogne », en réalité, a commencé, dans les armées, avec la mise sur la place publique du compte-rendu d'opérations du chef du GIGN. La décision de M. Chevènement de confier une enquête interne sur ces révélations à la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPDS) ou ex-sécurité militaire n'a pas réussi à calmer le jeu.

De nombreux cadres d'active tirent de cette divulgation et, partant, de l'incapacité de leur institution à garder ses secrets, la conclu-

sions qu'il leur faudra désormais édulcorer leurs rapports. Quitte à ce qu'ils pèsent la nécessaire franchise du traditionnel « debriefing » après opération. C'est l'intérêt mal compris des civils, disent ces officiers, d'un compte-rendu d'opérations que de communiquer à ses destinataires les appréciations ou critiques des subordonnés, sur le terrain, quant à la tactique et aux moyens choisis, surtout dans le cadre d'une action mêlant diverses unités.

On apprendra, commente un officier d'état-major, dans ces conditions, à tenir par écrit ce qu'on préférerait dire de vive voix et sans témoin à ses supérieurs immédiats.

### Autoprotection

Mais c'est le tour judiciaire pris, désormais, par les suites de l'assaut contre la grotte de Gossanah qui est le plus diversement apprécié par cette communauté militaire.

Si certains cadres ne contestent pas le devoir, pour la justice, de mener son enquête contradictoirement et avec sérénité, en revanche d'autres ont très vite manifesté une attitude plus critique après la décision de « déclasser » le rapport

administratif des généraux Berthier et Rocheland.

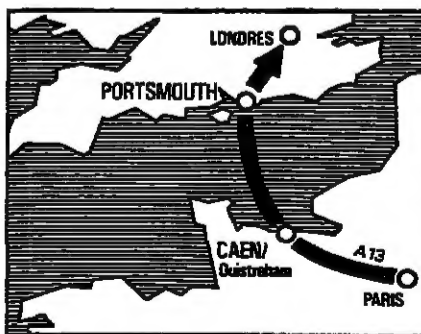
« Ce n'était pas au ministre de la défense de prendre les devants en la matière », prétend un officier. En toute logique, Jean-Pierre Chevènement aurait dû attendre qu'on le lui demande et « déclasser » le rapport par petits bouts, au fur et à mesure des sollicitations du magistrat instructeur. Histoire de faire trainer, pour se faire respecter. »

La société militaire a ceci de particulier que, sans organisations de défense professionnelle, ses membres ne sont garantis, dans la pratique, contre l'arbitraire que par la bonne volonté de leur propre hiérarchie, à commencer par celle de leur ministre. Dans ces conditions, la « transparence » nécessaire à une enquête de commandement a pour contrepartie la protection de leurs sources par les états-majors.

Avec un tel précédent, avoue un officier supérieur, les subordonnés pris dans la tempête ne se confieront plus à leurs chefs et leur manière de s'autoprotéger sera d'en dire le moins possible et de se limiter à des banalités.

JACQUES ISNARD.

## Après le tunnel de St-Cloud, l'Angleterre c'est par CAEN.



Pour aller, avec votre voiture, de Paris en Angleterre, ne vous creusez pas la tête.

Un seul tunnel : le tunnel de St-Cloud. Filez tout droit sur l'autoroute A13 de Normandie jusqu'à Caen/Ouistreham.

L'un des paquebots-ferries de Brittany Ferries vous y attend. 3 départs par jour sauf le mardi\* (le dernier chaque soir à 23h59 pour une bonne nuit

en cabine) et à vous l'Angleterre, frais et dispos, en débarquant à Portsmouth. La bonne porte pour l'Angleterre : à 118 km seulement de Londres et à l'entrée des plus belles régions d'Angleterre.

L'Angleterre par Caen, histoire de perdre le Nord ! Toutes agences de voyages et Paris, tél. 42 96 63 28.

**Brittany Ferries**  
L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE

\*2 départs

## Témoignages de ravisseurs en fuite

France-Inter doit diffuser le 11 juin, dans l'émission « Passerelles », les témoignages de plusieurs Canaques qui ont réussi à échapper aux forces armées au terme de l'assaut du 5 mai contre la « grotte aux guerriers » d'Ouvéa. L'un d'eux, un jeune de dix-neuf ans, raconte qu'il gardait la cuvette au fond de laquelle était située la grotte, et il affirme, à son tour, que plusieurs des preneurs d'otages ont été abattus alors qu'ils se rendaient, sans arme, ou qu'ils s'enfuyaient. Il ne cite pas les noms de ceux qui seraient ainsi été tués.

Ce militant indépendantiste affirme que l'un des otages — un gendarme âgé — devait être libéré en échange de la venue dans la grotte d'une équipe d'Antenne 2. Il précise qu'un soir il a « entendu ce vieux pleurer ».

« Le vieux a répondu que c'était la première fois qu'il n'aurait pas assisté à un anniversaire de sa fille. On en a discuté avec Alphonse (Diaou) et on a décidé, dit-il, de le libérer. C'était le premier otage à devoir être libéré », affirme-t-il, avant de rappeler que, le 5 mai, quand les hélicoptères transportant les militaires sont arrivés, les ravisseurs croyaient à la venue de l'équipe d'Antenne 2.

Parmi les autres témoignages figure celui d'un autre ravisseur, toujours en fuite, qui dit avoir réussi à s'échapper en se cachant dans une petite grotte « au fond de laquelle il y avait, indique-t-il, les squelettes de nos ancêtres ». Il explique y être resté jusqu'au lendemain de l'assaut, « allongé à côté des ossements ». « Je suis, déclare-t-il, le seul survivant de mon groupe. »



## Politique

## La campagne pour les élections législatives

## Paris : le retour de M. Bertrand Delanoë face à M. Alain Juppé

96 voix ! La bataille est serrée : Bertrand Delanoë se bat pour conserver la majorité présidentielle les 96 voix d'avance arrachées par François Mitterrand le 8 mai dans cette 18<sup>e</sup> circonscription de Paris (partie du dix-huitième arrondissement) ; Alain Juppé part à la reconquête de ces 96 voix pour renverser la situation. La bataille est symbolique : la défaite du porte-parole de Jacques Chirac et deuxième adjoint au maire de Paris aurait un écho dépassant la butte Montmartre autour de laquelle se sert le terrain de l'affrontement.

Vous ne connaissez pas « Coco » ? Si vous habitez le dix-huitième arrondissement, vous avez pourtant sûrement un jour avisé ce petit homme brun à la bonhomie ventrue coiffée dans son uniforme d'officier du corps urbain de la police nationale : le commandant Roger Cochinal. Pendant près de six ans patron des flics en tenue du dix-huitième, il a inculqué à ses hommes le « ba-ba du maintien de l'ordre républicain », pourchassé les vendeurs de drogue et fait séjournier les drogués, bref tenté de calmer un quartier malade de la délinquance et au racisme à fleur de trottoir. Les personnes âgées de l'arrondissement, elles, le connaissent bien : il est venu les voir, ces derniers mois, sur ordre de son ministre Robert Pandaud, pour les rassurer. Aujourd'hui, l'heure de la retraite a sonné pour ce symbole de l'ordre policier, et il est le suppléant de... Bertrand Delanoë, A. Roland-Garros, on appellerait cela un splendide passing shot !

« Cela prouve que l'Etat-RPR avait quelques lacunes », ironise Alain Juppé pour se consoler de n'avoir pu rattrapper cette belle bien placée de son adversaire. Car sa tentative d'expliquer que « Coco » est un flic « à la Delferre » et non « à la Pasqua » n'a pas encore eu beaucoup d'effet. La droite pourtant n'a pas été surprise par ce coup : si Roger Cochinal n'a jamais eu sa carte au PS, ce fervent syndicaliste, fondateur de la Fédération autonome des syndicats de police avec Gérard Monate, n'a jamais caché qu'il penchait à gauche.

Son aller et retour, infructueux, dans le Vaucluse en 1986, quand la rareté des bonnes places à Paris l'avait fait écarter de la liste socialiste, Bertrand Delanoë savait que son concurrent l'utiliserait autant qu'il est possible. Alain Juppé n'y manque pas, en faisant de sa « fidélité au 18<sup>e</sup> » son principal slogan, en insistant sur la fermeté de la permanence de son adversaire pendant deux ans, en se moquant de la fête

organisée l'autre samedi place des Abbesses avec Lionel Jospin, qu'il qualifie de « bal des revenants », en s'étonnant de « n'avoir jamais rencontré M. Delanoë dans les rues de l'arrondissement ».

Peut-être ! Mais le candidat socialiste peut faire remarquer que lui a vécu douze ans dans le 18<sup>e</sup>, qu'il y a milité de 1974 à 1986, alors que celui du RPR n'y est arrivé qu'en 1983, en provenance de ses Landes natales et de son domicile de la rue de Castiglione.

Qui est le plus « fidèle » à son quartier ? Celui qui se fait élire là où il a vécu, ou celui qui est venu y chercher un terrain électif, même si, cette fois, il a, sans hésitation et d'un revers de main, repoussé, contrairement à certains de ses amis, toutes les propositions qui lui ont été faites de circonscriptions plus confortables ? Des offres ont également été faites à Bertrand Delanoë : lui aussi les a rejetées ; sa malheureuse expérience du Vaucluse lui a suffi. Et aujourd'hui il se vante même de son éclipse passagère : « J'ai voulu refaire l'expérience du privé. Il est bon qu'un homme politique se recycle de temps en temps ». Pendant deux ans, sans le soutien de ses amis politiques, il s'est battu dans l'univers difficile de la publicité et de la communication. Aujourd'hui, il a acquis une indépendance d'esprit que n'avait pas toujours eue ce jeune loup arrivé très tôt (trop tôt ?) au sommet de l'organisation de son parti.

## Le bilan... municipal

Un petit tour avec lui dans les rues de Montmartre prouve qu'il connaît ce quartier, et qu'il y est connu. Son adversaire, lui aussi, l'arpente en tout sens. Curieusement, alors qu'il en est, moralement, le « député sortant », Alain Juppé paraît jouer le rôle de challenger de Bertrand Delanoë. Bon élève de son maître en politique, il court un véritable marathon électoral, volant d'une cage d'escalier d'HLM à une rue commerçante en compagnie de Jacques Chirac, en passant par l'inauguration d'une exposition dans un collège et la tournée, avec Bernadette Chirac, des cinq restaurants de la « Butte » où il a invité à déjeuner les « anciens » de sa circonscription. Son discours est simple : « Ne laissez pas tout le pouvoir aux socialistes » ; et surtout, « voyez tout ce que la majorité municipale a réalisé ici », efforts certains que ne peuvent que constater les socialistes eux-

mêmes. Et quand Bertrand Delanoë l'attaque sur son passé gouvernemental — « c'est le ministre de l'Injustice fiscale » — Alain Juppé réplique — encore — sur le travail de la mairie : « Je suis aussi le ministre des finances de la ville, et j'y ai fait baisser les impôts de 17 points en trois ans ». Le bilan du gouvernement de Jacques Chirac s'est-il besoin de s'effacer derrière celui des adjoints du maire de Paris ?

Le coup de poignard peut venir du Front national. Alain Juppé, qui s'est toujours rangé parmi ceux du RPR qui refusent toute compromission avec l'extrême droite, le sait bien. Il se rassure en constatant que Jean-Marie Le Pen n'a pas atteint, le 24 avril, les 12,5 % des inscrits permettant de se maintenir au second tour. Mais il ne lui a manqué que 46 voix pour atteindre le seuil fatidique. Alors le candidat de l'URC va expliquer qu'il ne peut admettre ni le racisme ni la bonne conscience des habitants des beaux quartiers qui ne vivent pas à côté des immigrés. Et pour donner mauvaise conscience à ses interpellateurs, il leur demande s'ils partagent l'extrémisme de celui qui a écrit à l'ancien ministre que l'on devrait « payer ceux qui rapporteraient à la mairie les oreilles d'immigrés comme on récompensait ceux qui amenaient une vipère morte » ? Qui pourrait partager cette opinion ?

La politique nationale, en dehors du soutien au président, ne forme pas davantage le cœur de la campagne de Bertrand Delanoë. Il s'efforce simplement de donner un air de fête à cette bataille législative grâce au soutien de ses nombreux amis comme Jean-Marie Thibault et le chanteur Jean Guidoni.

Trois semaines de fêtes, trois semaines de marathons... pour garder ou prendre 96 voix. Les habitants de la dix-huitième circonscription de Paris sont gâtés !

THIERRY BRÉNIER.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons indiqué, par erreur, dans nos éditions du 3 juin, M. Alain Devaquet, candidat URC-RPR dans la septième circonscription de Paris, n'est pas député sortant. Elu à l'Assemblée nationale en 1978, l'ancien ministre avait été battu en 1981 et ne figurait pas sur la liste parisienne du RPR aux législatives de 1986. D'autre part, M. David Assouline est présenté par les comités Juquin, et M. Patrick Bloche est candidat du PS.

## Marseille, cible du Front national

## La leçon de Joseph-Antoine Bell

MARSEILLE  
de notre envoyé spécial

Un comble ! La campagne du premier tour allait mourir à Marseille, ville de tous les excès, de langage autant que de mort naturelle. Jean-Marie Le Pen, ressaisi par le bruit du plaisir, avait beau tirer de son chapeau « avocats » et recours variés à tout instant et à tout prétexte, Bernard Tapie pouvait bien susciter l'enthousiasme croissant des ministres et des spécialistes du pestis politique local. L'intérêt, au total, faiblissait. L'énorme rasquin déconstruit, sorti d'une Méditerranée mythique allait s'effondrer misérablement au bout du Vieux-Port. Mais Joseph-Antoine Bell vint. Ou plutôt le capitaine et gardien de but de l'Olympique de Marseille fit savoir jeudi matin, à l'entraînement, qu'il partait.

Jeu de football : le football : toujours Cantona, adieu Giresse. Les billets gratuits pour l'OM-Monaco de samedi pleuvaient. Tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes tapiesques. Jusqu'à ce que Bell annonce son départ, fatigué d'être mentalement retenu, lassé par des embrouilles et des équivoques dont il n'a que faire. L'international camerounais, qui se dit écologiste en amitié et à l'abri de toute récupération, et qui a la réputation de ne pas être le plus stupide des footballeurs, dit encore deux ou trois choses fort désagréables pour Bernard Tapie et le business de l'OM.

Sans avoir l'air d'y toucher, il donne au total une petite leçon de

politique appliquée qui vaut bien des petites phrases entendues ces derniers semaines.

Le capitaine de l'OM ne quitte pas les supporters de cette équipe. Il a bien insisté, à quitter Bernard Tapie. Il ne critique pas seulement la gestion interne des hommes de l'OM, mais une certaine idée de la stratégie du club : un volume de pub, un de fime, un de massage, plus mille et un volumes de fic, etc.

## Un coup de poignard dans le dos

Sans parler du bon usage électoral du tout : « Tout le monde est assez grand pour constater ce qu'il y a à constater », explique Bell ; je ne veux pas parler de la campagne, parce que ce n'est pas mon job. Ce qui est clair, et c'est un commentaire qui coule de source, ce n'est pas moi qui ait promis à des gens sur le marché qu'un arrière latéral viendrait à l'OM dont le nom commence par A et finit par S [NDLR : Manuel Amoros]. Une dissolution aussi fataliste, je ne pense pas qu'elle soit bonne ni pour le club ni pour quiconque, si ce n'est peut-être pour l'acteur de la dissolution. Mais vous savez, chacun peut utiliser les armes qui sont à sa disposition pour essayer de remporter une élection. Je ne peux pas le lui reprocher. Ce n'est pas à moi de le faire, c'est aux électeurs de sanctionner ».

Joseph-Antoine Bell, à la fin des fins, ayant parlé football et carrière post le bonne question : « Tapie se

serait-il de l'OM pour sa campagne électorale ? » Dans ce point d'interrogation autant que dans son départ, gît l'explication de la réaction de Bernard Tapie, lui le soir par Michel Hidalgo : « Meurt par le coup de poignard dans le dos, que seules les circonstances actuelles peuvent justifier... »

Gardien et mal à l'aise, le manager général de l'OM n'en a guère dit plus au cours d'une conférence de presse qui avait ramassé plus de journalistes que les sous-périodes quotidiennes des derniers jours. Il était désigné de l'entraîneur de l'équipe, qui parle d'or des joueurs et du fonctionnement moderne d'une grande équipe de foot en général, et de l'OM en particulier. « Quant on achète, il faut bien qu'on vende », dit Gérard Bessière. Il s'agit de jouer, bien entendu.

Acheter (Eric Cantona « veut » 20 millions de francs), vendre, faire tourner un énorme capital sur pied, presser le citron financier du succès (un tour en Coupe d'Europe rapporte au moins à Marseille 13 millions de francs), voilà l'ordinaire de ce business-football dont Bernard Tapie se dit maître. Ce qui est encore à démontrer, a suggéré Bell. Laissons ce débat aux spécialistes.

Retenons en revanche l'ultime leçon de civisme appliquée au ras des pâquerettes laissée en héritage à la cité phocéenne par Bell : « Après tout, cette équipe appartient à la mairie, à la ville, aux Marseillais ». On l'avait un peu oublié, n'est-ce pas, président Tapie ?

MICHEL KAJMAN.

## A Mont-de-Marsan

## M. Mauroy rappelle « l'axe à gauche » du PS

MONT-DE-MARSAN  
De notre envoyé spécial

« C'est une élection où il ne se passe rien. J'ai le sentiment que beaucoup de nos concitoyens ont déjà arrêté leur position ». Ainsi M. Pierre Mauroy donne-t-il le ton de cette fin de campagne, jeudi 2 juin. C'est sa dernière journée marathon, de Paris à Mont-de-Marsan en passant par Lyon.

Que peut donc faire le premier secrétaire du Parti socialiste ? « Un peu d'animation. Un immense travail de proximité. D'ailleurs, chacun est

sur son terrain. Pour grappiller des voix ici et là. » Tranquille et infaillible, il termine son tour de France au pas de course.

Démarrage le matin sur un marché du dix-neuvième arrondissement, celui de M. Daniel Vaillant, secrétaire national adjoint aux fédérations. Ce candidat peut gagner, dit-on, mais « la victoire n'est pas donnée d'avance ».

Balade en voisin sur un deuxième marché, dans le dix-huitième pour rencontrer M. Bertrand Delanoë, « un homme de courage ». M. Mauroy se rend auprès d'une famille de quatre

enfants vivant dans une pièce de 12 m<sup>2</sup>. La misère ordinaire. « Une chambre de bonne coûte ici plus cher que dans le seizième. Entre locataires et propriétaires, c'est une course folle. Il faudrait mettre en place rapidement une instance de conciliation officielle ».

Puis le premier secrétaire gagne Aubervilliers. Ici, communiste où se présente M. François Douthet, président du MRG. Sur le marché, un groupe de cégétistes travaillant chez Renault les accueille fraîchement. M. Mauroy, décontracté, rappelle qu'il fut « le premier ministre de l'union de la gauche ». M. Douthet, lui est « le symbole de l'ouverture... ».

Ah ! « l'ouverture ». Avec « le rassemblement » ce sont « les deux mots de la campagne », que M. Mauroy va illustrer plus longuement à Lyon, l'étape suivante. Là, il vient soutenir M. Gérard Collomb dans la première circonscription avec M. Jean Popereau, très attendu, M. Charles Hernu, discret, et M. Jean-Jack Queyranne, épaté. Cette jeune femme qui se présente dans la quatrième circonscription lyonnaise, commente avec humour : « Quitte à perdre, mieux vaut perdre contre Raymond Barre ». M. Mauroy recentre son propos, les socialistes ne veulent pas de confusion. « Une ouverture en forme d'unionisme serait infiniment dommageable », dit-il. La suite se décidera « au soir du premier tour ». Mais il n'y aura pas de place pour ceux qui, entre les deux tours, passeront contrat avec le Front national. « De toute façon, Jean-Marie Le Pen sera battu à Marseille ; nous mettrons tout en œuvre pour que cette ville garde un maire socialiste », affirme-t-il avant de souhaiter que le FN « n'ait point de député ».

## Vive la vie !

En revanche, « il n'est pas pensable que le Parti communiste ne soit pas représenté ». Alors, à Vénissieux, M. Charles Fiterman aura-t-il la préférence devant la candidate socialiste ? M. Mauroy reste muet.

Il part ensuite pour Villeurbanne chez M. Hernu, qui le reçoit à la Maison du livre, de l'image et du son. Ouverte avec succès le 14 mars dernier, c'est un des « grands travaux » lancés sous son premier septennat par M. François Mitterrand. « Je ne suis pas un homme seul, contrairement à ce que dit la droite », ne peut s'empêcher de souligner M. Hernu.

Quand vient l'heure où le soleil se couche, M. Mauroy arrive à Mont-de-Marsan chez « son ami », son ancien ministre, M. Henri Emmanuelli, qui a bataillé pour son élection à la tête du PS. Pour cette dernière étape, plus de cinq cents personnes se sont rassemblées. L'orateur rappelle « l'axe à gauche » de son parti et se souvient, enfant, de cet ouvrier qui, en 1936, écrivit sur un wagon du Nord : « Vive la vie ! »

DANIELE ROUARD.

La Renault 21<sup>re</sup> 497 F/mois la 1<sup>re</sup> année.

ça m'intéresse

C'est une L.O.A. sur 60 mois. Moyennant un versement initial de 28.400 F (dont 17.750 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 10.650 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 497 F ensuite 12 loyers de 817 F, enfin 36 loyers de 1341 F. Coût total en cas d'acquisition 91.947 F. Offre valable jusqu'au 30/06/88 sur toute la gamme V.P. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC SA au capital de F. 321.490.700. 27-33, quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 70202221. RENAULT 21 TL Prix TTC : 71.000 F au 08/02/88. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au

APPEL GRATUIT 05.25.25.25

Mr. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.RENAULT  
DES VOITURES  
À VIVRE



# Le Secrétariat d'Etat à la consommation rétablit la concurrence sur la vente des laits pour nourrissons.

*« Que l'on se rassure,  
l'allaitement au sein reste le monopole des mamans. »*



CLX & DIDD

**E. LECLERC**



IL N'EST JAMAIS TROP TÔT POUR GOÛTER À LA LIBERTÉ.



## Politique

## La campagne pour

## Gard: la course au centre du maire de Nîmes

Nîmes  
de notre envoyé spécial

A peine remise de la Fête de la Pentecôte, Nîmes s'est lancée dans un autre combat : celui de la ville contre son maire, M. Jean Bousquet. Ce n'est pas la première fois qu'elle l'affronte. Entre Nîmes et le fils de petits commerçants de la ville, qui l'avait quittée avec un CAP en poche pour construire, à la force du poignet, la maison de couture Cacharel, les charges et les passes se succèdent depuis le début des années 80, lorsque, devenu l'un des employeurs importants du département, M. Bousquet avait pris la présidence du club de football et décidé de se lancer à la conquête de la mairie, tenue par les communistes depuis 1965.

Cette mairie, l'impétueux et taciturne chef d'entreprise l'avait littéralement arrachée, en mars 1983, à une gauche divisée et à une population lassée du débonnaire Emile Jourdan et de sa gestion vieillissante, mais qui ne savait pas trop où elle allait aller, ni avec qui, et, encore moins, si elle était prête à se réveiller à droite, un lundi matin, dans ce département où l'on est de gauche comme on est huguenot, cévenol, espagnol, italien ou gitano, c'est-à-dire depuis toujours contre le pouvoir, l'ordre et la morale venus d'ailleurs.

Le monde à l'envers : Nîmes passait à droite quand Montpellier la blanche rêvait, au milieu du recul général de la gauche, un maire socialiste. Ah ! si Mme Georgina Dufoux avait tenu bon dans le refus de reconduire l'union derrière les communistes : les socialistes auraient pu incarner le renouveau. Ce regret, on l'entend encore, comme un reproche fait à celle qui était alors secrétaire d'Etat à la famille, qui n'avait pas osé braver Paris, risquer son portefeuille — mais les communistes n'allaient-ils pas quitter le gouvernement l'année suivante ? — pour gagner cette ville, la sienne, qui avait été surprise de découvrir en elle, parmi ses conseillers municipaux, un jour de mai 1981, l'une des révélations du « changement ».

M<sup>me</sup> Dufoux est-elle sûre, aujourd'hui, de vouloir Nîmes, avec ses petites gens, ses aficionados éméchés, ses socialistes cabochards et imprévisibles, ses 21 % de voix Front national, mais, aussi, avec l'allant que la ville a trouvé sous les coups de corne de son maire ? Car c'est ainsi que M. Bousquet, inspiré peut-être par ces légendaires taureaux de course à la coarce qui ont leur statue à Beaucaire, pratique la politique. Il privatise les services municipaux, il fait passer de trente-cinq à trente-neuf heures la durée de travail hebdomadaire des employés de la mairie, il crée un minimum social garanti, il casse la colossale du vieux théâtre pour construire, à la place, un somptueux centre d'art contemporain, il précipite les Nîmois dans le tourbillon des médias et du show-biz, il retire leurs délégations aux adjoints RPR, jugés complices des tractations de leur parti avec le président du conseil général, il forme ses propres listes pour les élections législatives et régionales, il sermonne les électeurs qui ont voté Le Pen le 24 avril dernier...

M<sup>me</sup> Dufoux : « une autre manière d'être »

Face à ce style de big boss qui n'en fait qu'à sa tête, M<sup>me</sup> Dufoux veut représenter « une autre manière d'être en politique ». On est tenté d'y voir une résurgence naïve d'un féminisme un peu passé de mode, et puis l'on se dit que dans ce pays où le machisme est, lui, bien vigoureux, s'affirmer une femme politique a un sens. Le ministre désigné à la famille, aux droits de la femme, à la solidarité et aux rapatriés n'a pas oublié ce jour de mars 1987 où, face à la minorité municipale et aux employés qui contestaient le retour aux trente-neuf heures, M. Bousquet avait appelé la police pour faire évacuer la salle, et un journaliste de Radio-France avait perdu un œil dans la bagarre. Arrogance, brutalité, refus du dialogue : le comportement du maire est, aux yeux de M<sup>me</sup> Dufoux, le contraire même de l'idée qu'elle se fait d'une communauté civile ;

c'est, en un mot, tout ce qu'elle déteste.

Inversement, le premier tour de l'élection présidentielle donne-t-il la mesure des sentiments de Nîmes envers son maire ? Le candidat en faveur duquel celui-ci s'était engagé, M. Raymond Barre, a obtenu 15,76 % des voix, alors que la liste de M. Bousquet avait recueilli 31,32 % des voix aux élections législatives, en mars 1986. Le RPR est passé de 9,43 % à 16,69 %, et le Front national, qui avait atteint, il y a deux ans, 13,85 %, est monté à 21,44 %. Le maire, candidat de l'URC, estime qu'il peut prendre aux lepnistes la moitié de leurs voix, provenant, par parties, d'électeurs pieds-noirs et, pour l'autre partie, d'électeurs « bourgeois ». Ce quart des électeurs du Front national, qui, selon son analyse, ne sont ni des « communistes », ni des « rapatriés », ni « d'extrême-droite », est-ce que ce ne serait pas 5 % de dévotion ou d'excoécés de la manière Bousquet ?

Pour les récupérer, ceux-là et d'autres, le PDG de Cacharel s'affirme résolu à briser un nouveau mandat de maire en mars prochain et met en avant les progrès qu'il a fait faire à sa ville depuis cinq ans. « Ni de gauche ni de droite : de Nîmes », affirme son slogan électoral. Se prononçant pour la recherche de convergences avec le gouvernement, il espère compenser au centre les voix qu'il perd à droite et se prend à rêver d'un partage des rôles avec M<sup>me</sup> Dufoux : elle, le ministre socialiste ; lui, le chef de file départemental de l'« ouverture ». Il aurait bien besoin, en effet, d'un accord avec le PS, lui qui, sur le papier, n'a plus de majorité municipale. Mais l'ambition de M. Bousquet peut-elle se limiter à Nîmes ou au Gard ?

## La pression lepniste

En se proclamant « ni de gauche ni de droite », le maire de Nîmes risque d'apporter de l'eau au moulin du candidat du Front national, M. Pierre Durand, directeur de la publication du quotidien d'extrême droite *Présent*. Dans la circonscrip-

tion de Nîmes-Beaucaire, M. Bousquet, qui avait accepté l'accord conclu pour la présidence de la région entre la droite et l'extrême droite, en a refusé les clauses électo-

rales. Alors que M. de Chambrun, député sortant du FN, pensait bénéficier d'une « primaire » UDF-RPR dans sa circonscription, le maire de Nîmes a imposé l'investiture comme candidat unique, par l'URC, d'un de ses amis, M. Jean-Marie André, maire (non inscrit) de Beaucaire. Ainsi, selon le député lepniste, dans l'hypothèse où M. André serait devancé, dimanche, dans cette circonscription où le Front national a obtenu 25,64 % des voix le 24 avril (MM. Chirac et Barre en totalisant 27,80 %), M. Bousquet disposerait d'une monnaie d'échange pour obtenir le retrait de M. Durand dans sa propre circonscription. M. Bousquet, pourtant, se déclare « plutôt pour le maintien », au second tour, des candidats de l'URC qui seraient devancés par ceux du Front national.

Dans cette deuxième circonscription, où la hargne anti-immigrés — entretenue par un député lepniste qui professe que le Maghreb veut « prendre sa revanche sur la bataille de Poltters » — atteint des proportions pathologiques, le dernier député communiste de ce département qui, il y a dix ans, en comptait quatre sur quatre espère retrouver certains de ses électeurs qui avaient voté pour M. Mitterrand le 24 avril. Parti le premier en campagne, M. Bernard Deschamps ne semble pas se faire beaucoup d'illusions sur les succès de son principal argument : « Il y a un député de gauche ici : c'est moi ». Le candidat socialiste, M. Jean-Marie Cambacérès, collaborateur de M. Lionel Jospin, est venu de la circonscription voisine, où se trouve sa commune de Sommières, pour faire barrage à l'extrême droite.

M. Mitterrand n'ayant obtenu que 27,54 % des voix, le 24 avril, dans cette circonscription, on ne peut pas exclure que M. Cambacérès soit devancé par M. de Chambrun. Les conditions pourraient être réunies, alors, pour une « triangulaire », à laquelle le candidat du Front national se dit décidé. Ce serait un cas de figure idéal pour l'« ouverture » : l'une de ces équations à plusieurs inconnues, dont le Gard raffole et auxquelles les plus réfractaires à ces jeux politiques finissent par prendre goût.

PATRICK JARREAU.

## EN BREF

● M<sup>me</sup> Veil : coalition. — S'exprimant le jeudi 2 juin devant la communauté juive de Sarcelles (Val-d'Oise), M<sup>me</sup> Simone Veil a estimé qu'une coalition gouvernementale est possible si les partis susceptibles d'y participer s'entendent sur un programme, sur un projet précis pour gouverner ensemble. Evocant les élections législatives, M<sup>me</sup> Veil a encore indiqué que même si on perd ces élections, il faut savoir qu'il y a suffisamment de points de convergences sur des questions importantes [...] pour se dire qu'on peut éventuellement former une coalition.

● M. Jean Lecanuet : vive l'UDF. — Invité, le jeudi 2 juin, de France-Inter, M. Jean Lecanuet a plaidé pour une meilleure organisation de l'UDF : « Je crois qu'un centre organisé, mieux organisé qu'il ne l'est, doit non seulement être maintenu mais développé. Je souhaite donc que l'UDF subsiste mais qu'elle s'organise davantage en fédération qu'en confédération ». Le président de l'UDF a indiqué que la confédération réunirait avant la fin de ce mois de juin ses instances dirigeantes pour examiner notamment le problème de sa succession.

**PROTECTION CAMBRIOLAGE**  
1 BLINDAGE  
1 SERRURE  
2 500 F  
1 BLINDAGE  
1 SERRURE  
3 500 F  
**ROSE COMPRE**  
DEVIS SUR  
SIMPLE APPEL  
S.P.S.  
43.48.90-20

## Alpes-Maritimes

## Les « bébés Médecin » font de la résistance

NICE  
de notre envoyé spécial

Quand il a fallu choisir, pour la troisième circonscription de Nice, entre deux de ses protégés, Jacques Médecin n'a pas hésité. En présence des intéressés, il a pris un chapeau. Il a inscrit les deux noms, Rudy Salles et Christian Estrosi. Et il a demandé aux impétrants eux-mêmes de tirer au sort. « Dans la pépinière Médecin, on ne discute pas », résume le pépiniériste. « Finalement, c'est un peu comme dans une famille, pour décider où on va passer les vacances », compare Martine Daugreilh — chef adjoint de cabinet — candidate dans la deuxième circonscription. « Au moins, ça forme le caractère », reconnaît Rudy Salles, vainqueur du jugement de Dieu. Et, comme il faut à toute sage épouse un dénouement heureux, son concurrent malchanceux a fini, lui aussi, par décrocher une circonscription opportunément libérée au dernier moment.

Voilà, on file doux dans la famille du maire de Nice. Ah ! le beau département, où Jacques Chirac, le 8 mai, a recueilli 59 % des suffrages ! Ah ! le joli ville, dans laquelle Jacques Médecin a décidé que les candidats du Front national arrivés avant les siens bénéficieraient d'un retrait sans condition. « Retrait, et pas déstement », précise M. Médecin. On ne donne pas de consignes, on se retire, c'est tout. Et les directives de l'URC ? « Si vous saviez comme je me fous des directives de l'URC ! M. Noir et M. Malhuret peuvent aller se faire taper où ils veulent, moi, je suis dans une tranchée et je ne regarde pas la couleur de l'uni-forme de mes camarades de marche. Je me bats contre les mandistes, les lepnistes, ceux par exemple qui pleurent les terroristes du FLNKS massacrés de gendarmes français. »

## L'alliance des mamies

On attend si peu les consignes pépinières sur la Riviera que les photos des candidats médecinistes étaient déjà tirées le lundi 15 heures, alors qu'il fallait encore attendre le lendemain pour que les états-majors parisiens accouchent de l'URC.

La jolie ville, et l'attendrissante courbe ! Le maire de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes ayant décidé de ne pas se représenter en raison de la loi sur le cumul des mandats, il a lancé dans la bataille, d'un seul coup, cinq « bébés Médecin » de sa pépinière. Outre MM. Salles et Estrosi et Mme Daugreilh, — à qui Jacques Médecin a estimé digne de donner un coup de pouce en se présentant lui-même comme son suppléant, — MM. Gérard Renaudo, chef de cabinet du maire, et Jean-Claude Pastorelli, conseiller général. Ces deux derniers sont les moins bien lotis de la bande : ils ne sont que suppléants. Le premier, de l'incontournable maire d'Antibes, M. Pierre Merli, UDF, et le second de M. Charles Ehmann (soixante-dix-huit ans), le seul élu local de France à avoir de son vivant donné un nom à un stade. « Ça aussi, c'est Nice », soupire Jacques Peyrat, responsable départemental du Front national.

Les « bébés Médecin » ont déjà une histoire commune. Presque tous ont été des médecinistes dès leur passage à l'université quand, dans les années 70, ils assuraient la « résistance » contre l'agitation post-soixante-huitarde. Tous, il est vrai, sont « nés » médecinistes. Le grand-père de Christian Estrosi, charpentier aux studios de la Victorine, était un ferme soutien de Jean Médecin, père de l'actuel maire. Le père de Rudy Salles, directeur administratif de l'opéra de Nice, est un des hommes de confiance de Jacques Médecin.

Certains ne sont pas trop regardants sur la frontière entre business et politique. Quatre fois champion de France motocycliste, Christian Estrosi a ainsi subi un lourd redressement fiscal, notamment pour avoir financé une de ses précédentes campagnes électorales avec les

fonds de sa société d'organisation de courses moto, ce que le Front national ne se prive pas de rappeler à mi-voix. Une main bien intentionnée a d'ailleurs fait parvenir à tous les candidats généraux la photocopie d'une coupe d'un hebdomadaire pépiniériste relatant les débâcles fiscales de l'ancien sportif.

Les « bébés Médecin » ont enfin une qualité commune : le respect filial. « Moi, j'ai appris de moi dix maîtres potentiels dont aucun ne veut me mort », peut se vanter l'heureux fils devant les journalistes, en présence de quelques-uns de ses héritiers, sénégalais d'adoption. Ce n'est pas le maire de Nice qui imiterait l'aveugle de Gaston Deleury, « qui a désigné un dauphin et a fait qu'un Brutus. Quand il faudra me succéder, ils se batront. S'il y a un mort, on l'emportera sur un brancard. Et si l'un survit mieux que les autres, il sera maire de Nice ».

Cette sage leçon de philosophie municipale a été gagnée à être aussi méditée à l'ouest du département, qui a vu se dérouler un chapitre burlesque et désordonné du grand roman de la lutte des générations. Il était une fois une mairie — Cannes — tenue d'une main de fer par une ancienne ambulancière de guerre, puis proche collaboratrice de Georges Pompidou et digne politique d'un jeune homme nommé Jacques Chirac : M<sup>me</sup> Anne-Marie Dupuy.

Un beau jour, enfouissant le cheval blanc du « renouvellement », débarqua un pépiniériste quadragénaire l'étonnant, M. Michel Mouillot, qui loue une permanence dans la rue d'Antibes à l'enseigne « des amis de Michel Mouillot », se fait présenter comme « le Kennedy des Alpes-Maritimes » dans un luxueux magazine, parcourt la ville en se vantant d'avoir « contribué à fabriquer l'image de Léo-tard » et entreprend, à l'aide d'un confortable budget de relations publiques, de pousser Marie dans les bégonias.

Cette agression a réconcilié M<sup>me</sup> Dupuy avec sa rivale côtière de toujours, Louise Moreau, maire (UDF) de Mandelieu. M<sup>me</sup> Dupuy est aujourd'hui la suppléante de M<sup>me</sup> Moreau. « Cent quarante ans à elles deux », raille Mouillot, mais elles perdent. Les affiches, unanimes sur ce thème, ont fait leur apparition sur les murs de Cannes, mais là, on soupçonne plutôt le Front national. « La récluse, ça peut marcher, théoriquement », mais il faut s'y prendre trois ou quatre mois avant les élections pour créer un choc.

## Les mêmes objectifs que le FN

La droite modérée, il est vrai, pouvait, dans les Alpes-Maritimes moins qu'ailleurs, se payer le luxe de premières sauges, soumise qu'elle est à la pression du Front national, qui, dans toutes les circonscriptions, devrait être en état de maintenir son candidat au second tour. Que fera Jean-Marie Le Pen ? Sera-t-il sensible aux « signaux » que lui adresse son ami Jacques Médecin, qui, en la matière, déploie une véritable activité de sémaphore. Sera-t-il tenté de faire payer au maire de Nice son soutien à Jacques Chirac, dont la netteté fut remarquée lors de la présidentielle ? « Le Pen est un homme droit, répond Médecin, confiant. Il comprendra qu'étant RPR, je devais soutenir Jacques Chirac. D'autant plus que les objectifs du Front national, moi, cela fait vingt-sept ans que je les défends à Nice. »

Squezzés sur leur propre terrain par le médocinisme, les lepnistes se consolent en entretenant le suspense. « Moi, je crois que Le Pen nous demandera de nous maintenir à subodore, sans trop y croire », Jacques Peyrat. Jacques Médecin s'en moque. S'il est battu, il a déjà trouvé la parade. Il fonde un FLNIS (Front de libération nicois et socialiste). « Socialiste, sinon, on n'est pas pris au sérieux », précise-t-il. Le seul ennui, c'est qu'il faudrait affronter les gendarmes et que Jacques Médecin aime bien les gendarmes.

D. SCHNEIDERMAN.

CAMPAGNE NATIONALE DE L'HOSPITALISATION PUBLIQUE

# L'HOPITAL DANS LA CITE

**JUN 1988** Au service de tous

HOLOGRAMME HOSPITALIERS DE FRANCE



## Politique

### les élections législatives

#### Vaucluse : le billard avignonnais

AVIGNON  
de notre correspondant  
régional

Pour bien comprendre la politique dans le Vaucluse, mieux vaut connaître le billard. Dans la première circonscription (Avignon), M. Jean-Pierre Roux, maire RPR d'Avignon, député sortant, candidat unique de l'ancienne majorité, est incontestablement passé maître dans ce jeu.

Premier coup joué avant la dissolution de l'Assemblée nationale : une vigoureuse prise de position contre tout accord avec le Front national. Enquie de M. Michel Noir, le maire d'Avignon proclame alors haut et fort dans la presse locale qu'il préfère « un citoyen qui marche la tête haute qu'un député qui marche la tête basse » (le Monde du 18 mai). Courage politique ? On ne saurait en douter à M. Roux, seul élu de l'ancienne majorité dans la région à avoir manifesté aussi fermement son hostilité aux thèses de l'extrême droite. Opération tactique aussi sans doute dans laquelle on devine une tentative de séduction de l'électorat modéré.

Ses sentiments n'empêchent pas le maire d'Avignon de cautionner au conseil régional l'accord de gestion tripartite conclu sous le bonnet de M. Gaudin, entre l'UDF, le RPR et le FN, et mieux encore, d'envisager aux municipales de mars 1989, une liste de large rassemblement comprenant non seulement des socialistes, mais également « un ou deux représentants locaux du FN ».

L'assise de M. Roux, candidat « d'union pour une grande majorité » est de se présenter comme une homme d'ouverture « au-delà des appartenances politiques ». Des rumeurs ont-elles couru sur son entrée dans la majorité présidentielle ? Il ne dément pas. Au contraire, il en est « fier », par cela même qu'il n'est pas « sectaire ».

Dans l'espoir de l'autour après le 12 juin, les responsables nationaux du PS ont d'ailleurs songé à ne lui opposer qu'un candidat écologiste, promis à faire de la figure de proue. Le projet s'est heurté à l'opposition des socialistes locaux indignés à l'idée d'offrir « sur un plateau » le siège de député de la 1<sup>re</sup> circonscription et

partant la mairie d'Avignon à un adversaire qu'ils combattent depuis trente ans. Ils pensent que M. Roux bénéficie pour le moins d'un accord tacite entre la droite et l'extrême droite. Ils notent en effet que l'ancienne majorité a organisé une primauté dans la 4<sup>e</sup> circonscription (Orange) qui devrait favoriser la candidature de l'unique député sortant du FN, M. Jacques Boncompagni.

Au contraire, le Front a présenté face au maire d'Avignon une candidate, M<sup>me</sup> Michèle Daire, une ancienne enseignante, de trente-huit ans, créatrice d'une petite société d'information nouvelle, venue à la politique, dont M. Roux ne paraît pas craindre le maintien éventuel au second tour.

#### Un jeu à deux bandes

Mais le billard avignonnais se pratique surtout à deux bandes, les législatives n'étant par la configuration même de la première circonscription qui se confond avec le grand Avignon que la préfiguration des municipales. « Jean-Pierre » est constamment appelé à répondre en maire aux questions qui sont posées au candidat député. Problèmes de logement, d'emploi, de distribution d'eau, etc. Il ne perd aucune occasion de mettre en avant son bilan municipal dont l'un des fleurons est le développement des zones d'activité (132 entreprises installées et 1708 emplois créés en cinq ans). Ses adversaires (PS et PC comme FN) traitent abondamment eux aussi des questions locales. La représentante du PC, M<sup>me</sup> Marcelle Landau, enseignante de quarante-neuf ans, conseiller municipal d'Avignon, vilipende M. Roux qui vendrait « Avignon par morceaux à de grandes sociétés ou à des promoteurs ». On se dispute aussi sur les impôts locaux.

#### Une partie serrée

La partie s'annonce des plus serrées. M. Roux et son adversaire de la majorité présidentielle, M. Guy Ravier, enseignant de cinquante ans, conseiller municipal PS d'Avignon, conseiller régional et vice-président du conseil général, percutent l'un et

l'autre à peu près sur les mêmes bases électorales. M. Roux qualifie sans façon M. Ravier de « très nul et très con ». M. Ravier lui répond du haut de sa dignité de professeur de lettres modernes par une citation d'André Gide : « La médiocrité mérite au moins le châtiment de l'indifférence ». Le candidat socialiste n'est pas sorti tout à fait indemne de la lutte de personnes qui a fait rage lors de la procédure d'investiture dans le parti. Un assez grand nombre de militants s'étaient d'abord prononcés pour une candidature de M. Jack Lang, qui a finalement renoncé à un parachutage dans le Vaucluse « en l'absence d'un réel consensus ». Opposé au premier secrétaire de la section d'Avignon, M. Jean-Louis Guigon, rocardien comme lui, M. Ravier l'a emporté avec deux tiers des voix.

M. Ravier doit compter aussi avec les états d'âme de quelques socialistes avignonnais tentés par l'entrisme dans la municipalité Roux dont M. Michel Crouillat, ancien premier secrétaire de la section d'Avignon et ancien conseiller économique du président (PS) du conseil général, M. Jean Garcin. « On ouïe Roux », observe M. Ravier — qui admet pour personnellement « à quitta ou double », — « ou il sera réélu maire, quel que soit le candidat socialiste qui lui sera opposé ». Le PS espère secrètement un vote-sanction contre le maire d'Avignon, de la part notamment de l'UDF, qui s'inquiéterait de l'Etat-RPR (quatre parlementaires sur six) institué dans le département, en dépit de la précaution prise par M. Roux d'avoir choisi un suppléant de cette composante de l'ancienne majorité, le docteur Raymond Garrigues, membre de son conseil municipal.

Le bouillissant député sortant devrait toutefois arriver sans trop de mal devant le candidat du FN, dont le vicaire est constitué par les 23,6 % de voix obtenues par M<sup>me</sup> Le Pen, le 24 avril. Dans le cas inverse, M. Roux prendrait « ses cliques et ses claques ».

GUY PORTE.

#### Hauts-de-Seine : le candidat de Rocard contre l'homme de Pasqua

« Le soutien actif d'un sénateur national à un candidat local est susceptible de déplacer entre 1 et 1,5 % des suffrages ». C'est la conviction de M. Jean-François Merle (premier adjoint au maire de Chateaufort, M. Jean Voss, lequel n'a pas souhaité se présenter aux législatives), candidat socialiste dans la 13<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine (Antony, Bourg-la-Reine, Chateaufort-Malabry, Sceaux). Le soutien qu'est venu lui apporter au cours d'un meeting, le jeudi 2 juin, à Antony M. Michel Rocard en personne était donc à la fois naturel et particulièrement opportun. Naturel, parce que M. Merle, trente-six ans, actuellement conseiller technique à Matignon, est l'un des plus anciens amis et collaborateurs du nouveau premier ministre. Opportun, parce que le second tour de l'élection présidentielle n'a donné que 347 voix d'avance à M. Chirac dans cette cir-

conscription et que le siège se jouera donc le 12 juin à quelques dizaines de voix.

L'adversaire principal est le jeune avocat RPR Patrick Devedjian, député sortant, maire d'Antony depuis 1983, un fidèle de M. Pasqua auquel M. Merle reproche notamment « ses anciennes amitiés à l'extrême droite et sa réaction plus que molle à la conversion du Front national de l'un de ses colistiers municipaux, M. Le Gallou ». Le candidat socialiste aime donc à se présenter comme « le candidat de Rocard contre l'homme de Pasqua ». Ce dernier est accusé d'avoir, dans le département dont il est redevenu le sénateur, « taillé cette circonscription sur mesure pour son ami Devedjian ».

M. Rocard est venu à la rescousse de son conseiller en présentant, jeudi, M. Devedjian et ses méthodes

jugées brutales comme « l'antithèse de l'ouverture » et l'un des tenants de cette « France à deux vitesses » dans laquelle, par exemple, ce secteur encore vert et accueillant du sud du département était confisqué par « les seuls privilégiés qui en ont les moyens ».

Devant l'après du duel Merle-Devedjian, on en viendrait presque à oublier la candidature sans illusion du communiste André Aubry.

Quant à la treizième circonscription, la fédération PS juge qu'elle est la plus incertaine de toutes les circonscriptions « jouables » dans les Hauts-de-Seine. Si elle est prise, les six autres que convoite le Parti socialiste le seront « a fortiori », et la droite deviendra pour la première fois minoritaire en députés dans le département.

FRANÇOIS ROLLIN.

#### Le RPR en dissidence à Courbevoie

Le jeudi 2 juin, une réunion regroupant deux cents cadres, conseillers municipaux et militants du RPR s'est tenue sous la présidence de M. Jean-François Probst, maire de Bois-Colombes et secrétaire adjoint de la fédération RPR des Hauts-de-Seine (c'est M. Charles Pasqua qui en est le secrétaire), et de M. Pierre Charon. Plusieurs orateurs ont regretté que ce dernier ait été empêché de se présenter sous l'étiquette RPR en raison de l'« escroquerie morale » qu'a constituée la substitution in extremis des candidats UDF. A l'unanimité, les participants ont décidé de soutenir la candidature de M. Pierre Servais, qui se présente sous l'étiquette de Rassemblement des gaullistes et des centristes. Cette décision constitue ainsi un désaveu par la base d'un choix fait par le secrétaire général du RPR et illustre la malaise existant dans certaines fédérations.

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, nous a adressé le 2 juin une lettre indiquant que « la position du RPR sur la troisième circonscription des Hauts-de-Seine n'a jamais été exprimée avant son communiqué du mardi 31 mai confirmant que M. Jean-Yves Haby (UDF) bénéficie de l'investiture de l'Union du rassemblement et du centre ». Il dément également avoir adressé dimanche 29 mai un télégramme annonçant une décision contraire (le Monde du 2 juin).

On peut s'interroger sur l'origine et la nature de ce « faux-vrai télégramme » signé de M. Toubon et qu'ont effectivement reçu cinq responsables RPR de la circonscription de Courbevoie.

Dans sa lettre au Monde, M. Toubon « confirme » que M. Haby bénéficie de l'investiture de l'URC. Or jamais jusqu'alors le RPR ne lui avait accordé une telle

investiture. Les documents publiés par l'URC après le 21 mai (date limite de dépôt des candidatures) mentionnaient toujours le nom de M. Depraz comme URC dans cette circonscription. Et pourtant, dès le 20 mai, une lettre signée par MM. Lacaze, président de l'UDF, et Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, annonçait à M. Haby qu'il bénéficiait de l'investiture URC. Cette missive — si elle ne se révèle pas être non plus comme un « faux », nous a été communiquée par M. Haby.

La « découverte » de cet envoi a provoqué une réelle surprise et une certaine indignation au RPR, où l'on ne cache pas son étonnement devant un tel procédé, qualifié par euphémisme de « court-circuit » puisqu'il révèle que « l'UDF avait pris des décisions contraires à celles qui étaient convenues sans en prévenir le RPR ».

A. P.

ORGANISÉ PAR LA SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT ET LANCIA FRANCE, AVEC LE CONCOURS DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE PARACHUTISME

## Dimanche 5 Juin, parachutez-vous à Chantilly. Et gagnez une Lancia Prisma.

### PRIX DU JOCKEY CLUB LANCIA

Il y a des grands Prix Hippiques qui ne se manquent pas. Surtout quand ils sont dotés d'un Grand Prix automobile : une Lancia Prisma 1300

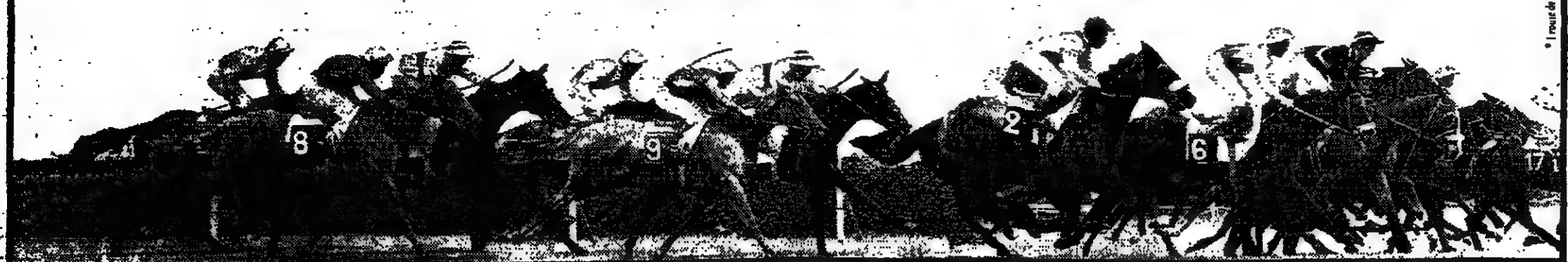
à gagner ! Mais oui, le Prix du Jockey Club Lancia est placé sous le signe du Prestige et de la chance : un billet de tombola gratuit (sans obligation d'achat ou d'accès à la pelouse), vous sera remis à l'entrée de l'hippodrome. Un tirage au sort, organisé à l'issue de la course par Maître Lefèvre\*, désignera l'heureux gagnant de la superbe Lancia Prisma. De plus, vous aurez l'occasion de passer une merveilleuse journée sur



l'un des plus beaux hippodromes du monde, en vibrant à l'unisson d'un public de turfistes avertis qui ne se déplace que pour les grands événements. Le spectacle sera partout : sur la piste, dans les tribunes, au pesage, mais aussi dans le ciel où vous assisterez à de spectaculaires démonstrations de voile contact, de vol relatif, de précision d'atterrissage, de voltige individuelle, exécutées par l'Equipe de France de parachutisme, Championne du Monde. Alors, rendez-vous Dimanche 5 Juin à Chantilly, où Lancia et la Société d'Encouragement vous souhaitent bonne chance !



\* Maître de Sables - Chantilly





## Politique

Le Parti socialiste et les attentes de l'opinion

## Une victoire en trompe-l'œil

(Suite de la première page.)

La victoire de 1981 avait constitué pour l'opinion une énorme surprise après vingt-trois années où la gauche avait été écartée du pouvoir. La victoire de 1988 était attendue, et elle survint après cinq années de gestion de la gauche et deux années de cohabitation. Contrairement à ce qu'on écrit ici ou là, on ne constate donc pas de véritable état de grâce ou de grand élan du peuple de gauche. Certes, les niveaux de popularité du président de la République et du premier ministre sont très élevés — 63 % de confiance pour M. Mitterrand, 66 % pour M. Rocard, selon le baromètre *Figaro-Magazine-SOFRES* — mais ils sont inférieurs à ce qu'ils étaient en juin 1981 (74 % pour M. Mitterrand, 71 % pour M. Mauroy).

Surtout, on ne retrouve pas le bouleversement du climat psychologique et le degré d'espérance qu'avait suscités la première victoire de la gauche. En avril et en juin 1981, la proportion des Français se déclarant pessimistes était brusquement passée de 63 % à 37 %; en 1988, elle a plus modestement reculé de 46 % à 40 %. Il y a sept ans, 44 % des Français pensaient que le résultat de l'élection aurait des conséquences favorables sur « leur vie de tous les jours ». Ils ne sont plus aujourd'hui que 26 %. C'est dans la base traditionnelle de la gauche que la baisse des attentes est la plus spectaculaire : de 85 % à 32 % parmi les sympathisants communistes, de 72 % à 49 % parmi les socialistes, de 59 % à 32 % chez les ouvriers et de 54 % à 27 % parmi les dix-huit-vingt-quatre ans.

Si l'électorat communiste n'est pas galvanisé — sa confiance dans le président se situe aujourd'hui à 60 % au lieu de... 92 % en juin 1981 —, l'électorat de droite, quant à lui, se situe plus franchement dans l'opposition qu'il y a sept ans. En juin 1981, 39 % des UDF déclaraient ne pas faire confiance à François Mitterrand; en juin 1988, ils sont 71 % dans cet état d'esprit. Dans l'électorat RPR, le changement est plus spectaculaire encore : de 54 % en 1981 à 81 % sept ans plus tard. En cas — très hypothétique — de majorité RPR-UDF aux prochaines élections législatives, 61 % des sympathisants UDF et 69 % des RPR ne souhaitent pas que François Mitterrand aille jusqu'au bout de son deuxième mandat.

## Une situation plus équilibrée

Cet état d'esprit très différent à sept ans de distance se retrouve dans les rapports de forces électoraux, tels que les sondages ont pu les faire connaître au public jusqu'à la fin de la semaine dernière. Au cours de la campagne législative de 1981, 37 % des Français souhaitaient que les électeurs donnent à M. Mitterrand une majorité de gauche pour gouverner, 35 % seulement se prononçaient pour la reconduction de la majorité RPR-UDF comme contrepartie aux pouvoirs du président. En 1988, à la même question, les pourcentages sont beaucoup plus équilibrés : 50 % contre 39 %. Cette évolution se retrouve dans les intentions de vote : en 1981, la gauche et les écologistes avaient recueilli au premier tour 57 % des suffrages exprimés, la droite 43 %; en 1988, les sondages indiquent que la situation

est beaucoup plus équilibrée : un peu plus de 50 % des voix pour la gauche, un peu moins de 50 % pour les droites.

Une opinion publique sans véritable état de grâce, un rapport de forces plus serré, on pourrait logiquement en déduire que la majorité absolue socialiste à l'Assemblée est exclue. Or les simulations et les projections semblent annoncer une victoire parlementaire plus grande encore qu'en 1981 où le Parti socialiste et ses satellites avaient recueilli deux cent quatre-vingt-cinq sièges, soit 58 % de l'effectif de l'Assemblée nationale. A quoi cela est-il dû ?

La position très favorable du Parti socialiste résulte aujourd'hui des effets mécaniques du scrutin majoritaire à deux tours, qui s'ajoutent en sa faveur. Dans les simulations, le Parti socialiste bénéficie en effet de sa position hégémonique au sein de la gauche. En 1981, il recueillait 38 % des voix et le PC 16 %.

En 1988, il est crédité dans les intentions de vote de 40 % des suffrages et le PC de moins de 10 %. Au mieux, le Parti communiste peut espérer placer son candidat en tête de la gauche dans une douzaine de circonscriptions, soit quatre fois moins qu'en 1981. En outre, le Parti socialiste bénéficie de l'amplification du scrutin majoritaire au bénéfice de la coalition victorieuse. Dans l'étude de la *SOFRES* réalisée pour le *Monde* et *TF1* sur le nouveau découpage électoral (1), il était établi qu'avec 51 % des voix la coalition gagnante, si elle se montrait unie, pouvait espérer rassembler 56 % des sièges. Avec 52 % des voix, elle emporterait 61 % des sièges. Enfin, le PS bénéficiera, comme à la présidentielle, de l'éclatement des droites et du caractère composite du vote Front national — dont une partie non négligeable (entre 20 % et 25 %) préférera, quels que soient les mots d'ordre de M. Le Pen, voter pour le candidat socialiste plutôt que pour le candidat RPR-UDF. Ces mauvais reports du Front national pourraient coûter une cinquantaine de sièges à l'URC.

## Contre le monopole du PS

Il n'en demeure pas moins que la majorité absolue socialiste, si elle se produit, reposera davantage sur l'alchimie du scrutin majoritaire que sur un grand élan populaire. La simplification d'un scrutin bipartite empêchera-t-elle le président de la République et le premier ministre d'entendre le message des Français, tel que les sondages permettent de le discerner ?

En premier lieu, l'opinion publique ne souhaite pas le retour à une véritable politique socialiste. En 1981, elle se prononçait en nette majorité (51 % contre 33 %) pour une transformation en profondeur des structures économiques et sociales du pays. En 1988, selon le sondage *Tribune de l'Expansion-SOFRES*, elle préfère à 47 % contre 38 % la mise en œuvre d'une politique libérale plutôt qu'une politique socialiste, le quart des électeurs du PS abonde en ce sens.

En second lieu, les Français et les électeurs socialistes eux-mêmes sont opposés à la monopolisation du pouvoir par le Parti socialiste. Seuls 22 % des Français souhaitent une majorité absolue socialiste à l'Assemblée nationale.

Il ne se trouve que 15 % des Français pour souhaiter un gouvernement socialiste monocolor après les élections et 29 % seulement des électeurs socialistes se prononcent en ce sens. En 1981, une partie importante de l'électorat socialiste regardait vers la gauche et le Parti communiste, en 1988, les regards sont tournés vers le centre.

Dans la majorité sortante RPR-UDF, tous les leaders en 1981 avaient subi après la défaite une importante baisse de popularité. En 1988, ce phénomène épargne les dirigeants classés au centre — Simone Veil, Raymond Barre et surtout Valéry Giscard d'Estaing, qui progressent de quinze points. Au sein de l'électorat UDF, le plus grand nombre souhaite un gouvernement ouvert à des personnalités du PS et pour 20 % la participation pure et simple de l'UDF à un gouvernement socialiste. Dans l'électorat socialiste, une large majorité (59 %) souhaite un gouvernement réunissant le Parti socialiste et les centristes.

Pour les dirigeants socialistes, l'enjeu est capital. S'ils sont victorieux, ce sera grâce au scrutin majoritaire, qui leur assure certes le pouvoir pour cinq ans, — ce qui explique à tout le moins la décision de dissoudre. Mais, seuls au pouvoir, ils risquent malgré leur bonne volonté d'être dans quelques mois sévèrement jugés par l'opinion, en raison à la fois du glissement idéologique du pays vers la droite et du mécontentement des Français de voir le pouvoir monopolisé par un seul parti. Quels que soient les résultats des 5 et 12 juin, l'ouverture politique restera pour les socialistes un impératif catégorique.

JÉRÔME JAFFRÉ.

(1) *Le Monde* du 9 octobre 1986.

## BIBLIOGRAPHIE

## « François Mitterrand, chronique d'une victoire annoncée »

de Kathleen Evvin

Le titre, emprunté à Gabriel Garcia Marquez, est beau. Est-il tout à fait exact ? Tout au long de son livre, Kathleen Evvin explique que cette « chronique d'une victoire annoncée » est aussi celle d'un succès qui n'a pas toujours été aussi évident qu'on le décrit aujourd'hui. Pour trois raisons :

— Le 16 mars 1986, lorsque la droite l'a emporté aux élections législatives, nul n'aurait parié sur le score du 8 mai 1988, remarque l'auteur, et peu sur une nouvelle candidature de François Mitterrand. Le président, peu avant sa réélection, confiait, rapporte Kathleen Evvin : « Quand je songe que certains m'ont demandé pourquoi j'avais appelé Chirac à Matignon il y a deux ans ! Quelle question ! C'était évidemment parce que je ne voulais surtout pas qu'il arrive intact en 1988. (...) Ces deux années ont permis aux Français de l'apprécier, en quelque sorte. Mais la partie n'est pas jouée d'avance et François Mitterrand n'était pas, dès 1986, candidat. »

— Le 21 juillet 1987, François Mitterrand, dont on suppose les intentions sans rien en connaître, paraît proche de l'abandon politique, du choix d'une autre vie. Ce jour-là, sur une route d'Espagne, son fils Gilbert et deux de ses petits-enfants ont été victimes d'un accident de voiture. Kathleen Evvin raconte, avec pudeur, l'histoire de deux « convalescences », celle de Justine, six ans, crâne enfoncé ; celle de François Mitterrand, son grand-père, qui « promène un regard fatigué que l'on dirait lavé à grande eau ». L'homme dit : « sa nostalgie

d'avoir quitté ses fils enfants et de les avoir retrouvés hommes sans y avoir pris garde ». La vraie vie est ailleurs qu'à l'Elysée.

En mars et avril 1988, François Mitterrand, enfin candidat, a dû se forcer un peu pour mettre à la raison ses conseillers en communication qui, tels ceux de Valéry Giscard d'Estaing en 1981, lui chuchotaient la « berceuse du président-audessus-de-la-mêlée-vulgaire », et la plupart de ses collaborateurs qui, pour les mêmes raisons, « s'apprêtaient tranquillement à lui faire courir le risque de perdre l'élection ».

## Une « sainte relique »

Les faits rapportés de cette troisième période sont souvent cruels pour les hommes de communication du président. Gérard Colé, conseiller en « image », en sera habillé pour l'hiver. Kathleen Evvin relève — entre autres déclarations suffisantes — que l'intéressé a répondu un jour à Pierre Bérégovoy qui proposait, modestement, une petite tournée sur un marché parisien : « Mitterrand, c'est Dieu, et Dieu ne se promène pas sur les marchés. » L'auteur manie gentiment l'ironie à l'encontre du dieu en question, que l'on trinballe à travers le pays comme une « sainte relique ». Elle raconte comment quelques-uns de ses conseillers n'ont jamais la contredire. Elle souligne combien il faut d'effort pour sortir des engourdissements de l'adulation perpétuelle.

Kathleen Evvin, qui connaît son Mitterrand depuis longtemps et qui

a fait partie de son état-major de campagne, ne pratique pas l'adulation. Elle éprouve simplement de la tendresse pour l'homme blessé du 21 juillet 1987, rentré en lui-même, c'est-à-dire vers la petite fille qui a failli mourir. Le portrait intimiste qu'elle en dessine est rare. Le portrait politique, bien que par nature plus fréquemment tracé, est souvent original. Ainsi une réflexion à propos de ceux qui, par facilité, refusent d'imaginer que « ce prince de l'ambigu puisse jamais dire la vérité ». « Mitterrand dit toujours la vérité. Oh, certes, pas toute. Pas en détail. Uniquement celle qu'il veut bien confier ce jour-là à cet auditoire-là. »

Une critique sans critique ne serait pas une vraie critique. Voici une erreur dans cette relation alerte et d'une belle écriture du combat de deux années entre Mitterrand et Chirac. Kathleen Evvin attribue à Charles Pasqua la paternité d'une formule que Jacques Chirac affectionne : « Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. » Or ce « dicton iranien » a été inventé de toutes pièces par un page du journalisme, André Passeron. On en trouve la première trace dans un reportage de Passeron, envoyé spécial du *Monde* à Téhéran pour la couverture d'une visite officielle du premier ministre de l'époque, Jacques Chirac (le *Monde* du 25 décembre 1974). Jacques Chirac, ensuite, en fit ses choux gras.

J.-Y.L.

\* François Mitterrand, chronique d'une victoire annoncée, Fayard, 197 pages, 69 F.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

A peine sortis de ce mariage de la carpe et du lapin que fut la cohabitation, voilà qu'il nous faut songer à l'ouverture. La droite est à peine chassée du grand salon qu'elle se voit offrir la chambre d'amis. Le mariage de raison avec la cuisine disgraciée n'est pas annulé qu'il est déjà proposé l'union libre à sa petite sœur encore moins gâtée par la nature. Comme si, le droit ayant tiré les marrons du feu pour M. Mitterrand, il fallait, pour prix de ses brûlures et en consolation de sa naïveté, lui donner de quoi sécher ses pleurs et étouffer ses cris.

Que la cohabitation ait été inévitable, nombre d'éléments le laissent penser lorsque la question s'est posée — c'est-à-dire bien avant mars 1986 — et, cette période close, rien ne le dément. Pas même l'échec qui en est résulté pour M. Chirac, alors que tant M. Balladur que M. Pasqua lui avaient promis qu'il s'en ferait un marchepied. Telles furent bien, pourtant, ces deux années, mais au profit d'un autre.

Il est vrai que, vainqueur des élections législatives, M. Chirac ne pouvait refuser d'aller faire le premier ministre, et que M. Mitterrand, vaincu d'élections où il ne figurait pas, ne pouvait, sans ruiner la fonction présidentielle, la quitter. Pas même pour la solliciter de nouveau. D'autant qu'alors le résultat n'aurait probablement pas été ce qu'on le voit aujourd'hui.

Cela a été dit et redit : s'en aller en mars 1986 eût été reconnaître de facto que le chef de l'Etat était un sous-produit de l'Assemblée nationale, qui se serait trouvée investie de la faculté de défaire celui qui a le droit de la dissoudre.

A lieu de cela, demeurant à son poste, où les avanies, pour ne pas dire les humiliations, ne lui ont pas été épargnées, M. Mitterrand en a tiré l'occasion de redessiner le rôle du chef de l'Etat. Au maître Jacques à qui on allait bientôt demander, avant 1986, de présider la météo du week-end, devait donc succéder, mais libéré de la fonction thaumaturge qu'on attendait en quelque sorte de lui, un chef d'Etat : pour recourir à une image recuite : un chef d'orchestre qui tient sa baguette sans faillir mais ne prétend pas aussi jouer le deuxième violon, le premier trombone, le troisième hautbois, sans oublier le piccolo et le triangle.

Les périptéries institutionnelles de ces deux dernières années, les commentaires et les précisions qu'elles ont suscitées de la part de M. Mitterrand, enfin ce qu'il a explicitement dit sur ce qu'il pensait être le contenu de sa charge, que la majorité parlementaire lui soit ou non favorable, aboutissent à conférer au chef de l'Etat, d'une part, quatre domaines dont il est le maître et qui sont, pourrait-on dire, juridiquement protégés par la Constitution ; d'autre part, quatre missions qui découlent du prestige de sa fonction et, accessoirement, de sa personne. Ce sont évidemment les quatre missions qui ont le plus pâti de la cohabitation.

Les droits juridiquement protégés sont ceux que ni la défaite de 1986 ni les appétits de M. Chirac n'ont pu remettre en cause :

les institutions, les relations internationales, la défense et les libertés.

Dans le domaine des institutions, il faut d'autant plus inclure la composition du gouvernement que M. Chirac lui-même s'est bien gardé, en 1986, de mettre M. Mitterrand devant le fait accompli. C'était un contrôle minimum, mais il existait. La question de la défense a été réglée par le discours du camp de Caylus, et les relations internationales furent résolues par... un manquement habile du protocole, que soutint l'exercice de l'autorité.

Avec les libertés, domaine essentiel mais dont les contours sont fatalement flous, chacun en ayant une conception plus ou moins éminente, on débouche tout naturellement sur le terrain des missions impartiées et reconnues au président de la République : l'une de cohésion sociale, l'une qui sera dite d'humanisme, l'une portant sur le droit d'évocation et l'une, enfin, qui est d'arbitrage.

## Président

Les deux dernières vont de pair et relèvent de la généalogie « royale » du poste présidentiel. Le monarque français avait en effet le pouvoir d'évoquer, c'est-à-dire d'appeler à lui, pour l'examiner personnellement, assisté ou non de ses conseils, toute affaire de son royaume (y compris judiciaire...) qui lui paraissait le mériter ou l'exiger. Cela fait, le roi conservait l'affaire pour la clore ou la renvoyait d'où elle venait. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, le monarchisme digne absolu n'a pas abusé de ce pouvoir.

C'EST de ce pouvoir d'évocation que M. Mitterrand paraît déterminé à avoir une pratique plus restrictive, afin de ne pas donner le sentiment qu'il organise jusqu'aux menus des cantines scolaires. Tout comme il limiterait sa fonction d'arbitrage pour éviter que, dans les faits, il ne se trouve devoir décider du tracé de l'autoroute Bressuire-Saint-Amand-Montrond (1), des sujets de français au baccalauréat ou de la qualité (si l'on ose dire) du café dans le TGV ; pour éviter que, successivement et simultanément, il ne chausse les bottes du ministre de l'équipement, il n'enfile la toge du ministre de l'éducation et ne coiffe la toque du ministre des transports. A une telle extension de son pouvoir, la fonction présidentielle ne gagne rien. N'est-ce pas au contraire parce qu'il ne pouvait plus être suspecté de trancher de tout et de rien que M. Mitterrand a vu croître son prestige et grandir l'affection entre 1986 et 1988 ?

La mission d'humanisme, c'est, comme son nom l'indique, le devoir de veiller à la condition humaine, de faire en sorte que la dignité des habitants de la République soit l'un des buts premiers de la politique conduite par le gouvernement.

S'il dit son mot sur les étrangers en situation précaire, sur la condition pénitentiaire, sur les victimes du radiopolluement économique, sur la situation de l'homme malade ou sur celle de l'homme au travail, ou encore sur celle de l'homme des pays de la faim, c'est en raison de cette mission d'humanisme. C'est vrai : bien que la Constitution ne le dise pas (sauf dans les Préambules, qui en déclarent la finalité), et que cela sonnerait quelque peu mièvre si elle le disait, le président de la République est aussi le garant de la dignité humaine.

Il est enfin investi d'une mission de cohésion sociale qui est l'unique mais pesante justification de ce qui est tenté aujourd'hui sur le thème de l'ouverture. Car cette cohésion sociale est fatalement mise en cause par une élection qui rappelle au pays ses divisions en même temps qu'il lui donne un président ou un gouvernement. Un camp gagne, un camp perd et la France est dite « divisée ». Du côté du perdant, à l'échec du dirigeant répond le sentiment d'exclusion de l'électeur. Mais s'il y a un légitime coupable, il y a un condamné de trop. Les dirigeants sont censurés mais aussi leurs partisans punis.

Pourtant, l'ouverture, « petite » ou « grande », comme dit M. Giscard d'Estaing, ce n'est pas l'improbable et dangereuse union de la droite (litt-elle baptisée centre) et de la gauche ; ce n'est pas, pour celle-ci, de penser comme Krasouk, pour celle-là, d'agir comme Périgot ; ce n'est pas, pour l'une, de défilier derrière la CGT, pour l'autre, de financer la CNPF ; c'est d'abord, pour la gauche, la capacité de maîtriser, si ce n'est de surmonter, la large victoire qui lui est de nouveau promise, pour la droite, de consentir à l'échec qui la guette encore ; pour le massif Parti socialiste de ne pas croire qu'il est toute la France, pour le congrégat des droites, de ne pas se montrer, dans le revers, encore plus arrogant que dans le triomphe.

Le paradoxe, c'est que pour corriger le sentiment d'exclusion il faut songer à embaucher les champions qui n'ont pas gagné. Le camp qui gagne doit paraître s'excuser en accueillant comme des amis de toujours les rudes adversaires de la veille.

L'ouverture doit-elle alors être une réédition de la parabole de l'ouvrier de la onzième heure qui revient aujourd'hui à traiter aussi généreusement le rallié que le fidèle, le rallié ne devant son bonheur son qu'à l'habile gestion de son reniement ? C'est vrai qu'une ouverture politique doit être symbolisée et que c'est le rôle des portefeuilles ministériels. Mais la conviction serait mieux accusée si, plutôt que de faire appel aux chevaux-légers de la faveur, infatigables dîneurs en ville, insatiables coquetteurs, insubissables complaisants, petits maîtres de la virevolte, il était qu'ils viennent de lâcher, au nom, sans doute, de leur fidélité aux idées qui gagnent.

P.S. Encouragement qui ne s'adresse toujours pas à M. Barre, encore qu'il n'en serait pas indigne : vas-y, Raymond !

(1) Qu'on se rassure, rien de tel n'est prévu.

(Publié)

## DECLARATION DES MILLE ET UNE

Une majorité de femmes a voté contre la régression que projetaient pour elles les droites. Elles ont voté pour l'avenir que la gauche rend possible.

L'absence d'un ministre à part entière nous surprend et nous inquiète, car :

1. Les droits des femmes ne sont pas acquis : malgré les efforts législatifs précédents, il reste beaucoup à faire, notamment pour vaincre les résistances à leur application.

2. Plus encore, l'amalgame des droits des femmes avec les intérêts de la famille dénie deux cents ans de transformations et de luttes qui ont permis l'irréversible sortie des femmes de leurs « fonctions » prétendues naturelles. Leurs intérêts de citoyennes et de travailleuses relèvent de la loi, celle des droits de l'homme, que nous préférons appeler droits de la personne.

Dans la tradition républicaine française est né un ministère des droits de la femme qui a suscité un intérêt international.

Il faut donc non seulement un ministère à part entière, doté d'un budget propre, garant de la majorité politique des femmes, mais encore des délégations interministérielles pour veiller aux applications et combler les retards réels de la France dans l'Europe.

Telles sont les conditions pour relever les défis de notre temps, honorer le vote des femmes et remplir le contrat de ce gouvernement qui ne peut, sans inconscience, s'économiser la liberté des femmes dont il a brigué le suffrage.

Cette annonce est payante. Envoyez dons à SOS Femmes et signatures aux « Mille et une », 14, rue de Picardie, 75003 Paris.



## JUSTICE

Après la mutinerie du mois de décembre

### Sept détenus de la maison d'arrêt de Besançon condamnés à quatre mois de prison

BESANÇON  
de notre correspondant

Après la comparution, le 31 mai (Le Monde du 2 juin) de cinq des détenus mêlés aux incidents qui se déroulèrent les 4 et 5 décembre 1987 à la maison d'arrêt de Besançon, sept autres répondants, le 2 juin, devant le tribunal de cette même ville, de dégradation volontaire et destruction d'objets mobiliers. Franck Siegler, vingt ans, Patrick Turillon, vingt-six ans, Serge Canjolle-Bert, vingt-six ans, Lezhar Hakkar, vingt-quatre ans, Mustafa Naoum, vingt-sept ans, Stéphane Mézayer, vingt-deux ans, Abdelkader Adjadj, vingt-quatre ans, sont de ceux qui, une fois leur cellule ouverte par les premiers mutins, se seraient manifestés en faisant sauter les gonds des portes et en s'attaquant aux installations électriques ainsi qu'aux lavabos. Le procureur Jean-Claude Rognon les a aussi dépeints comme des « exécutants » regardant sur les murs les slogans tracés par les « anciens ».

Aux déclarations d'un premier surveillant et d'un surveillant-chef, seuls témoins appelés à la barre, et qui, au travers de petits trous percés dans la barricade de portes et de matelas, avaient vu celui-ci tordant une grille ou celui-là sortant d'une cellule au milieu des débris de

faïence ou encore tel autre s'activant auprès d'un matelas en feu, les prévenus ont opposé parfois de véhémentes protestations. Celui qui était accusé d'avoir mis le feu au matelas était, dit un de ses compagnons, en train de l'éteindre « parce qu'on avait calculé que si tous les matelas brûlaient on se trouverait vite asphyxiés dans un espace aussi réduit ».

Mais dans la plupart des cas et même si les témoignages sollicités ont pu paraître relever davantage de la déduction que de l'observation brute, les faits ont été plus ou moins reconnus. Il fallait bien, de reste, admettre la réalité des dégâts — au demeurant limités, puisque la facture fut de 120 000 francs.

« Alors, vous pouvez dire que j'ai cassé deux, cinq ou dix cellules, dit l'un des prévenus. Ce n'est pas ce qu'il importe. L'important, c'est la suppression des QHS. Ils ont officiellement été abolis en 1981 mais quelle est la différence entre les quartiers d'isolement et les quartiers de haute sécurité ? »

Le tribunal, apparemment en fait de la question depuis les débats de mardi, n'a pas voulu en entendre beaucoup plus. Il a condamné les sept prévenus à quatre mois de prison.

CLAUDE FABERT.

### Au tribunal de Paris

### Roland Gaucher débouté dans son procès en diffamation contre André Lajoinie

M. Goguliot, dit « Roland Gaucher », député du Front national à l'Assemblée parlementaire européenne, a été débouté, jeudi 2 juin, dans le procès en diffamation qu'il avait intenté à M. André Lajoinie devant la première chambre du tribunal civil de Paris.

Le 24 février, sur la Cinquième chaîne de télévision, au cours d'un « face-à-face » opposant M. Jean-Marie Le Pen à M. Lajoinie, ce dernier avait déclaré, en désignant l'assistance : « C'est cet homme-là, au milieu (...). Je pourrais signaler le cas de M. Gaucher, député du groupe Le Pen, qui, avant la Libération, était un responsable du groupe du parti de Deat et qui appelait les jeunes Français à s'enrôler sous l'uniforme allemand pour aller combattre les Soviétiques ».

Représenté par M. Laurence Bruniaux-Chevalier, M. Roland Gaucher ne contestait pas avoir adhéré au Rassemblement national populaire (RNP), où il fut d'ailleurs responsable pour la région parisienne, des Jeunesses nationales populaires (JNP), mais il soutenait que, son adhésion n'étant intervenue qu'en février 1942, elle ne pouvait le rendre « signataire intellectuel » d'un appel lancé en 1941 afin que

des jeunes Français s'engagent dans la LVF. M. Charles Lederman avait plaidé la bonne foi de M. Lajoinie en rappelant que Marcel Deat et le comité central du RNP avaient notamment lancé cet appel dans le journal *Rassemblement* les 27 juillet, 3 et 24 août 1941.

Dans son jugement, le tribunal, présidé par M. Huguette Le Foyer de Cosil, constate que M. Lajoinie « a porté atteinte à l'honneur et à la considération de celui qu'il mettait en cause, dans la mesure où les téléspectateurs ont nécessairement associé l'intéressé au nazisme et à ses séquelles perverses ».

Cependant, les magistrats ajoutent : « M. André Lajoinie a pu raisonnablement et sincèrement être convaincu et donc révéler au public que M. Roland Gaucher avait, en raison de ses engagements au JNP puis au RNP (...), adopté la doctrine et les objectifs de Marcel Deat et mis ceux-ci en œuvre ». Les juges concluent : « Il s'agit d'un fait qui défendait de bonne foi l'intéressé dans le cadre d'un débat politique dans la perspective d'une campagne électorale ».

M. P.

## EN BREF

Le Syndicat de la magistrature va organiser des « états-général ». Le Syndicat de la magistrature (SM) se déclare « prêt à effectuer immédiatement toute démarche utile concernant la réforme du statut des magistrats ». Il a décidé de « mettre en place, pour 1989, les états-général de la justice ». « Organisés de façon décentralisée dans plusieurs régions », précise le SM, ils trouveront leur conclusion finale au plan national et auront pour but de permettre d'effectuer un bilan et de proposer des solutions pour la justice des années à venir ».

Suspension de la grève des administratifs des prisons. — L'Union fédérale autonome pénitentiaire vient de décider, à l'issue d'un entretien avec le ministre de la justice, M. Pierre Arpailange, « de suspendre son mouvement d'action entamé le 28 mars ». Le syndicat « prend acte » de ce que le garde des sceaux se soit « montré sensible aux indications fournies par les syndicalistes », notamment sur l'attribution d'une prime de sévén pour les personnels administratifs.

Le président de Paris-XIII porte plainte contre X. — Le conseil d'administration de l'université de Paris-XIII-Villetaneuse a mandaté le 2 juin un président pour porter plainte contre X, après l'intrusion

de l'extrême droite dans l'établissement, pendant le week-end des 28-29 mai. Des graffitis racistes, antisémites et nazis signés du Groupe union défense (GUD) avaient été dessinés sur les murs des départements de sciences économiques et de lettres (Le Monde du 1<sup>er</sup> juin). Le conseil d'administration demande si le GUD était responsable de cette campagne raciste, l'interdiction de cette organisation.

Le drame de la rue Raymond-Losserand : mort d'un des deux enfants. — L'un des deux enfants que leur mère dépressive a volontairement entraînés dans sa chute, jeudi matin 2 juin (Le Monde du 3 juin), du quatrième étage d'un immeuble rue Raymond-Losserand, à Paris 14<sup>e</sup>, est mort des suites de ses blessures. Le garçon, Anthony, huit ans, avait été admis dans un état désespéré à l'hôpital Necker, où son frère Ferdinand, quatre ans, se trouve actuellement dans un état jugé « sévère ». Mme Annie Finas, quarante-trois ans, employée de la Caisse d'allocation familiale, souffrant d'une dépression nerveuse, avait défenestré ses deux fils avant de se jeter à son tour par la fenêtre de l'appartement familial. Très grièvement blessée, elle a été admise à l'hôpital Bichat.

### A la Cour de cassation

### L'avocat général a conclu au rejet du pourvoi de Klaus Barbie

défenseurs, dans la valeur des onze autres.

M<sup>re</sup> Bodin et Lesourd avaient un autre cheval de bataille. Le crime contre l'humanité, rappelaient-ils, se trouve défini à partir du statut du tribunal militaire international de Nuremberg. Or ce statut précise, en son article 6, que si l'auteur d'un tel crime n'est pas exempt de responsabilité parce qu'il a obéi à un ordre supérieur, du moins cette circonstance peut lui permettre de bénéficier d'une diminution de peine. Il convenait donc que la question de l'ordre supérieur soit posée aux jurés. Elle ne l'a pas été, et de même coup, il y a eu violation des droits de la défense et motif de cassation.

Pas du tout, a-t-on rétorqué à l'autre bord, car point n'était besoin de poser une telle question, celle de l'article 6 du statut de Nuremberg, dès lors que l'on posait classiquement celle de savoir s'il y avait eu faveur de Barbie des circonstances atténuantes. En répondant négativement à l'existence de telles circonstances, la cour et le jury répondaient obligatoirement à tout ce qui aurait pu constituer une, y compris l'ordre reçu d'un gouvernement ou d'une autorité supérieure.

### Confusion des peines

Restait alors une question délicate sur laquelle l'avocat général Robert prit comme un certain plaisir à laisser suffisamment longtemps son auditoire dans l'incertitude. Cette question était la suivante : la peine de réclusion criminelle à perpétuité proposée contre Barbie le 4 juillet 1987 ne devait-elle pas être confondue, c'est-à-dire absorbée par la peine de mort par contumace, peine plus forte infligée en 1954 par les juges militaires, cette peine prescrite au bout de vingt ans devant être considérée, pour cette raison, comme ayant été accomplie ? Barbie dès lors, au bénéfice du principe de la confusion des peines, devrait être libéré immédiatement.

C'est bien, en effet, en ces termes que M<sup>re</sup> Vergès, à Lyon, avait lui-même posé le problème et demandé, par des conclusions, à ce que la cour d'assises lui répondît sur ce chapitre. L'arrêt rendu se borna à constater alors que les conclusions, au jour où

elles étaient déposées, se référaient prématurément puisque la cour d'assises n'avait pas encore décidé si Barbie serait condamné. Comment se prononcer sur une éventuelle confusion d'une peine non encore infligée avec une peine antérieure ?

Mais par la suite, c'est-à-dire après la condamnation du 4 juillet 1987, aucune réponse ne fut apportée non plus aux conclusions sur cette affaire de la confusion de peines.

### La logique et le droit

L'avocat général Robert reconnut, bien volontiers, que c'était là une omission et qu'elle était regrettable. Pour lui, contrairement aux avocats de la partie civile, pour qui on ne peut confondre une peine imprescriptible avec une autre, la question n'est pas là. La règle de l'imprescriptibilité du crime contre l'humanité ne fait pas échec à la règle du non-cumul des peines. Alors ? « Alors, a-t-il finalement conclu, s'il ne faut pas que vous opérerez un revirement de jurisprudence pour rejeter le pourvoi de Klaus Barbie, vous pouvez au moins, en bonne logique, constater qu'une peine prescrite ne peut plus être légalement exécutée et, par conséquent, ne peut pas être répétée. Dès lors qu'elle n'est pas exécutée, elle ne saurait absorber une peine inférieure prononcée postérieurement. Toute autre solution serait contraire à la logique et au droit ».

Voilà pourquoi la chambre criminelle s'est trouvée intriquée à mettre un terme à un procès que l'on peut qualifier d'historique qui nous a permis de dégager des solutions pour mieux lutter contre les crimes les plus graves contraires aux droits fondamentaux de l'humanité. Mais, pour l'avocat général Robert, le législateur devra encore combler la lacune législative et fragile de cette partie encore incertaine de notre droit pénal. Enfin, il a exprimé un ultime souhait : « Il me paraît indispensable, a-t-il dit, que soit mentionné, à la fin de l'enregistrement d'un acte judiciaire, le procès de Klaus Barbie. Le dispositif de l'arrêt de rejet de son pourvoi en cassation que vous allez rendre ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

# Lancia Delta. L'émotion de piloter.

Lancia est Champion du Monde des Rallyes 87, et cela pour la 6<sup>e</sup> fois. Après une brillante victoire au Monte-Carlo, la nouvelle Lancia Delta HF Intégrale, à dès sa première sortie remportée le Rallye du Portugal. En gagnant le Safari Rally, épreuve réputée impitoyable, Lancia fait la démonstration de son incontestable supériorité technologique qui a mené la fabuleuse Delta HF Intégrale 4 roues motrices à la victoire, et qui se retrouve sur les 6 versions de la Delta.

En plus de l'étonnante nouvelle Delta HF Intégrale à 4 roues motrices, vous avez le choix entre la très tonique Delta 1300 à allumage électronique, la passionnante 1600 GT i.e. à injection et double ACT, la stupéfiante Delta HF Turbo (140 ch, 203 km/h sur circuit, 7,8-10,2-10,8 normes UTAC) ou même la très performante Delta Turbo Diesel qui vous surprendra par son silence.

Après tout, il n'y a aucune raison de vous priver de l'émotion de conduire la Delta sous prétexte que vous n'êtes pas pilote de rallye.



## LANCIA DELTA. CHAMPION DU MONDE DES RALLYES 87

75 PARIS 11, Garage de LA ROCQUETTE, 43 79 88 15 88 75 PARIS 15, T.P.L.V., 45 04 15 39 88 75 PARIS 14, CHATILLON BRUNO ALTO, 45 39 57 35 88 75 PARIS 15, Garage GUTENBERG, 45 56 19 21 88 75 PARIS 15, EXELMANS ALTO, 45 24 50 30 88 75 PARIS 17, PONT CARDINET ALTO, 46 22 14 40 88 75 PARIS 19, Fiat AUTO FRANCE, 46 07 57 88 77 ALON FONTAINEBLEAU, Garage de CEUROPE, 64 22 38 71 88 77 DAMMARIE LES LYS, AGROCOM, 64 33 04 18 88 77 SERVON DRE COMTE ROBERT, SALES, 64 05 04 84 88 77 MARSEILLE LES BAINS, Garage de LA RESERVENCE, 64 34 10 30 88 78 TRAPPES, Garage 78 AUTOCARSALES, 30 51 43 59 88 78 VILLEVALE, Garage HUBERTY, 64 59 66 65 88 91 VRY CHATELAIN, Garage LE CALLOU, 69 05 35 71 88 91 VICHY, Garage SODIAM, 69 03 33 14 88 91 SORIGNY SUR ORGE, SMAILUX, 69 56 15 13 88 92 NANTERRE, ALTO SERVICE, 47 24 12 13 88 92 BOULOGNE, Garage FICOLI, 46 05 09 69 88 92 LEVALLOIS PERRET, Garage de LORRAINE, 47 57 16 88 92 LEVALLOIS PERRET, Fiat ALTO SERVICE, 47 50 50 00 88 92 CLAMART, Garage MANCHERLUXET, 46 45 95 00 88 92 BOULOGNE, Fiat AUTO FRANCE, 46 04 51 19 88 92 ANTONY, Garage PHILIPPE, 46 66 05 88 93 SALLERBOURG, Garage ACTIS BARENNE, 46 37 51 30 88 93 AULNAY SOUS BOIS, ALUNAY CENTRE ALTO, 48 66 18 31 88 93 SAINT DENIS, Garage GABRIEL PERL, 42 43 44 18 88 93 LA COURNEUVE, Garage SEAC, 46 56 41 82 88 93 VILLEMONAIE, Véhicule ALTO SPORT, 46 55 18 47 88 93 NEUILLY PLAISANCE, Garage du Centre Commercial, 43 08 95 73 88 94 VINCENNES, Garage DESMARIA, 45 26 16 33 88 94 VILLEAUME, Garage AUTOMOBILES, 47 26 17 08 88 94 SAINT MAUR, Garage LEOLE, 47 15 06 31 88 94 NOGENT SUR MARNE, STATION ALTO NOGENT, 46 75 49 39 88 94 CHARENTON LEUR VAUX, Garage de TRENEUIL, 47 05 07 70 88 94 FRET SIZEM, ALTO DRIVE, 46 70 15 95 88 95 ENGHIEN LES BAINS, Garage ANVOUIL, 39 64 76 32 88 95 ERMENT SUR EURE, 34 15 37 05 88 95 SAINT OMER L'ANNOY, VAL D'ORSE, MORS, 30 37 20 78 88 95 COMPIEGNE, ST LOUIS ALTO, 44 40 10 10 88 95 CHATELAIN, Garage CHATELAIN, 44 57 13 85 88 95 BEAUMES, Garage MAUPETIT, 44 48 29 35 88 95 CREIL, PICAUD ALTO, 44 24 25 73.

كندا ٢٠١٧



Réunis en congrès à La Baule

## Les notaires ne sont pas opposés à l'instauration d'un contrat de concubinage

LA BAULE  
de notre envoyée spéciale

Il n'y a pas plus grands défenseurs du mariage que les notaires. La grande majorité des mille deux cents représentants de la profession réunis du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin à La Baule pour leur quatre-vingt-quatrième congrès national sur le thème « Couples et modernité » ont pourtant dû s'incliner devant les faits : si le nombre des mariages contractés annuellement en France s'est stabilisé ces deux dernières années, il est tout de même passé de 334 000 en 1980 à 266 000 en 1987. Pendant cette période, le nombre des unions libres a crû de 10 %, et l'on estime que plus de 2 millions et demi de personnes vivent actuellement en concubinage.

Autrefois, ce mode de vie était temporaire. Aujourd'hui, beaucoup de couples s'installent durablement dans cette relation, même s'ils ont des enfants et malgré le vide juridique qui affecte leur vie matérielle commune. Si la loi accorde maintenant les mêmes avantages en matière d'héritage aux enfants de concubins qu'aux enfants de couples mariés, elle ignore, en revanche, le concubinage lui-même. Cette ignorance du droit donne lieu à des situations dramatiques.

Il y a ces couples dont un concubini accepte de travailler dans une petite entreprise mise au nom de l'autre et qui se découvre démunis lors de la séparation, alors qu'il pensait pouvoir présenter à au moins la moitié de ce bien acquis ensemble. Il y a aussi l'histoire de cette jeune femme qui avait acheté un appartement avec son concubin. Celui-ci décéda quelques temps après. Contrairement à ce qu'elle pensait, bien que n'ayant pas d'enfants elle ne put prétendre qu'à la moitié de l'appartement, l'autre revenant automatiquement aux parents de l'homme avec qui elle vivait depuis de nombreuses années.

Les notaires voient de plus en plus des concubins venir les consulter pour leur demander comment ils peuvent acquérir des biens sans se léser mutuellement lors de la séparation, ou bien pour chercher la formule idéale permettant d'assurer le maximum de ressources à l'autre après un décès. Parfois même, certains demandent à signer un « contrat de concubinage ».

comme cela se fait notamment dans les pays anglo-saxons.

Jusqu'à présent, la réponse des notaires a été négative pour des raisons essentiellement morales. Mais certainement aussi, comme l'avouait l'un d'eux à La Baule, « par peur de l'écrou ». Bien que beaucoup craignent que le contrat ne soit une nouvelle facilité à ne pas se marier, l'assemblée a estimé que le notaire n'a pas à imposer un choix de vie. « Nous ne sommes ni des rabbins, ni des curés, ni des pasteurs », s'est exclamé M<sup>r</sup> Jacques Guillon, avant de faire remarquer que le nombre de pays ayant actuellement recours à des contrats de concubinage ne fait qu'augmenter (Etats-Unis, Québec, Pays-Bas...).

### Libérer la tontine

Il a donc été décidé de demander au groupe de recherche des notaires de proposer d'ici quelques mois un certain nombre de textes. Il n'est pas question de s'engager dans des contrats sur le modèle américain où chaque détail de la vie personnelle des concubins peut être réglé (ce qui d'ailleurs, donne lieu à une multitude de procès), mais de « permettre d'assurer une certaine sécurité et de diminuer les risques de litiges ».

La commission sur le concubinage a également formulé — comme c'est l'habitude dans ces congrès — un certain nombre de vœux qui seront transmis aux ministères concernés. L'un d'eux concerne la tontine.

La tontine est une procédure d'achat concernant uniquement un domicile principal pouvant être utilisé par deux personnes seulement, mais que les deux soient mariées ou non, ou que l'un d'eux soit parent de l'autre. Son avantage, c'est que, lors du décès d'un des concubins, le survivant devient propriétaire de la totalité du bien et paie des droits successoraux de 5 % au lieu de 60 % lors d'un legs testamentaire au profit d'un tiers (ce qui est le cas des concubins) ou des 35 % à 45 % prélevés par le fisc en cas de fratrie. La tontine est très demandée par les concubins. Quelques notaires hésitent cependant à accorder de tels contrats à des personnes jeunes. Si un contrat est avantageux lors d'un décès, il peut être un véritable casse-

nête juridique lors d'une séparation conflictuelle, car il demande une entente parfaite entre les partenaires pour la vente ou la gestion.

Le plafonnement à 500 000 F de la valeur de l'achat tontinier (évaluation faite lors du décès) a retenu particulièrement l'attention des notaires. Ils le jugent, en effet, complètement dissuasif, compte tenu de l'inflation des valeurs mobilières. Les congressistes demandent donc au garde des sceaux la suppression de ce plafond et souhaitent que d'autres achats que le domicile principal soient rendus possibles.

Un large consensus s'est dégagé sur la question de la fiscalité successorale. Très sensibles à l'argument selon lequel la France pratique des droits successoraux nettement plus élevés que ceux de ses proches voisins, soucieux de ne pas voir s'évader des capitaux et préoccupés par la fragilisation des petites et moyennes entreprises qui supportent des droits trop lourds, ils désirent que soit remise à plat la totalité de la fiscalité successorale.

Comme l'a noté un congressiste, « le notaire, qui est conseil à la fois des parents et des enfants, héritiers présumés », se trouve à la croisée des chemins et, devant des intérêts contradictoires, ne sait quelle position prendre ». Souvent agité avec beaucoup d'emphase par le professeur Mallauray (Paris-11<sup>e</sup>), le spectre de la « venue joyeuse » ou du « vieux beau » dilapidant sa fortune « avec une jeunesse » a retenu les congressistes de voter des dispositions visant à protéger le conjoint survivant. Ils ont toutefois approuvé une résolution qui permettrait au conjoint survivant d'avoir la jouissance de la totalité des biens en l'absence d'un testament stipulant le contraire. Actuellement, un grand nombre de personnes mariées sous le régime de la communauté (régime adopté par une large majorité de Français) ignorent qu'en l'absence de testament faisant don des biens au dernier vivant, les trois quarts de ceux-ci reviennent aux enfants ou aux ascendants. Les notaires veulent faire en sorte que toute personne se mariant bénéficie automatiquement de ce don au dernier vivant. Il serait bien entendu possible de le refuser, soit lors du contrat de mariage, soit par testament.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## ENVIRONNEMENT

Sur les côtes scandinaves

## La mort naturelle des algues tueuses

KRISTIANSAND (Norvège)  
de notre envoyé spécial

On respire dans les fjords norvégiens : dix jours après le déclenchement de l'alerte aux algues, il semble que l'avance de la vague toxique soit aujourd'hui stoppée. Malgré les courants qui ramènent vers le nord, le front des algues n'a pas dépassé Stavanger, le nouveau port pétrolier. Encore cette langue de pollution est-elle peu toxique, car elle atteint à peine 1 million d'unités par litre, seuil mortel pour le poisson pris au piège. Plus à l'ouest du Skagerrak, le long des côtes danoises et suédoises, la concentration d'algues dépasse parfois 70 millions d'unités par litre !

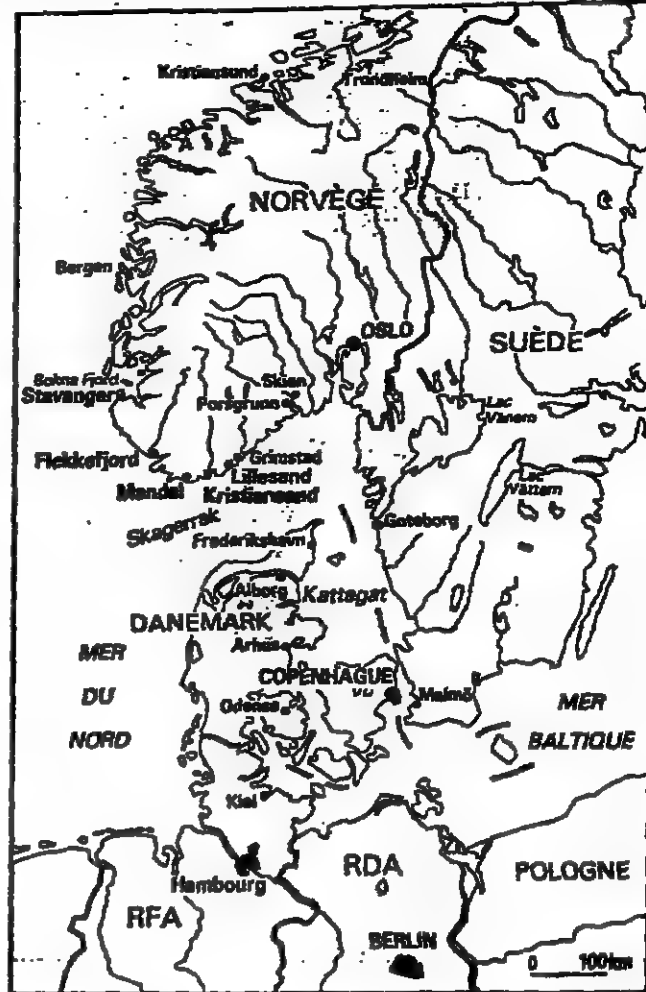
Malgré cette offensive de l'algue mortelle — la *Chrysochroma polytypica* qui donne à l'eau des teintes tirant vers le brun-jaune — très peu de poissons ont péri. Seuls sont morts ceux qui ne pouvaient pas fuir, comme les truites d'élevage, les saumons pour rejoindre la mer. Les autres ont fait demi-tour ou se sont réfugiés en profondeur, car l'algue tueuse ne descend jamais à plus de 50 mètres de la surface.

La grande inquiétude a donc été pour les poissons capés des fermes aquacoles (1) dont les truites et les saumons sont retenus dans de grands filets en pleine mer. Il a fallu remorquer les parcs à l'intérieur des fjords, parfois même transporter des installations par hélicoptère, comme ce fut le cas le 1<sup>er</sup> juin à Fiskefjord, à mi-chemin entre Stavanger et Kristiansand, la ville où la langue de pollution a décidé de prendre le large. « Je peux vous assurer que pas un saumon d'élevage n'est mort dans son parc », affirme Jon Lauritzen, le portier-parole du ministère des pêches à Oslo. Pour les dieux, plus de peur que de mal donc. La France, premier importateur de saumon frais de Norvège (11 000 tonnes en 1987), ne sera pas obligée de se rabattre sur le saumon canadien du Pacifique.

### Les affaires continuent...

Pour les pêcheurs norvégiens, le mal n'est pas bien grand non plus. « Je pêche les mêmes quantités qu'avant », affirme un patron de Mandal. Cabillauds, maquereaux, crevettes exactement comme avant. Simplement, je tends mes filets plus profond. Parfois jusqu'à 100 mètres. Un autre, ancien ouvrier de fondrière et ex-employé de restaurant, se flatte de pêcher au cœur de la zone contaminée, à mi-chemin entre Kristiansand et le Danemark. « Je n'ai jamais vu un poisson mort, affirme-t-il. Je pêche plus profond, voilà tout, et je vends toujours mes prises en face, à Hænselholn, au Danemark. Ils nous font de meilleurs prix qu'ici. »

Les poissonniers, de gros ou de détail, n'ont pas eu non plus à



souffrir. « L'offre du poisson baisse toujours à cette saison avec le réchauffement de l'eau, note un grossiste de Kristiansand. Mais nous sommes encore largement approvisionnés. » A Lillestrand, un détaillant algarien, cependant que plusieurs clients se sont inquiétés pour leur santé. « Ils ont peur d'avoir mal au ventre ou des maladies de peau. Je dois leur expliquer que l'algue n'est dangereuse que pour le poisson. » Pour couper court aux rumeurs, le ministère des pêches a pris la décision d'interdire la commercialisation du poisson pris dans la zone contaminée.

Quant aux usines de traitement du poisson, c'est « business as usual » (les affaires continuent). A Stavanger, par exemple, un petit bûcher dans un amoncellement de gravier au sud de Stavanger, on continue imperturbablement à congeler en gros blocs herings, sprats et langoustes qui seront donnés en pâture aux visons d'élevage. Le poisson, lui, se manipule à la pelle mécanique et se camionne, comme ailleurs le gravier.

Pour se disculper, sinon se rassurer tout à fait, les Norvégiens conviennent que le mal vient d'ailleurs : « Voyez la langue de pollution : elle nous arrive tout droit de la Baltique. » Baltique ou

mer du Nord, ce sont toujours les fleuves allemands qui sont incriminés, y compris, parfois, le Danube pour faire bon poids ! Ils admettent, certes que le climat y est pour quelque chose — un hiver doux, des vents chauds de sud-est et des pluies de printemps qui ont lessivé toute l'Europe du Nord — mais ils nient que leur agriculture puisse contribuer au phénomène. Pourtant, au sud de Stavanger, s'étend une zone d'agriculture intensive qui n'a rien à envier à la Bretagne : porcs et volailles en batterie, immenses serres à concombres, cultures maraîchères et forêts dans les moindres espaces laissés par le gravier, vaches laitières qui paissent jusque dans les rochers du bord de mer. Comme en Bretagne, on peut imaginer que l'accumulation des lisiers (naturels) et des engrais (chimiques) puisse à la longue favoriser la prolifération d'algues, surtout si le climat s'y prête et que les courants apportent le renfort des fleuves-égoutts de l'Europe du Nord.

ROGER CANS.

(1) On en compte 750 sur le littoral norvégien, alimentées par 660 écloseries en bassins clos.

# Le Monde

## UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL

EN DEUX CAHIERS SÉPARÉS

### LUNDI 6 JUIN

(DATÉ MARDI 7)

Le deuxième cahier est diffusé uniquement en France métropolitaine.

## LÉGISLATIVES : LES RÉSULTATS

Circoscription par circoscription, tous les résultats du premier tour. • Les premières réactions politiques. • Les commentaires et analyses de la rédaction.

### SUPPLÉMENT SPÉCIAL ÉCONOMIE

La CEE face aux problèmes monétaires et financiers. • SMIC : que va faire le gouvernement ? • Planification : la nécessité de nouveaux outils pour l'Etat.

### ET DES PAGES D'OFFRE D'EMPLOI POUR LES CADRES

### ATTENTION

Ce numéro exceptionnel du Monde sera vendu au prix habituel de 4,50 F, en deux cahiers séparés. N'oubliez pas de les demander à votre marchand de journaux.

## DÈS DIMANCHE 20 H SUR MINITEL

**3615 LM** • Les résultats par circoscription.  
• Le score des personnalités politiques.  
• Les commentaires du Monde.  
• Le rappel des résultats de 1981 et 1986.

## RELIGIONS

Pour le millénaire du christianisme russe

### Le patriarche de Constantinople n'ira pas à Moscou

Le patriarche œcuménique de Constantinople, Dimitrios, primat d'honneur de la communauté orthodoxe mondiale, n'ira pas à Moscou pour les cérémonies du millénaire de l'Eglise russe, qui auront lieu du 5 au 17 juin.

Dans une interview publiée le 2 juin par un quotidien grec, Dimitrios reproche au patriarche de Moscou d'avoir violé « les principes dogmatiques et canoniques fondamentaux de l'orthodoxie », en accordant en 1970 l'autocéphalie aux Eglises orthodoxes d'Amérique et du Japon, sans passer par Constantinople.

Dimitrios avait pourtant fait l'an dernier une visite historique en URSS. C'était la première fois depuis quatre siècles qu'un patriarche de Constantinople se rendait à Moscou.

• Une lettre du pape sur la Vierge Marie. — Dans une lettre publiée à Rome, le vendredi 3 juin, adressée à toutes les communautés religieuses et aux instituts séculiers, Jean-Paul II demande aux personnes concernées de « participer à l'œuvre d'approfondissement marial de toute l'Eglise ». Il les invite à replacer Marie au centre de leur vocation religieuse, car c'est elle qui « précède le peuple de Dieu dans le pèlerinage de la foi, de la charité, de l'union parfaite au Christ ».

## REPÈRES

## Antarctique

Une convention sur les ressources minérales

Les vingt pays membres consultés du traité de l'Antarctique se sont mis d'accord, le 2 juin à Wellington (Nouvelle-Zélande), sur le texte d'une convention destinée à réglementer l'exploitation des ressources minérales de l'Antarctique. Une commission spéciale devra donner son accord préalable à toute exploitation. Et celle-ci ne devra causer aucun dommage à l'environnement. En outre, plusieurs zones seront interdites à toute exploitation.

Cette convention, certes, complètera un vide du traité de l'Antarctique (signé en 1959, entré en vigueur en 1961), et elle est donc opportune. Mais il ne faut pas se faire d'illusions : 98 % du continent antarctique sont recouverts d'une calotte glaciaire épaisse en moyenne de 2 000 mètres : le plateau continental est sous 500 mètres d'eau (contre 200 mètres pour les autres continents) ; l'océan Austral est recouvert huit à dix fois par an par le banquise, et des icebergs, parfois énormes, y dérivent fort nombreux ; le climat est épouvantable ; enfin l'Antarctique est loin de toutes les zones consommatrices de matières premières.

## Médecine

Les lithotriteurs reprennent la route

Le tribunal administratif de Pau vient d'autoriser l'utilisation des lithotriteurs (appareils destinés à briser les calculs rénaux sans intervention chirurgicale) mobiles et itinérants du Groupement d'intérêt économique (GIE) Lithotrite diffusion France.

Ce groupement réunit cent trente-trois chirurgiens urologues exerçant dans une centaine de villes de France. Cette décision de justice met un terme au conflit qui opposait depuis plusieurs mois le ministère de la Santé à ces médecins. M<sup>r</sup> Michèle Barzach, alors ministre délégué chargé de la Santé et de la Famille avait, en octobre 1987, décidé d'interdire l'utilisation de ces appareils (le Monde du 2 octobre 1987 et du 13 avril 1988).

Les médecins avaient refusé d'appliquer la décision ministérielle. Les lithotriteurs itinérants ont déjà permis selon les médecins du GIE de soigner avec succès près de mille cinq cents malades.

هكذا متلاصل



هذه من الاصل

# IPSOS 1988

## LE TIERCÉ GAGNANT

**L'Expansion**

*La plus forte progression en volume d'audience*

**L'ENTREPRISE**

*Devient le deuxième magazine économique français*

**LA TRIBUNE**  
de l'Expansion

*La plus forte progression d'audience en pourcentage*

### LECTEURS CADRES :

	1988	1987	Évolution en %
<b>MAGAZINES ÉCONOMIQUES</b>			
L'EXPANSION	632.000	526.000	+ 20,2%
L'ENTREPRISE	428.000	370.000	+ 15,7%
LE NOUVEL ÉCONOMISTE	328.000	399.000	- 17,8%
<b>NEWS MAGAZINES</b>			
L'EXPRESS	752.000	807.000	- 6,8%
LE POINT	638.000	654.000	- 2,4%
LE NOUVEL OBSERVATEUR	630.000	601.000	+ 4,8%

(Audience totale patrons et cadres)

Chaque année, journalistes, annonceurs et publicitaires attendent avec impatience les résultats de l'enquête IPSOS "La France des Cadres actifs". C'est l'unique baromètre de l'audience auprès des dirigeants et cadres de chacun des titres de la presse française.

Pour la presse économique, IPSOS 88 indique une véritable poussée des titres du Groupe Expansion. L'EXPANSION depuis longtemps premier magazine économique, rejoint maintenant avec sa nouvelle formule (200.000 exemplaires) l'audience des news magazines. L'ENTREPRISE, trois ans après sa naissance en 1985, devient derrière L'EXPANSION le deuxième magazine économique français. LA TRIBUNE DE L'EXPANSION, lancée en Janvier 1988, enregistre la plus forte progression d'audience en pourcentage par rapport à 1987: la preuve d'un décollage réussi. LA VIE FRANÇAISE consolide son lectorat dans un marché frappé par le krach boursier et qui voit l'ensemble de la presse financière régresser.

**Groupe Expansion**





# Sports

TENNIS : les Internationaux de France

## Miracles sur court

Journée de surprises, le jeudi 2 juin à Roland-Garros. Ivan Lendl, qui avait disputé au moins les demi-finales des dix derniers tournois du grand chelem, a échoué Porte d'Auteuil en quarts de finale contre le Suédois Jonas Svensson. Pour la première fois depuis Olga Morozova en 1974, une Soviétique, Natalia Zvereva, s'est qualifiée pour la finale dames après trois sets dramatiques contre l'Australienne Provis. Et Henri Leconte s'est retrouvé en demi-finales comme en 1966.

Comment devient-on champion de tennis ? On sait qu'il faut un peu de talent et beaucoup de travail. Mais la providence peut aussi s'en mêler. Ivan Lendl attendait un miracle jeudi matin pour se sortir du guêpier dans lequel il s'était mis face au Suédois Svensson. Et il s'en est produit un, jeudi soir, pour que la Soviétique Natalia Zvereva gagne sa demi-finale contre l'Australienne Provis. L'un et l'autre en proie à des difficultés physiques auraient tout aussi bien pu quitter le Central en renonçant au combat. Tous les deux sont allés jusqu'au bout, la défaite pour Lendl, la victoire pour Zvereva. Deux moments intenses.

Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, Ivan Lendl est un monument de Roland-Garros. Présent depuis dix ans, il a disputé cinq finales et remporté trois titres. Ses bras de fer avec Borg, John McEnroe, Yannick Noah et Mats Wilander ont été des grands moments du tennis Porte d'Auteuil depuis 1980. Rien ne laissait supposer qu'il n'allait pas disputer cette année une cinquième finale consécutive. Il était invaincu sur terre battue depuis le début de la saison (quinze matches). Il semblait invincible ici après sa victoire sur John McEnroe mercredi matin.

Vingt-quatre heures après, Jonas Svensson est pourtant devenu le septième Suédois à le mettre en échec, le premier joueur depuis l'Américain Vitas Gerulaitis en 1979 à lui infliger une défaite en trois matches sèches sur la pile de Roland-Garros. Et il en était le premier surpris. Ce Suédois (il est le premier surpris), bien sûr, il avait arrêté, avec son entraîneur allemand, Tim Klein, une stratégie pour mettre en difficulté le champion du monde : « Je faisais des balles lentes pendant un certain temps, tout d'un coup, j'accélérais pour monter au filet. Et je plaçais un amorti. C'était risqué. Lendl est très rapide, mais il se tient loin sur la ligne de

fond. C'était donc un risque calculé. Mais il n'y a pas d'autre solution pour espérer le battre ».

Bien sûr, Lendl était averti du danger potentiel que représentait ce joueur qui avait éliminé ses deux compatriotes Nyström et Carlsson après avoir bataillé cinq sets : « Je savais qu'il allait faire la même chose que contre ces deux-là. Il prend des risques. Si je ne l'avais pas vu jouer auparavant, j'aurais pensé qu'il avait simplement de la chance. Il en a aux moments importants, mais il fait en plus des points bizarres. Dans le tie-break du deuxième set contre Carlsson, il a mis une volée amorcée en frappant avec le cadre de la raquette ».

### La qualité première du champion

De là à donner Svensson gagnant en trois manches il y avait un pas que personne ne se serait risqué à franchir. La perte du premier set pouvait être attribuée à la relative lenteur de mise en action de Lendl, qui avait servi pour le gain de la manche au neuvième jeu et qui avait mené 5-2 dans le tie-break. Mais cela commençait à sentir le roussi pour le numéro un mondial quand il se retrouva mené 2-4 dans la deuxième manche. Et c'est en cherchant à étouffer ce début d'incendie qu'il se carbonisa : « J'étais remonté à 5-4 et je voulais absolument gagner le dernier jeu. J'ai eu deux balles de set sur son service. J'ai sans doute trop forcé. À partir de ce moment, j'ai commencé à ressentir une douleur intermittente à la hauteur de l'épaule droite ».

Lendl pulvérisa un fluide antalgique. Il fit venir le masseur de l'ATP sur le court au moment du repos. Rien n'y fit. Il n'était plus en mesure de servir ou de délivrer son coup droit normalement. La sagesse aurait commandé d'abandonner pour ne pas risquer d'aggraver la blessure. Ce n'est sans doute pas tout à fait par hasard que, après un début de saison gâché par une fracture de fatigue, Lendl — maniaque de l'entraînement physique — s'est classé de la sorte. Pourtant, il est resté sur le court jusqu'à ce que le juge de chaise annonce la sentence : « Jeu, set et match Svensson ».

Pourquoi une telle obstination ? « A Roland-Garros, on a vu des joueurs mener 2 sets à 0, avoir des crampes et s'effondrer. Nous avons beaucoup couru pendant le match. J'ai pensé que Svensson serait peut-être fatigué. Je ne voulais pas abandonner. Je voulais continuer à me

battre. Même si j'avais peu de chance de revenir ». Cet espoir insensé que tout va pouvoir s'arranger, que la victoire va vous sourire malgré tout, est peut-être la qualité première du champion. Et si c'est le cas, alors Natalia Zvereva est bien une championne.

La jeune Soviétique avait déjà accompli un exploit en éliminant Martina Navratilova en huitièmes de finale. Elle en a réalisé un second, non pas en atteignant la finale, mais en dominant sa douleur, jeudi, pour arriver à ce stade ultime du tournoi. Après le premier set, enlevé relativement facilement, elle semblait devoir faire de même dans le deuxième lorsqu'elle a commencé à porter la main à son abdomen entre les échanges. Au changement de côté, elle grimaçait sur sa chaise. Les larmes se mêlaient à la sueur qui baignait son visage. Allait-elle perdre le bénéfice de son impeccable parcours à cause d'une indisposition subite ? L'adolescente de Minsk était trop orgueilleuse pour renoncer. Elle s'est donc battue en serrant les dents contre Nicole Provis, cette Australienne au visage de surfuse qui, après s'être battue bec et ongles, était sur le point de conclure.

Le miracle qu'avait espéré en vain Lendl se produisit alors pour Zvereva. Provis, qui semblait tenir la victoire dans ses mains, fut brutalement paralysée par la peur de gagner. L'intensité dramatique de cette demi-finale a été telle que les spectateurs du central ne quittèrent leurs sièges qu'après le dernier échange, en dépit de l'heure tardive. En tout cas, la victoire d'Henri Leconte sur la Soviétique Andrii Chesnokov ne provoqua pas d'aussi fortes émotions.

### « Bluffer

pour monter au filet »

Le Soviétique a été malade au début du printemps. Il n'a pu s'entraîner sérieusement qu'une semaine avant les Internationaux de France. Les quatorze sets qu'il a dû disputer pour arriver en quart de finale l'ont fatigué. D'apparence habituellement lymphatique, Chesnokov a rassemblé jeudi à une poignée de chiffres pendant la partie : « Leconte jouait incroyablement bien, je ne comprenais pas ce qui se passait ». Dans ces conditions, sa cinquième rencontre avec le Français ne pouvait pas être celle de sa première victoire. Pourtant, le succès de Leconte n'a pas été aussi facile que celui acquis au même stade de la compétition en 1986.

A l'époque, Leconte était entraîné par Patrice Dominguez, l'ancien numéro un français, guécher comme lui, qui avait commencé à domestiquer son jeu. Actuellement, Leconte est conseillé par le Polonais Fibak, qui avait été nagueux aux côtés de Lendl : « Wojtek me donne des conseils tactiques très utiles. Il est malin. Il me soigne même après à bluffer pour monter au filet en prenant moins de risques ».

Cela a été incontestablement efficace pendant les deux premières manches de jeudi. Le Soviétique ne marqua quasiment pas de points sur le service adverse et perdit quatre fois le sien. Mais, après une heure de jeu, Leconte montra des signes de fatigue. En dépit des deux jours de repos forcé dus à la pluie, les trois matches précédents en cinq sets qu'il avait dû livrer pour se qualifier commençaient à peser lourd dans les jambes.

Services moins précis, précipitation à la volée, tout cela permit à Chesnokov de redevenir menaçant. Il servit pour le gain de la troisième manche après que les deux joueurs eurent perdu deux fois leurs engagements. Mais, s'il n'est pas besoin de miracles, Leconte eut de la chance : il put remporter le tie-break, scellant sa victoire après avoir égalisé 6-6 grâce à un retour de service frappé avec le cadre de la raquette.

« Il n'aurait pas fallu que cela dure quatre ou cinq manches », a reconnu le Français en sortant du court. Bien content de se retrouver en demi-finale, comme en 1986. Car, à sa manière, il est, lui aussi, une sorte de miracle : une opération du dos et une mononcléose tenace avaient sérieusement compromis sa carrière l'an passé. Et, maintenant, il n'y a plus que Jonas Svensson en travers de sa route pour la finale de Roland-Garros. Le rêve de tout Français.

ALAIN GIRAUD.

## Les résultats du jeudi 2 juin

### SIMPLE MESSIEURS

Quarts de finale. — Svensson (Sué-21) b. Lendl (Tch., 1) 7-6 (7-5), 7-5, 6-2. Leconte (Fr., 14) b. Chesnokov (URSS 17), 6-3, 6-2, 1-6 (7-4).

### SIMPLE DAMES

Demi-finales. — S. Graf (RFA, 1) b. G. Sabatini (Arg., 5), 6-3, 7-6 (7-3) ; N. Zvereva (URSS, 15) b. N. Provis (Aus., 53), 6-3, 6-7 (3-7), 7-5.

## Petites filles cruelles

Face aux surprises que constitue l'élimination des vedettes, une rencontre peut parfois apporter un parfum de déjà vu. Les sœurs sont les mêmes que l'an passé, le cadre a à peine changé et l'enjeu reste toujours la qualification pour la finale. Jeudi 2 juin, sur le central de Roland-Garros, se jouait une pièce déjà à l'affiche l'an dernier. Steffi Graf, cheveux toujours aussi clairs, affrontait Gabriela Sabatini, toujours aussi brune.

Les deux jeunes filles entaillent leur sixième face-à-face depuis la victoire de Graf sur la même court. Une habitude pour elles deux. Une sorte de rituel qui agrément les tournois, de la côte ouest des Etats-Unis à l'Angleterre. Une copie des duels qui opposaient leurs aînées Chris Evert et Martina Navratilova lorsqu'elles étaient au faite de leur puissance. Une partie continuellement recommencée au gré de la nature des sols.

Un combat partiellement interrompu lorsque les deux vedettes jouent ensemble pour écumer les doubles. Car ces deux adversaires savent se mettre côte à côte — certes sans trop se parler — lorsqu'il s'agit d'ajouter quelques victoires à leur tableau de chasse ou de faire tomber des billets verts dans leur tirelire. Partenaires, elles ont disputé la finale de Roland-Garros en 1987. Associées une nouvelle fois ce printemps, elles prennent le même chemin.

Côte à côte un jour, face à face le lendemain, les deux joueuses singent « Je t'aime, moi non plus », comme le titre joliment le quotidien *Le Sport*. Pour le travail, il faut parfois se livrer à des compromissions, semblent exprimer ces deux vedettes qui réussissent à disputer les doubles sans échanger d'amabilités. A dix-huit ans elles sont déjà de vraies professionnelles, qui ne sourcilent même pas lorsque la balle surprend la



Gabriela Sabatini et Steffi Graf : adversaires en simple, partenaires en double.

vigilance d'un membre de l'éphémère tandem.

Point de complicité dans le travail commun, peu d'amitié dans les confrontations. On a appris aux gaminettes à se battre. Elles en font régulièrement la démonstration au public. Gagnante des rencontres en 1987, « Steffi » a été quelque peu dépitée des deux victoires qu'elle a dû concéder à « Gaby » au début de cette année. A Boca-Raton et à Amelia Island (Etats-Unis), sur le ciment puis sur la terre battue, la petite Argentine s'est montrée la plus habile. Un affront que la joueuse

classée numéro un mondial ne pouvait laisser sans réponse.

Lieu du nouveau duel, le court central de Roland-Garros n'affichait pas complet. Coincé entre deux rencontres attendues de leurs homologues masculins, ce match de début d'après-midi sonna l'heure de la restauration pour nombre de spectateurs. Ont-ils perdu beaucoup, ceux qui avaient momentanément abandonné leur siège ? Oui, si l'on considère que les fautes et même les doubles fautes de service sont choses rares chez la championne allemande. Oui également pour ce deuxième set un peu plus disputé

après le septième jeu, lorsque la belle Sud-Américaine réussit à remonter à 5-5 avant de disputer le tie-break.

### Une mise en garde

« Je savais que je pouvais gagner sans jouer mon meilleur tennis », avouait Graf après avoir expédié le match en une heure trente-cinq minutes, comme pour donner raison aux déserteurs. Contente de gagner en deux sets, mais déçue d'avoir dû jouer les prolongations, la « reine » affirmait qu'elle avait « fait du bon tennis jusqu'à présent. Un avertissement pour sa future adversaire. Une mise en garde à la petite Soviétique Natalia Zvereva, dans ce sport où tous les propos participent au combat.

Car Steffi veut remporter une nouvelle fois les Internationaux de France. Ce n'est pas seulement son statut actuel de première dame du tennis qui le motive, mais essentiellement le besoin d'être couronnée une deuxième fois au même endroit. Persuadée qu'elle frappe mieux la balle et dispose d'un service supérieur cette saison, elle envisage la rencontre de samedi avec optimisme. « Zvereva va devoir beaucoup bouger sur la court pour suivre mon jeu », lance-t-elle, ayant déjà effacé de sa mémoire l'épisode Sabatini.

Steffi monte les marches qui conduisent au podium sans tourner la tête. Gaby, elle, décide de continuer à travailler son service, car elle pense pouvoir encore l'améliorer.

A Wimbledon, dans quelques semaines, elle tentera à nouveau sa chance. En attendant, puisque, selon son expression, « demain est un autre jour », Sabatini va reprendre sa place aux côtés de Graf pour essayer de gagner le double. Les petites filles cruelles ne pensent décidément qu'aux victoires.

SERGE BOLLOCH.

## Son nom est Svensson

Le meilleur moyen de se fondre dans la foule en Suède est de porter le nom de Svensson. Lancée sur le ton du mépris, la phrase « c'est un Svensson » est un jugement sans appel. Pour les Suédois, Svensson égale nul. Jones, demi-finaliste étonnant à Roland-Garros, s'efforce de casser le stéréotype en se faisant un nom. Pour ce grand garçon (1,88 mètre) blond plutôt rieur, il s'agit de se forger aussi et non sans mal une identité tennistique.

A vingt et un ans, Svensson est l'homme des faux départs, des coups d'éclat sans lendemain. Sa carrière est en ligne brisée, faute non pas de talent mais de volonté soutenue, de foi en lui-même. C'est un joueur d'attaque qui a peur d'attaquer. Comment monter au filet sans se mettre en avant ? Comment assumer ses dons sans s'effrayer durablement du confort tout suédois de la ligne de fond ? La plupart du temps sur surfaces rapides, Svensson se contentait de quelques raids éclairés de commande avant d'opérer un repli stratégique. Car il a peur. Peur du ridicule.

« J'imaginais que les foules se moqueraient de moi si je m'aventurais au filet, que les rires fuseraient si je restais planté en plein au man's land alors que l'adversaire lâchait un passing gagnant hors de ma portée ou, pis encore, me lobait », confia-t-il à des confrères suédois l'année dernière. « J'avais peur de paraître minable ». Pour aussi sans doute d'entendre monter des tribunes le terrible cri accusateur : « C'est un Svensson ! »

En novembre dernier, Svensson contacta un psychologue sportif, Lars Ryberg, connu pour avoir conseillé plusieurs sportifs suédois de haut niveau, dont le grand buteur Torbjörn Nilsson, qui faisait les beaux jours de l'IFK Göteborg, le club de foot-

ball vainqueur de la coupe UEFA. Ryberg prépara à l'intention de Svensson une bande magnétique. « Ce sont des propos pour me donner confiance, pour me convaincre calmement de jouer toujours mon propre jeu ».

### « Son coin de verdure »

Quelques jours plus tard, confirmation expresse, Svensson accéda à la finale de l'open de Stockholm. Lors des Internationaux de France cette année, avant chacun de ses matches, Svensson a quitté le stade et sa brigue pléide rouge pour retrouver ce qu'il appelle son « coin de verdure » dans les jardins des pépinières de la ville de Paris, à trois cents mètres de là. Il s'y promène, walkman vissé sur les oreilles, en écoutant la bande de Ryberg. Mise au vert momentanément propice aux exploits et à la relance d'une carrière.

Maintenant qu'il monte sans peur au filet, il peut, comme ce fut le cas contre Lendl, manœuvrer astucieusement de la ligne de fond. Maintenant qu'il ose faire des erreurs, il en fait moins.

Svensson se propose même en candidat outsider pour l'équipe suédoise de coupe Davis qui rencontrera en demi-finale l'équipe de France du 22 au 24 juillet à Gstaad. Après sa victoire en huitièmes de finale sur l'épave Carlsson, il déclarait au contraire : « L'équipe suédoise sera sans doute composée de Wilander et Carlsson, qui restent les plus forts. Disons que j'aurais gagné ici le droit à quelques billets d'entrée gratuits ». Autour de Svensson, on rigolait de bon cœur. Ce gaillard bon vivant aime déclencher les rires. En dehors du court.

MARC BALLADE.

## LES HEURES DU STADE

### Athlétisme

Meeting de Saint-Denis. — Mardi 7 juin.

### Cyclisme

Tour d'Italie. — Jusqu'au 12 juin.  
Critérium du Dauphiné libéré. — Jusqu'au 5 juin.

### Escrime

Championnats de France Nice. — Jusqu'au dimanche 5 juin.

### Football

Championnat de France. — 38<sup>e</sup> et dernière journée samedi 4 juin (Canal Plus, 22 h 15, Leno-Niort en direct).

Championnat d'Europe des nations. — Allemagne-Italie, vendredi 10 à Düsseldorf (TF 1, 20 h 15, en direct).

Coupe de France. — Demi-finales retour. Mercredi 8 juin.

### Natation

Meeting international de Monaco. — Jusqu'au dimanche 5 juin (FR 3 à 15 h 40).

### Tennis

Internationaux de France Roland-Garros. — Samedi 4, finale Dames (FR 3, 14 heures). Dimanche 5, finale Messieurs (A 2, 14 h 40).

### Voile

Transat anglaise en solitaire. — Départ dimanche 5 juin de Plymouth.

**Le Monde L'ÉDUCATION**

LYCÉE

- LES SECTIONS G. MÈNENT-ELLES A L'IMPASSE ? La vérité sur les débouchés de ces séries techniques. Un dossier sans complaisance.

BAC DE FRANÇAIS

- LES AIDE-MÉMOIRE AU BANC D'ESSAI : Une analyse des fascicules disponibles pour les révisions de dernière minute.

SOCIÉTÉ

- DIFFICULTÉS DE LECTURE : DES SOLUTIONS QUI MARCHENT. Non, tout n'est jamais perdu. Des solutions existent. À l'école comme au collège.

EVALUATION

- FORMATIONS COMMERCIALES : LE MATCH DUT/BTS. En deux ans après le bac, qui l'emporte : les BTS ou les DUT ?

Numéro de juin : 92 pages - 15 F

En votre chez-vous les marchands de journaux.

هكذا نعالجهم



# Le Monde SANS VISA

## Boston avec vue sur l'Océan

par Michèle  
Champenois

**O**n ne songe généralement pas à aborder l'Amérique à Boston, et l'on a tort. Le deuxième port de la côte Est, qui vit arriver les immigrants comme New-York, est mieux qu'une digue entrée sur le continent, et si le skyline n'y est pas aussi connu ni aussi spectaculaire, il a au moins l'immense avantage de pouvoir être saisi dans son entier par un voyageur un peu attentif qui aurait soin de prendre, à Logan-Airport - construit en grande partie sur l'eau, face au centre-ville - la vedette-navette qui le fera accoster, sept minutes plus tard, au pied des gratte-ciel du quartier des affaires, sur l'un de ces pontons refaits à neuf où se joue l'avenir de la cité. Et tant mieux si c'est le soir et que la ville scintille sur les eaux noires.

Engoncée dans des équipements portuaires dont elle n'avait plus l'usage, la capitale du Massachusetts a entrepris, il y a une dizaine d'années, d'en évincer les activités dépassées, d'en dégager les perspectives et de se refaire une beauté en front de mer. Le résultat est inégal, mais l'avancée des travaux spectaculaire. Et, pour en finir avec l'autoroute surélevée dressée dans les années 50, elle a fait adopter par le Congrès un projet de route à six voies enterrée et un nouveau tunnel sous la baie qui coûtera 3 milliards de dollars et dix années de travaux... mais qui achèvera de réconcilier la ville et son océan.

Aborder Boston par la mer, aller au bureau en bateau, c'est la formule qu'ont déjà choisie trois mille personnes par jour depuis que, il y a trois ans, des lignes régulières ont été mises en service entre le centre des affaires et certains quartiers résidentiels au sud de la ville, du côté de Cape-Cod. Une activité gérée par des sociétés privées (et subventionnée à ses débuts) dont le succès - + 36 % de fréquentation en un an - sans marketing - rend les responsables inquiets de ne pas pouvoir répondre à la demande.

Voilà, trente ans après la suppression des ferries dans la baie, un signe de renouveau dans une ville qui a vu, jusqu'au début des années 60, les industries la quitter et s'être remplacées par rien. Mais, capitale de l'intelligence universitaire et riche des cerveaux



entraînés à Harvard et ailleurs, Boston n'était pas perdue : les industries de pointe, la high-tech, se posaient le long de la route 128, la grande rocade qui enserrait l'agglomération. Le centre-ville aurait pu, après des décennies de méfiance entre l'establishment financier yankee et une classe politique catholico-irlandaise, se vider tout à fait. Il n'en fit rien. Secoué par une rénovation, brutale sur le coup, mais finalement efficace, il abrite aujourd'hui la deuxième place financière de la côte Est.

### La révolution à l'heure du thé

Si l'on n'en finit pas, dans les conversations, de regretter les « *tatoo parlors* » et les « *burlesque theaters* » de Scollay Square, l'ancien quartier chaud de l'ancien port, chacun sait que la ville eut la chance de bénéficier alors de circonstances exceptionnelles : un John Kennedy à la Maison Blanche et une volonté fédérale de s'intéresser budgétairement au sort des villes, de leurs quartiers délaissés et de leur équipement avec une générosité qui ne résistera pas à la rigueur réagissante.

Le City Hall, terminé en 1969 - à l'issue d'un concours - est le témoignage le plus visible de ces années-là et reste, vingt ans après son achèvement, un monument très remarquable, ce qui pour les années 60, en Amérique ou en Europe, est plus que rare. Chaque période de l'histoire récente de la ville est d'ailleurs marquée par un édifice (notre J.M. Pei du Grand Louvre en a signé plusieurs), mais, ce qui est symbolique dans ce City Hall, c'est qu'il soit là, tel-

lement central, signe extérieur d'une spécialité bostonienne : le mariage heureux de l'urbanité et de la démocratie.

Boston est à l'histoire américaine - on ne peut l'oublier - ce que la Bastille est à celle de la France. C'est la ville où l'histoire s'invite comme on vient prendre une tasse de thé. L'incident connu sous le nom de « Boston Tea Party » n'a rien à voir avec les délicates manières des héroïnes de Henry James, qui habitaient les maisons de brique les plus élégantes et les plus chères du pays, à Beacon Hill ou dans le quartier de Back Bay. Non, il désigne cette soirée froide de décembre où, révoltés contre l'abus de taxes que la couronne britannique faisait peser sur les importations alimentaires, quelques patriotes firent boire la tasse à une cargaison de thé venue d'Angleterre, déclenchant ainsi une guerre qui devait aboutir, en juillet 1776, à la proclamation de l'indépendance.

Cette scène est reproduite façon musée Grévin dans un bateau amarré dans le port, et tout jeune Américain est invité à refaire le geste libérateur en jetant à l'eau un symbolique ballot... que l'on remonte à l'aide d'une corde pour le suivant. Si Boston reçoit chaque année 5,5 millions de touristes, ce sont en majorité des Américains venus se ressourcer le long du Freedom Trail, un itinéraire marqué au sol qui relie entre eux les sites majeurs de la « révolution ».

Mais cette cité chargée d'histoire est aussi un modèle urbain, comme le souligne Anthony Tappé, architecte et fin connaisseur de Boston. Pas tant une ville à l'européenne, comme on le croit

souvent, qu'une ville très américaine, où les valeurs urbaines du Vieux Monde auraient été préservées ou même exaltées. Le site extrêmement tourmenté a été amplement corrigé par l'homme, qui, arasant des collines, comblant des baies marécageuses, a donné forme à ce territoire pour mieux exploiter le site portuaire : une exigence de qualité fera dessiner, au dix-neuvième siècle, par Olmsted (le créateur de Central Park à New-York), le quartier résidentiel de Commonwealth Avenue et de Back Bay ; le sens de l'esprit public, enfin, fait de Boston une des rares métropoles du continent qui, malgré des hauts et des bas, n'ait jamais été moralement abandonnée par ceux qui l'habitent.

Quand Michael Dukakis, gouverneur du Massachusetts et candidat à la Maison Blanche du Parti démocrate, quitta son bureau du Capitole de Boston (en songeant peut-être à celui de Washington), il longe sur le flanc de la « colline du phare » (Beacon Hill, site initial de la ville), un lieu unique, le Boston-Common, parc public où courent des écureuils gris, et qui était, dès 1634, la prairie communale où paissait le bétail des premiers Bostoniens. Un espace vert, comme on dit aujourd'hui, vieux de trois siècles et demi.

### Les dollars du patrimoine

C'est le bon côté du conservatisme d'une ville où l'on attendait, autrefois, quelques années avant d'adopter les modes vestimentaires lancées à New-York et qui souffre, maintenant encore, d'être, à moins d'une heure d'avion, à mille lieux des avant-gardes et de l'audace.

Les voix que l'on entend le plus distinctement, à Boston, sont celles des associations de sauvegarde. Même si Susan Park, présidente de la Boston Preservation Alliance, installée dans l'ancien City Hall (à côté d'un restaurant fameux et français), qui fut sauvé de la pioche des démolisseurs et fit figure de pionnier de la réhabilitation, se lamente que la ville - *« beaucoup perdu »* - le visiteur est, lui, ravi des rapprochements qu'il découvre à chaque coin de rue entre une modernité sobre et ces églises de brique blanche et or dont la Nouvelle-Angleterre a le secret. On remarque aussi que c'est ici

que, pour la première fois, conservation des monuments et rentabilité commerciale ont fait, contre toute attente, un mariage réussi.

C'était dans les années 70, l'hôtel de ville était pratiquement seul sur son esplanade, face à un grand bâtiment administratif si peu sûr de lui qu'on le construisait par phases, et le maire de l'époque attribua à la Rouse Company, qui gagnait sa vie en multipliant les centres commerciaux en bannière, le bel édifice construit au début du dix-neuvième siècle, le Quincy Market, près de Faneuil Hall, et des entrepôts en brique dont personne ne savait que faire. La halle en pierre, discrètement néoclassique, fut transformée en une gigantesque galerie gourmande, où les salades de fruits exotiques alternaient avec les baguettes de pain à la française et mille variétés culinaires à consommer sur place, ou sur les bancs posés à l'extérieur.

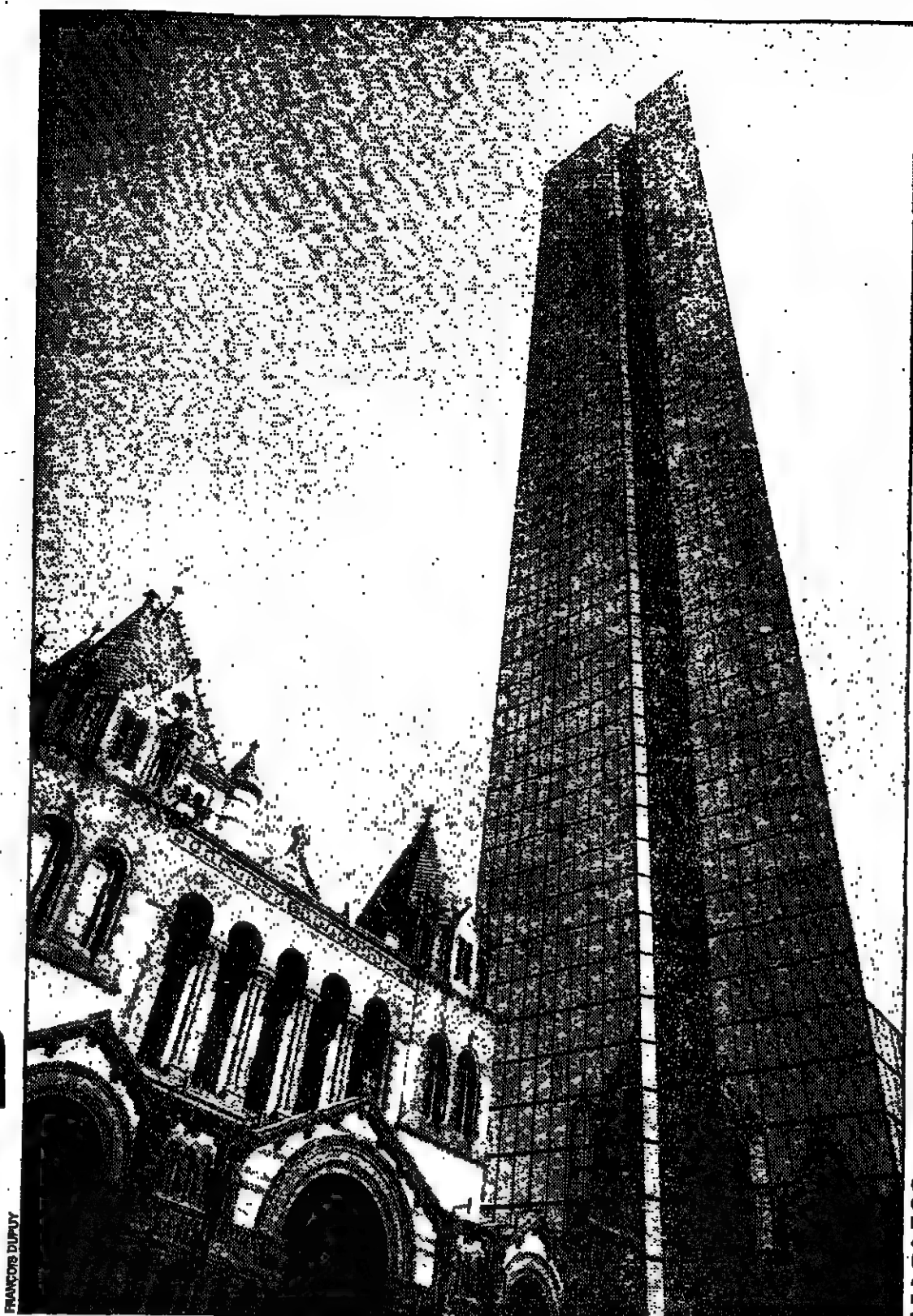
Les employés des gratte-ciel voisins et les touristes de plus en plus nombreux firent le succès sans précédent de ce centre commercial en plein air en pleine ville, dont l'Amérique n'avait pas d'autre exemple. D'autres villes, par la suite, s'en inspirèrent. Mais Faneuil Hall et Quincy Market avaient surpris tout le monde.

« Traditionnellement, les Américains n'ont pensé la ville que

comme un endroit de passage, un lieu pour les immigrants », dit Holmer Russell, du Boston Redevelopment Authority, qui, avec trois cents personnes, met au point, applique, contrôle, la politique d'urbanisme de la ville. C'est pourquoi on attendit si longtemps pour penser à la rendre aimable, fréquentable. Aujourd'hui, c'est un peu l'excès inverse, selon Rafael Moneo, patron de l'école d'architecture à Harvard. Espagnol et donc observateur européen de la ville américaine. « C'est un peu comme si on voulait assurer, par la jouissance de la ville, l'égalité que l'on ne peut fournir autrement. La ville comme un bien de consommation auquel tout le monde aurait droit. » Jusqu'à l'excès et jusqu'à l'artifice.

Si le jugement est sans doute trop sévère, il est vrai pourtant que la transformation des anciens docks, tout au long du front de mer, en fait un vaste parc d'attractions urbaines. Même si l'on prend soin de construire logements autant que bureaux, commerces de proximité, la présence des bateaux, des marinas, des musées et des aquariums insiste sur le côté « temps libre » de cette société de loisir à laquelle nous sommes supposés aspirer.

(Lire la suite page 18.)



Cent années séparent Trinity Church, l'œuvre maîtresse de H.H. Richardson (1872), et le « John Hancock » de I.M. Pei (1973) à Copley Square. Au dessous, vue des quais rénovés au pied du quartier des affaires de Boston.

**Council  
Charter**

**Toute l'Amérique,  
quand vous voulez.**

**Avec 9 vols par semaine pour New York,  
Los Angeles ou Montréal, 400 hôtels  
toutes catégories, USA, Canada, Mexique,  
c'est vraiment l'Amérique  
quand vous voulez.**

12, rue Leydet AIX-EN-PROVENCE Tél. : 42 38 58 82	31, rue Saint-Augustin PARIS (2 <sup>e</sup> ) Tél. : (1) 42 66 20 87
---	---

**Nous, c'est l'Amérique !**



# Boston avec vue sur l'Océan

(Suite de la page 17.)

Les terrains de la Navy sont ainsi devenus un National Historical Park que l'on visite, mais l'on peut aussi habiter d'anciens entrepôts, les promoteurs ayant été invités à apporter leur concours à cette rénovation. La crise de l'énergie, la redécouverte des vertus des centres-villes ont bénéficié à Boston avant qu'elle ait eu le temps de se déprimer trop gravement, et le retour du balancier, soutenu par la croissance économique et financière, a été très rapide.

L'architecture y trouve-t-elle son compte? Si Boston, décrite par ses édiles comme une *walking city*, reste une ville où il fait bon marcher, où s'offrent au promeneur des atmosphères très variées, des ambiances intéressantes, les « monuments » de l'architecture contemporaine ne sont pas à chercher parmi les constructions les plus récentes.

Dans le quartier des affaires, où le tracé « médiéval » des rues s'accommode des médiocres spéculations des dernières années (seize immeubles de plus de 130 mètres de haut depuis seize ans), on commence à voir émerger des hybrides d'une race patavide : façades conservées pour séduire les associations de défense et les comités de salut public du patrimoine et, placées derrière et largement au-dessus, le vitrage neutre qui fait le bon immeuble de bureaux.

Là où Méridien, la filiale d'Air France, avait fait œuvre de pionnier courageux en installant son hôtel dans une ancienne banque — et son restaurant très sélect dans l'ancienne salle des guichets — se développe maintenant une sorte de manie du compromis où la silhouette urbaine devient confuse et illisible. Si l'on ajoute à cela que les rez-de-chaussée de l'hypercentre sont exclusivement occupés par ces boulangers de la bureaucratie que sont les offices de photocopie (l'une de ces chaînes s'appelle plaisamment « Call the Cops », c'est-à-dire Appelez les flics), on perçoit que l'animation urbaine n'y est plus que très pauvre en surprises.

I. M. Pei  
dans ses œuvres

Boston peut toutefois s'enorgueillir de posséder le plus élégant gratte-ciel des années 70, celui que I. M. Pei a dressé près de Copley Square pour le compte de la John Hancock Company, une société d'assurances bien placée pour évaluer les dommages et les risques que lui faisait courir une mauvaise adaptation des vitres de la façade qui tombaient comme feuilles à l'automne et obligeaient pendant des années à détourner la circulation des piétons au pied de l'édifice. Maintenant que ce grave « désordre », comme disent les ingénieurs, est réparé et l'affaire jugée, on peut prendre du recul et admirer, en particulier, le profil étroit qui fait de cet immeuble une lame, la silhouette jamais égale de cette flamme de verre.

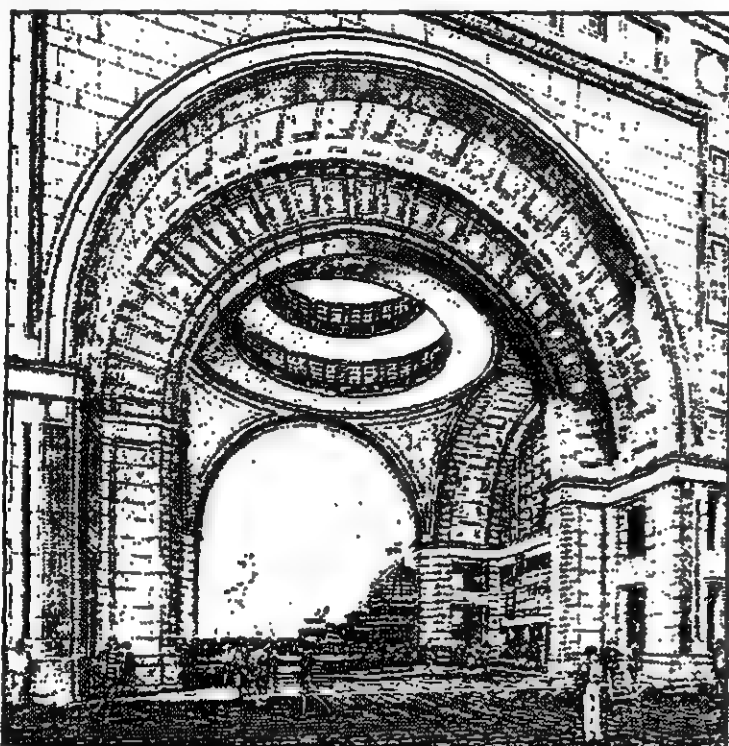
I. M. Pei a plutôt beaucoup construit à Boston, où il étudia :

plusieurs bâtiments sur le campus de l'université, de l'autre côté de Charles River, et, à l'autre extrémité de la ville, au bord de l'océan, cette nécropole moderne qu'est la bibliothèque Kennedy, d'abord lieu de conservation des archives pour les chercheurs, devenue surtout un lieu de pèlerinage pour les admirateurs du président assassiné.

Le goût de l'architecte pour les grandes voûtes vitrées n'est pas né du dernier Louvre, et on y remarquait déjà qu'il avait su créer par le vide et le ciel un espace à la mesure de l'émotion attendue des visiteurs. Son dernier travail dans cette ville, où il a signé, dans les années 60, un grand ensemble aux lignes pures pas encore démodé — le Christian Science Center, — est une extension du Musée des beaux-arts. Il y a à Washington une *East Wing* fameuse ; ici, c'est

Dans la ville de H.H. Richardson, maître du style « romanesque », l'art roman réécrit qui fit fureur au dix-neuvième siècle et dont Boston garde la célèbre Trinity Church, cette ville où Philip Johnson lui-même donna il y a quelques années à la grande bibliothèque une extension tout en finesse et en justesse de proportions, les deux complices viennent de larguer International Place, un ensemble de cinq bâtiments dont trois tours de différentes hauteurs (seule la première est terminée) rassemblées autour d'une grande coupole vitrée. Un éclatisme sans chaleur qui associe les grands lampadaires 1900 et le hall de marbre noir et blanc à des façades minces comme du papier à cigarette où les fenêtres affectent un « motif palladien », mais qui ne rime à rien.

« Boston is not Houston », grognent les amateurs, furieux



La coupole style « Beaux-Arts » du dernier ensemble construit sur le port de Boston, à Rowes Wharf, où accostent les vedettes venues de l'aéroport.

d'une *West Wing* qu'il s'agit, galerie de lumière sous une voûte en berceau et, en attendant le reste du projet non encore construit, une salle de café et une grande librairie qui faisaient défaut à ce vieux musée, à la fois ample et familial.

A la question de savoir s'il y aurait, à Boston plus qu'ailleurs, une élite éclairée patronnant l'architecture et les beaux-arts, I. M. Pei répond que « les grandes familles n'exercent plus ce genre de pouvoir » et que c'est, ici comme partout, le règne des promoteurs. « Pour un *Seagram Building* [l'œuvre de Mies Van der Rohe à New-York vient d'être classé monument historique], il y a, dit-il, cent mauvaises copies. Et s'il n'y a, à Boston, aucun bâtiment d'I. M. Pei dont il puisse avoir honte, on ne peut pas en dire autant de ses confrères new-yorkais, les fameux Philip Johnson et John Burgee.

d'être pris pour ces terres de mission de l'architecture tape-à-l'œil qui ont pu, parfois, bénéficier au moins de blagues d'une autre tenue.

Dans un sursaut de dignité, « la vieille dame assise au soleil » (*The Old Lady sitting in the sun*) a très mal pris ce geste cynique et médiocre de trois tours prétendant former un « village », une « cité », avec 170 000 mètres carrés de bureaux. Excédé par les attaques de ses confrères et leurs questions sur l'insertion du bâtiment dans le quartier lors d'un colloque à l'université de Virginie, Philip Johnson avait répondu : « Comment voulez-vous caser ces satanés millions de pieds carrés à un endroit de la ville où ils n'ont rien à faire ? »

Aujourd'hui, c'est promis, c'est fini. Un plan de restriction des hauteurs — quelle autre ville américaine pourrait imaginer pareille entrave à la liberté d'entrepre-

dre — a été mis au point par le Boston Redevelopment Authority et adopté par le maire. Lancé sur le marché par son promoteur, Don Chiofalo, par une semaine de festivités inspirées, disait-il, des cérémonies du trois cent cinquantième anniversaire de Harvard, International Place serait donc le dernier projet de son acabit. Seules deux zones bleues (près des gares du Nord et du Sud) auront droit à des immeubles de plus de 400 pieds (130 mètres environ). Ailleurs, on préservera un « héritage unique ». Sans doute en donnant libre cours au désir de faire ancien qui semble être la dernière lubie : qui dirait que le Boston Harbor Hotel et sa coupole qui évoque celle du MIT ont été inaugurés, sur Atlantic Avenue, il y a seulement quelques mois et que le style anglais de ses salons est de la dernière fraîcheur ?

Aujourd'hui, tout le monde est postmoderne, dit I. M. Pei. Nous vivons une période postmoderne. Mais il y a une différence entre s'inspirer de l'exemple des anciens et les copier. Quant à Kallmann et McKim, dont le style brutaliste néo-corbussien qui les fit gagner en 1961 le concours du City Hall s'est largement adouci au cours des années (ils terminent actuellement un énorme chantier, celui d'un centre de congrès qui doit aider Boston à être une ville encore plus active économiquement), ils professent la discrétion : « A une époque où tout le monde vocifère, il est bon de murmurer... Si vous construisez un tel dôme pour un simple hôtel, que ferez-vous le jour où on vous commandera une cathédrale ? » C'est, disent-ils, « overdressed », cette notion si britannique que le mot « endimanché » traduit imparfaitement et qui, en tout cas, désigne ceux qui n'ont pas choisi la bonne tenue.

En attendant, les clients du Boston Harbor Hotel (construit par l'agence SOM de Chicago) jouissent d'une vue sur le port (et à l'arrière sur l'autoroute surélevée) et, dès qu'ils quittent les profonds canapés, croisent dans les couloirs des « golden boys » en peignoir. Après la gymnastique cérébrale, place à la gymnastique : Après l'orage dans les cer-veaux, le sauna.

MICHELLE CHAMPENOIS.



## Carnet de route

### VOYAGE

Air France propose depuis l'an dernier un Paris-Boston sans escale, le jeudi et le dimanche, au départ de Roissy. Le tarif « visite » (de 14 jours à 2 mois, paiement et réservation simultanés) est fixé à 3 990 F aller-retour. Pour éviter, en débarquant, les embouteillages et les tunnels, prendre la navette maritime entre Logan Airport et Rowes Wharf (5 dollars la traversée, durée 7 minutes, minibus entre l'aéroport et le quai d'embarquement désigné par l'indication « water shuttle »).

### SÉJOUR

Situé en plein centre, l'hôtel Méridien a été aménagé dans un édifice classé, l'ancienne Federal Reserve Bank. Il offre 325 chambres dont beaucoup sont différentes à cause de la configuration de l'édifice. La brasserie est dans un patio sous verrière et le restaurant, élégant, « Julien » (chef, Gérard Vité, des Trois Marches à Versailles), dans l'ancienne salle monumentale des guichets. Piscine, sauna et salles de congrès. Méridien Boston, 250 Franklin Street, Boston, Mass. 02110. Tél. (617) 461-19.00.

Jet'Am, filiale d'Air France, propose un séjour combiné Boston-New-York pour un forfait de 5 850 F (5 500 F jusqu'au 25 juin) qui comprend les vols et les nuits d'hôtel (4 à Boston, au Midtown Hotel, 3 à New-York au Century Paramount). Le forfait coûte 3 600 F si l'on veut séjourner au Méridien, dans les deux villes. Enfin, un nouveau forfait intitulé « Jet executive » (dans les agences Air France et les agences de voyages) comprend le vol et une nuit d'hôtel pour 5 930 F (245 F par nuit supplémentaire). Ces prix s'entendent en chambre double.

Ouvrir il y a quelques mois, le Boston Harbor Hotel (70 Rowes Wharf, Boston, Mass. 02110. Tél. 617 439.70.00) offre 230 chambres (catégorie luxe), des restaurants, des salons et un bar décorés à l'ancienne en style anglais. Si l'on veut saisir l'atmosphère du chic bostonien, on peut dîner, ou prendre le brunch du dimanche, au prestigieux Parker House (60 School Street), dans un authentique décor du début du siècle.

### VISITES

La ville se visite aisément à pied, et le métro est parfaitement fréquentable (pour aller au Museum of Fine Arts, par exemple, ou à Harvard, de l'autre côté de la rivière, à Cambridge).

Le centre d'information (Visitor Information Center, Tremont Street) distribue des brochures

très précises sur divers itinéraires : Freedom Trail ; ouvert plus récemment, le « Black Heritage trail », qui commence à la plus ancienne église réservée aux Noirs ; « Harborwalk », à partir de State Street (National Park Service Visitor Center, 15 State Street) et du Old State House, construit en 1713.

A Charlestown, sur la rive nord de Charles River, le « Navy Yard » est aménagé comme un grand parc d'intérêt historique où l'on voit dix-sept des chantiers navals militaires qui ont mis à flot, pour la dernière fois en 1975, l'USS Constitution.

L'association Boston by foot (77 North Washington Street, tél. : 617 387-23-45) propose des promenades commentées, notamment dans les quartiers de Beacon Hill et de Back Bay, où l'architecture du dix-neuvième siècle, civile et monumentale, est le mieux représentée.

Plus attentive à l'architecture contemporaine, mais très active et bien organisée, la Boston Society of Architects (305 Newbury Street, Boston, 02115) a ouvert une librairie : 66 Hereford Street, Boston 02115. Tél. : 262-27-27.

Il y a, bien sûr, un observatoire au sommet du John Hancock (240 mètres), ouvert jusqu'à 11 heures du soir. Et, pour rompre avec la modernité, ne pas manquer le « palais » néo-Renaissance d'Isabella Stewart Gardner (280, the Fenway), dans le même quartier que le Musée des beaux-arts.

Le Musée John-Kennedy est situé à Columbia Point (Boston, Mass. 02125, information au 929-45-23) au sud de la ville, près de l'université du Massachusetts. Accès par les transports publics et une navette.

### LIVRES

Houses of Boston Back Bay, 1840-1917, par B. Bunting, Harvard University Press, Cambridge.

Henry Hobson Richardson and his Works, Mariens Griswold van Rensselaer, Dover books.

Architecture Boston. Introduction de W.M. Whitehill, The Boston Society of Architects.

Dans leur nouvelle présentation à couverture souple, les Guides bleus (Hachette) viennent de publier un *Etats-Unis* côte est (880 pages, 200 F), qui consacre plusieurs pages à Boston et décrit les découvertes à faire en Nouvelle-Angleterre.

RENSEIGNEMENTS  
Office du tourisme des Etats-Unis, 23, place Vendôme, Paris-1<sup>re</sup>. Tél. : 42-60-57-15 de 13 h à 17 h.

## FRANTOUR TOURISME VOUS PROPOSE EN EXCLUSIVITÉ NAJAC ET LES GORGES DU TARN « SUR LES PAS DE TOULOUSE-LAUTREC »

DÉPARTS DE PARIS les 25 juin, 30 juillet, 27 août, 17 septembre 1988

Circuit en autocar avec guide : visite de NAJAC, ALBI, CORDES, LES GORGES DU TARN, ROCAMADOUR, PADIRAC.

Pension complète à l'hôtel-résidence de NAJAC (huit jours). Prix par personne : de 3175 F à 3310 F, selon les dates de départ.

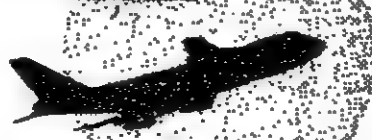
ATTENTION. — POUR LE DÉPART DU 25 juin, vous aurez 350 F de réduction ET VOUS NE PAIEREZ PAS DE SUPPLÉMENT POUR CHAMBRE INDIVIDUELLE.

CONDITIONS TARIFAIRES SPÉCIALES POUR REJOINDRE NAJAC AU DÉPART DE TOUTES LES GARES S.N.C.F.

### RENSEIGNEZ-VOUS :

- Dans les agences FRANTOUR TOURISME.
- Dans les gares S.N.C.F. de PARIS.
- Dans les gares du RER.
- Par correspondance : B.P. 62-08 PARIS CEDEX 08.
- Par téléphone : (1) 45-63-03-14.

## AIR HAVAS TOUS LES VOLS POSSIBLES



MONTREAL  
à partir de 1 890 F aller retour

EN VENTE : AIR HAVAS - 15 Avenue de l'Opéra - 75 001 PARIS  
Tél : 42 96 97 34, dans les agences HAVAS VOYAGES et Agences Occidentales de Voyages.  
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Les prix charter-La sécurité Havas-Voyages

## RÉSIDENCES

### CÔTE D'AZUR

83230 BORMES/LE LAVANDOU  
Disponibles saison 88/89 appartements et villas proches de la mer. Exemple : ST bord d'une plage de sable, piscine, tennis, garage, pour 4 personnes, un séjour de 3 jours, 2 495 F.

AGENCE DE LA FAVIERE

Tél. 94-71-03-13.

### CÔTE D'AZUR

EXCEPTIONNEL à louer JUILLET

VILLA BORD DE MER

7 chambres tout confort.

Ag. de la FAVIERE, le Mar y Sol.

Située de la plage, 83230 BORMES

Tél. 94-71-03-13.

### CAMPAGNE MER MONTAGNE

#### GRÈCE

VOUS RECHERCHER DE VRAIES VACANCES  
DÉCOUVREZ LES ÎLES IONIENNES  
Une nature préservée, des gens hospitaliers, villas et appartements sélectionnés à louer.

Prix excepté du 12 mai au 14 juillet.

Tél. 43-25-28-30.

### 22520 BINIC (BRETAGNE)

BINIC (port, plage, golf 18 trous)

Grand choix VILLAS.

APPARTEMENTS, MAISONNETTES.

Libres juillet, août (mois ou semaines).

AGENCE ARMOR, Tél. 96-73-62-28.

سكننا من الاموال



## Folies jamaïcaines

Il vaut mieux parler anglais sur cette île tropicale voisine de Haïti et de Cuba. Anglophone, membre du Commonwealth depuis son indépendance en 1962, la Jamaïque reçoit surtout des visiteurs américains. Les Français la découvrent peu à peu, notamment depuis l'installation à Paris d'un office de tourisme de la Jamaïque (c/o Target, BP 614.08, 75367 Paris, Cedex 08, tél. : 45-81-90-58).

Une forme séduisante de séjour consiste à louer une chambre d'hôtel ou, mieux, une villa. Les propriétaires ou colons, ces derniers ont en commun d'avoir leurs fenêtres sur les plus beaux paysages de la mer des Caraïbes.

Deux tour operator en proposent. Kuoni, d'une part, confectionne des voyages sur mesure avec location de villas de style « british », datant du début du siècle, et met à la disposition de ses clients français les programmes Kuoni Angleterre, nettement moins chers.

A titre indicatif, un séjour d'une semaine au Plantation Inn, l'un des meilleurs hôtels de la Jamaïque, coûte envi-



XAVIER ZIMBARDO

ron 13 200 F par personne en demi-pension, vols aller et retour compris (départs de Paris ou de Londres). S'adresser à l'agence Kuoni Opéra (12 boulevard des Capucines, 75009 Paris, tél. : 47-42-83-14, M. Cohen).

Zénith (14, rue Thérèse, 75001 Paris, tél. : 42-98-38-20) inscrit également cette destination dans son catalogue. Magnifiques villas avec plage privée (une semaine avec vols et transferts : 10 435 F par personne sur la base de huit personnes) et d'autres, plus simples, rattachées à un hôtel. Une semaine en demi-pension au même Plantation Inn, vols également inclus, coûte, ici, 10 800 F.

## L'Inde et les photographes

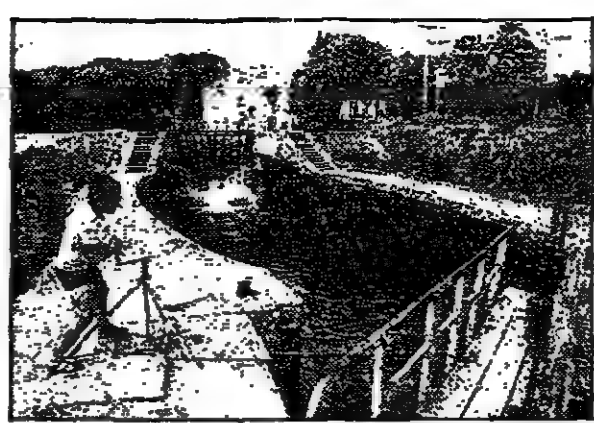
Objectifs en bon état et réserve de pellicules pour ce séjour en Inde d'une durée de plus de deux semaines que lance l'Association française des amis de l'Orient (19, avenue d'Iéna, 75116 Paris, tél. : 47-23-64-85 et 47-20-33-08). Car il s'agit ici non plus de photographier le pays dans le désordre ou de suivre ses seules impulsions, mais bien de s'engager dans un véritable exercice de photojournalisme sous la direction d'Anne-Marie Butzbach, photographe et professeur d'histoire de l'art.

Du nord au sud, un regard de professionnel sur quelques-uns des aspects les plus prestigieux de l'Inde : l'islam abordable à travers la magnificence des Grands Moghols à Agra, l'hindouisme en son lieu le plus sacré à Bénarès, et l'autre réalisme, celui des Indes indiennes, à Calcutta. Plus au sud, plongeon dans l'Inde médiévale : Bhuvaneshwar, Konarak, Puri. Un montage audio-visuel sera réalisé en commun à la fin du voyage.

Ce voyage de dix-huit jours aura lieu du 30 octobre au 16 novembre. Température agréable d'après-mousson dans le Nord, quelques pluies possibles dans le Sud. Les voyageurs séjourneront dans des hôtels de première catégorie. Ils effectueront des trajets en avion et un parcours de courte durée en train de Delhi à Agra. Prix de ce circuit : 20 500 F.

## Les vélos de Glamorgan

Un peu avant l'entrée, l'Europe de la bicyclette se met en selle. Voici une proposition de voyage qui devrait plaire aussi bien aux amoureux de la « petite reine » qu'aux amateurs de



DENNIS STOCK/MAGNUM

promenades un peu sportives hors des frontières de l'Hexagone. L'idée est galoise et vient tout droit de Cowbridge, un petit patelin dans le sud du pays. Elle a été déposée par Cathy Long qui met à la disposition des amateurs internationaux un garage de vélos dernier cri pour filer sur les routes et les sentes herbeuses de l'une des plus pittoresques vallées du territoire, celle de Glamorgan.

Le tour peut commencer n'importe quel jour de la semaine et les bagages peuvent être transportés séparément. Le prix, 1 250 F environ, comprend la location des vélos, les cartes routières détaillées, le dîner le jour de l'arrivée et cinq nuits avec petits déjeuners. Le logement, dans des bed and

breakfast ou des fermes, est en général choisi pour la chaleur de l'accueil et l'affabilité des habitants. Les demeures sont souvent situées en pleine campagne. Renseignements et réservations directement auprès de l'organisatrice : Cathy Long, Pedalsome Tours, The Lodge, City, Cowbridge, South Wales CF7 7RW, Angleterre. Tél. : 4463-3378.

## Eau douce au long cours

Si l'on peut encore s'en aller naviguer sur les canaux français sans la fameuse balise de détresse Argos, il serait néanmoins hasardeux de partir à leur découverte

sans un minimum de matériel, ne serait-ce qu'une carte plutôt bien faite pour savoir s'il convient de tourner à droite (tribord) ou à gauche (babord) quand, sur le canal latéral de la Marne, par exemple, on veut virer sur Reims ou sur Epervier. Existait-elle seulement ? En tout cas la voici, complète et précise, vaste et claire, éditée en collaboration par l'Office national de la navigation et les éditions du Plaisancier (BP 27, 69641 Caluire, Cedex. Tél. : 78-23-31-14).

Ce travail couvre dans son entier le réseau fluvial français et la plus grande partie de celui de la Belgique. Un tableau rassemble les dimensions des bateaux pouvant circuler sur les différentes voies d'eau. Kilométrage et nombre d'écluses sont précisés.

Sont également indiqués les principaux lacs, les plans d'eau aménagés pour la voile et le motonautisme, les principaux ports de commerce et de plaisance, les ouvrages d'art exceptionnels tels que le pont-canal de Braye ou le plan incliné d'Arzaville et les canaux et les rivières anciennement navigables. Echelle : 1/1 428 000 et format 67x82 cm. En vente au prix de 70 F à l'Office national de la navigation, 2, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris, tél. : 45-50-32-24, et dans les librairies spécialisées.

**MONTAGNES & DÉSERTS**  
SAHARA, TIBET, MAROC, YÉMEN, CRÉTÊ, KENYA, ARCTIQUE.  
VOYAGES A PIED  
EXPÉDITIONS  
NOMADE  
50 av. des Terres - 75017 Paris - Tél. : 43-42-45-45

**Inoubliable week-end !**  
au **WALDORF ASTORIA DE NEW-YORK**  
avec **CONCORDE**  
Départ le 9 juin sur Boeing 747 Air France. Retour le 12 juin en Concorde, à partir de 14 900 F.  
Aéroport : 93, rue de Miquette, 75008 Paris. Tél. : 45-22-45-46. Téléc. 643-700 F. L. 173001.

**L'ESPAGNE EN TRAIN**  
Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE  
**A PARTIR DE 490 F**  
Renseignements : **RENFE**  
1, av. Marceau, 75116 PARIS  
Tél. 47-25-52-01

**LA CROIX DU SUD**  
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS  
Tél. : (1) 42-61-82-70 - Licence A 681  
**DECouvrez**  
**LA NOUVELLE-ZELANDE**  
**VOYAGE UNIQUE**  
12 novembre au 13 décembre 1988  
Tout compris en demi-pension  
**33 500 F**

**vol direct**  
**PARIS ISTANBUL**  
**1 640 F**  
tous les samedis  
3 heures de vol au départ de Paris City (de mai à octobre)  
**\* 3 circuits**  
en hôtels 3 et 4 étoiles  
**Turquie en liberté**  
A partir d'étapes pré-établies, la Turquie librement, avec les programmes auto découverte. Vol, transfert et 1 nuit à l'hôtel.  
A partir de **2 200 F**  
**Istanbul - Cappadoce**  
En partant d'Istanbul, ce circuit de 8 jours vous amènera en passant par Ankara à la découverte des merveilles de la Cappadoce et des plaines d'Anatolie.  
A partir de **3 600 F**  
**Sultanissime**  
Izmir, Ephèse, les antiques villes de Ionia, Pergame, Bursa : le circuit Sultanissime vous offre la découverte de la Turquie en 15 jours.  
A partir de **5 600 F**

**Bade-Wurtemberg :**  
**Vacances vivantes.**  
Forêt-Noire • Neckarland • Lac de Constance • Souabe  
Parcourez ce pays admirable, ses villes historiques et romantiques, découvrez sa grande culture et ses traditions agréables.  
Le Bade-Wurtemberg vous offre des "vacances pour toute la famille". Aucune région n'est plus apte pour passer des séjours à la ferme, en appartement, en villa, en village de vacances, en hôtel ou en auberge.  
C'est aussi la région des vacances vivantes et actives : marche et bicyclette, sports nautiques, cures thermales dans les stations réputées.  
Venez au Bade-Wurtemberg et laissez-vous choyer par le pays et ses habitants, sa bonne cuisine et ses bons vins.  
Bonnes vacances au pays le plus diversifié de l'Allemagne.  
**Bade-Wurtemberg**  
Je désire recevoir une documentation complète sur le Bade-Wurtemberg.  
• Ci-joint 15 F en timbres pour les frais d'envoi.  
☐ Locations  
☐ Séjours  
☐ Voyages organisés  
Nom \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
**DZT** DEUTSCHE ZENTRALE FÜR TOURISMUS EV  
Office National Allemand du Tourisme  
9, Boulevard de la Madeleine 75001 Paris - Tél. (1) 40.20.01.88

**NDS UNE INVITATION POUR D'AUTRES VOYAGES**  
**NDS D'AUTRES VOYAGES.**  
Chacun dans sa vie ressent la nécessité d'aller vers d'autres lieux, de faire d'autres rencontres. Partir vers ceux qui ont fait notre histoire, bâtir notre foi, c'est le sens même du pèlerinage.  
De Jérusalem à Saint Jacques de Compostelle, vers tous ces lieux où souffle l'esprit, NDS depuis 115 ans propose des pèlerinages en petit groupe, en avion, en bateau et même à pied. Dans une ambiance conviviale, revivre les grands pèlerinages, c'est possible dès aujourd'hui avec NDS et vers toutes les destinations.  
Pour faire des rencontres extraordinaires il y a un catalogue, celui de NDS, demandez-le.  
**RUSSIE, MILLE ANS DE CHRISTIANISME**  
**8970 F** Tout compris (du 25 juin au 6 juillet)  
**NDS**  
17, rue de Babylone 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45 49 20 30  
Desire recevoir, sans engagement, le catalogue NDS 88. Pour toute information supplémentaire, appelez également sur Minitel au 3014

**TURQUIE n°1**  
Réservation : 48.78.28.00  
103, rue La Fayette - 75010 Paris  
Tél. : (1) 48.78.28.00 - Téléc. 780 449  
Télécopie : 42.82.96.85



## JEUX

## échecs

N° 1283

BORIS GELFAND

(Championnat d'Europe des Juniors, 1988)

Blancs : R. LEVY (Israël)  
Noirs : B. GELFAND (URSS)  
Défense anti-indienne,  
Système Seemisch.

1. d4 Cb6 18. Fg5(f) Fxh3(h)  
2. c4 g5 19. Fxh3 Tbxh3  
3. c3 Fg7 20. Dc3(f) Fxh3  
4. d4 d6 21. Dc3(m) Td4(h)  
5. e3 e4 22. Fd3 Fxh3  
6. Fd3 Cg6 23. Fd4 Fxh3  
7. Dd2 e5 24. Rf1(p) Cg5  
8. Cg2 Td8 25. g3 Cg4  
9. a3(a) Fd7(b) 26. Rg1 Cg4  
10. b4 Rf7(c) 27. Rg2(r) Td8(p)  
11. e5(d) e6 28. g4 h5  
12. exd6(e) exd6 29. Fxg6(c) h5  
13. Cc1 e5 30. Rg1(u) Cg4  
14. Cb3(f) d5(g) 31. Fd4 g3  
15. exd5(h) Cc2(h) 32. Dc3(v) f5  
16. Cxh5 Fd8 33. Dd5(w) f4  
17. exd5 34. a5

## NOTES

a) Ou 9. Tg1, Fd7; 10. b3, b5; 11. exb5, axb5; 12. d5, Cc5; 13. Cd4, Dd8; 14. a3, e6; 15. Fd2, exd5; 16. exd5 et les Blancs sont légèrement mieux (Dlugy-Fedorowicz, New-York 1984). Ou 9. b4, b5; 10. h5, Td8; 11. g4, b4 - si 11... e5; 12. h5g6, f5g6; 13. d5, Cd4; 14. Cxh4, exd4; 15. Fxh4, Fxg4; 16. Fg2, Fh3; 17. 0-0 avec un petit avantage aux Blancs - si 12... Cc5; 13. h5g6, f5g6; 14. Fh6, Fh8; 15. Fg5, exd4; 16. 0-0 (Christiansen-Watson, USA, 1984). Ou bien encore 9. b4, h5; 10. 0-0-0, b5; 11. Cc5, b5g6; 12. Cxh6+, Fxh6;

13. g4, Cb4; 14. Cc3, e5; 15. Fc4, exd4; 16. Fxh4, Dc7; 17. Fb3, Fd6; 18. Fxh6, Fxh3; 19. axb3, exf6; 20. g5h5, Dd5; 21. Rb1, Dh5; 22. f4, f5; 23. Thg1! avec égalité (Oll-Gelfand, URSS, 1984).

b) 9... e5 et 9... Cc7 sont aussi à envisager ainsi que 9... b5 comme dans la partie Dlugy-Kouatly (1986); 10. exb5, axb5; 11. d5, Cc5; 12. Cd4, e5! Byrne conseille 10... e5.  
c) Contre Fedorowicz en 1984 (5<sup>e</sup> du match), Dlugy répondit par 11. exb5. Après 11... axb5; 12. d5, Cc5; 13. Cd4, e6; 14. Fd2 (14. d5, exd6, f5g6; 15. Cdxh5, Ch5 n'est pas clair), Dd8; 15. 0-0, Cc4; 16. Fxh4, b5g6; 17. Tf1-1 les Blancs ont un net avantage.  
d) 12. Cc1 donne lieu à une position complexe: 12... e5; 13. d5, Cd4; 14. c5, Fg8; 15. Fd3 mais semble préférable à cet échange de pions.  
e) Une manière très énergique de régler le problème des pions centraux tout en ouvrant le jeu.  
f) Si 14. d5, Cd4.  
g) Si 15. d5, exd5; 16. exd5, Td8; 17. Fd2, Cc4; 18. Fxh4, Fh6! D'autre part, si 15. d5, exd5; 16. Cxh5, Cxh5; 17. exd5, Td8;

18. Rf2, Cg4+!; 19. f5g4, Fxh1; 20. Cxh1, Df6+ ou encore mieux 18... Cxh3!; 19. gxf3, Dh4+; 20. Rd1, Txe3; 21. Dxe3, Fxh4; 22. Dc1, Df6!

i) Une surprise.  
j) 18. Cc5 ne vaut pas mieux: 18... Cxh5; 19. Td1, Fg4.  
k) Ce sacrifice spectaculaire de D témoigne de la maîtrise et de la clarté de Boris Gelfand, qui n'a pas encore vingt ans. Les Blancs s'attendaient probablement à la suite 18... f6; 19. exf6, Fxh6; 20. Fxh6, Txf6; 21. Cc5, Td6; 22. 0-0-0! qui leur donnait un beau jeu ou à 18... Dd7; 19. Td1, Df5; 20. Dxd5, Dxe5; 21. Dxe6, Dd3+; 22. Fe2, Dxb3; 23. Dd4.  
l) Attaquant deux pièces. Il est possible que la meilleure défense consiste en 20. Dd3, Fxh5; 21. Tc1.  
m) Si 21. d5, Cxh1; 22. Fe2, Tf1-1.  
n) Et non 21... Fxh1; 22. Rf2 et le R blanc peut se sauver en h3 alors que maintenant si 22. Rf2, Td3+; 23. Rf3, Fc3+; 24. Rf4, Fxh1 et l'attaque se poursuit. En même temps, les Noirs menacent mat par 22... Fg3+.

o) Le R blanc doit rester au centre, ce qui compense l'infériorité matérielle des Noirs.

p) Si 24. g4, Cc5; 25. h3, Cc4.  
q) Si 25. g4, Cxg4.  
r) Une erreur grave. Il fallait avoir le courage de jouer 27. Rf2: si 27... Tc8; 28. b4, Tc3; 29. Db1.  
s) Menaçant mat.  
t) Si 29. g5, Txe5; 30. Tc1, Cc2; 31. Tc7, Cf4+; 32. Rb4, Td-d5; 33. Fxd5, Ff6; 34. Fxh7+, Rh8 suivi du mat.  
u) Si 30. f5g4, Cd5.  
v) Si 32. Fxh3, Td3; 33. Dc2, Cd2; 34. Dxd2, Fd5+; 35. Rf2, Txf3+!  
w) Ultime erreur mais, de toutes façons, les Blancs n'ont plus de défense: si 33. Df4, Fd3; 34. Dh4, Td4; 35. Df6, Td6! et si 33. Td1, Txe4; 34. Dxf5, Td7!

## SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1282

(Blancs : R61, T64, Pp6 et f6. Noirs : Rd8, Td5, Pp7 et f7.)  
Après 1. Td4, Td5+ et 2... T66 les Noirs font nulle.  
1. Td4, R68; 2. Th4, T65+; 3. Rd2, Rd8; 4. Ta4, Td5+; 5. R63,

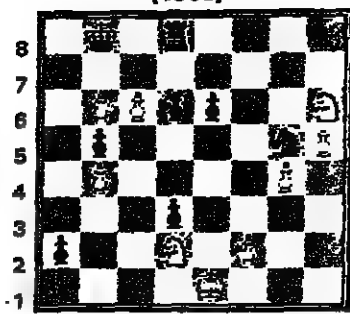
R68; 6. Th4, T65+; 7. Rd4 et les Blancs gagnent. Étrange mouvement pendulaire de la T6 blanche.

ÉLAUDE LEMOINE

ÉTUDE N° 1283

E. DOBRESCU

(1968)



s b c d e f g h  
BLANCS (9) : R61, Cd2 et h6.  
Pb4, b6, c6, f2, g4, h5.  
NOIRS (8) : Rb8, Td8, Cg5.  
Pd2, h5, d6, d3, e6.  
Les Blancs jouent et gagnent.

## bridge

N° 1281

## PRÉCAUTION SANS RISQUE

Quand les cartes fournies dans la couleur de l'entame peuvent faire croire que l'adversaire va surcouper, il faut chercher s'il n'y a pas moyen de se protéger contre cette éventualité. Mais c'est souvent difficile comme dans cette donne où le déclarant norvégien a gagné un chelem chuté à l'autre table dans un match entre la Norvège et Israël.

74  
D12  
RD982  
853  
D10853  
1084  
653  
D

974  
V9  
V9765  
V10  
AR62  
AR  
4  
ARV1062

Quest ayant entamé sa quatrième meilleure, le 5 de Pique, pour le 4 du mort et le Valet d'Est, Sud a pris avec l'As de Pique, et il a tiré l'As de Trèfle sur lequel est tombée la Dame de Trèfle sèche d'Ouest. Comment Stabell, en Sud, a-t-il

gagné ce PETIT CHELEM A TRÈFLE contre toute défense ?

Réponse : Il paraît normal de jouer le 4 de Carreau vers la Dame du mort. Ensuite on essaiera de monter au mort en coupant le troisième Pique. Hélas! Est surcoupera et le chelem chutera. Alors, après avoir regardé les quatre jeux, vous vous consolerez rapidement en pensant que le chelem était infaisable ou qu'il n'était guère possible de jouer différemment sans voir les mains adverses.

Or voici le raisonnement de Stabell : si c'est Est qui a l'As de Carreau, alors il est possible de gagner même si Est n'a que deux Piques! Ainsi, après les deux As noirs, Stabell a tiré l'As et Roi de Cœur et le Roi de Pique, puis il a joué Carreau. Est a pris la Dame de Carreau avec l'As et il a été obligé de donner la main au mort en jouant tout vers le 8 de Trèfle ou Cœur (vers la Dame), ou Carreau (vers le Roi), et le déclarant a pu défausser ses deux Piques pendant que la Dame de Cœur et le Roi de Carreau!

Si Est avait eu d'autres Piques le résultat aurait été le même.

## Un contre suicidaire

Avant de contrer une enchère de contrôle, il faut être certain que ce contre sera utile pour indiquer une entame au partenaire, et il ne faut pas oublier que les adversaires peuvent tirer profit du renseignement qu'on leur fournit gratuitement. La donne suivante publiée par le regretté écrivain Victor Mollo est une illustration spectaculaire des inconvénients d'un tel contre.

9864  
R7  
R10653  
932  
7432  
A107532  
D  
AV6  
AD10  
Ann : S. don. Tous vult.

Sud Ouest Nord Est  
1 ♠ passe 4 ♠ passe  
5 ♠ contre 5 ♠ passe  
5 SA passe 6 ♠ passe  
7 ♠ passe 7 ♠ passe

Quest ayant entamé le Valet de Pique sec, comment Mollo propose-t-il de gagner ce GRAND CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Note sur les enchères : La couleur à Pique étant agréée les enchères de « 5 Trèfles » et de « 5 Cœurs » étaient des contrôles pour aller au chelem, et « 5 SA » était la convention de Josephine qui demandait au partenaire de déclarer le grand chelem avec deux des trois plus gros honneurs d'atout. La réponse négative était « 6 Piques », mais Nord profita de ce qu'il disposait de plusieurs réponses au palier de 6 pour indiquer un gros honneur cinquième en déclarant « 6 Cœurs ».

## Correspondants

## Recherche

d'une communication (1268)

Plusieurs lecteurs (Barrat, Bismut, Calvet, Guérin, Kohly, Yalçin...) ont signalé que « Sontag » n'avait dû jouer que quatre Cœurs du mort et non pas cinq...

Effectivement, le cinquième Cœur aurait provoqué le... squeeze suicide de sa propre main!

## Dédiction sur l'entame (1265)

« Le déclarant, écrit Delesalle, aurait pu sans risque faire une levée supplémentaire, même avec quatre Piques en Est, car celui-ci se trouve squeeze à trois couleurs sur l'avant-dernier atout avec le Valet de Pique D10 9 à Carreau et l'As de Trèfle sec... »

Non, il peut défausser un Carreau, car la Dame seconde suffit à empêcher l'affranchissement de la couleur.

PHILIPPE BRUGNON.

## dames

N° 329

## LA TORNADE NOIRE

Tournoi « Côte d'Or »

1987 (Pays-Bas)

Blancs : L. GROSSMAN (Israël)

Noirs : G. HANSEN (Belgique)

Ouverture : Raphaël

1. 32-38 18-23 18-41-37 21-26  
2. 34-30(a) 23-32 19-45-38 18-22(g)  
3. 37-28 20-25(b) 20-35-30 13-18  
4. 41-37 25-34 21-28-23(a) 9-13  
5. 46-42 12-18 22-32-28 22-27(f)  
6. 37-32 7-12 23-31-22 18-27  
7. 46-41 14-20(c) 24-40-35 13-18(f)  
8. 41-37 10-14 25-45-40 8-13  
9. 44-40 1-7 26-38-24 11-16  
10. 45-44 5-10 27-30-48 7-11(h)  
11. 40-34 19-28(f) 28-33-30(f) 2-7(m)  
12. 28-19 14-23 29-19 27-32(e)  
13. 44-40(a) 10-14 30-38-27 17-22(e)  
14. 47-41 26-35 31-28-17(g) 11-42  
15. 32-28(f) 23-32 32-48-37 18-23(g)  
16. 37-28 14-20 33-29-18 28-40  
17. 38-32 16-21 34-38-17 49-21(r)  
Almanac

## NOTES

a) Sans doute moins séduisant que 23-29 (23-32); 33-37-28 (20-25); 44-37 (17-21); 53-33 (21-26a); 64-39 (16-21); 75-44 (13-17); 83-32 (26-37); 94-23 (21-26); 104-72 (26-37); 114-23 (15-20); 122-29-24! (20-29); 133-33-24 (19-30); 143-35-24, etc. [Un pion taquin opportun, qui rebrousse sans détour ce début de la partie S. BRANDS - B. BOERS du championnat inter-clubs des Pays-Bas, 1987].  
b) Ou 5... (15-20); 64-39 (19-24); 73-32 (21-26); 85-44

(26-37); 93-24 (10-15); 104-37 (5-10), etc. [O. MOL-BERISJWILL, championnat du monde, juniors, 1987].  
c) Au deuxième temps, les Blancs ferment parfois le jeu par 23-32 et le début demeure fermé comme 2... (12-18); 34-32-38 (7-12); 43-30 (1-7); 54-42 (18-22); 63-27 (22-31); 73-26 (17-21); 83-25 (21-26); 94-30 (11-17); 104-40 (17-21); 114-44 (12-18), etc. [BORST-CLERC, Tournoi de SOEST, septembre 1987], soit ouvert à partir du huitième temps comme 2... (12-18); 33-27 (7-12); 44-38 (20-24); 54-43 (14-20); 63-31 (10-14); 74-37 (5-10); 84-29 (23-34); 93-30 (20-25); 104-39 (25-34); 114-20 (15-24); 122-27 (18-27); 133-31 (10-14), etc. [AM. BALAIERT, championnat du monde, juniors, 1987].

b) A cette attaque, les Noirs jugent, par référence à la théorie actuelle, plus fort de poursuivre par 3... (12-18) puis 43-25 (7-12, b1); 54-37 (17-21); 63-32 (19-23); 72-28 (14-23); 82-54 (10-19); 94-41 (21-26); 104-37 (11-17), etc. [SHONIM-MOOSER, Tournoi « Côte d'Or », août 1987].

b1) 4... (19-23)!; 52-28-19 (14-23); 62-25-14 (10-19); 74-30-34 (7-12); 84-40 (1-7); 95-45 (5-10); 103-29 (23-34); 114-40-29, etc. [TISHEL-KVERTH, Tournoi « Côte d'Or », août 1987].

c) Recherche d'une technique plus ardue mais plus riche de perspectives séduisantes que l'échange classique 7... (19-23); 82-28-19 (14-23), etc.

d) Après la fermeture 40-34, les Noirs choisissent le meilleur en contraindant le centre et en enchaînant l'aile droite des Blancs.

e) Coupe la voie d'un coup de dame à 49.

f) Les Blancs écartent les Noirs du centre sans pour autant prendre un second engagement positionnel.

g) Les Noirs affinent leur stratégie; enchaînement du centre succédant à l'enveloppement par les deux ailes.

h) Étail-15 plus fort de jouer 21-29-23 (18-29); 22-34-23 (25-34); 23-40-29-?

i) Nouvelle illustration de l'esprit du jeu, du sens de la stratégie, d'un cerveau aux commandes : ce pion taquin à 27 trouve sa pleine efficacité dans l'impossibilité pour les Blancs de le chasser

(absence d'un pion à 49) et dans sa capacité à neutraliser deux pions adverses sur une aile gauche pastellante.

j) Enchaînement du centre et progression de l'intensité de la pression épuisant, à petit feu, les ressources défensives et psychologiques des Blancs.

k) L'ébauche d'un mouvement tactique de belle facture.

l) A situation intenable, combinaison très souvent imminente.

m) Comme dans ce combat où les Noirs vont prendre les Blancs dans une tornade et les y faire succomber.

n) Ce terrible pion taquin, danger constant depuis le vingt-deuxième temps, accomplit dès lors son œuvre destructrice.

o) La tornade noire redouble de violence dans cette combinaison à variantes.

p) Si 31-18-17 (22-42); 32-48-37 (11-22); 33-28-17 (18-23); 34-29-18 (20-49), dame également et+.

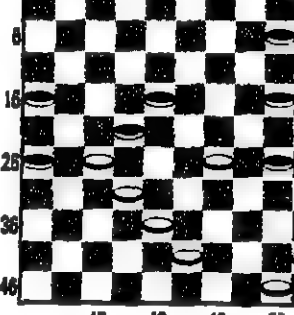
q) Autre finesse de la combinaison.

r) Le rayonnement de la dame.

## PROBLÈME

M. COUPLET (BONDOUES)

1987



Les Blancs jouent et gagnent.

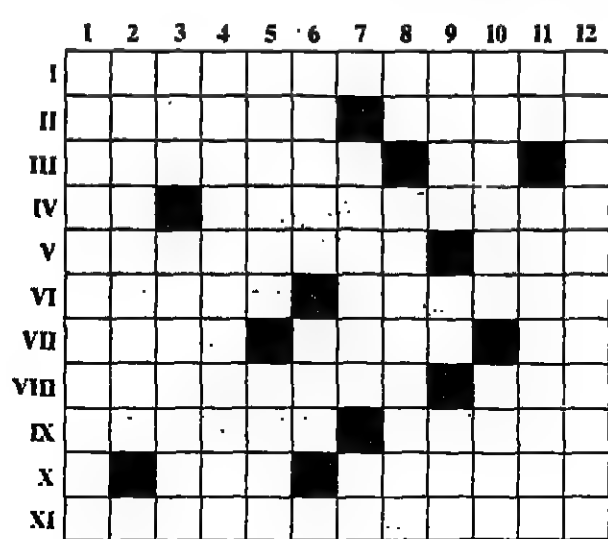
Miniature composée pour les lecteurs du Monde par ce maître problémiste grand amateur en faveur des dames dans plusieurs établissements scolaires du nord de la France.

SOLUTION : 30-44 (22-31) 29-23 (18-29) 38-33 (28-40) 45-41 (dame) (31-36\*) 32-37 (26-31\*) 27-22 (16-21\*) 5-23 (un final classique à bien connaître) (21-27\*) 23-7 (27-18) 7-23, +, la dame blanche faisant barrage sur la grande diagonale.

JEAN CHAZA.

## mots croisés

N° 511



## anacroisés

N° 512

Horizontalement  
I. Fans d'un premier. - II. Montre du nouveau. C'est toujours pareil et on en redemande. - III. C'est une moins que rien. Préposition. - IV. Un peu fol. Extrêmement chères. - V. Étang. Ne change pas de ton. - VI. Quand on le porte, on se souvient qu'il nous porta. Tient parfaitement au bois. - VII. En un sens, il est sur nos têtes. En Italie. En rose. - VIII. Faisaient grand mal. Se paiera. - IX. On le tait. Vit facilement à part. - X. Peut durer longtemps. Tirent un trait. - XI. Entre les monts, ils semblent affaiblis.

## Verticalement

1. C'est la volonté des I. - 2. Dans le circuit de production. - 3. Laisse passer. Font de l'effet s'ils ne montrent que les têtes. - 4. Aura sa prestation. - 5. Mis à sac. Ce miel ne se retrouvera pas. - 6. Mettre à jour. Reste ouvert. - 7. Agitée ces temps-ci. Note. - 8. Voyelles. L'opposé d'un diplôme. - 9. Un peu dans un drôle d'état. Note. Dans les fonds et le bas-fonds. - 10. Il aurait pu garder son cadeau. Possessif. - 11. Pour le verbe. Allanguissent. - 12. Ils vous couperont bras et jambes.

## SOLUTION DU N° 510

## Horizontalement

I. Bernard Tapie. - II. Epousa. Arçon. - III. Nib. Strident. - IV. Églogue. In. - V. Dares. Sencé. - VI. Indépendante. - VII. Cosa. UIT. - Par. - VIII. Tienno. Etui. - IX. Par. Poids. - X. Nef. Ravagée. - XI. Estudiantins.

## Verticalement

1. Bénédicte. - 2. Epitaphes. - 3. Roboute. Ft. - 4. Nu. Génant. - 5. Assise. Nord. - 6. Raté. Ruerai. - 7. Russa. Va. - 8. Talsen. Pen. - 9. Ardent. Eut. - 10. PCE. Sepidi. - 11. Ionie. Auden. - 12. Entreprises.

FRANÇOIS DORLET.

## Horizontalement

1. CDEEIMOR. - 2. AAPPUX. - 3. CEEELLOS. - 4. AAEEMSS. - 5. EEEGLPSS. - 6. AEHLNRTU. - 7. AEEINRSS (+ 2). - 8. CEEENTU. - 9. EENSSTU. - 10. AEEILSU. - 11. AEEINOST (+ 1). - 12. ACCILO. - 13. AEEUNUV. - 14. ACEEIPSS. - 15. BEEHST. - 16. AEMRST (+ 4). - 17. BEELNR. - 18. AACEHNRR. - 19. DEELMOU. - 20. EEEENRV (+ 1).

## Verticalement

1. CEEHNOT. - 2. AFLNOST. - 3. CEEORTUU (+ 1). - 4. EORUV (+ 2). - 5. DEEENRS. - 6. CEEELRS (+ 2). - 7. AEEILSU. - 8. AEEINOST (+ 2). - 9. AEEINOST (+ 2). - 10. AEEINOST (+ 2). - 11. AEEINOST (+ 2). - 12. AEEINOST (+ 2). - 13. AEEINOST (+ 2). - 14. AEEINOST (+ 2). - 15. AEEINOST (+ 2). - 16. AEEINOST (+ 2). - 17. AEEINOST (+ 2). - 18. AEEINOST (+ 2). - 19. AEEINOST (+ 2). - 20. AEEINOST (+ 2).

## Les anacroisés

sont des mots

croisés dont les

définitions sont

remplacées par

les lettres de

mots à trouver.

Les chiffres qui

suivent certains

traces corres-

pondent au nom-

bre d'anagram-

mes possibles,

mais indiquables

sur la grille.

Comme au

scrabble, on peut

conjuguer. Tous

les mots figurent

dans la première

partie du Petit

Larousse illustré

de l'année. (Les

mots propres ne

sont pas admis.)

## SOLUTION DU N° 511

1. BEGONIA (ENGORAI). - 2. MALVACEE. - 3. LAINEUX (LINEAUX). - 4. GIRONDE (GORDIEN). - 5. SHOOTER. - 6. OBE- RERA (ARBORÉE). - 7. BRU- NITES (SUBIRENT. TRIBUNES. TURBINES). - 8. IONISER (IRO- NIES. IRONISER). - 9. IMITENT. - 10. EVZONNE. - 11. OCREUSE (COURSÉE, etc.). - 12. ACRESTE (GEASTER. GERATES. GRATES. REGATES). - 13. OTTOQUES (STOL- QUE). - 14. AMENAIT (AMA- NITE, etc.). - 15. ISOETES (TOL- SEES). - 16. PENSIF. - 17. SEXISME. - 18. RAPICÉE. - 19. BIGNONIA. - 20. ANOMIES.

## SOLUTION DU N° 511

(ANOMIES). - 21. EGOTISTE. - 22. GARDENIA (AGRANDE. DAI- ONERA. DRAINAGE). - 23. TUDESQUE. - 24. NANCEIEN (ANCIENNE). - 25. RONOTÉE. - 26. ALESANT (NATALES). - 27. CESSASSE. - 28. OBSEDERA (DEE). - 29. OUAINE. - 30. LEPTURE (PLEU- RE. REPLEUT). - 31. VRENELIS (pèce d'or suisse). - 32. AXERIEZ. - 33. ETATISE (AETTES, etc.). - 34. LATTONS. - 35. NAUCORE. - 36. ENTASSE (SEANTES). - 37. CARINATE. - 38. ACIERANT. (etc.).

MICHEL CHARLEMAGNE

et MICHEL DUGUET.

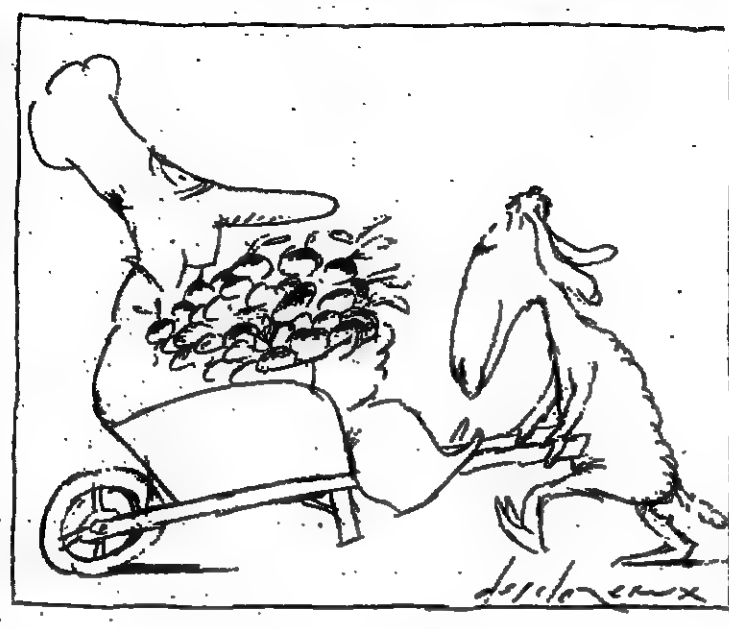
مكتبة من الاصل



# LA TABLE

## Navarin, le navet roi

Le lecteur connaît le Cercle des gourmets à l'ancienne, créé l'an dernier à l'initiative des grands vins de Bourgogne Bouchard Père et Fils. Deux fois l'an, autour d'un plat classique, quatre dîneurs ont lieu en des restaurants le proposant à leur carte. L'automne dernier, un livreur à la royale nous promena du Petit-Marguery (9, boulevard de Port-Royal) à Pauline (5, rue Villado). Ce printemps, c'est le navarin qui avait été choisi. Je m'en suis réjoui, répétant avec Romain Coolus :



*J'estime qu'un bon navarin peut être signé Savarin. Et d'ontuosité loyale...*

Mais il y a deux navarins, celui de l'hiver et celui que les restaurateurs affichent « printanier ». Ils n'ont (où ne devraient avoir) que deux points communs mais importants : ils doivent être de mouton et non d'agneau, ils doivent comporter des navets.

Gaston Esnault (*Dictionnaire des argots*) est formel : navarin, en langue verte, signifie navet (d'où l'expression « fleur de navel », bien connue), et dès 1866, en cuisine, le ragout de mouton aux navets et pommes de terre prit le nom de navarin. Peut-être un rappel-clin d'œil à la bataille navale de 1827.

Avec les beaux jours, on a pu agrémente le ragout des premiers en vedette : carottes nouvelles, petits pois, etc., mais les navets, nouveaux eux aussi, sont indispensables tant pour le nom que pour le goût.

La viande ? Épaule, poitrine, collet et basses côtes, conseiller Alfred Guérin, tandis que, selon Escoffier, les légumes, épurés au beurre, sont ajoutés à la viande dans un sousses plat à sauter,

après une première cuisson de celle-ci. C'est là le secret du plat, la viande abandonnant sa mauvaise graisse et sa vilaine couleur dans la première cuisson. S'y aérant et devenant plus légère.

Le navarin printanier ? Respirant la rosée du matin, l'haléine de la terre calmée par l'arrosage du soir et le goût un peu perfide, émuant, doux, des bourgeons me rappellent un mot d'Oscar Wilde : « Les plaisirs les plus simples sont le dernier refuge des esprits compliqués ».

Chez la vieille (37, rue de l'Arbre-Sec, Paris-14, Tél. : 42-60-15-78). Un navarin (épaule et collet) rustique en digne, abondant, que nous arrosâmes d'un

volnay Caillerets 1983, ancienne cuvée Carnot, élégant certes mais sans mièvrerie, bouqueté et qui, après un beaune du Château, éleva, si j'ose écrire, le débat.

Chez Allard (41, rue Saint-André-des-Arts, Paris-6, Tél. : 43-26-48-23). Je n'y assistai point, mais mes « compères » l'estimèrent excellent. Quel qu'il fût, je lui donnerai néanmoins un zéro, car il ne comportait pas de navets. Il faudra bien qu'un jour les chefs et restaurateurs défendent (comme les vignerons) les appellations. On condamnerait un commerçant vendant comme pure laine un vêtement de synthétique quelconque ; alors pourquoi admettre un navarin qui ne l'est pas ?

A la ferme de Marbeuf (45, rue Marbeuf, Paris-8, Tél. : 47-20-

63-53). Pris dans l'épaule, le collier, la poitrine, un navarin « élyséen » (ce n'est pas un reproche), précédé d'un plat de langoustines (chardonnay 1986, parfait, avec aussi un royal meursault Clos des Corvées de Châteaux 1986). Sur ce navarin, en accord avec le décor — on le sait superbe — de la Fermette, un beaune du Château premier cru 1983 m'emballa.

Chez Paul Chêne enfin (123, rue Lauriston, Paris-16, Tél. : 47-27-63-17). Un navarin fait d'épaule et de hauts de côtes, et précédé de petits maquereaux frais au bourgogne alligot Bouzou et sur lesquels on « testa » aussi un rully remarquable et le meursault Les Genvrières 1986 qui, par amusement, me parut valable sur le navarin. Encore que les rouges la romane 1982 et 1980 fussent de bonne venue (le 82 surtout, à mon goût). Enfin, puisque nous parlons vins, le summum fut atteint avec un corton 1959 qui, sur un fromage de Saint-Nectaire parfaitement croûté, créa l'apothéose (1).

Voilà donc notre expérience des navarins. Mais on me permettra de redire une fois encore que mieux vaut le navarin hivernal (pommes de terre et navets) que le printanier, que mieux vaut le mouton que l'agneau, et qu'il est plus simple d'annoncer « ragout » si l'on n'y veut pas mettre les indispensables navets.

LA REYNIÈRE.

(1) Pour fêter ses trente ans de restauration, le bon Paul Chêne fera jusqu'aux vacances, c'est-à-dire en juin et juillet, 10 % sur les additions. Je signale aussi la qualité des petits pains de cette excellente maison : quel confort pour le Mithé qui lui a retiré son étoile au dernier guide !

## Ah ! la baguette

Je me permets, à la lecture de votre article intitulé « Pains d'art et d'essai », paru dans le Monde du 9 avril 1988, d'exercer mon droit de réponse, puisque aussi bien il m'est apparu que ma note en cause le méritait.

Tout d'abord, je n'ai à aucun moment « gémé », qu'il fallait « sauver la baguette ». La baguette et, à un degré moindre, le pain de 400 grammes sont — et de très loin — les produits de panification les plus vendus en boulangerie dans la région parisienne.

Certes, la part que représentent les pains spéciaux n'est pas négligeable, mais, pour autant, ils ne doivent pas faire l'objet d'une attention de qualité plus soutenue au niveau de la fabrication au détriment de la baguette et du pain de 400 grammes. Tel était le sens exact de mon intervention.

Par ailleurs, en évoquant « le Festival des pains organisé par les Meuniers de France et qui vient de proclamer ses honorés », vous écrivez : « N'en déplaise à M. Delessard, les baguettes font ici piètre figure ». Il convient que

vous sachiez que ce concours avait pour thème « Création-nouveautés-pains régionaux », la baguette s'en trouvant *ipso facto* exclus. Ayant été personnellement membre du jury, je puis donc vous affirmer en pleine connaissance de cause que, si certains pains présentés méritaient cette distinction, d'autres faisaient piètre figure en comparaison de belles baguettes que beaucoup de mes collègues savent quotidiennement produire.

Enfin, vous m'interrogez sur l'installation des distributeurs de

baguettes dans le métro parisien. Il ne s'agit pas d'un canular, et voici mon opinion sur la forme et sur le fond.

— Sur la forme : on peut, à bon droit, douter de la rentabilité de ces machines dont chacun sait qu'elles font l'objet de dégradations permanentes.

— Sur le fond : on peut, également à bon droit, douter du strict respect des règles élémentaires d'hygiène !

Cette mise au point faite, je ne voudrais pas conclure sans saluer l'intérêt que vous portez à la boulangerie et l'importance que vous reconnaissez à un pain de bonne qualité.

L'expression « Sauver la baguette » a été employée dans plusieurs articles sans que M. Delessard proteste, du moins à ma connaissance. Mais le problème n'est point là. Il s'agit du pain au restaurant, n'est-ce pas ? Eh bien ! je ne connais pratiquement aucun restaurant où la baguette serve soit de qualité, croquante, fraîche, bref comme M. Delessard veut légitimement la défendre.

Je prends note enfin de sa sage opinion sur les distributeurs métropolitains, et je l'en remercie.

COURTINE.

les gourmets font la différence  
**GLACES-SORBETS**  
Dégustation - A emporter

**RAIMO Glacier**  
50/50 Bd de Reuilly - 75011 PARIS  
Tél. 41-43-7017  
Métro DUMAS/Levi Strauss

**GHEZZI** a choisi pour vous son JAMBON SAN DANIELE à VENETO

PARIS : 3, rue Labou - Paris 17  
NICE : 5 bd. Garibaldi - 06100 NICE  
51, rue Decamps - Paris 16  
10, rue Leprieux - Paris 16

**PASTA E SUGHI**

**Passionné ! Préciser VOLVIC.**

« Plus que les saveurs elles-mêmes, c'est leur harmonie qui me passionne. Dans cette recherche des accords parfaits, VOLVIC est l'eau par excellence... »

**VOLVIC AU CHAMP DE MARS Paris 7<sup>e</sup>**

**Bouchard Père & Fils**  
92 hectares dont 71 de Premiers crus et Grands crus

au Château  
21200 BEAUNE  
Tél. 039 22.14.41  
Tél. 039 22.14.41  
Dess. L.M. sur demande

**GÉRARD DELESSARD**, Président du Syndicat patronal de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne.

L'expression « Sauver la baguette » a été employée dans plusieurs articles sans que M. Delessard proteste, du moins à ma connaissance. Mais le problème n'est point là. Il s'agit du pain au restaurant, n'est-ce pas ? Eh bien ! je ne connais pratiquement aucun restaurant où la baguette serve soit de qualité, croquante, fraîche, bref comme M. Delessard veut légitimement la défendre.

Je prends note enfin de sa sage opinion sur les distributeurs métropolitains, et je l'en remercie.

COURTINE.

**24050 VILLERFRANCHE-DU-PÉRIGORD**  
**AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS**  
\*\*NIN. Pénins. Pénins. Circuit. pédestre. Equitation 2 km. Toutes chamb. w.c. + bain.  
Demi-pens. et pension 180 F à 255 F.  
Tél. (05) 53-29-95-94.

**Victoria-Lauberhorn Wengen** Berner Oberland

Hôtel de famille de 1<sup>er</sup> cat. garni avec son grand confort en séjour agréable. Restaurants, bar et café accueillants. Chambres avec bain/wc, télé, radio, demi-pension, menus aux abords, buffet riche de pain, déjeuner, din. buffets aux chandelles. 7/89 F selon saison, séjour et saison. Arrangements avantageux : 7 jours demi-pension, menus au choix, bain/wc, incl. abonnement régional de vacances 388 F ou bain 1050 F pour 14 jours.

Hôtel Victoria-Lauberhorn, CH-3823 Wengen, tél. 1941/36/58151, tél. 923 232, tél. S. H. Castellan

## HÔTELS

**Alsace**  
68590 SAINT-HIPPOLYTE  
Pour vos vacances  
**HOSTELLERIE MUNSCH \*\*\***  
**AUX DUCS DE LORRAINE**  
Au pied du Haut-Koenigsbourg.  
Montagnes, forêts, promenades, séjour agréable. 1/2 pension.  
Tél. 89-73-00-09.

**Aquitaine**  
**ENTRE MER ET MÉDOC**  
**HOTEL RESTAURANT \*\*\*NN**  
Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, plage, jogging et cyclisme, prox. golf.  
1/2 pension 245 F.  
**LES ARDILLÈRES, 33160 SALAUNES.**  
Tél. 56-58-58-68.

**Côte d'Azur**  
**NICE**  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Magnifique Villa Wistaria \*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-62-56 - Tél. 93-87-62-56.

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-88-39-60  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres, TV couleur.  
tél. direct, minibar.

**Montagne**  
**ARDÈCHE 07520 LA LOUVESCE**  
1050 m alt. Votre plein de santé à l'HOTEL BEAUSITE \*\*  
Logis de France. Déniv. repos, cure de bien-être. Prix modérés.  
Tél. 75-67-62-14.

**PARC NATUREL DU QUEYRAS**  
Stages tennis, randonnées, raids.  
Hôtel-gîte étages.  
**LA MAISON DE GAUDISSART**  
05350 MOLINES. Tél. (04) 92-45-83-29.

**05350 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc régional. Site classé.  
**LE VILLARD**, tél. 92-45-82-08  
Chamb. - studio + cuis.-grill. Tennis  
De 50 F à 150 F par pers. et par jour.  
**BEAUREGARD**, tél. 92-45-82-62  
Piscine, Tennis  
1/2 pens. 1025 F à 1617 F sem.  
Pensions 1309 F à 1849 F la sem.

**Paris**  
**SORBONNE**  
**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c. TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

**Sud-Ouest**  
**ARDÈCHE**  
**07260 JOYEUSE**  
**HOTEL LES CÈDRES \*\***  
Découvrez les gorges de l'Arèche en canot. 1/2 pens. 5 jours 1705 F. Piscine, parc, parking.  
Tél. 75-39-40-68.

**24050 VILLERFRANCHE-DU-PÉRIGORD**  
**AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS**  
\*\*NIN. Pénins. Pénins. Circuit. pédestre. Equitation 2 km. Toutes chamb. w.c. + bain.  
Demi-pens. et pension 180 F à 255 F.  
Tél. (05) 53-29-95-94.

**L'ÎLE DE JERSEY**  
« LA BELLE ANGIO-NORMANDE »  
Au printemps, l'île dévoile ses 116 km<sup>2</sup> de charme.  
Elle reçoit sa robe fleurie, déroule ses plages de sable d'or, bichonne ses 850 km de merveilleuses petites routes.  
Elle vous ouvrira grand les portes de sa superbe réserve d'animaux en voie de disparition, sa ferme aux papillons, les serres où s'épanouissent cinq mille variétés d'orchidées.  
Elle vous accueillera dans ses cinq cent cinquante hôtels et pensions ; elle y dressera la table autour de laquelle vous dégusterez crustacés, primeurs, poissons et laitages du cru, tout cela arrosé de meilleurs vins français, aux meilleurs prix.  
Dans les pittoresques rues piétonnes de Saint-Hélier, la capitale, elle vous tentera par les prix, hors taxes, de ses multiples magasins.  
Et, enfin, elle effacera le stress de la vie moderne.  
JERSEY, c'est la détente, le dépaysement et une qualité de vie particulière.  
Pour documentation en couleurs, écrivez à :  
**MANGON DEL'NE DE JERSEY**  
19, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS  
Tél. (1) 47-42-93-68

**Victoria-Lauberhorn Wengen** Berner Oberland

Hôtel de famille de 1<sup>er</sup> cat. garni avec son grand confort en séjour agréable. Restaurants, bar et café accueillants. Chambres avec bain/wc, télé, radio, demi-pension, menus aux abords, buffet riche de pain, déjeuner, din. buffets aux chandelles. 7/89 F selon saison, séjour et saison. Arrangements avantageux : 7 jours demi-pension, menus au choix, bain/wc, incl. abonnement régional de vacances 388 F ou bain 1050 F pour 14 jours.

Hôtel Victoria-Lauberhorn, CH-3823 Wengen, tél. 1941/36/58151, tél. 923 232, tél. S. H. Castellan

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<b>ALESIA - PORTÉ D'ORLÈANS</b> 45-39-74-91 <b>A LA BONNE TABLE</b> F. sam. dim. 42, r. Faint. PARKING. Spéc. POISSONS.	<b>ROMÉ - VILLIERS</b> EL PICADOR, 80, bd des Batignolles. 43-67-28-67. PAELLA. ZARZUELA. BACALAO, GAMBAS. F/maill. marif. Plats à emporter.	<b>CHAMPS-ÉLYSÉES</b> RELAIS BELLMAN, 37, r. France-3 <sup>e</sup> . 47-23-54-42. Juss. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	<b>GOBELINS</b> <b>ENTOTTO</b> 143, r. L.-M. Napoléon, 13 <sup>e</sup> . Spécialités ethniques.	<b>PALAIS-ROYAL</b> <b>LA CLÉ DU PÉRIGORD</b> , 30, r. Croix-Po- Champs, 40-20-06-46. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Puis. fin. env. 200 SC.	<b>SAINTE-ANNE</b> <b>LE SARRADAIS</b> , 2, r. de Vienne, 3 <sup>e</sup> . 45-23-23-42. Cassoulet 90 F. Confit 90 F.
<b>BASTILLE</b> <b>L'ENCLOS DE NINON</b> , 15, les jours : 42-72-22-51. 19, bd Beaumarchais, 4 <sup>e</sup> . Spécialités SUD-OUEST.		<b>142, av. des Champs-Élysées, 43-69-20-41</b> <b>COPENHAGUE</b> , 1 <sup>er</sup> étage. F. soir. FLORA DANICA, en son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	<b>LES HALLES</b> <b>CAVEAU F.-VILLON</b> , 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Spéc. caves du XV <sup>e</sup> . F. sam. et dim. P.M.R. 170/200 F.	<b>PARMENTIER</b> <b>LE FLEURY</b> , 139, av. Parmentier, 10 <sup>e</sup> . F. merc. 42-38-36-97. Cuisine de poissons et sa carte.	<b>SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS</b> <b>LA FOUX</b> , 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ). F. dim. 43-25-77-66. Alex'ans-Journeaux.



# Culture

## THÉÂTRE

« La Mouette » mise en scène par Konchalovski

### A la lumière des îles



Juliette Binoche

« Le cinéaste Andreï Konchalovski met en scène la pièce la plus difficile de Tchekhov, parce que la plus intime, la Mouette. »

« Un homme, jeune, vingt-cinq ans, se tire une balle dans la tête. Il se sent la balle effleurer sa tempe. Pour que jours après (la cicatrice n'est pas guérie), il demande à sa mère de lui changer son pansement. »

« Elle se met à dénouer le bandage, elle change la compresse. Et, le temps de vingt secondes, tous deux s'insultent. »

« Le fils : Retourne jouer tes pièces défilées. »

« La mère : Petit bourgeois ! Parasite ! »

« Le fils : Grippe-sole ! »

« La mère : L'ouïe ! Nullité ! »

« Regardez bien en ce que cette scène a d'odieux : le fils n'est pas remis de sa tentative de suicide. »

Il ramasse son pansement que, dans la fièvre de l'altercation, il a arraché et jeté par terre, et il sort de son chambre. La mère voit alors rentrer l'homme, plus jeune qu'elle, écrivain aimé du public, dont elle partage la vie, et qui vient de tomber amoureux d'une autre femme. De but en blanc, à son calme, il dit : « Sois raisonnable... Tu es capable de sacrifier. Rends-moi ma liberté. Je n'ai encore jamais éprouvé un pareil amour... Le voilà enfin... Rends-moi ma liberté ! » Racontée comme cela, sur du papier, lues comme cela, à la suite de théâtre, ces scènes ne frappent peut-être pas. Mais si l'assistance, à la première représentation de la Mouette, en 1896, à Pétersbourg, cria au scandale, ces scènes y furent pour quelque chose. Jamais Ostrovski, ni Gogol, ni aucun autre, n'avaient osé des situations et des paroles si abruptes, si crues.

Tchekhov se permettait, aussi, de tendre son public au dépourvu plus de deux fois qu'un. Car ces deux scènes, la mère et son fils « coupables », la mère et son écrivain « metteur en scène sur table », ont été deux scènes, qui surviennent à l'acte III, sont la « suite » d'événements — provocation en duel de l'écrivain par le fils, suicide du fils — qui ont eu lieu en notre absence, entre l'acte II et l'acte III, sans que Tchekhov les ait écrits. C'est une ellipse, risquée.

Aussi bien plusieurs moments de la Mouette, tels ces deux-là, sont-ils régulièrement « éviscérés », gâtés, par les acteurs, sinon ils nous paraissent grossiers, maladroits, « ratés » pour tout dire. Fait sans précédent : dans la mise en scène qu'Andreï Konchalovski présente (jusqu'au 26 juin) à l'Odéon, ces scènes sont jouées de plein fouet, carrément, et c'est très beau.

Pourquoi les Russes restent-ils si attachés à la Mouette ? Parce qu'elle est la pièce la plus intime de Tchekhov. C'est comme s'il se confiait à nous, simplement. Son écrivain auteur de courts récits, Tri-gorine, c'est lui, il nous tient tout près du tableau. Son jeune écrivain, poète « créateur de formes nouvelles », c'est sans doute ce que Tchekhov estimait au-dessus de tout, c'est ce qu'il n'a pas été. Son médecin, c'est lui, il nous met dans la peau de la Mouette, il n'insiste pas autant que dans d'autres pièces sur le médecin, parce que les mourants, les

éprouvés, à ce moment-là, Tchekhov n'en peut plus.

Il y a aussi le vieux Sorine, lui c'est l'écrivain qui n'a pas pu écrire, quoiqu'il en ait rêvé. Et comme Tchekhov était revenu depuis peu du bagne de Sakhaline, et qu'il réclamait, à la suite de ce voyage, la suppression des prisons, il a fait aussi de Sorine un fonctionnaire de la justice. Enfin la mère, scier, Aradina, et la jeune fille, scier, Nina, ce sont toutes deux des femmes que Tchekhov a aimées, il y a des détails de sa vie avec elles qu'il a mis tels quels dans la pièce. N'oublions pas non plus que la Mouette c'est la pièce sur l'écrivain, la pièce sur le théâtre. Avec scepticisme et passion. « Quoi, les écrivains ? Veux-tu que pour 50 kopecks le jour de toi un écrivain ? », disait Tchekhov. Il a écrit aussi : « Tout homme est capable d'écrire une pièce qui pourrait être jouée. »

#### « La scène c'est un temple »

Mais voici un autre son de cloche (dans ses Carnets de notes des années 1891-1904) :

« Pendant une répétition. La femme : « Comment était donc cette mélodie de Paillasse ? Veux-tu la siffler, Micha ? » — On ne siffle pas sur la scène. La scène, c'est un temple. »

Or il est plus difficile de jouer la Mouette que la Carissia, par exemple, parce qu'il est plus difficile de toucher à une œuvre vraie, personnelle, à un entrelacs de retenues et d'aveux. La réussite de cette nouvelle Mouette, à l'Odéon, semble reposer avant tout sur trois « coupables » : l'actrice Macha Méril, le metteur en scène Andreï Konchalovski, et le décorateur Ezio Frigerio.

L'intelligence de Frigerio est d'avoir juste indiqué un espace presque immatériel, sans poids. Plutôt un souvenir d'arbres, une conscience d'arbres, et, plus tard, les meubles

usuels d'une maison de campagne. Les costumes de Franco Squarcia-pino, très justes, comme longtemps portés, ne détonnent pas. Tout cela est comme les bouées, les repères fixes, qui permettent à la pièce d'aller de l'avant, presque les yeux fermés, tant tout les accords sont exacts, discrets.

Macha Méril, qui signe la traduction française avec Macha Zonina, interprète le rôle si difficile d'Aradina. Macha Méril évite les lieux communs sur l'actrice capricieuse, sur la mère vieillissante. Elle n'évite pas les « horreurs » du personnage : l'avarice, l'égoïsme. Elle transpose, réinvente une figure, une volonté, un caractère. D'un jeu sobre, mais d'une présence nette, elle est comme un champ magnétique autour duquel la pièce acquiesce son énergie.

Andreï Konchalovski, cinéaste soviétique, auteur notamment d'un très beau film d'après Oncle Vania, met en scène cette Mouette. Il n'a pas pu éviter ce qui quette les metteurs en scène venus d'ailleurs : les aléas de la distribution. Il ne connaissait pas vraiment les acteurs qu'il a choisis, sauf Macha Méril. Son Trigorine (André Dussolier) est sincère et fin, notamment lorsqu'il raconte sa vie d'écrivain, si proche de celle de Tchekhov. Mais son Treplev (Jean-Philippe Ecoffey) ne donne que des traits indécis, amorphes. En revanche, d'excellents acteurs comme Christine Murillo (Macha), Pierre Vial (Sorine), Jean Bouise (le docteur Dorn), ont un jeu presque trop marqué. Il semble que Konchalovski ait remédié, autant que possible, à certains imprévus, en maintenant dans une pénombre, comme ferait un peintre, la plupart des protagonistes. La lumière (mentale) tombe sur Aradina et Trigorine.

Par ailleurs, Konchalovski paraît négliger certaines choses de la mise en scène, comme la position ou les mouvements des comédiens, afin de « faire passer » un phénomène beaucoup plus mystérieux, beaucoup plus beau, d'ailleurs pas facile à décrire : une sorte très raffinée

d'évidence, si l'on veut. La représentation court assez vite, avec, par moments, des silences poignants. Très bizarrement, nous n'avons pas le sentiment d'assister à une pièce de théâtre. Pas plus qu'à des faits réels. Il y a, dans l'air, dans la qualité de l'esprit, cette pureté, cette transparence, ce détachement qui sont particuliers aux lieux, aux poètes, à une austérité heureuse. Une élégance affectueuse. Avant de qualités peut-être pas « dramatiques », au sens habituel du mot, mais qui nous donnent une Mouette d'une incomparable beauté. Et très émouvante.

Quelques mots de la tête d'affiche, de la « médiatisation » : Juliette Binoche joue Nina.

Elle est présente, se tient, très bien. Elle a un maquillage clair, net, une coiffure très maintenue, qui lui donnent un visage réfléchi. Elle a une jolie voix. Dans les premiers temps de la pièce, lorsqu'elle est amoureuse de Trigorine sans le connaître, elle joue plutôt la fraîcheur, l'innocence un peu naïve.

Au dernier acte, lorsqu'elle a été quittée par Trigorine, après qu'elle a eu de lui un enfant qui, depuis, est mort, Juliette Binoche rompt nettement avec la tradition : elle donne une Nina qui n'est pas visiblement diminuée, découragée. Elle donne une Nina qui sait se tenir droit, tout la volonté s'affermir, et qui ne « craque » que brièvement, rarement (ces abandons brefs sont d'ailleurs les seuls moments où Juliette Binoche accuse une certaine maladresse). Il serait hasardeux de dire que Juliette Binoche fait ici preuve d'un art d'actrice, qui assumerait, d'une façon ou d'une autre, par l'imaginaire créatrice, ce mythe de Nina, la mouette fusillée de Tchekhov. Mais cette actrice est tout à fait sympathique, elle joue bien, elle est d'une présence belle et claire, elle n'a rien de prétentieux, pas d'artifice. Alors, bravo la mouette !

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Europe, à l'Odéon, 20 h 30.

Atelier franco-danois au théâtre de la Tempête

### Le jeu de massacre de Cami

Du théâtre comique sous électrochocs. Avec Cami et son humour noir décapant servi par une équipe franco-danoise sous la direction de Philippe Adrien.

Inutile de feuilleter les dictionnaires de théâtre ou des noms propres. Celui de Cami, Pierre-Henri, né à Pau en 1984, mort à Paris et enterré au cimetière Montmartre en 1958 est absent au bataillon. Pourtant, Cami fut l'un des figures parisiennes de l'entre-deux-guerres, la première personne que Chaplin voulait rencontrer, lorsqu'il arriva à Paris.

Jacques Prévert adorait cet humoriste, feuilletoniste et dessinateur star de l'illustration, auquel il emprunte un personnage, le baron Crac et consacre un article « Les histoires de Cami » en 1930.

Enfant, Cami rêvait d'être torero. Adolescent, « monté » à Paris, il fut recruté au concours d'entrée au Conservatoire. On le retrouve dans petits rôles muets à l'Odéon. Passé que Cami n'oubliera pas quand il l'écrira à sa façon le Cid, Lucrèce Borgia, Roméo et Juliette, ou le mort de l'Amant torero. Autant de petites merveilles mordantes, sulfureuses, d'une liberté inouïe éditée par Jean-Jacques Pauvert (l'Homme à la tête d'épingle, les Aventures amoureuses du baron Crac...).

« Il mérite de figurer aux côtés de Molière et du Doyen Rousseau, de Karl Valentin et de Chaplin, d'Apollinaire, Jarry, Prévert, Allais, Bobby Lapointe et quelques autres, parmi les auteurs de la « garde avant-garde » de la littérature française. L'enfant de l'étranger est un grand gaillard en culottes courtes qui tue son père d'une pichenette et ainsi de suite. »

Ce théâtre-là, sans retenue, mais ficelé comme une machine de guerre est décapant à souhait. On repartira de Cami à la recherche de Philippe Adrien ouvrira sa saison avec un spectacle Cami, dans la suite de ce travail d'atelier bilanga qui mérite amplement le voyage.

COLETTE GUROT.

Dans le mouvement de l'année « Franco-Danemark », Philippe Adrien est invité du théâtre de Hvidovre, dans la banlieue de Copenhague. Il a dirigé un stage sur

### « L'oiseau bleu » de Maeterlinck à Aubervilliers

Rien d'étonnant à que Alfredo Arias, toujours fasciné par l'illusion théâtrale et les fées, monte la fée de Maeterlinck, l'Oiseau bleu. Belle occasion de faire apparaître derrière des tulle, entre lumières dorées et fumées blanches, les figures estompées d'un bestiaire qui lui est propre — chèvres coquettes, chiens goudaillards, volatiles rutilants. Et aussi fée lumineuse en crinolette abat-jour, éclairée de l'intérieur, paquebot coque tout craquant pendule, sans oublier les visages opaques des enfants à venir, la sorcière-fée — Mariu Mariu — plus éblouissante que Cléopâtre et Mata Hari réunies... Les acteurs (Facundo Bo, Isabelle Cagnat, Olympia Carli, Amélie Berg, Amélie Goin, Larry Hager, Alain Salomon, Zobeida, Vincent de Bourard...) changent avec dextérité de personnages, de masques. Arias a toujours aimé les numéros de Fregoli, comme il aime le spectacle pur, sans autre morale que les enchantements de la beauté.

Seulement l'Oiseau bleu — voyage initiatique de deux orphelins pauvres à la recherche d'un oiseau magique qui guérira une petite fille — est une pièce pleine de morale et lourde de symboles. Elle est construite en tableaux qui nous répètent la même leçon, les mêmes phrases sentencieuses sur le bon cœur, le bonheur, la vie, la mort.

A vrai dire, les enfants dans la salle manifestent bruyamment leur joie. Ils n'écourent probablement pas ce qui se dit, se laissent embarquer par la grâce d'images qui leur rappellent les dessins animés à pri-cettes et licornes. Ils sont comme des gens qui n'auraient jamais vu que des chromos criards et se trouveraient soudain devant un Raphaël.

COLETTE GODARD.

★ Aubervilliers, Théâtre de la Com-mune.

### La saison 1988/1989 à Nanterre

Patrice Chéreau a présenté la saison 1988/1989 du Théâtre des Amateurs à Nanterre, saison qui commence en juillet à Avignon avec cinq spectacles, dont Hamlet, repris à Nanterre du 25 novembre au 1<sup>er</sup> février, après une tournée à Villeneuve-la-Grande, Clermont-Ferrand, Grenoble... et qui se poursuivra peut-être aux Etats-Unis et dans les pays de l'Est.

C'est la nouvelle pièce de Bernard-Marie Koltès, le Retour du désert, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Jacqueline Maillan et Michel Piccoli, qui ouvrira la saison proprement dite, le 27 septembre, mais au Théâtre Renaud-Barrault, pour des raisons de disponibilité et de rentabilité : c'est le succès qui déterminera la durée des représentations, comme dans le secteur privé et comme ce n'est pas possible dans le secteur public, à cause du cahier des charges. A Nanterre même sera repris, du 10 janvier au 12 février, le spectacle de Daniel Emilfork, la Journée des chauxsures, et, du 14 avril au 3 juin, Pierre Romans présente sa mise en scène d'Ivanov, de Tchekhov.

D'autre part, le Théâtre des Amateurs accueille, du 11 au 16 octobre, pour le Festival d'automne, les Trois Sœurs, de Tchekhov, en allemand, dans la mise en scène de Peter Stein, une production de la Schaubühne de Berlin avec qui Patrice Chéreau se réjouit de pouvoir collaborer ; et, du 17 novembre au 10 décembre, Votre grand-mère qui vous aime, par Jean-Marie Patis, d'après la comédie de Segur.

Enfin, à partir de janvier 1989, l'école recevra son troisième groupe d'élèves. L'ensemble des spectacles est financé grâce à des coproductions et à des parrainages, ceux de la Caisse des dépôts et de l'UAP notamment.

★ Renseignements : 7, avenue Pablo-Picasso, 92022 Nanterre cedex. Tél. 47-21-18-81.

tives de la jeunesse en Europe, dirigée par M. Jean-Michel Djan. M. Grosser a par ailleurs été nommé membre du conseil des gouverneurs de la Fondation européenne de la culture, dont le siège est à Amsterdam.

### MUSIQUES

Boulez a fait une double démonstration à la tête de l'Ensemble intertemporalin et de l'Orchestre de Paris, jour à jour, au cours d'un concert qui lui a valu un nouveau triomphe.

Avec l'Orchestre de Paris, Pierre Boulez a transformé en un destrier flamboyant et caracolant le gros chérillon embrouillé dans ces combinaisons thématiques qu'est le Pelléas et Mélisande de Schönberg. L'œuvre n'est guère séduisante, et l'on ne peut s'empêcher de revoir en filigrane les personnages de Debussy derrière ces péripéties un peu lourdes. Mais on est éduqué d'écouter de ne pas retrouver la véritable émotion dont étaient imprégnés la Nuit transfigurée ou les Gurrelieder, certainement jaillies d'avant d'une aventure intérieure.

En attendant et en voyant Boulez tenir l'orchestre à bout de bras,

### Schönberg et Berio par Boulez

#### Le réveil d'un volcan

l'artier sans cesse jusqu'à l'incandescence, déchaîner la lumière dans les ténèbres de l'inconscient germanique, comment ne pas regretter qu'il dédaigne les grands Strauss, la Symphonie domestique ou la Vie d'un héros y compris, tant il s'est montré l'égal des plus illustres chefs germaniques.

Mais auparavant il avait réveillé un chef-d'œuvre vieux de vingt-trois ans, qu'il nous rendait avec sa force native et sa saveur, Laborintus II, de Luciano Berio, claquant comme un drapeau au vent, le drapeau de la liberté conquise par nos jeunes sériels des années 50, sortis en force

de la « prison ». On les s'étaient enfermés pour éprouver leurs théories et fourbir leurs armes... Telle était du moins l'impression que nous ressentions à l'époque devant cette explosion de lyrisme comme vomie par un volcan !

L'œuvre, commandée en 1965 par la radio française pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Dante, est éditée sur un poème d'Eduardo Sanguinetti. Des textes de la Divine Comédie, la Vita nuova, la Bible, Ezra Pound et T.S. Eliot, dis par un récitant ou un chœur parlé, s'entrechoquent avec des gerbes de voix de femmes aux sonorités brutes, de multiples effets inédits de la pro-

caire Cariplo (avec le concours d'Europe 1), ce concert est ouvert gratuitement au public. Les places, limitées pour des raisons de sécurité, peuvent être retirées au TMC-Châtelet dès le samedi 4 juin, à partir de 12 heures. Une retransmission vidéo, sur un écran de 50 mètres carrés, aura lieu sur le parvis. Il sera prudent d'apporter son tabouret. Tél. : 42-33-44-44.

mière musique sur bande, alors toute nouvelle, des références à Monteverdi et à Stravinski, un langage instrumental âpre, pulvérisé et percuteur, des séquences de batterie de jazz endiablées, un violent orage électronique, maints effets de théâtre, des claquements de mains et bien d'autres choses.

Toute cette vie exubérante, apparemment débridée, se révèle au contraire d'une rigueur de construction, d'une efficacité et d'une intensité tragique extrêmes. Elle s'ordonne autour de la voix du récitant qui, à plusieurs reprises, casse le dynamisme scénique, prend une distance méditative et donne à la partition son véritable statut poétique.

Berio était admirablement servi par Nicole Tibbels, Judith Rees, Muriel Dickinson, huit chanteurs du Conservatoire de Paris fort bien préparés par Henri Farge, Federico Sanguinetti récitant les textes de son père, et l'Ensemble intertemporalin.

JACQUES LONCHAMPT.

هذا من الاصل











Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi matin dimanche-jour. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à l'écran □ On peut voir > Ne pas manquer > un chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 3 juin

TF 1

20.40 Variétés : L'heure d'humour. Emission présentée par Jean-Luc Lahaye. La halle d'humour aux agents hospitaliers. Coups de cœur : Serge Georges Sender, présentateur des têtes couronnées. Avec Pierre Bachelier, Claude Nougaro, Mariette Jobert, Michel Fugain, le groupe Debarge, Liliane Foly, Suzanne Vega, Toto Cutugno, les Communards, Ute Nastase, Ion Tiriac et Patrick Floersberg. 22.45 Alain Decaux face à l'histoire. Decaux a-t-il existé ? 23.45 Le bébé show (rediff.). 23.50 Journal et Bourse. 0.05 Série : Les savants. 0.55 Documentaire :

FR 3

20.30 Feuilleton : L'affaire Saint-Romans, de Michel Wym, avec Jean-François L'Amour, Daniel Delorme, Jacques Desquines, Claude Brosset.

Parole d'acteurs  
FR3  
samedi 4 juin 11 h 25



21.30 Magazine : Thalèse, de Georges Arnaud. La Transatlantique anglaise : Une aventure humaine. L'événement de 1988 : La C. Stak. 22.30 Campagne électorale. 22.45 Journal. Avec un résumé des Informations de Roland-Garros. 23.15 Documentaire : Le sang et les larmes. Emission en deux parties de Marcel Teulade. 1. Du mythe à la science. 0.15 Musique, musique. Impromptus n° 1, 2 et 3, opus 90, de Schubert, par Gabriel Tacchino, piano, et James Bowman.

CANAL PLUS

20.30 Série : Un fic dans la mafia. 21.15 Cinéma : Deux hommes dans Manhattan. Film français de Jean-Pierre Melville (1958). Avec Pierre Grasset, Jean Darcanto, Jean-Pierre Melville. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Cinéma : Godfather. Film anglais de Francis Ford Coppola (1972). Avec Al Pacino, Al Pacino, Al Pacino. 23.15 Cinéma : Chronique d'une mort annoncée. Film franco-italien de Francesco Rosi (1984). Avec Rupert Everett, Ornella Muti, Gian Maria Volonté. 23.45 Cinéma : Les hommes de la nuit. Film américain de John Huston (1957). Avec John Huston, John Huston, John Huston. 23.50 Journal. 23.55 Cinéma : Les hommes de la nuit. Film américain de John Huston (1957). Avec John Huston, John Huston, John Huston.

LA 5

20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Mort en Californie, de Delbert Mann, avec Cheryl Ladd, Sam Elliott, Granville Van Dusen (1<sup>re</sup> partie). 22.10 Série : Star Trek. 23.05 Magazine : Bains de minuit, de Thierry Ardisson. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Bains de minuit (suite). 0.35 Série : Baretta (rediff.). 1.25 La grande valise (rediff.). 2.15 Le Journal de la nuit. 2.30 Feuilleton : La conquête du ciel (rediff.). 3.15 Série : Les nouvelles aventures de Vidéoc (rediff.). 3.40 Série : Les globetrotters (rediff.). 4.05 Série : Star Trek (rediff.).

M 6

20.30 Série : Le Saint. Intermède à Venise. 21.20 Feuilleton : La chimie de la forêt-Noire. Histoires au jeu. 22.15 Magazine : C'est le 1<sup>er</sup> anniversaire des films de la semaine. 22.30 Cinéma : Real. La canne. Film français de Francis Girod (1978). Avec Gérard Depardieu, Michel Piccoli, Sylvia Kristel. 0.15 Six minutes d'informations. 0.25 Magazine : Chances (rediff.). 0.55 Magazine : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Quand viendra le matin, de Pierre Desproges. Pierre Desproges et Jean-Jacques Vienne (INA 1954). 21.30 Musique : Black and blue. Table ronde des journalistes, avec Eliane Azoulay, Gilles Anguett, 22.40 Notes musicales. L'opéra bien des mots. 23.00 Cinéma : Les hommes de la nuit. 0.15 Cinéma : Les hommes de la nuit. 0.50 Musique : Colla. Paul Perrenon.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 novembre 1987) : L'Église Saint-Germain-des-Près. Végues pour soi et pour un opéra. 21.30 de Rachmaninov, par le chœur de Radio-France, dir. Michel Tranchesi. 22.40 Musique : Khatav. 23.00 Musique : Khatav. 23.15 Cinéma : Les hommes de la nuit. 23.45 Cinéma : Les hommes de la nuit. 23.50 Journal. 23.55 Cinéma : Les hommes de la nuit. 23.55 Cinéma : Les hommes de la nuit.

Samedi 4 juin

TF 1

13.15 Magazine : Reportages, de Michelle Cotta et Jean-Claude Paris. Les amiraux et les délinquants. 13.45 La Une est à vous. Les téléspécialistes choisissent un téléfilm à la carte. 13.50 Série : Matt Houston. 14.45 Tiers à l'assaut. 16.00 La Une est à vous (suite). 18.05 Transatlantique d'été. Dossier : Maisons de retraite (1<sup>re</sup> partie). Junior pour de lion : Un petit coin de paradis. 18.35 Série : Agence tous risques. Enlèvement à Las Vegas. 19.25 Série : Marc Spector. 20.00 Journal et météo. 20.35 Topix et le tirage de Loto. 20.45 Variétés : Sébastien, c'est toi. Emission présentée par Patrick Sébastien. 22.20 Téléfilm : L'ultime frontière, de Simon Winchester, avec Linda Evans, Jack Thompson, Jean-Robert. 23.50 Journal et météo. 0.05 Série : Les incorruptibles. 0.55 Documentaire : Quel roman que sa vie. Alphonse Boudard. 2. La métamorphose des cloportes. Vie et mort de l'écrivain. 1.50 Documentaire : Histoires naturelles. La rivière et les hommes. La chasse à l'arc.

A 2

13.15 Magazine : L'actualité anglaise, de Bernard Rapp. 14.00 Série : Les mystères de l'océan. La nuit de la marée. 15.00 Samedi-passion. 17.55 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.25 Magazine : Entre chien et loup. Emission d'Alain Bougrain-Dubourg. Animal star : Du plus petit au plus grand. Sur le terrain : la fin du l'autre ? Animallement votre : La bande à Basile. Mémoire de chien : Le bon accueil de la SPA. Du coq à l'âne. Besoin sans frontière : des chevaux pour militaires. La semaine. 19.05 INC. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Oa est donc cachée la caméra invisible ? Emission de Jacques Rouland. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Variétés : Chances-Elysées. Emission présentée par Michel Drucker. Avec : Sung (vidéo), Rita Zarai, Alain Chantrel, François Valéry, Julie Pélissier, Marie Myrman, Jean-Marie, Françoise Hardy (vidéo), le groupe Début de soirée, André Lamy (à l'Olympia), Michel Blanc, Denise Grey, Henry Chapier. 22.35 Téléfilm. International de Roland-Garros (résumé).

(Publicité)

Stages

L'association Midi-Minuit organise des stages d'improvisation, relaxation, stretch, du 6 au 29 juillet et du 9 au 31 juillet. Objectif : l'apprentissage de l'espace et de l'autre par le travail sur l'improvisation et la voix. Association Midi-Minuit, 20, rue Didot, 75014 (45-43-70-16).

21.30 Série : Deux fics à Miami. Le vin. 0.15 Les enfants de rock. Spécial Scorpions. 1.35 Journal.

FR 3

13.00 En direct des régions. 14.00 Tonnais. International de France, en direct de Roland-Garros. Comité d'été de Michel Dreyer, Dominique Champot, Jean-Michel Joly et Daniel Luciani. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.35 Dessin animé : Dédé. La boule noire. 20.05 Jeu : La chaise. Présenté par Fabrice. Avec, pour la partie variétés : François Valéry. 20.30 Disney Channel. Présenté par Vincent Perrot. Dessin animé : La bande à Picou et, à 21.00, un épisode du feuilleton Le chevalier Lumière. 21.45 Journal. Avec un résumé des Informations de Roland-Garros. 22.15 Magazine : Le rêve d'Henry Chapier. Invité : Enki Bilal, dessinateur de BD. 22.30 Météo. Emission présentée par Alain Duault. 23.00 Symphonie de Brahms, par Riccardo Chailly. 23.30 Magazine : Sports 3. Le portrait de l'invité : La séquence anniversaire : Le film de la semaine : Le dossier médical. L'avenir : Les régions : L'actualité de la semaine ; Le concours.

CANAL PLUS

13.05 Magazine : Samedi, 1 heure, de Jean-Louis Buryat, Erik Gilbert, Frédéric Boulay. Invité : Maurice Levy. Emission d'Alain Bougrain-Dubourg. Animal star : Du plus petit au plus grand. Sur le terrain : la fin du l'autre ? Animallement votre : La bande à Basile. Mémoire de chien : Le bon accueil de la SPA. Du coq à l'âne. Besoin sans frontière : des chevaux pour militaires. La semaine. 19.05 INC. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Oa est donc cachée la caméra invisible ? Emission de Jacques Rouland. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Variétés : Chances-Elysées. Emission présentée par Michel Drucker. Avec : Sung (vidéo), Rita Zarai, Alain Chantrel, François Valéry, Julie Pélissier, Marie Myrman, Jean-Marie, Françoise Hardy (vidéo), le groupe Début de soirée, André Lamy (à l'Olympia), Michel Blanc, Denise Grey, Henry Chapier. 22.35 Téléfilm. International de Roland-Garros (résumé).

LA 5

13.15 Le best off. 13.30 Série : L'homme de l'Atlantide. 15.15 Série : Wonder woman. 16.10 Variétés : Châteline. 16.55 Série : Capitaine Power (rediff.). 17.20 Dessin animé : Jojo et Serge. 17.45 Dessin animé : Châteline. 18.10 Dessin animé : Sandy Jojo. 18.30 Crépuscule, séquence images. 19.05 Jeu : Le portrait magique. 19.30 Boulevard Boulevard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Mort en Californie, de Delbert Mann, avec Cheryl Ladd, Sam Elliott, Granville Van Dusen (2<sup>e</sup> partie). 22.15 Magazine : 1988. 23.05 Magazine : Télé-matches. 23.15 Magazine : Télé-matches. 23.25 Magazine : Télé-matches. 23.35 Magazine : Télé-matches. 23.45 Magazine : Télé-matches. 23.55 Magazine : Télé-matches. 23.55 Magazine : Télé-matches.

M 6

12.45 Série : La petite maison dans la prairie. Une décision difficile. 13.30 Série : L'été. 14.20 Série : Aventures dans les îles. 15.05 Magazine : Samedi. 15.15 Magazine : Samedi. 15.25 Magazine : Samedi. 15.35 Magazine : Samedi. 15.45 Magazine : Samedi. 15.55 Magazine : Samedi. 16.05 Magazine : Samedi. 16.15 Magazine : Samedi. 16.25 Magazine : Samedi. 16.35 Magazine : Samedi. 16.45 Magazine : Samedi. 16.55 Magazine : Samedi. 17.05 Magazine : Samedi. 17.15 Magazine : Samedi. 17.25 Magazine : Samedi. 17.35 Magazine : Samedi. 17.45 Magazine : Samedi. 17.55 Magazine : Samedi. 18.05 Magazine : Samedi. 18.15 Magazine : Samedi. 18.25 Magazine : Samedi. 18.35 Magazine : Samedi. 18.45 Magazine : Samedi. 18.55 Magazine : Samedi. 19.05 Magazine : Samedi. 19.15 Magazine : Samedi. 19.25 Magazine : Samedi. 19.35 Magazine : Samedi. 19.45 Magazine : Samedi. 19.55 Magazine : Samedi. 20.05 Magazine : Samedi. 20.15 Magazine : Samedi. 20.25 Magazine : Samedi. 20.35 Magazine : Samedi. 20.45 Magazine : Samedi. 20.55 Magazine : Samedi. 21.05 Magazine : Samedi. 21.15 Magazine : Samedi. 21.25 Magazine : Samedi. 21.35 Magazine : Samedi. 21.45 Magazine : Samedi. 21.55 Magazine : Samedi. 22.05 Magazine : Samedi. 22.15 Magazine : Samedi. 22.25 Magazine : Samedi. 22.35 Magazine : Samedi. 22.45 Magazine : Samedi. 22.55 Magazine : Samedi. 23.05 Magazine : Samedi. 23.15 Magazine : Samedi. 23.25 Magazine : Samedi. 23.35 Magazine : Samedi. 23.45 Magazine : Samedi. 23.55 Magazine : Samedi. 23.55 Magazine : Samedi.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Marc Sch, éditeur. 20.45 Documentaire : Le génie de M. Polier. d'Emile Augier et Jules Sandeau. 22.35 Musique : Opus. Autour de Pablo Cuenca. Le métissage des genres musicaux. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra. Fournais, de Messager, par l'orchestre et le chœur de l'Opéra de Paris. Dir. John Eliot Gardiner. 22.05 Comédie musicale. Can, de Webber, d'après Old Possum's Book of Practical Cats, de T.S. Eliot. 0.00 Cap et son orchestre. 0.05 Opéra. Fournais, de Messager, par l'orchestre et le chœur de l'Opéra de Paris. Dir. John Eliot Gardiner. 22.05 Comédie musicale. Can, de Webber, d'après Old Possum's Book of Practical Cats, de T.S. Eliot. 0.00 Cap et son orchestre. 0.05 Opéra. Fournais, de Messager, par l'orchestre et le chœur de l'Opéra de Paris. Dir. John Eliot Gardiner.

Dimanche 5 juin

TF 1

6.55 Bonjour la France, bonjour l'Europe. Journal présenté par Jean Offredo. 8.00 Météo. 8.45 Dessins animés. Candy. Les trois mousquetaires. 9.10 Variétés : Jacky Show, avec Félix Gray, Mory Kane, Show, Jean-Jacques Goldman. 9.35 Série : Tarzan. 1.00 du film. 10.30 Pas de pitié pour les croisés. 11.00 Les animaux du monde. Emission de Marlyse de La Grange et Antoine Reille. 11.30 Magazine : Auto-moto. 11.58 Météo. 12.00 Magazine : Télé-quiz et Spécial. 12.10 Journal et météo. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 13.20 Série : Star Trek. 13.30 Journal. 13.40 Journal. 13.50 Journal. 14.00 Journal. 14.10 Journal. 14.20 Journal. 14.30 Journal. 14.40 Journal. 14.50 Journal. 15.00 Journal. 15.10 Journal. 15.20 Journal. 15.30 Journal. 15.40 Journal. 15.50 Journal. 16.00 Journal. 16.10 Journal. 16.20 Journal. 16.30 Journal. 16.40 Journal. 16.50 Journal. 17.00 Journal. 17.10 Journal. 17.20 Journal. 17.30 Journal. 17.40 Journal. 17.50 Journal. 18.00 Journal. 18.10 Journal. 18.20 Journal. 18.30 Journal. 18.40 Journal. 18.50 Journal. 19.00 Journal. 19.10 Journal. 19.20 Journal. 19.30 Journal. 19.40 Journal. 19.50 Journal. 20.00 Journal. 20.10 Journal. 20.20 Journal. 20.30 Journal. 20.40 Journal. 20.50 Journal. 21.00 Journal. 21.10 Journal. 21.20 Journal. 21.30 Journal. 21.40 Journal. 21.50 Journal. 22.00 Journal. 22.10 Journal. 22.20 Journal. 22.30 Journal. 22.40 Journal. 22.50 Journal. 23.00 Journal. 23.10 Journal. 23.20 Journal. 23.30 Journal. 23.40 Journal. 23.50 Journal. 23.55 Journal.

A 2

9.00 Connaitre l'islam. 9.15 Émissions israéliennes. A Bible ouverte : Le Cantique des cantiques : La source de vie. 9.30 Orthodoxie. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe, avec les jeunes de l'archidiocèse des lycées et collèges de Chantilly. 12.00 Spectacle. Ouzine. Festival international du cirque de Mont-Carlo. 13.00 Journal et météo. 13.20 Série : Mac Gyver. 14.10 Jeu : Bêtes à malices. Présenté par Fabrice. 14.40 Stade 2. Tennis : Finale des Internationaux de Roland-Garros ; volley ; moto ; cyclisme : critérium du Dauphiné libéré et Tour d'Italie ; hippisme : saut ; football. 18.50 Série : Magy. De bric et de broc. 19.20 Journal et météo. 19.50 Série spéciale : élections législatives. Présentée par Bernard Rapp. Paul Amar, Claude Sérillon, Alain Duhamel, René Kémond (politologue). Informations : 24 heures sur la 2. Série : Mac Gyver (rediff.).

FR 3

7.00 Magazine : Sports 3 (rediff.). 8.02 Bonsoir. 8.15 Croc-note show. 8.20 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 8.45 Les comptines de Vieux-Comte. 8.50 Rencontre avec la Bible. 9.00 Magazine : Elysées. 9.10 Journal. 9.20 Journal. 9.30 Journal. 9.40 Journal. 9.50 Journal. 10.00 Journal. 10.10 Journal. 10.20 Journal. 10.30 Journal. 10.40 Journal. 10.50 Journal. 11.00 Journal. 11.10 Journal. 11.20 Journal. 11.30 Journal. 11.40 Journal. 11.50 Journal. 12.00 Journal. 12.10 Journal. 12.20 Journal. 12.30 Journal. 12.40 Journal. 12.50 Journal. 13.00 Journal. 13.10 Journal. 13.20 Journal. 13.30 Journal. 13.40 Journal. 13.50 Journal. 14.00 Journal. 14.10 Journal. 14.20 Journal. 14.30 Journal. 14.40 Journal. 14.50 Journal. 15.00 Journal. 15.10 Journal. 15.20 Journal. 15.30 Journal. 15.40 Journal. 15.50 Journal. 16.00 Journal. 16.10 Journal. 16.20 Journal. 16.30 Journal. 16.40 Journal. 16.50 Journal. 17.00 Journal. 17.10 Journal. 17.20 Journal. 17.30 Journal. 17.40 Journal. 17.50 Journal. 18.00 Journal. 18.10 Journal. 18.20 Journal. 18.30 Journal. 18.40 Journal. 18.50 Journal. 19.00 Journal. 19.10 Journal. 19.20 Journal. 19.30 Journal. 19.40 Journal. 19.50 Journal. 20.00 Journal. 20.10 Journal. 20.20 Journal. 20.30 Journal. 20.40 Journal. 20.50 Journal. 21.00 Journal. 21.10 Journal. 21.20 Journal. 21.30 Journal. 21.40 Journal. 21.50 Journal. 22.00 Journal. 22.10 Journal. 22.20 Journal. 22.30 Journal. 22.40 Journal. 22.50 Journal. 23.00 Journal. 23.10 Journal. 23.20 Journal. 23.30 Journal. 23.40 Journal. 23.50 Journal. 23.55 Journal.

TF 1

15.30 Téléfilm : Le voyage de la peur. De Daniel Mann, avec Sam Waterston, Yvette Mimieux, Ian McShane, Shelley Winters, Donald Pleasence. 17.05 Série : Un flic dans la mafia. 18.00 Cinéma : Ouragan sur l'eau plate. Film anglais de Dick Clement (1985). Avec Michael Caine, Valerie Perrine, Brenda Vaccaro, Billy Connolly. La couronne britannique veut mettre fin à sa souveraineté sur une île des Caraïbes où une compagnie sexuelle n'a pas trouvé de pétrole. Un délégué vient négocier la reconversion. Brusquement, les forages vont jaillir de l'eau minérale. Un film burlesque au scénario totalement délirant. Mais la mise en scène ne suit pas. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Dessins animés : Ça cartonne. Présentés par Philippe Dany. 20.30 Cinéma : l'Homme de la rivière d'argent. Film australien de George Miller (1982). Avec Kirk Douglas, Jack Thompson, Tom Burlinson, Sigrid Thornton. Aidé par un vieux chasseur d'or, ami de son père défunt, un jeune homme des montagnes est embauché par un riche éleveur de la plaine. Il s'agit de la fille de son patron et vit divers événements. 21.00 Journal. 21.10 Journal. 21.20 Journal. 21.30 Journal. 21.40 Journal. 21.50 Journal. 22.00 Journal. 22.10 Journal. 22.20 Journal. 22.30 Journal. 22.40 Journal. 22.50 Journal. 23.00 Journal. 23.10 Journal. 23.20 Journal. 23.30 Journal. 23.40 Journal. 23.50 Journal. 23.55 Journal.

LA 5

5.00 Journal permanent. 7.15 Dessin animé : Dans les Alpes avec Amette (rediff.). 8.10 Dessin animé : Enl magique. 9.30 Top suggest. 10.00 Série : Capitaine Power (rediff.). 10.25 Série : Automata (rediff.). 11.15 Série : Wonder Woman (rediff.). 12.10 Série : Supermarché. 13.00 Journal. 13.25 Série : Baretta. 14.15 Série : La grande valise. 15.20 Série : Nissim. 16.10 Magazine : Télé-matches dimanche. Présenté par Pierre Cangioni. Les événements sportifs du week-end : La télévision sportive à travers le monde : Rétrospective de la semaine écoulée : Les 500 miles automobile d'Indianapolis : Offshore à Venise. 17.10 Météo dingo. 18.00 Série : Matlock. 18.50 Feuilleton : Dallas. 19.45 Journal. Premières éditions SOFRES. Hervé-Picard. 20.00 Soirée spéciale : élections législatives. En direct des circonscriptions, interviews des candidats à chaud, la soirée est animée par Patrice Duhamel, Jacques Hébert, Guillaume Durand et Jérôme Laffri (SOFRES). 21.00 Cinéma : Y'a eu dans le monde. 21.10 Film français de Raoul André (1974). Avec Michel Galabru, Paul Préboist, Marion Game, Daniel Prévost. Deux comédiens sans emploi sont engagés par erreur comme témoins à un mariage. 21.30 Série : Capitaine Power (rediff.). 21.50 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.00 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.10 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.20 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.30 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.40 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.50 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.00 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.10 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.20 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.30 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.40 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.50 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.55 Série : Capitaine Power (rediff.).

LA 5

5.00 Journal permanent. 7.15 Dessin animé : Dans les Alpes avec Amette (rediff.). 8.10 Dessin animé : Enl magique. 9.30 Top suggest. 10.00 Série : Capitaine Power (rediff.). 10.25 Série : Automata (rediff.). 11.15 Série : Wonder Woman (rediff.). 12.10 Série : Supermarché. 13.00 Journal. 13.25 Série : Baretta. 14.15 Série : La grande valise. 15.20 Série : Nissim. 16.10 Magazine : Télé-matches dimanche. Présenté par Pierre Cangioni. Les événements sportifs du week-end : La télévision sportive à travers le monde : Rétrospective de la semaine écoulée : Les 500 miles automobile d'Indianapolis : Offshore à Venise. 17.10 Météo dingo. 18.00 Série : Matlock. 18.50 Feuilleton : Dallas. 19.45 Journal. Premières éditions SOFRES. Hervé-Picard. 20.00 Soirée spéciale : élections législatives. En direct des circonscriptions, interviews des candidats à chaud, la soirée est animée par Patrice Duhamel, Jacques Hébert, Guillaume Durand et Jérôme Laffri (SOFRES). 21.00 Cinéma : Y'a eu dans le monde. 21.10 Film français de Raoul André (1974). Avec Michel Galabru, Paul Préboist, Marion Game, Daniel Prévost. Deux comédiens sans emploi sont engagés par erreur comme témoins à un mariage. 21.30 Série : Capitaine Power (rediff.). 21.50 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.00 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.10 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.20 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.30 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.40 Série : Capitaine Power (rediff.). 22.50 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.00 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.10 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.20 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.30 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.40 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.50 Série : Capitaine Power (rediff.). 23.55 Série : Capitaine Power (rediff.).

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

NOUVEAU DROUOT

Samedi 4 juin

A 14 heures : disques.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 4 juin

Chartres, 14 h 30 : matériel photographique.

Dimanche 5 juin

Chartres, 14 heures : céramiques, orfèvrerie, tableaux, mobilier ; Levers, 14 h 30 : Extrême-Orient ; Saint-Germain-en-Laye : 14 heures : archéologie ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 heures : Extrême-Orient ; Versailles-Château-Légers, 14 heures : tableaux, sculptures, mobilier contemporain.

PLUS LOIN

Samedi 4 juin

Albi, 14 heures : mobilier, argenterie, linges ; Béziers, 14 h 30 : tableaux ; Blois, 14 heures : archéologie ; Bagny-sur-Croix, 14 heures : mobilier, archéologie ; La Fère, 14 heures : cartes postales ; Loriet 14 h 15 : bibelots, mobilier, argenterie ; Marseille-Castell, 10 heures : bijoux, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Nevers, 14 h 30 : archéologie, monnaies ; Orléans, 14 h 30 : tableaux ; La Roche-sur-Yon, 14 h 30 : mobilier, argenterie, tableaux ; Villefranche, 15 heures : objets d'art, mobilier.

FOIRES ET SALONS

Paris, avenue du Maine. Ery-sar-Seine, Thomas, Meyrargues (Bouches-du-Rhône), Cuen et Bernav.

Audience TV du 2 juin 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

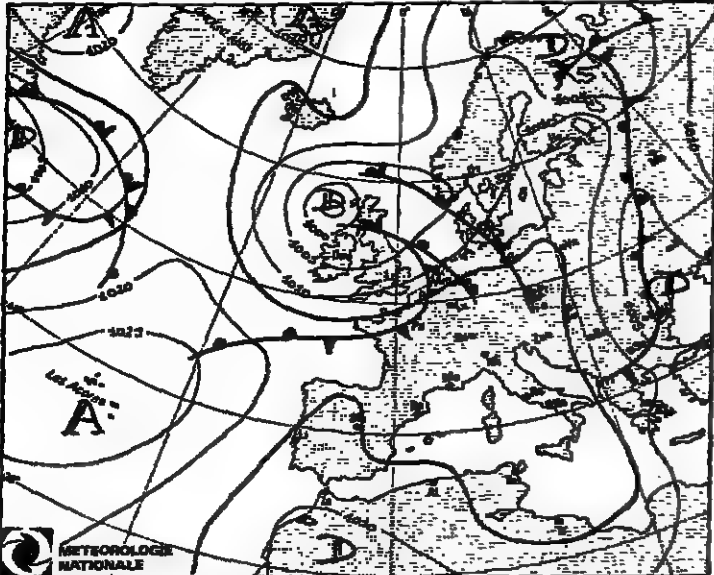
HORAIRE	FOYERS AYANT REÇU LA TV EN 81	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
18 h 22	42,6	12,9	15,1	2,7	2,8	5,9	4,8
19 h 45	48,2	28,2	16,6	8,1	4,8	3,8	5,4
20 h 10	63,4	20,4	16,7	11,3	2,7	4,8	5,1
20 h 55	72,0	8,6	18,8	10,2	2,7	25,8	8,6
22 h 8	63,4	11,8	5,9	17,2	1,6	25,8	4,8
22 h 44	47,8	8,4	16,3	19,4	1,6	5,9	4,3

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent le 5 et 147 reçoivent le 6 dans de bonnes conditions.

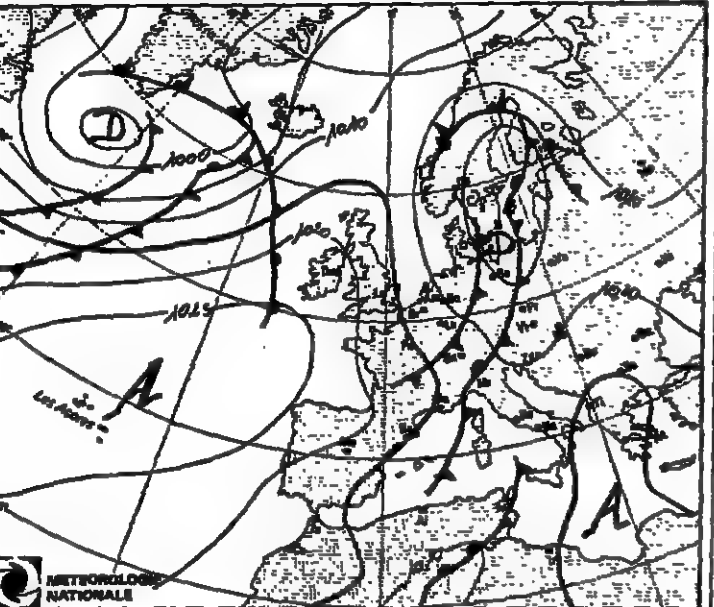


## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 JUIN 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 JUIN À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 3 juin à 0 heures UTC et le dimanche 5 juin à minuit.

La dépression atlantique traversera rapidement les îles Britanniques puis remontera vers le Danemark. Un front atténué passera sur la France et sera suivi d'une descente d'air froid.

Samedi : nuageux avec des ondées.

La zone pluvio-orageuse recouvrira la moitié sud-est le matin puis se décalera en cours de journée pour ne concerner le soir que les régions à l'est du Rhône et la Corse. Sur le Sud-Ouest et les Pyrénées, persisteront d'un temps très nuageux avec petites brumes locales. Sur le Languedoc-Roussillon, les pluies et orages du matin seront suivis d'un temps variable avec fort mistral et tramontane. Sur toutes les autres régions, le temps sera très nuageux par moments mais quelques éclaircies se développeront. Le vent de nord-ouest soufflera à 30-40 km/h dans la journée. Il y aura encore de nombreuses averse avec orages, de la grêle et, par moments, des rafales sous les orages.

Le matin, il fera 8 à 10° sur la moitié nord-ouest, 13 à 17° sur la moitié sud-est.

L'après-midi, 14 à 17° sur la moitié nord et 17 à 20° sur la moitié sud.

Dimanche 5 juin : amélioration par l'ouest.

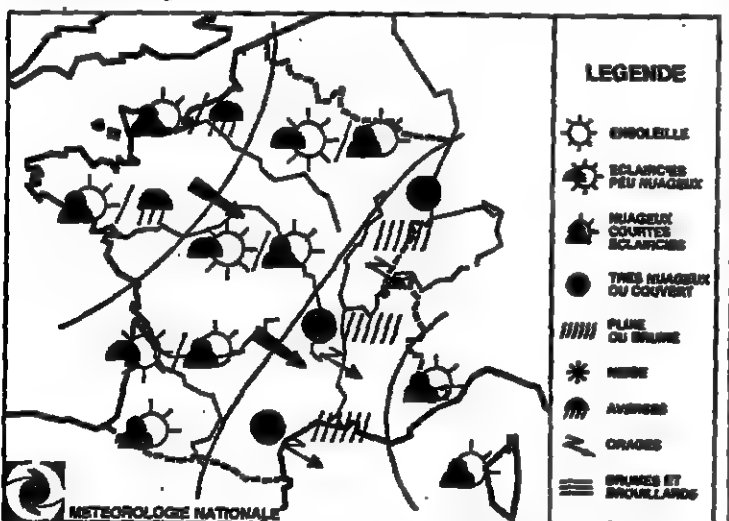
Le temps pluvio-instable avec des orages sur les Alpes, le pourtour méditerranéen et la Corse, s'atténuera l'après-midi.

Des averse se produiront encore du nord-est à l'Anvergne et aux Alpes du Nord. Des conditions anticycloniques s'établiront sur la moitié ouest. Des nuages d'évolution diurne se formeront dans le Sud-Ouest, le Centre et le Bassin parisien.

Le mistral se renforcera puis le vent s'orientera au nord-est puis de la Méditerranée l'après-midi.

Les températures minimales seront en baisse légère.

Les maximales à peu près stationnaires seront en dessous des normales de saison.



TEMPS PREVU LE 4 - 06 - 88 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 2-6-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TOURNAI	LOU LANGE	LOU LANGE
AMBOISE 24 12 D	TOULOUSE 23 11 D	LUXEMBOURG 23 15 D	LOU LANGE 23 15 D
BARCELONE 21 15 P	PORT-AU-PRINCE 22 24 D	MADRID 31 15 D	MADRID 31 15 D
BORDEAUX 22 11 P		MARRAKECH 35 17 A	MARRAKECH 35 17 A
BOULOGNE 17 8 B		MEXICO 30 15 B	MEXICO 30 15 B
BREST 16 10 N	ALGER 28 12 C	MILAN 28 16 D	MILAN 28 16 D
CADIX 19 11 P	AMSTERDAM 17 12 P	MONTREAL 28 5 A	MONTREAL 28 5 A
CHERBOURG 18 10 N	ATHENS 26 20 D	MOSCOW 26 16 C	MOSCOW 26 16 C
CLEMONT-FERR 23 12 C	BANGKOK 25 25 P	NARBONNE 31 16 P	NARBONNE 31 16 P
DIJON 20 9 C	BARCELONE 24 13 D	NEW-YORK 33 20 N	NEW-YORK 33 20 N
GRIGNOLE-BAH 26 12 D	BEIRUT 20 10 D	OSLO 16 12 C	OSLO 16 12 C
LILLE 20 12 P	BERLIN 18 10 N	PALM-SPRING 26 17 D	PALM-SPRING 26 17 D
LYONS 20 10 B	BRUXELLES 19 12 P	PEKIN 26 17 D	PEKIN 26 17 D
MADEIRA 23 12 N	LE CAIRE 35 26 D	RIO-DE-JANEIRO 24 19 D	RIO-DE-JANEIRO 24 19 D
MADEIRA 23 12 N	COPENHAGUE 15 9 N	ROME 24 14 D	ROME 24 14 D
NANCY 17 13 C	DAKAR 26 22 N	SINGAPOUR 29 34 C	SINGAPOUR 29 34 C
NANTES 18 13 C	DELHI 42 30 D	STOCKHOLM 14 7 P	STOCKHOLM 14 7 P
NICE 24 16 D	GUERBA 27 17 D	STOET 20 15 C	STOET 20 15 C
PARIS-MORIS 19 13 C	GENEVE 23 10 N	TOKYO 23 19 A	TOKYO 23 19 A
PAU 23 14 C	HONGKONG 32 25 D	TUNIS 28 13 D	TUNIS 28 13 D
PERPIGNAN 20 15 D	ISTANBUL 22 16 N	VARSOVIE 22 15 D	VARSOVIE 22 15 D
RENNES 19 14 C	JERUSALEM 23 12 D	VIENNE 19 12 N	VIENNE 19 12 N
STRASBOURG 23 11 N	LEZANNE 32 17 D		
	LONDRES 18 8 D		

Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.

## PHILATÉLIE

Selon un sondage Infométrie

## 2 400 000 collectionneurs de timbres... en France

Un sondage vient d'être réalisé — entre le 18 février et le 11 avril 1988 — par Infométrie pour le compte de l'Association pour le développement de la philatélie (ADP). Un sondage en deux temps : auprès d'un échantillon de 2 000 personnes représentatives de la population française et auprès d'un second échantillon de 351 personnes représentatives des collectionneurs de timbres.

A la lecture des résultats, il s'avère que la collection de timbres est sans doute la collection la plus populaire. L'ampleur de ce phénomène peut surprendre. Ainsi, 7 % des personnes interrogées, âgées de dix-huit ans et plus, soit environ 2 400 000 personnes, se reconnaissent comme des « collectionneurs de timbres ». Parmi ces « collectionneurs de timbres », 24,1 % (soit 580 000 personnes) se considèrent comme des « philatélistes », le restant estimant ne pas y consacrer assez de temps ou ne le faisant pas assez sérieusement.

Près de 20 % des Français avouent être passionnés de timbres dans le passé, ce qui représente environ 6 300 000 individus. En revanche, 85 % des Français n'ont aucune envie de le devenir !

Le collectionneur apparaît comme quelqu'un de passionné, d'ordonné et de curieux. Si les collectionneurs, hommes et femmes, se répartissent à peu près également, la population des « vrais » philatélistes est masculine (70 %) à une large majorité. Autres caractéristiques : les philatélistes sont âgés (54 % ont plus de cinquante ans) et composés de plus de 42 % d'actifs et de 20 % d'employés.

Les collectionneurs avouent à une large majorité (65 %) consacrer une

heure de temps en temps à leur collection tandis que les philatélistes y passent plusieurs heures par semaine pour 45 % d'entre eux et plusieurs heures par mois (26 %).

Côté finances, si 32 % des collectionneurs dépensent moins de 100 F par an pour les timbres, les philatélistes sont 9 % dans ce cas. En revanche, 17 % des collectionneurs dépensent plus de 1 000 F et plus de 45 % des philatélistes sont dans ce cas.

Les revues spécialisées ne sont pas oubliées... le Monde des philatélistes arrive en tête (cité par 44,5 % des collectionneurs), devant Philatélie française (29,8 %), Timbroscopie (29,2 %) et l'Echo de la philatélie (25,8 %). Pour leur part, les philatélistes citent d'abord le Monde des philatélistes (73,2 %), l'Echo de la philatélie (61,8 %), Timbroscopie (61,6 %) et la Philatélie française (50,2 %).

Pour 70 % des collectionneurs et 81 % des philatélistes, la poste reste le meilleur moyen de se procurer des timbres. Et si 45 % des Français pensent que la collection de timbres n'est pas une collection comme les autres, c'est peut-être parce qu'ils la jugent « sans fin » (61,7 %), « coûteuse » (47 %), ou « peu volumineuse » (30 %) et parce qu'elle permet d'« enrichir ses connaissances » (67 %).

Le Monde des philatélistes publie, dans son numéro daté juillet-août (parution fin juin), les résultats détaillés de ce sondage.

Résumé réalisé par la rédaction de Monde des philatélistes, 24, rue Chauchat, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

## En filigrane

« Hommage à Decaris. — Du vendredi 10 au dimanche 26 juin, le Musée du Luxembourg (119, rue de Vaugrand, Paris-6<sup>e</sup>) accueille le 75<sup>e</sup> Salon de l'Ecole française, qui organise une exposition sur le thème de « La France vue par les artistes », avec, en particulier, un hommage à Albert Decaris, décédé le 1<sup>er</sup> janvier dernier.

Pierre Jonquères d'Orléans au Paraguay. — Le Paraguay a émis une série de timbres, le 3 mars, pour célé-

brer d'Orléans sur une vignette tenant à un timbre à 60 gaudes, où Hans Günter Winkler passe un obstacle.

Expositions. — A l'occasion du 5<sup>e</sup> Congrès national des services de santé des sapeurs-pompiers, du 9 au 11 juin, au Puy-en-Velay (Haute-Loire), un bureau de poste temporaire muni d'un cachet illustré fonctionnera le jeudi 9 (enseignements : Union départementale des sapeurs-pompiers de la Haute-Loire, place de la Liberté, BP 165, 43005 Le Puy-en-Velay Cedex 05. Tél. : 71-05-23-00).

Une exposition philatélique et cartophile aura lieu du 9 au 19 juin aux Lias (Seine-Saint-Denis) à l'Espace d'Angemont, 35, place Charles-de-Gaulle (enseignements : Centre culturel Jean-Cocoteau, P. Simonet, Tél. : 48-48-07-20).

L'Union des philatélistes des PTT, groupe Alsace, organise une exposition sur le thème du chemin de fer, les 11 et 12 juin, à Munster (Haut-Rhin), avec un bureau de poste temporaire (enseignements : savonnières : UF-PTT Alsace, M. Guyot, BP 44, 68400 Riedisheim. Tél. : 83-65-23-00).

Philatélie à la télévision. — L'émission de télévision de Jean Offredo sur TF1 « Bonjour le France-Bonjour l'Europe » accueille une rubrique philatélique tous les dimanches vers 7 h 40, présentée par Pierre Juillien, de Monde des philatélistes, au programme : la série artistique de France.



brer les prochains Jeux olympiques d'été de Séoul. Le sujet retenu : l'équitation, avec un timbre à dix mille exemplaires où apparaît Pierre Jon-

## Education

Un document du Vatican

## L'école catholique est invitée à renforcer son caractère religieux

La congrégation romaine de l'éducation catholique, dont le préfet est le cardinal américain William Baum, vient d'adresser aux évêques et aux responsables d'établissements religieux et laïcs, du monde entier, un texte, rendu public le vendredi 3 juin, sur « la dimension religieuse de l'éducation dans l'école catholique ».

La question controversée de la liberté et des moyens d'existence de ces établissements n'est pas abordée. « Heureusement », prend acte le document, la compréhension envers les écoles catholiques semble en voie d'amélioration, au moins dans un bon nombre de pays. En revanche, il traite d'un sujet qui, pour les chefs d'établissement, devient un casse-tête : comment, à la fois, affirmer plus nettement l'identité catholique de leurs écoles, collèges et lycées, et ouvrir leurs portes à des élèves qui sont de plus en plus indifférents sur le plan religieux, incroyants, voire originaires d'autres religions ?

Leur mission est-elle d'abord chrétienne ou éducative ? L'insistance mise par les responsables de

l'enseignement catholique en France, notamment son secrétaire général, le Père Max Cloupet, sur l'originalité catholique des établissements (« l'école catholique doit prendre part à la seconde évangélisation », avait-il déclaré le 23 janvier) avait suscité une ferme riposte de M. Yannick Simbron au congrès de la FEN à La Rochelle (le Monde du 2 février).

Tout en défendant le respect de la liberté de conscience à l'intérieur des écoles catholiques, le texte du Vatican va dans le sens d'un renforcement de leur identité. « L'école catholique, écrit-il, est un lieu d'évangélisation, d'authentique apostolat, d'action pastorale, non par le moyen d'activités parallèles ou parascolaires, mais par la nature même de son action, directement orientée vers l'éducation de la personnalité humaine ».

L'école est partie prenante, ajoute la congrégation romaine, d'un « milieu éducatif » qui doit rester ouvert à la diversité et aux difficultés des jeunes. Mais « l'esprit évangélique doit s'y manifester en un style chrétien de pensée et de vie ». La présence de crucifix dans les écoles est souhaitée. « Nous pourrions avoir des écoles tricolores du point de vue didactique, mais défectueuses sur le plan du témoignage et de la claire proposition de valeurs authentiques », affirme le document du Vatican.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du vendredi 3 juin :

## UNE DÉLIBÉRATION

De la Commission nationale de l'Informatique et des libertés n° 82-52 du 10 mai 1988 portant adoption d'une recommandation sur la comparabilité entre les lois n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés et n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives.

LOTO	
4 7 11 13 33 48	37
PROGROSSE TIRAGE, UN OBJECTIF SEUL : 200 000 000 F	
1 <sup>er</sup> RANG 4, 6, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100	330 785,00 F
2 <sup>e</sup> RANG 10	46 065,00 F
3 <sup>e</sup> RANG 10	2 995,00 F
4 <sup>e</sup> RANG 10	600,00 F
5 <sup>e</sup> RANG 10	60,00 F

Celui-ci examine les conditions d'un renforcement de cette identité religieuse : « Dans l'école catholique, et de manière analogue dans toute école, Dieu ne peut pas être le grand absent ou un intrus mal accueilli. Certes, elle suit les programmes officiels, mais « les accueille et les situe dans le cadre plus global d'une perspective religieuse ». L'enseignement des sciences humaines, en particulier, doit « réhabiliter et intégrer la dimension religieuse ».

Il ne s'agit pourtant pas d'un texte normatif et fermé. Il reprend toutes les suggestions, souvent entendues en France, sur la création de véritables communautés, liant parents, professeurs, élèves, gestionnaires, autour d'un « projet éducatif ».

L'objectif du Vatican n'est pas, disent les auteurs, de couper l'enseignement catholique de la culture contemporaine, mais l'école est invitée à préciser son « caractère propre », afin de mieux répondre aux « défis lancés par la culture contemporaine à la foi chrétienne ».

H. T.

## CAMPUS

## Des formations en gérontologie

A l'initiative du Centre régional de gérontologie sociale de l'université d'Albi-Marseille-II, s'est tenu dans la capitale phocéenne le premier colloque national sur la formation gérontologique des personnels soignants et des gestionnaires. « L'enseignement de la gérontologie n'en est encore en France qu'à ses balbutiements », assure M. Philippe Pissard, sociologue. Si la gérontologie est la pratique médicale chez les personnes âgées, la gérontologie, elle, s'intéresse aux phénomènes de vieillissement et devrait connaître, en raison de l'évolution démographique, de « grands développements dans le domaine de la recherche clinique, biologique, appliquée et fondamentale ». Les participants à ce colloque ont donc souhaité que ses relations avec les autres sciences (humaines, sociales et juridiques) s'intensifient, pour mieux appréhender les réalités du vieillissement humain.

Selon M. Michel Devaux, directeur d'une institution pour personnes âgées, les centres de gérontologie des universités doivent proposer une formation de « haut niveau » pour les futurs personnels, afin d'éviter les « praticiens profiteurs ». Cette formation passe évidemment par la recherche. Or différents intervenants entendus à ce colloque ont mis en lumière les difficultés rencontrées par les étudiants dans ce secteur. Plusieurs intervenants ont donc réclamé la création d'un diplôme des sciences humaines appliquées à la gérontologie par la recherche.

Outre Marseille-II, d'autres universités dispensent un enseignement intégré dans les diplômes nationaux (DEUG, licence, maîtrise, DEA...). C'est notamment le cas de l'université des sciences humaines de Strasbourg, des universités de Picardie et de Nantes (UER de psychologie et de sciences de l'éducation) et de Lyon-II, avec un enseignement qui conduit à un DESS de psychologie gérontologique.

J. P.

(Les notes de ce colloque sont diffusées par l'université d'Albi-Marseille-II, Centre régional de gérontologie sociale, 2, place de la Major, 13002 Marseille. Tél. : 91-80-66-92.)

## Arlès et l'archéologie

La ville d'Arlès organise du 4 au 16 juillet sa première université d'été sur le thème « Histoire et archéologie ». Conférences, stages et ateliers sont proposés aux participants à ces journées. (ADESA, hôtel de ville, 13637 Arles.)

## Marchés financiers

La fondation HEC patronne la « Conférence internationale sur l'évolution des marchés financiers français et étrangers », qui

aura lieu du 29 juin au 1<sup>er</sup> juillet sur le campus de l'école.

(Fondation HEC, 184, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, 75008 Paris. Tél. : 42-25-63-33.)

## L'ingénierie du mémoire

La première rencontre internationale du séminaire Gaston-Bachelard aura lieu les 17 et 18 juin prochains. Les participants à ces journées étudieront « l'ingénierie du mémoire dans les formations supérieures ». (Séminaire Gaston-Bachelard, UCO, 3, place André-Leroy, BP 808, 43005 Angers.)

LÉGISLATIVES  
Tous les résultats en direct

AVEC Le Monde.

Dimanche, dès 20 heures  
le détail des résultats par circonscription.

ELECTIONS

36-15 LM

هنا من الاصل



### Naissances

**Frédérique STIFFEL**  
a la joie d'annoncer la naissance de sa petite-fille

**Sarah**

Chez Jean-Marie Stiffel  
et Pascale Bessat

le 30 mai 1988.

### Mariages

**Anne-Sophie**  
souhaite beaucoup de bonheur à ses parents

**Catherine et Marc**

qui se marient ce samedi 4 juin 1988.

A.S. Lebréchal,  
78, rue Percier,  
78100 St-Germain-en-Laye.

### Décès

**M<sup>me</sup> Maurice Armand**,  
M. et M<sup>me</sup> François Blancpain  
et leurs enfants  
**M<sup>me</sup> Michèle Armand-Berthelmy**  
et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Patrice Armand,  
M. le D<sup>r</sup> Didier Armand, sa femme  
et ses enfants,  
ont le douleur de faire part du décès de

**Docteur Maurice ARMAND**,  
ancien interne des hôpitaux de Paris,  
ancien doyen de la faculté  
de médecine de Port-au-Prince,  
commandeur de l'Ordre  
de la Santé publique,  
ancien président  
du comité Franco-Américain.

survenu le 28 mai 1988, à Pétion-Ville  
(Haïti), en sa résidence du 49, rue  
Métellus.  
Les funérailles seront célébrées en  
l'église Saint-Pierre de Pétion-Ville, le  
vendredi 3 juin à 15 h 30.

Le docteur et M<sup>me</sup> Jean Gorodich  
ont le douleur de faire part du décès de leur gendre

**Jean-Pierre FROUARD**,  
ancien élève de l'ENSA,  
ingénieur à la SNIAS.

survenu à Paris le 27 mai 1988, à l'âge  
de quarante-neuf ans.

M<sup>me</sup> Jean Maurice,  
M. et M<sup>me</sup> Frédéric de Buzon,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Maurice,  
ont le douleur de faire part du décès de

**Jean MAURICE**,  
ingénieur ESE.

survenu le 2 juin 1988.

Les obsèques auront lieu le samedi  
4 juin, à 9 h 30, en l'église Saint-Pierre  
de Chartres.

L'ambassade de la République de  
Chypre a la profonde douleur de faire  
part du décès, survenu à Athènes, le  
31 mai 1988, de

**Polye MODINOS**,  
premier ambassadeur  
de Chypre en France.

Une messe sera célébrée à sa  
mémoire, le 12 juin 1988, à 11 h 30, en  
l'église orthodoxe de Saint-Etienne,  
7, rue Georges-Bizet, Paris (16<sup>e</sup>).

M. René Morisset,  
Et M<sup>me</sup> Odile Morisset,  
font part du décès de leur épouse et de  
leur mère

**M<sup>me</sup> Denise MORISSET**,  
survenue le 2 juin 1988, à l'âge de quatre-  
vingt-cinq ans.

Le service religieux sera célébré en  
l'église Saint-François-Xavier, 75007  
Paris, le mardi 7 juin à 10 h 30 précises.  
L'inhumation aura lieu au cimetière  
du Montparnasse, 75014 Paris.

M. et M<sup>me</sup> André Subeant  
Et toute la famille,  
ont le douleur de faire part du décès  
accidentel de

**Jacques SUBEANT**,  
survenu à Paris, le 1<sup>er</sup> juin 1988.

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

### On nous prie d'annoncer le décès

**M. Guy VERNHOLES**,  
survenu à la suite d'une longue maladie,  
à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité  
à Wincrange (Luxembourg), le  
30 mai 1988.

De la part de sa famille et de ses  
amis.

9, avenue Carnot,  
91410 Dourdan.

### Remerciements

La famille Ghannouchy Hadj Edine,  
Les familles Benkalfat, Sbiha,  
Lechouchi, Ali Bekasem, Benhamidjet et  
Brikci,  
remercient tous ceux qui leur ont témoigné  
leur soutien affectif à la disparition  
du cher

**NOUR EL FETH  
HADJ EDINE**,  
survenu à Tlemcen le dernier jour de  
Ramadan.

Rahimou Allah Wa Iyakum.  
8, rue de la République,  
Tlemcen.  
BP 45,  
94340 Joinville-le-Pont.

### Soutenances de thèses

Institut d'études politiques de  
Paris, le mercredi 1<sup>er</sup> juin, à 14 h 30,  
M. Claire Andrieu a soutenu : « L'Etat  
et les banques commerciales, 1867-  
1944 ».

Institut d'études politiques de  
Paris, le samedi 4 juin, à 9 h 30, rue  
Saint-Guilhem, M. André Siegfried,  
M. Dominique Chagnolland : « L'invention  
des hauts fonctionnaires ».

Université Paris-VIII, le samedi  
11 juin, à 10 heures, salle G-213  
(bureau de la présidence), M. Mohamad  
Wafiq : « Capitalisme, confession-  
nalisme et Etat (cas du Liban : 1945-  
1975) ».

Université Paris-VIII, mardi  
13 juin, à 14 h 30, salle G 201, 2, rue de  
la Liberté, à Saint-Denis, M. Souma  
Gallip : « Des postmodernismes à l'Etat-  
nation : la liste » et la quête insoumise  
d'une démocratie stable en Turquie ».

École des hautes études en  
sciences sociales, le jeudi 13 juin, à  
14 heures, salle 1, 1<sup>er</sup> étage, M. Michel  
Wiewiorski : « Sociologie du terro-  
risme ».

Université Paris-VII, le mardi  
13 juin, à 9 h 30, salle des thèses,  
rue 25, rue de Chancellerie, M. Bourziane  
Boudchah : « Vite et mutation d'une  
ville à travers la famille à Fes  
(Maroc) ».

Université Paris-I, le mercredi  
15 juin, à 14 h 30, salle 308, entrée :  
1, rue Victor-Cousin, galerie Jean-  
Baptiste Dumas, esc. L, M. Yves  
Lecourneau : « Réseaux industriels en  
Berry, Nivernais, Bourbonnais, Mar-  
cha ».

Université Paris-I, Sorbonne, le  
mercredi 15 juin, à 14 heures, amphi-  
théâtre 102, 9, rue Malher, M. Bernard  
Delmaire : « Le diocèse d'Arras du XI<sup>e</sup>  
au XIV<sup>e</sup> siècle ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions du  
« Carnet du Monde », sont priés de  
joindre à leur envoi de texte une des  
dernières bandes pour justifier de  
cette qualité.

### CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés  
le 1<sup>er</sup> jour même.

L'avis nous parvenant avant 10 h  
au siège du journal.

7, rue de la République, 75007 Paris Cedex 08.  
Tél. MONPAR 660 572 F.  
Télégrammes : 45-23-08-81.  
Renseignements : 74-42-47-88-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 79 F  
Abonnés (avec justificatif) : 69 F  
Communications diverses : 82 F

Insertion minimum 10 lignes (dont  
4 lignes de blancs). Les lignes en  
capitales grasset sont facturées sur  
la base de deux lignes.

Tous les services sont facturés sur  
la base de deux lignes.

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Un service sera célébré à son intention,  
le samedi 4 juin, à 11 heures, en  
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,  
Paris (1<sup>er</sup>).

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il a  
proposés cette semaine :

Soyez les acteurs de notre développement et venez rejoindre un grand de  
la route

### RESPONSABLES DE CENTRE DE PROFIT

Nord RM. VM 50/887 D  
Ouest RM. VM 50/887 E  
Est RM. VM 50/887 F  
Sud Est RM. VM 50/887 G  
Région Parisienne RM. VM 50/887 H



**GROUPE SET**  
Paris-Banque Sud  
**FUTUR DIRECTEUR ADMINISTRATIF  
ET PERSONNEL** RM. VM 22/2612 B

Banque  
**CHEF DU PERSONNEL** RM. VM 37/2690 A  
80 km de Paris

Programme technologies avancées export US  
**RESPONSABLE  
GESTION DES CONTRATS** RM. VM 32/1385 BE



Des carrières européennes chez un leader mondial de l'informatique  
**JEUNES INGENIEURS** RM. VM 40/649

Grenoble  
**INGENIEUR** RM. VM 18/649 S  
Installations nouvelles et aménagements bâtiments

Ordinateurs personnels.  
Des nouveaux talents pour notre marketing Européen  
**JEUNES PROFESSIONNELS  
DE L'INFORMATIQUE** RM. VM 19/649 T

Grenoble  
**INGENIEUR** RM. VM 18/649 R  
Environnement et sécurité

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de  
nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie

**GROUPE EGOR**  
8, rue de Béri - 75008 PARIS

**EGOR**  
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BERGHEIM DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASL CANADA

## ASSOCIATIONS

### REPRODUCTION INTERDITE

#### Appel

**L'ÉCOLE ET LA VILLE**  
16, rue Danielle-Casanova  
Paris 1<sup>er</sup>  
Tél. : 42-61-72-95  
École de type associatif  
pédagogie adaptée aux pro-  
blèmes de chaque élève -  
cours à petits effectifs de la  
4<sup>e</sup> à la terminale - objectif :  
conquérir efficacité et  
autonomie.

#### GUILDE DE VIVRE

Réunion principalement  
des personnes seules.  
Sans but lucratif.  
Tél. : 47-80-02-08.

#### Conférence

**LIERRE et COUDRIER**  
7 rue 20 h - 38, rue de Turenne, 3<sup>e</sup>  
Secteur Libre Code 800  
« Amour/Conscience ou  
l'insupportabilité d'aimer »  
V. Rousseau - 42-59-20-81.

Rose Croix d'or :  
« Le Grand et la Rose »  
Au Club des Initiés des Arts et  
Métiers, 8 rue de l'Assommoir, Paris 19<sup>e</sup>,  
à 20 h 30, le samedi 7 juin 1988.

#### Sessions et stages

**COURS D'ARABE MODERNE**  
Cours intensifs et gratuits.  
Juin, juillet, août, septembre.  
AFAC - 43-82-82-82.

**LIERRE et COUDRIER**  
Cela se nomme l'Amour. Prêt  
à l'appel, transfert / contre-  
transfert. Les 25-26 juin à Paris.  
Théâtre de la Ville.  
V. Rousseau 42-59-20-81.

**ATELIERS POUR  
ADULTES PARIS-IV**  
UNE FOIS PAR MOIS  
Tél. : 30-59-99-51.

**« LES CHEMINS »  
Institut LESCHI**  
Cours privés secondaires de la  
6<sup>e</sup> aux terminales ABCDG.  
Cours à effectifs limités.  
Un contrat de formation par  
niveau tenant compte de la  
personnalité de chaque  
élève. Une pédagogie de la  
responsabilité.  
Renseignements, inscriptions :  
16, rue Maréchal  
Tél. : 42-83-10-80  
ou 47-43-11-04 (répondeur).

**13006 MARSEILLE**  
Tél. : 81-48-10-04.

Pris de la ligne 44 F TTC (25 lignes, lettres ou espaces).  
A joindre une photocopie de déclaration au J.O.  
Chèque libéré à l'ordre du Monde Publi-  
cité, adressé au plus tard  
le mercredi avant 11 h, pour parvenir au vendredi 4 juin 1988 au  
Monde Publi-  
cité, 8, rue de Montesson, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre  
Agenda, dans les pages annonces classées.

## L'AGENDA

### Vacances - Tourisme - Loisirs

Vacances campagne  
enfants 6 à 10 ans.  
Paris, M. GIRAULT,  
20, rue Saint-Norbert,  
14000 CAEN.

Randonnée. Sender de l'évo-  
lution, sept. : V. Rousseau 8.  
Val des Merveilles, 7, rue de  
Montesson, 1, rue de la République,  
Rennes. 78-02-17-82.

Belle-Ile-en-Mer. Louis Jul-  
liant, sept., au mois, villa avec  
jardin privé, piscine, séj., soli-  
dité, détente, w.c., etc. - 06-3-  
Rens. : 78-08-78-70

Ville Carrière-Les  
4 poss., 12 km mer, prix :  
8 000 F. sol., 8 500 F. août.  
8 000 F. sept., pas d'arrosage  
surtout. T. (116) 77-79-23-88.  
Nina Dubouche

## INFORMATIS

TECHNIQUE DE POINTE  
**INGENIEUR HARD**  
3 ans expérience de la concep-  
tion de matériels électroniques  
à base de micros pour  
participer à projet international  
de cartes à mémoire.

**SPECIALISTE UNIX**  
7 ans expérience système.  
Salaire 240 000 F/mois.

**INGENIEUR LANGAGE**  
généraliste, conception de  
COMPILEURS.

**INGENIEUR SYSTEME**  
PROJETS MILITAIRES.  
APOLLO 68000 LITZ UNIC.

**INGENIEUR RESEAU**  
TRANSPAC X25 SNA DBA.  
NORRIS X 400.

**INGENIEUR PROCESS**  
processus industriels.  
28, rue Daubenton (8<sup>e</sup>).  
Tél. : 43-37-99-22.

Groupe autonome travaux  
R.P. recherche  
**ASSISTANTS  
CHIEFS COMPTABLES**  
ayant bonnes connais-  
sances, gestion et informati-  
que, postes évolutifs.  
Env. cv. et prêt. réf. JM à  
SOUP, 80, rue du Faubourg-  
Voult, 75012 Paris.

**automobiles**

**ventes**

**de 8 à 11 C.V.**

A VENDRE  
Superbe Alfa Romeo GTV 2L  
série 3, gris métal, année  
1984, 1<sup>er</sup> main, tous options  
Tél. : 47-70-85-33  
ou 42-09-28-78, ap. 19 h.

**achats**

**RECHERCHONS**  
VÉHICULES RÉCENTS  
PEULIQUES.  
T. (1) 48-28-98-45.

## L'IMMOBILIER

### appartements ventes

**5<sup>e</sup> arrdt**  
**CEUR 5<sup>e</sup>**  
Petit DUPLEX de CHARMÉ,  
living, 3 chambres,  
2 100 000 F, 47-05-31-13.

**VIVRE DANS UN  
VILLAGE A PARIS**  
4 pièces associatives, cft.  
sécurité, 2 entrées, possi-  
bilité professionnelle, résea-  
ux ORP, CBI 43-36-17-36.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**M<sup>me</sup> ODEON**  
Immeuble rénové, calme,  
2 p., entrée, cuit., bns, w-c,  
10, rue Christine  
Sam., dim., 18 h-18 h.

**14<sup>e</sup> arrdt**  
PR. ALÉSIA 6 p., 180 m<sup>2</sup>,  
3 200 000 F, grand charme,  
sol et cave, 17, RUE DU  
COMMANDEUR, samedi,  
14 à 17 h ou 46-44-98-07.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
4, rue DESMOULIÈRES, sam.  
(10-13 h), 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> ét.  
+ MEZZANINE + 2 ch.,  
98 m<sup>2</sup>, gd charme et calme,  
2 200 000 F, 46-44-98-07.

**M<sup>me</sup> CONVENTION**  
Bon imm., 11 et 4<sup>e</sup> sur rue,  
salon, 2 gds chbres, entrées,  
grande cuisine, bns, w-c,  
35, rue de Dombasle  
sam., dim., 14 h-17 h.

**M<sup>me</sup> COMMERCE**  
Bon imm., rénové, 4<sup>e</sup>, asc.,  
salon, 2 chbres, entrées,  
cuisine, bns, w-c, sol.,  
chauffage central,  
2, rue Malher  
(angle 87, de la rue Croix-Nivard  
sam., dim., 15 h-18 h.

**ALLERAY** à acheter standing,  
étage élevé, 4 p., tout  
confort, 2 bns, 78 m<sup>2</sup>,  
sol., perron, 1 570 000,  
43-36-18-36.

**URGENT** rech. pour person-  
nalité apt. av. terr., jdn ou  
maison de caract. 16<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>,  
Neuilly, Boulogne, CROIS-  
TINE immo 30-24-65-00.

### locations

**non meublées**  
**offres**

**Paris**  
GOBELINS  
de imm. et jnses occupé  
STUDIOS 24/26 m<sup>2</sup>  
3 700 F, parking compris +  
2 p., 65 m<sup>2</sup>, 6 700 F à  
7 500 F, parking compris +  
ch., 3 p., 84 m<sup>2</sup>, 8 700 F à  
9 500 F parking compris +  
ch., poss. box supplémen-  
taire. POG : 45-87-71-00.

**PARIS-16<sup>e</sup>**  
rue de la Faisanderie  
appt de standing 3 p.,  
80 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> ét., 11 940 F cc.  
Visites et renseignements  
sur R-VS au 40-72-82-14.

**Région parisienne**  
M<sup>me</sup> CHARENTON-ÉCOLES  
dans résidence de standing  
studios 31 m<sup>2</sup> avec parking  
et cave 2 920 F + 180 F  
charges : studio 33 avec  
parking et cave 3 120 F +  
250 F charges. Libre de  
suite. POG : 45-87-71-00.

**locations**  
**non meublées**  
**demandes**

**Paris**  
Cause mutation cadre supé-  
rieur et nationale rech. apt  
5/6 p., 100 à 120 m<sup>2</sup> et ch  
à partir de juillet 88  
dans Paris Ouest ou S.-O.  
ou très proche banlieue,  
42-24-28-82 heures bur.

**INTERNATIONAL SERVICE**  
rech. pr BANQUES, STES  
MULTINAT. et DIPLO-  
MATES GDS APPTS de  
suj. 5, 6, 7 p. 42-80-20-42.

**viagers**

**LIBRE**  
M<sup>me</</sup>



# Economie

## SOMMAIRE

■ Alors que les compagnies européennes se restructurent, EDF, entreprise nationale, cherche de plus en plus son autonomie et sa liberté d'action (lire en première page).

■ M. Takeshita à Paris. A l'ordre du jour des conversations, le dossier du marché de la construction au Japon, sur lequel les entreprises fran-

çaises occupent une place insuffisante (lire ci-dessous).

■ Mauvais résultat du commerce extérieur français en avril : le déficit s'est élevé à 2,1 milliards de francs (lire page ci-contre).

■ La Banque d'Angleterre a relevé, jeudi 2 juin, son taux d'intervention d'un demi-point.

Les grandes banques anglaises ont porté leur taux de base à 8 %. Ces mesures n'ont pas empêché un accès de faiblesse de la livre (lire page 32).

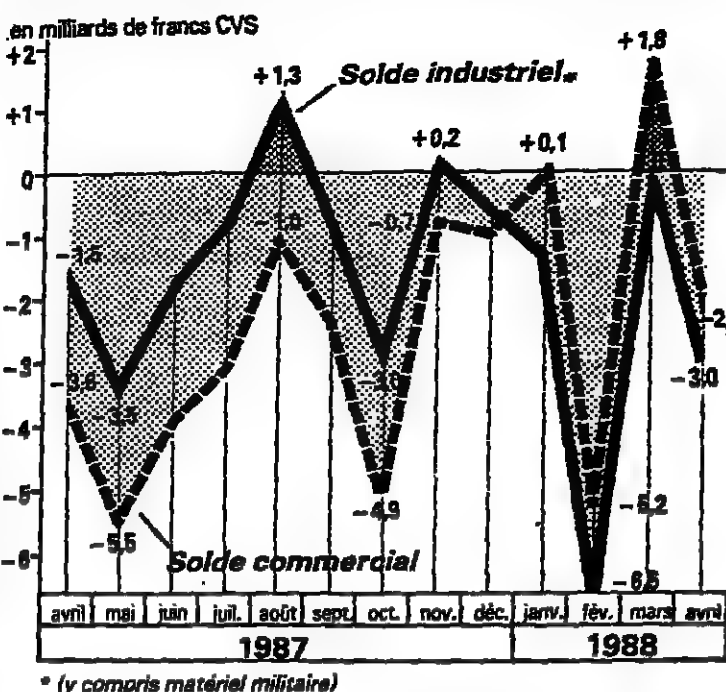
■ 1987 a été une mauvaise année pour les professions de santé les recettes moyennes ont baissé, sauf pour deux tiers des médecins spécialistes (lire page 37).

## Le commerce extérieur de la France de nouveau déficitaire en avril

Le commerce extérieur de la France a de nouveau été déficitaire en avril : de 1,2 milliard de francs en données brutes, de 2,1 milliards en données corrigées des variations saisonnières. C'est le deuxième mauvais résultat depuis le début de l'année, janvier ayant été à peu près équilibré en mars excédentaire.

Pour les quatre premiers mois de 1988, le déficit du commerce extérieur s'élève à 6,4 milliards de francs, soit un

excédent de 3 milliards de francs après un équilibre en mars. Quant au déficit structurel de la balance « énergie », il s'accroît sensiblement, atteignant 5,5 milliards de francs, après 4,3 milliards en mars. M. Bérégovoy, interrogé sur Europe 1 (le « Club de la presse »), a qualifié de « mauvais » les résultats globaux d'avril. Mais le ministre a répété qu'il n'était pas question de recourir à une dévaluation du franc pour donner un



(y compris matériel militaire)

« trou » mensuel moyen de 1,6 milliard de francs. Le chiffre n'est pas en soi catastrophique puisqu'il correspond à un déficit annuel d'une vingtaine de milliards de francs. Il n'en est pas moins alarmant dans la mesure où il confirme la persistance d'un déséquilibre qui a atteint 31,4 milliards de francs en 1987, dans la mesure aussi où il provient depuis de longs mois du commerce des produits manufacturés, qui — pour un pays industrialisé — ne devrait constituer un point fort des échanges avec l'étranger.

En avril, les exportations — après corrections des variations saisonnières — ont atteint 79 milliards de francs, en baisse de 4 % par rapport à mars. Les importations, quant à elles, se sont élevées à 81,1 milliards de francs, en hausse de 0,8 % par rapport à mars. L'élément marquant des résultats d'avril est — une fois encore — le fait que l'excédent agro-alimentaire (3,6 milliards de francs après 3,2 milliards de francs en mars) ne peut compenser le déficit du commerce des pro-

duits manufacturés (3 milliards de francs après un équilibre en mars).

Quant au déficit structurel de la balance « énergie », il s'accroît sensiblement, atteignant 5,5 milliards de francs, après 4,3 milliards en mars. M. Bérégovoy, interrogé sur Europe 1 (le « Club de la presse »), a qualifié de « mauvais » les résultats globaux d'avril. Mais le ministre a répété qu'il n'était pas question de recourir à une dévaluation du franc pour donner un

avantage aux produits français sur les marchés extérieurs.

« Quand je regarde les cotés salaires, l'amortissement du capital, a affirmé M. Bérégovoy, je constate que nos entreprises sont devenues compétitives en ce qui concerne les prix. Elles ne le sont pas encore globalement, parce qu'elles ont eu tendance au cours de ces deux dernières années à élargir leur marge. Or il faut que les entreprises comprennent que plus elles vendront, plus elles feront de bénéfices, à poursuivre le ministre. Si elles ne comptent que sur leur marge, elles perdront des parts de marché. C'est avec un franc solide que l'on donne à notre économie les meilleures chances de son développement. Il faut que les entreprises sachent qu'il n'y aura pas de manipulation monétaire ».

Quant au gouvernement, a conclu M. Mauroy, il doit créer « un environnement favorable aux entreprises » en encourageant l'investissement, la recherche et la formation.

Un dossier abordé par M. Takeshita lors de sa visite à Paris

## L'accord nippo-américain n'exclut pas les Européens du marché japonais de la construction

Le dossier du marché de la construction au Japon, l'un des « créneaux » dans lequel les Français peuvent espérer se faire une place sera abordé lors des entretiens qu'aura à Paris, les 5 et 6 juin, le premier ministre japonais, M. Takeshita. Ce marché s'entend et le premier ministre cherchera à rassurer ses interlocuteurs sur un point : l'accord intervenu début avril entre Américains et Japonais sur l'accès des firmes étrangères au marché nippon de la construction n'est en rien discriminatoire mais constitue une occasion pour les Européens sont appelés, eux aussi, à profiter.

TOKYO de notre correspondant

Complexes en raison des pratiques qui y ont cours et difficile à pénétrer (le Monde du 15 mars), le marché de la construction au Japon n'en est moins l'un des plus importants du monde par sa taille (20 % du PIB) et les grands projets en cours de réalisation (pont-tunnel de la baie de Tokyo, aéroports, développements urbains). Il y a de places à prendre. Sans faire preuve de l'activisme tous azimutés, et non exempt de visées politiques, des Américains, qui leur vaut d'ailleurs de sérieuses inimitiés, quelques très rares entreprises françaises font une entrée, encore discrète, sur ce marché grâce à des actions techniques et commerciales.

Le récent accord intervenu entre Tomishima, la septième grande entreprise de construction japonaise, et Dumez pour l'aménagement touristique des bords de mer est un exemple de coopération réelle : les Français apportent dans cette joint-venture un capital de 10 millions de francs une expérience et un savoir-faire, leur partenaire offre financement et connaissance du marché.

L'une des particularités de la construction au Japon tient à son retard du point de vue technologique et l'ingénierie étrangère, même en matière antisismique, est prise. Les grands constructeurs japonais

ont pour la plupart des filiales en France. Dernièrement, ce fut le cas de Shimizu Corp., qui vient d'obtenir une licence de construction. L'une de leurs grandes activités consiste en un travail d'information sur les innovations technologiques intervenues dans la profession.

### Le « forcing » d'Aéroports de Paris

La perée faite récemment par Aéroports de Paris (le Monde du 26 mars), dont la proposition a été retenue par Kansai International Airport Co., responsable de la construction du nouvel aéroport international d'Osaka, témoigne de la demande japonaise en matière de conception et de technologie. Il reste à savoir jusqu'à quel point les Japonais ne cherchent pas à s'approprier de nouvelles idées pour ensuite laisser de côté celui qui les a introduites. De ce point de vue, la manière dont sera réalisé le projet français et les éventuelles retombées de ce succès initial sous forme de contrats complémentaires seront révélatrices de l'attitude — et des arrière-pensées — des Japonais.

Sur le plan financier, l'opération d'Aéroports de Paris est pour l'instant modeste (40 millions de yens). Mais elle n'est pas symptomatique d'une ouverture de la part des Japonais. Le « forcing » d'Aéroports de Paris, contacté en tant que consultant par les Japonais pour donner son avis sur trois esquisses d'aéroport et qui en a proposé une quatrième, s'est révélé payant. Par la suite, la société des Aéroports de Paris a exigé, et obtenu, d'être associée à la réalisation du projet. Début juin, elle ouvrira un bureau de représentation à Tokyo et fera notamment partie d'un consortium de constructeurs associés au bureau d'architecte chargé d'habiller et de réaliser le projet. Une position qui pourrait être favorable pour suggérer par exemple le recours à certains fabricants d'équipements français.

Un concours d'architectes a été organisé par Kansai Aéroport. Quarante-huit projets ont été présentés et, le 6 juin, seront désignés les quinze architectes retenus pour

concourir. Huit Européens sont en lice, dont deux Français. Le lauréat sera désigné en décembre et établira le plan définitif avec l'équipe dirigée par M. Paul Andreu, vice-président d'Aéroports de Paris. Certains voient dans ce concours une manœuvre des Japonais pour récupérer en sous-main toute l'opération : on peut se demander en effet pourquoi un autre architecte devrait réaliser un projet déjà conçu par des architectes. Soumis à la pression étrangère pour ouvrir le marché de la construction, les Japonais pourraient s'arranger pour compenser le succès français en choisissant un architecte américain épaulé par un cabinet nippon.

### Faible transparence

L'ouverture lente du marché de la construction japonais ne signifie pas que les Japonais comptent en modifier fondamentalement le fonctionnement. Non seulement, il semblerait satisfait de son organisation, même si certaines pratiques sont contestables (ententes préalables aux appels d'offre, prélèvements politiques, intervention du crime organisé dans la fourniture de la main-d'œuvre), mais, ils ont, en outre deux sujets de préoccupation qui les incitent à ne pas modifier rapidement la situation d'arrivée d'une ingénierie puissante et indépendante qu'ils ne souhaitent pas affronter tant qu'ils ne seront pas parvenus à la maîtriser. Il s'agit d'une tactique classique des Japonais consistant à fermer un marché aussi longtemps qu'ils ne s'y sentent pas assez forts. Autre élément d'incertitude, la libéralisation de la législation du travail permettant

l'entrée de la main-d'œuvre étrangère, chinoise ou coréenne.

Cette non-transparence ne constitue pas un obstacle insurmontable. Le marché japonais de la construction présente des « créneaux » pour les étrangers qu'il faut savoir saisir. C'est le cas des deux sociétés, SEC et Entreprise, dirigées par un architecte français, M. Richard Bliat, le seul Européen à détenir une licence de constructeur général au Japon. Ce qui lui permet éventuellement de participer à des appels d'offre, seul ou associé à une autre entreprise française, et de construire soit dans le domaine privé, soit dans celui du génie civil.

Plusieurs des grands projets en cours relèvent de domaines où la compétence française est reconnue, outre les aéroports, les constructions en mer ou les installations portuaires. Mais l'obtention d'une licence de construction et une implantation sur place sont nécessaires. Tant que les constructeurs ou les fournisseurs de grands matériels et d'ingénierie française n'auront pas eu le courage de s'implanter au Japon, ils resteront au seuil d'un marché en pleine expansion et dont l'évolution en cours conduit à une inévitable redistribution des cartes.

Marché difficile certes parce que compétitif. Mais précisément pour cette raison, ce n'est pas un marché hasardeux : il y a des places à prendre pour ceux qui ont des projets originaux. L'arrivée sur le marché japonais d'Aéroports de Paris tend à démontrer que la question de l'ouverture ou non est peut-être mal posée : c'est bel et bien de la stratégie générale des entreprises concernées que dépend la pénétration ou non de ce marché.

PHILIPPE PONS.

## EDF, le virage du tout-commercial

(Suite de la première page.)

Pourquoi ces bouleversements ? Premier retournement, celui de la consommation : la croissance de la demande, qui se situait jusqu'à la fin des années 70 entre 3 % et 10 % l'an, a beaucoup ralenti et tourne autour de 3 %, sauf dans quelques pays du sud comme la Grèce. Une tendance aggravée par le contre-choc pétrolier et la chute du dollar, qui ont accru la compétitivité des énergies concurrentes : charbon, gaz, et même fioul dans certains cas (comme l'Italie).

### Des consommateurs dispersés

A ce changement de rythme correspond, plus profondément, une mutation de la demande. « Énergie par excellence de la troisième révolution industrielle », l'électricité rencontre des consommateurs de plus en plus dispersés, de plus en plus exigeants. Aux grandes industries captives de jadis (sidérurgie, aluminium, chimie, etc.) ont succédé des milliers de petites entreprises plus difficiles à satisfaire. L'informatique, la télématique, la bureautique, etc., ne supportent pas la coupure, et elles se répandent progressivement jusqu'au fin fond des campagnes.

Enfin tandis que l'ouverture européenne accorde une déréglementation forcée et abaisse les protections nationales, la contestation du nucléaire, et écologique en général, censure les écarts entre les contraintes politiques d'ampleur et de nature différentes. Tchernobyl n'a pas tué le nucléaire mais a sonné le glas pour un moment de son développement. A Sorrento, la plupart des électriciens, derrière les Français, affirmaient certes leur confiance en une reprise à terme du nucléaire, mais lui ne se risquaient à en prévoir l'échéance, ce d'autant moins que la compétitivité économique de cette source d'énergie s'est notablement effritée depuis quelques années, en raison des contraintes imposées aux exploitants par l'opinion et par les pouvoirs publics.

Ces changements de fond ont trois conséquences : ils imposent aux compagnies des obligations de compétitivité accrues, les contraignent à remettre en cause tous leurs programmes d'investissement et les poussent à mettre l'accent sur la vente, le service au client, à donner

la priorité au commercial par rapport à la production. Si les solutions diffèrent d'un pays à l'autre toutes visent à répondre à ces trois objectifs.

### Une mue délicate

Pour EDF, la mue à accomplir est particulièrement délicate. Pendant les années de croissance à tout va l'établissement a trop investi, trop embauché, trop emprunté. Encoché de surcapacités — la direction reconnaît une « avance » de cinq tranches nucléaires par rapport à l'idéal, — gêné par un endettement colossal (230 milliards de francs) qui tous deux pèsent sur ses coûts — les équipements pour 2 % des tarifs et les intérêts financiers pour un cinquième du prix de revient, — il est aussi handicapé par un surcoût estimé à environ dix mille personnes, soit environ 10 %, curieusement nommé « chômage interne » dans la maison.

Il lui faut donc tout à la fois réorienter ses investissements, reconstruire une bonne partie de son personnel, et préserver à tout prix l'équilibre de ses comptes pour réduire d'endettement. Cela, tout en continuant d'augmenter ses ventes, ce qui lui interdit un dérapage des tarifs. « Je vous fixe trois objectifs : vendre, vendre et vendre », a déclaré récemment le président d'EDF, M. Pierre Delaport, au cours d'une réunion de directeurs qui a fait grand bruit dans la maison.

Certes, des atouts existent. EDF est, grâce à ses exploits techniques passés, mieux placé que la plupart de ses concurrents européens pour produire de l'électricité bon marché grâce à son parc de centrales à 70 % nucléaires et à 25 % hydrauliques, alors que les Allemands ou les Britanniques dépendent encore largement du charbon national — onéreux et que les Italiens, brûlent du fioul et du gaz. Des progrès sont encore possibles dans le nucléaire, notamment sur le poste combustible (selon M. Delaport, des économies de 8 % sont envisageables. De même l'informatisation progressive de l'administration devrait permettre à l'établissement de réduire ses effectifs en passant sur les départs naturels (4 000 personnes par an).

A condition qu'on lui en laisse la possibilité. Car le principal handi-

cap de la compagnie reste son statut d'entreprise publique et de pleuro social. Plus proche de l'armée par la taille, la gestion et les coutumes internes que d'une entreprise « normale », EDF ne dispose quasiment d'aucune liberté de manœuvre. Il est écartelé entre les pouvoirs publics et les syndicats. Ses tarifs sont fixés par la ministre des finances — indice du prix obligé — après arbitrage avec le Trésor, responsable de l'endettement, et l'industrie, représentant les intérêts de ses grands clients. Les salaires, et, plus généralement la politique sociale, relèvent eux aussi de la politique nationale, tandis que le statut de l'électricien lui interdit tout licenciement. Même les investissements et les participations relèvent d'enjeux extérieurs à l'établissement. Au fil des ans, EDF, plus qu'une entreprise, est ainsi devenu un instrument de politique conjoncturelle. « Nous sommes totalement atypiques », reconnaît Jean Bergougnoux.

### Les tarifs et les contrôles

Dans ces conditions on ne doit pas s'étonner que l'objectif principal de la nouvelle direction, mise en place il y a un an, consiste en priorité à retrouver un minimum d'autonomie et de liberté. Une revendication qui s'exprime dans l'immédiat à l'occasion de la renégociation du contrat de plan, signé en 1984 et qui vient à échéance à la fin de l'année. « Je veux acheter de la liberté en prenant des engagements de résultats : baisse des tarifs, équilibre des comptes, réduction de l'endettement à partir des années 90 », explique M. Delaport.

Liberté sur les tarifs d'abord, principale pomme de discorde avec les pouvoirs publics. EDF, qui a grâce aux « bonnes surprises » des trois dernières années — baisse du dollar et du charbon — put baisser ses prix de 1983 à 1987 de 11 % en francs constants (c'est-à-dire compte tenu de l'inflation) sans déséquilibrer ses comptes, sait que l'avenir sera moins facile. « C'est une évolution très importante qu'on ne peut maintenir indéfiniment », explique M. Bergougnoux. La direction redoute un maintien du blocage des prix qui ferait retomber l'établissement dans l'ornière des déficits à répétition, ruinant son image et

repassant aux calendes grecques le désendettement.

Un rêve : la suppression de tous les contrôles a priori et la fixation des tarifs par le conseil d'administration. Regroupant des représentants de l'Etat, du personnel et des consommateurs, le conseil est, en théorie, l'organe de décision idéal. « Nous avons dans ce conseil des représentants des différents intérêts de la nation, il devrait pouvoir se prononcer sur les tarifs. Dans cette affaire, les pouvoirs publics ont un peu trop le premier et le dernier mot », dit le directeur général.

L'espace de liberté réclamé par l'établissement ne se limite pas aux prix. La politique salariale, sans se faire trop d'illusions, — la politique financière, la gestion de ses participations sont autant de domaines où EDF souhaite obtenir le champ libre. Après avoir fortement ralenti ses programmes d'équipement — les grands projets hydrauliques sont totalement arrêtés, le rythme de commandes nouvelles réduit à une centrale tous les trois ans, — l'établissement souhaite, afin d'améliorer la qualité de ses services et réduire de 40 % d'ici à 1995 les temps de coupure, réorienter ses investissements vers la distribution.

Pour utiliser et remobiliser son personnel — et pourquoi pas privatiser par la bande — il veut aussi se diversifier : les réseaux câblés, la domotique, l'ingénierie, etc., autant de domaines où EDF, sans pour autant empiéter sur les domaines du secteur privé — interdit — peut espérer utiliser ses compétences.

Cette « révolution » de palais inquiète autant les pouvoirs publics que les syndicats. Elle est pourtant indispensable, sous peine de mort à terme. « Si on ne change pas en crever », assure un cadre supérieur. « Il faut renationaliser EDF pour le mettre vraiment au service de la nation, non plus à celui des seuls pouvoirs publics », plaissent Jean Bergougnoux. Renationaliser ou désnationaliser ? C'est la même chose. « Pas de doute, à sa manière lourde et un peu solennelle, EDF participe bien au vaste mouvement de restructuration engagé partout en Europe ».

VÉRONIQUE MAURY.

## Hausse de 18,5 % des exportations françaises

TOKYO de notre correspondant

Le déficit de nos échanges avec le Japon, tout en restant élevé (22,8 milliards de francs), ne doit pas masquer une progression des ventes françaises. Alors qu'en 1986 celles-ci avaient stagné, l'année dernière, elles ont augmenté de 18,5 %, soit à un rythme supérieur à celui de nos achats (+11,3 %).

De 14,8 milliards de francs en 1981, les importations françaises en provenance du Japon sont passées à 36 milliards en 1987. La grande majorité de celles-ci (90 %) étant des produits industriels déborder : plus de la moitié concernent l'électronique professionnelle, l'électronique grand public et les automobiles ou motocyclettes.

Au cours de la même année, les exportations françaises au Japon ont progressé, profitant notamment du recul des Etats-Unis sur le

marché nippon. Mais la tendance traditionnelle n'a fait que se renforcer : la part des biens de consommation continue à progresser (48 % du total de nos ventes), alors que celle des produits industriels stagne.

Après les produits de consommation (logiciels d'art + 102 %, bijoux + 22,3 %, habillement + 26,5 %), ce sont les ventes de produits agro-alimentaires, 20 % au total, et en particulier le vin (+ 51 %), et des semi-produits dans le domaine chimique notamment qui sont en progression. Les ventes de voitures ont sans doute doublé, mais elles restent à un niveau modeste : quatre mille véhicules. En matière aéronautique, le Japon est cependant devenu, en 1987, le premier marché d'Aéroports pour les hélicoptères tandis que les ventes de produits nucléaires ont doublé.

Ph. P.

## EN BREF

● Continental et Eastern Airlines sont sèches, mais... — Au terme d'une enquête motivée par de nombreuses plaintes du personnel et des clients, le ministère américain des transports a conclu, le 2 juin, que les deux compagnies aériennes Continental et Eastern Airlines, filiales de Texas Air, premier transporteur aérien mondial, ne connaissent pas de problèmes de sécurité. Après avoir vérifié les six cent cinquante avions du groupe, les enquêteurs ont déclaré que leur exploitation était effectuée dans de bonnes conditions. Le déficit de 488 millions de dollars enregistré par Texas Air en 1987 ne mettrait pas l'entreprise en péril. Toutefois, le conflit per-

manent entre les syndicats et la direction d'Eastern risque, à terme, de nuire à la sécurité de cette compagnie, conclut le rapport.

● Rectificatif. — C'est par erreur que nous avons écrit dans le Monde du 11 mai que les pertes des sidérurgistes japonais s'élevaient en 1988 à 50 milliards de yens. Il s'agissait de 468 milliards. Cette année, les bénéfices bruts cumulés des cinq « grands » (Kawasaki Steel Corp., Sumitomo Metal, Nippon Kokan, Kobe Steel Ltd. et Nippon Steel) se chiffrent à 35 milliards de yens pour la production d'acier, auxquels il faut ajouter 80 milliards obtenus grâce à la réalisation de certains avoirs.



# Économie

## REPÈRES

### Banque de Chine Première cotation Moody's : « A 3 »

Moody's, un des principaux cabinets américains d'expertise financière, a annoncé avoir noté, pour la première fois, quelque 3,6 milliards de dollars d'emprunts de la Banque de Chine et de la China International Trust and Investment Corporation (CITIC). Les experts new-yorkais ont attribué un « A 3 » à ces deux institutions d'Etat, septième degré sur une échelle de 19. Pour les 2,2 milliards de dollars d'emprunts obligataires de la Banque de Chine, la notation a tenu compte du « rôle de premier plan » joué par la Banque dans les transactions de la Chine avec l'étranger.

### Commerce extérieur

#### Contraction de l'excédent japonais en avril

L'excédent commercial du Japon a reculé en avril à 8,48 milliards de dollars, contre 8,88 milliards un an auparavant, soit une baisse de 4,9 %, et contre 9,24 milliards de dollars en mars (- 8,2 %), a annoncé, vendredi 3 juin, le ministère des finances à Tokyo. Les exportations ont progressé de 14,1 % par rapport à avril 1987, à 21,94 milliards de dollars, alors que les importations ont grimpé de 30 % à 13,45 milliards de dollars, a ajouté le ministère. — (AFP.)

### Croissance zéro

#### Plaidoyer soviétique

M. Nikolai Chmelev, un des économistes soviétiques les plus réputés, a plaidé le jeudi 2 juin en faveur d'une « croissance zéro » en URSS et même pour une diminution de la production dans certains secteurs en raison de l'abondance de produits de mauvaise qualité. Lors d'une conférence de presse, M. Chmelev a déclaré que le pays n'a besoin d'une forte croissance que dans les secteurs de haute technologie.

Par contre, il voudrait réduire certaines productions comme celles des chaussures qui s'entassent dans des dépôts, les Soviétiques n'achetant pour l'essentiel que les

100 millions de paires importées et non les 800 millions de mauvaises paires produites nationalement.

### Épargne

#### Pas de baisse des taux sur le livret A

« Je démens formellement qu'il soit question de baisser les taux du livret A » (actuellement de 4,5 %), a déclaré, jeudi 2 juin, M. Pierre Bérégovoy lors de son point avec la presse et en réponse à une question écrite du sénateur républicain indépendant M. Roland de Lur.

Interrogé sur le débat en cours sur la « banalisation » du livret d'épargne, qui oppose les banques et les caisses d'épargne, le ministre de l'économie a estimé qu'il n'y avait pas d'urgence en ce domaine. « C'est une idée qui est dans les cartons dont j'ai hérité », a-t-il commenté, mais je ne retiens pas tout ce qui était les tuyaux », précisant néanmoins : « J'y reviendrai en temps opportun. »

### Production industrielle

#### Progression moins rapide

La production industrielle devrait augmenter moins rapidement au cours des prochains mois, selon l'enquête mensuelle faite auprès des chefs d'entreprise par l'INSEE. Les augmentations de prix devraient être plus fortes qu'auparavant pour l'ensemble des produits industriels.

Au cours du mois de mai, la production a continué d'augmenter à un rythme soutenu, la demande étrangère restant stable à un haut niveau. Toutes les branches de l'industrie ont progressé malgré un léger fléchissement de la demande globale.

### Législation

#### Mesures de libéralisation en Yougoslavie

Pour tenter de sortir le pays de l'ornière économique et financier, le gouvernement yougoslave, peu après avoir mis au point un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) assurant 480 millions de dollars de crédits, se lance dans une politique de libéralisme.

L'objectif affiché est d'introduire une économie de marché avec liberté des prix et des salaires, possibilité

pour les entreprises de faire des bénéfices et de lever des fonds sur un marché des actions et des obligations.

Ces changements fondamentaux, dont les grandes lignes ont été publiées dans la presse semi-officielle, exigent des amendements à la Constitution et du système d'autogestion qui a jusqu'ici prévalu. Les parlementaires ont un mois devant eux pour mettre au point de nouveaux textes législatifs.

### Libre-échange

#### Une société soviétique porte plainte contre la CEE

La Cour européenne de justice de Luxembourg a été saisie d'un cas peu banal : un exportateur soviétique de réfrigérateurs Technointorg accuse la CEE de faire obstacle à ses ventes et dénonce les entraves au libre-échange par l'instauration de droits antidumping déloyaux sur les réfrigérateurs importés d'URSS.

Les experts de la CEE répliquent que la notion de prix dans des pays à commerce d'Etat comme l'URSS n'a rien à voir avec la réalité du marché. Mais l'Union soviétique n'entretenant pas de relations officielles avec la CEE, cette plainte est ressentie comme une reconnaissance implicite des institutions de la CEE, et notamment du pouvoir d'arbitrage de la Cour de justice.

### Tarifs publics

#### Hausses en août

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a confirmé, le 2 juin, les prochaines augmentations des tarifs de la RATP, de la SNCF, des postes, de l'électricité et du gaz. M. Bérégovoy a fixé au 1<sup>er</sup> août la hausse des tarifs des transports en commun de la région parisienne escomptée le 1<sup>er</sup> juin, puis le 1<sup>er</sup> juillet, par la RATP et la SNCF. Le ministre n'a pas précisé l'importance de l'augmentation, qui pourrait être de 5,5 %, comme le demandait la RATP et la SNCF. La carte orange devrait augmenter de 5,4 % et le billet de 5 %. Le ministre a indiqué qu'une décision sur le prix du gaz et de l'électricité était « au point d'être prise ». EDF et GDF avaient réclamé au début de l'année une hausse de 2,5 % de leurs tarifs en 1988, mais le gouvernement Chirac avait reporté la décision à l'été.

# Justifiez votre augmentation.



- L'outil de référence des entreprises dans tous les secteurs.
- L'étude la plus complète pour calculer votre salaire au franc près. 80 postes étudiés à la loupe.
- Les fonctions et les secteurs d'avenir.
- Les augmentations 87 et 88.

## L'EXPANSION. POUR ACTION.

EN VENTE ACTUELLEMENT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

POUR QUE  
MAMIE  
VOIE  
DU PAYS,  
  
LA LIGNE A  
DU RER  
RELIE PARIS  
A CERGY.

Le 29 mai, pour que Mamie voie du pays, pour que vous et moi ayons la vie plus facile, la ligne A du RER relie Paris à Cergy.

Concrètement, les gares de Cergy-St-Christophe, Cergy-Préfecture, Conflans-Fin-d'Oise, Achères-Ville et Sartrouville seront reliées directement à La Défense et à cinq pôles importants dans Paris : Etoile, Auber, Châtelet-Les Halles, Gare de Lyon et Nation. Seulement 25 minutes de trajet entre Cergy et La Défense, 35 minutes entre Cergy et Châtelet : oui c'est possible grâce aux trains bleu, blanc, rouge du RER et ceci toutes les dix minutes aux heures de pointe.



Le réseau qui va vraiment dans votre sens.

RATP

SNCF



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## BANQUE LOUIS-DREYFUS

L'Assemblée générale de la banque Louis-Dreyfus, qui s'est tenue le 24 mai 1988, a approuvé le bilan et le compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1987.

Le total du bilan s'élève à 15,9 milliards de francs, en progression de 17 % par rapport à l'exercice précédent. L'encours de crédits atteint 5,7 milliards de francs (+ 5 %), et le volume des dépôts en francs et en devises 2,5 milliards de francs (+ 8,5 %).

Le bénéfice s'établit à 30 millions de francs contre 30,7 millions de francs en 1986. Il sera intégralement affecté au renforcement des capitaux propres, qui atteignent désormais 400 millions de francs.

L'exercice 1987 a été marqué par des actions tant à moyen terme qu'à court terme. A court terme, la banque a été confrontée à une dégradation de l'environnement dans lequel elle opère : concurrence accrue, érosion des marges, aggravation des risques sur les pays en voie de développement, perturbation des marchés français. Elle a par ailleurs subi, avec l'affaire Channet, une perte de 50 millions de francs environ, qui a été entièrement provisionnée. La réalisation d'une plus-value de 62 millions de francs sur la cession de sa participation dans ACCOR, et celle relative à l'apport du siège social à une société foncière, ont permis de couvrir cette perte exceptionnelle et de porter le taux des provisions sur risques-pays à plus de 40 %.

A la suite de ces opérations, la banque dispose d'une base saine pour atteindre l'objectif de son projet d'entreprise : renforcer de manière significative son efficacité et sa rentabilité globale future.



## COMPAGNIE GÉNÉRALE DE TRAVAUX ET D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES (GROUPE COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX)

L'assemblée se poursuivra

Réuni sous la présidence de M. Guy Richard, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1987, qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 24 juin prochain.

Informations financières (en millions de francs)	GTIE	GTIE consolidé
	1987	1986
Produits d'exploitation	841,4	756,3
Marge brute d'auto-financement	49,9	41,9
Bénéfice net	24,4	21,2
Capitaux propres	139,0	126,2
Distribution par GTIE (hors avoir fiscal)	14,0	11,0
Effectifs	1 328	1 291
	8 047	7 748
	+	3,9

### LES FAITS MARQUANTS DE 1987

• Développement des activités dans le secteur des télécommunications par la création de deux filiales spécialisées, Videocom Engineering et CGSAT (Compagnie Générale de Satellites et Télévisions).

• Renforcement dans les marchés traditionnels par une prise de participation dans Granson SA, premier électricien nigérien, et la création de Diva Electricité, spécialisée dans la plomberie sanitaire.

### LES PERSPECTIVES DE 1988

• Les perspectives d'activités et de résultats sont supérieures aux réalisations de 1987. A fin avril 1988, le montant des commandes enregistrées est en progression de 22 % par rapport à 1987.

• Premier pas vers une présence internationale significative par prise de contrôle de 50 % du capital d'Isolux SA, quatrième installateur espagnol d'électricité.

• Consolidation des positions de leaders en France dans le secteur de la construction des lignes HT par prise de contrôle des sociétés SOULA et EEE ; et de la production de poteaux béton par l'acquisition du groupe LE BETON - MATÉRIA.

**Francie**  
La Sicav France

Comptes de l'exercice clos le 31.03.1988 approuvés par le Conseil d'Administration du 17 mai 1988, présidé par M. Jacques Guennet.

Actif net au 31.03.1988 : F 2.878.165.626

Performance entre le 31.12.1987 et le 16.05.1988 : + 6,68 %

Valeur liquidative au 16.05.1988 : F 331,59

Dividende proposé : F 11,50 + F 2,53 d'avoir fiscal (contre F 10,39 + F 2,12 pour l'exercice précédent)

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



DUMEZ et TOBISHIMA CORPORATION, en application de l'accord de coopération précédemment intervenu à Tokyo, ont fondé le 1<sup>er</sup> juin 1988 à Paris, après accord des autorités administratives compétentes :

— en France, la société dénommée « TRANSOCEAN DEVELOPEMENT Compagnie » - « TDC S.A. » - ayant pour vocation principale la promotion immobilière en Europe, Amérique du Nord et dans la zone des Caraïbes ;

— au Japon, la société dénommée « DUMEZ JAPON S.A. » ayant pour objet essentiel la promotion et la réalisation d'opérations d'aménagement touristique et de loisirs, ainsi que de constructions, dont le groupe DUMEZ a une large expérience.

## Republic National Bank of New York (France)

R.N.B.

Les actionnaires de la Banque, réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 25 mai 1988, sous la présidence de Monsieur Michel ERNST, ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987.

Le total du bilan ressort à 3.773.000.000 de francs. Après amortissements, provisions et impôts, le bénéfice net de l'exercice 1987 atteint 8.471.000 francs, chiffre inférieur aux résultats de l'exercice 1986 en raison d'importants investissements et des efforts de recrutement de personnel liés à la création de nouvelles activités.

Au cours de cette même réunion, le Conseil

d'Administration a ratifié la nomination de Monsieur Gilbert LASEARGUES en qualité d'administrateur de la Société et renouvelé les mandats de Messieurs Michel ERNST, Roger TUNOD, Claude MARIN, André NOËL, Raymond SIGAUDES et Edmond SAFRA. Administrateurs.

Le rapport de gestion est disponible sur simple demande adressée à la RNB 20, Place Vendôme - 75001 PARIS.



Siège Social : 20 Place Vendôme  
75001 PARIS  
Tél. : +33 1 260 38 64.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 8,50 % juin 1971

Les intérêts courus du 28 juin 1987 au 27 juin 1988 seront payables, à partir du 28 juin 1988, à raison de 30,60 F par titre de 400 F, contre détachement du coupon n° 17 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 3,40 F (montant brut : 34 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5,09 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 0,68 F, faisant ressortir un net de 34,83 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 8,90 % juin 1973

Les intérêts courus du 18 juin 1987 au 17 juin 1988 seront payables, à partir du 18 juin 1988, à raison de 79,20 F par titre de 1 000 F, contre détachement du coupon n° 15 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 8,80 F (montant brut : 88 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 13,19 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 1,76 F, faisant ressortir un net de 64,25 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A partir de la même date, les obligations restant en circulation cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 1 000 F (démunies de coupons).

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II - loi du 30 décembre 1981) et sont n° 83-559 du 2 mai 1983, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS JUIN 1984 - 13,70 %

Les intérêts courus du 18 juin 1987 au 17 juin 1988 seront payables, à partir du 18 juin 1988, à raison de 616,50 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 68,50 F (montant brut : 685 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 102,70 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,70 F, faisant ressortir un net de 500,10 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Taux révisable soit 8,99 % pour 1988

Les intérêts courus du 18 juin 1987 au 17 juin 1988 seront payables, à partir du 18 juin 1988, à raison de 404,55 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 44,95 F (montant brut : 449,50 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 67,39 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,98 F, faisant ressortir un net de 328,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations à taux variable février 1988

Les intérêts courus du 17 mars 1988 au 15 juin 1988 seront payables, à partir du 16 juin 1988, à raison de 413,45 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 102,36 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,26 F, faisant ressortir un net de 301,83 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Les intérêts courus du 17 mars 1988 au 15 juin 1988 seront payables, à partir du 16 juin 1988, à raison de 210 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 32,50 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,20 F, faisant ressortir un net de 153,30 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### Le conseil d'administration de Campenon Bernard

vient d'arrêter les comptes de l'exercice 1987.

L'activité globale du groupe a progressé d'environ 10 % sur celle de l'exercice précédent, avec un chiffre d'affaires consolidé de 8,8 milliards de francs environ. Cette évolution est la conséquence du bon développement des activités en France dans les secteurs des travaux routiers et de la promotion immobilière. Le montant du chiffre d'affaires à l'étranger est en nouvelle réduction : il s'établit à 1,5 milliard de francs, contre 1,7 en 1986, et se représente plus que 17 % de l'activité totale du groupe.

Le compte de résultat consolidé du groupe pour l'exercice 1987 fait ressortir une perte de 95 millions de francs. Les résultats très satisfaisants obtenus dans le domaine des travaux routiers, ainsi que ceux de CBC et des opérations de promotion immobilière, ont en effet été très largement obérés par des éléments exceptionnels comptabilisés au cours de l'exercice, notamment des provisions importantes pour risques sur plusieurs chantiers à l'étranger et des

charges de restructuration liées à un nouvel allègement des frais généraux du groupe. Cette structure de résultat laisse prévoir une nette amélioration des comptes de 1988. Les carnets de commandes des sociétés du groupe étaient de vente à un niveau très satisfaisant au début de ce nouvel exercice : le total des commandes était de 7,3 milliards de francs en avril 1988, contre 6,6 milliards de francs un an plus tôt. Le carnet de Campenon Bernard BTP comprend, notamment, la quasi-part de l'entreprise dans les travaux d'infrastructure du troisième ensemble de lancement de Komro confiés par le CNES au groupement dont la société est mandataire.

Le conseil d'administration a examiné le projet de fusion de Campenon Bernard et de la Société générale d'entreprise, qui sera soumis à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires le 30 juin prochain. Cette importante opération placera les sociétés du groupe Campenon Bernard aux côtés de celles du groupe de la SGE dans un ensemble qui sera la taille nécessaire pour affronter les défis européens et la grande compétition internationale.



Société Anonyme  
au Capital de 22 500 000 000 F

Siège social à Port-Gentil  
BP 524 (République Gabonaise)  
R.C. Port-Gentil 126 B

### AVIS AUX ACTIONNAIRES

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon se tiendra à Port-Gentil le jeudi 9 juin 1988, pour statuer sur les comptes de l'exercice 1987 et sur l'affectation du résultat.

Le président et le conseil d'administration d'Elf Gabon invitent les actionnaires qui n'auront pu se rendre au Gabon à l'occasion de l'assemblée générale - notamment ceux résidant en France - et de manière générale toutes personnes intéressées, à une réunion d'information sur l'activité et les résultats de cette société qui aura lieu le :

Jeudi 20 juin à 16 heures (accueil à partir de 15 h 30)

Auditorium de la Tour ELF (niveau -1)

2 place de la Concorde, La Défense 92, Courbevoie

Le conseil d'administration

**Controverse**  
sur la  
**banque**  
et la  
**monnaie**

140 pages - 58 francs

par Jacques RIBOUD

auteur de  
"MÉCANIQUE DES MONNAIES"

L'impuissance à corriger le désordre monétaire n'a point rompu des conceptions structurées sur la monnaie sa création sa circulation sa 90 % par les banques son bon fonctionnement

Jacques RIBOUD entreprend de le montrer.

Un travail de démolition nécessaire pour ouvrir la voie à des idées neuves.

Collection de la R.P.P. (REVUE PÉRIODIQUE DE PÉDAGOGIE)

82 rue de la Harpe - 75005 Paris - 45 71 98 98

(Publicité)

## ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRICOLE

OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES N° 10/88  
SÉANCE PUBLIQUE

Le directeur de l'office régional de mise en valeur agricole du Loukkos recevra, jusqu'au 3 août 1988 à 12 heures, dernier délai, les offres de prix pour la fourniture et pose des canaux semi-circulaires autoportés d'un diamètre qui varie entre 400 et 1 800 mm pour l'irrigation de la Plaine rive droite et le secteur G-4 de la Plaine rive gauche.

Ces travaux sont répartis en deux lots :

Lot n° 1 : Secteur D1 et D3 de la Plaine rive droite pour un linéaire de 71 500 m.

Lot n° 2 : Secteur G-4 de la Plaine rive gauche pour un linéaire de 36 000 m.

Les travaux objet de ces appels d'offres bénéficient d'un financement conjoint de la Banque africaine de développement et du Fonds arabe de développement économique et social pour la Plaine rive droite et d'un financement de la BAD pour participants au FAD.

Les dossiers sont à retirer de l'ORMVA, bureau des marchés, contre versement d'une somme de 1 000 DH espèces ou chèque certifié. Les sociétés qui désirent recevoir le dossier par voie postale joindront à leur demande d'envoi un supplément de 60 DH.

Les offres doivent, soit parvenir à M. le directeur de l'ORMVA sous pli recommandé, soit être déposées au Bureau des marchés contre récépissé, soit remises au président de la commission.

L'ouverture des plis en séance publique aura lieu le mercredi 3 août 1988, à 12 heures, au siège de l'ORMVA du Loukkos.

Le directeur de l'ORMVA du Loukkos  
KSAR EL KEHIR  
BP 48 - Téléx 33806 M

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

CHARENTE-MARITIME

ARRONDISSEMENT DE SAINTES

### AVIS D'ENQUÊTE

Il sera procédé du JEUDI 23 JUIN au VENDREDI 23 JUILLET 1988 inclus à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de travaux de raccordement au poste 400/225/90 KV à SAINTES-SAINTES Sud (PREGUILLAC) des lignes :

— 400 KV BRAUD - GRANZAY

— à l'échelon 90 KV puis à l'échelon 225 KV des lignes 225 KV :

• SAINTES - SAINTES-SUD à 2 circuits,

• SAINTES - SAINTES-SUD à 1 circuit,

— à l'échelon 90 KV des lignes à 1 circuit

• SAINTES-SUD - PONS

• SAINTES-SUD - Futur PONS.

Le dossier pourra être consulté à la préfecture de la Charente-Maritime, 18, rue Beaumais à LA ROCHELLE, à la sous-préfecture de SAINTES et à la mairie de PREGUILLAC, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public.

Dans ces lieux et aux mêmes conditions, chacun pourra consigner ses observations sur les registres ouverts à cet effet ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur, qui siègera à la mairie de PREGUILLAC.

M. Jean BERNARD, ingénieur EDF en retraite PERIGNAC - 17800 PONS

a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur. Il se tiendra à la mairie de PREGUILLAC les lundi 11 juillet de 13 h à 15 h, jeudi 21 juillet de 9 h à 11 h et vendredi 22 juillet de 14 h à 16 h et entendra toute déclaration des habitants et des intéressés sur l'utilité publique du projet.

Dans un délai d'un mois suivant l'expiration de cette enquête, le commissaire-enquêteur présentera son rapport et ses conclusions motivées.

Une copie de ces documents sera déposée à la mairie de PREGUILLAC, à la sous-préfecture de SAINTES et pourra être obtenue sur simple demande adressée au préfet de la Charente-Maritime pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

CHARENTE-MARITIME

ARRONDISSEMENT DE SAINTES

### AVIS D'ENQUÊTE

Il sera procédé du JEUDI 23 JUIN au VENDREDI 23 JUILLET 1988 inclus à une enquête préalable à :

— la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à 2 circuits 225 KV - SAINTES-SAINTES Sud (PREGUILLAC) et d'aménagement de la ligne à 225 KV - SAINTES - Le Marquis (tronçon SAINTES - SAINTES-SUD) ;

— la modification du plan d'occupation des sols de la commune de FONTCOU-VERTE résultant de cette opération.

Le dossier pourra être consulté à la préfecture de la Charente-Maritime, 18, rue Beaumais à LA ROCHELLE, à la sous-préfecture de SAINTES et dans les mairies de SAINTES, FONTCOUVERTE et PREGUILLAC, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public.

Dans ces lieux et aux mêmes conditions, chacun pourra consigner ses observations sur les registres ouverts à cet effet ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur, qui siègera à la mairie de SAINTES.

M. Jean BERNARD, ingénieur EDF en retraite PERIGNAC - 17800 PONS

a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur. Il se tiendra :

— à la mairie de SAINTES les mercredi 20 et jeudi 21 juillet de 14 h à 17 h, le vendredi 22 juillet de 9 h à 12 h.

— à la mairie de FONTCOUVERTE les vendredi 8 et samedi 19 juillet de 14 h à 17 h et entendra toute déclaration des habitants et des intéressés sur l'opération projetée.

Dans un délai d'un mois suivant l'expiration de cette enquête, le commissaire-enquêteur présentera son rapport et ses conclusions motivées.

Une copie de ces documents sera déposée dans les mairies de SAINTES, FONTCOUVERTE et PREGUILLAC, à la sous-préfecture de SAINTES et pourra être obtenue sur simple demande adressée au préfet de la Charente-Maritime pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.



SOCIAL

Sauf pour certains médecins spécialistes

# 1987 a été une année médiocre pour les revenus des professions de santé

Les années se suivent et ne se ressemblent pas. 1986 avait été une bonne année pour toutes les professions de santé (le Monde du 10 septembre 1987). 1987 a été médiocre pour la plupart : seuls certains médecins spécialistes ont vu leurs recettes augmenter en termes réels, selon les statistiques que vient de publier la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés (1). Cette dégradation est généralement liée à une stagnation, voire à une baisse d'activité par praticien, très vraisemblablement due au « plan Séguin » d'économies sur l'assurance-maladie.

Naturellement, c'est pour les médecins généralistes que cela apparaît de la façon la plus nette. Malgré une hausse des tarifs de consultation de 13 % environ, leurs honoraires n'ont augmenté que de 2 % en moyenne, soit une baisse de 1,1 % en francs constants.

Pour les spécialistes, la situation est très variable. En francs constants, les recettes moyennes ont baissé : 0,8 % pour les oto-rhino-laryngologistes, 1,7 % pour les radiologues, 1,8 % pour les neuro-psychiatres, 2,5 % pour les rhumatologues, 2,7 % pour les gastro-entérologues. En revanche, elles ont augmenté, toujours en francs constants, de 1,2 % pour les pédiatres, de 1,6 % pour les

ophtalmologistes, de 1,9 % pour les anesthésistes, de 2,1 % pour les chirurgiens, de 2,9 % pour les cardiologues, de 3,2 % pour les psychiatres et, pour certains spécialistes à faible effectif, comme les urologues et les neurochirurgiens, la progression atteint respectivement 9,8 % et 17,6 %.

Ces évolutions ne paraissent pas liées à la croissance des effectifs. Le nombre de généralistes a en effet peu augmenté — de 1,8 % comme en 1986, au lieu de 2,8 % en moyenne les six années précédentes — alors que celui des spécialistes s'accroissait de 6 %, contre 4 % en moyenne au cours des années 1980-1986. De plus, certaines spécialités dont les effectifs ont crû de façon assez modeste comme les ORL (2,5 %) ou les radiologues (3,8 %), ont diminué comme les neuro-psychiatres (- 0,7 %), ont vu leurs recettes baisser, alors que des professions en croissance forte depuis plusieurs années, comme les psychiatres (9,8 % en 1987), ont bénéficié d'une progression de leur pouvoir d'achat.

## L'« effet » Séguin

C'est l'évolution de la demande qui semble avoir été déterminante. Les mesures d'économies du « plan Séguin » sur l'assurance-maladie et les campagnes menées par les caisses

d'assurance-maladie ont surtout concerné les généralistes, directement ou en tant que prescripteurs de médicaments ou de soins paramédicaux.

De fait, le nombre d'actes effectués par les généralistes a diminué de 1,7 % en 1987. En revanche, pour les spécialistes, qui n'étaient pas ou peu concernés par le plan Séguin, il a augmenté de 3,2 %. Seules quelques catégories de spécialistes ont vu leur activité diminuer : les ORL (- 1,2 %), les neuro-psychiatres (- 3,8 %) et les chirurgiens (- 6 %). Encore, pour ces derniers, la progression vers des actes plus complexes ou mieux rémunérés a-t-elle compensé cette baisse d'activité.

Parmi les autres professions, les dentistes s'en tirent le mieux, pour cette même raison : la baisse (de 3,6 %) du nombre d'actes a été compensée par une hausse de leur prix. Les honoraires ont augmenté de 3,1 % en moyenne par praticien, ce qui correspond à un maintien des recettes en francs constants.

En revanche, la situation des paramédicaux, dont l'activité est liée aux prescriptions des généralistes s'est détériorée. C'est notamment le cas des infirmiers et des kinésithérapeutes, dont les tarifs n'ont pas été revalorisés et dont le nombre d'actes n'a pas augmenté en 1987. Les honoraires perçus par les infirmiers ont baissé de 0,5 % en moyenne (soit

3,6 % en francs constants), ceux des kinésithérapeutes de 0,7 % (3,8 % en francs constants). Ceux des sages-femmes, dont l'effectif s'est accru (de 1 %) pour la première fois depuis plusieurs années, a baissé de 2,2 % (5,3 % en francs constants).

Pour les orthophonistes et les orthoptistes, dont le nombre s'est sensiblement accru (de 7,1 % et 5,5 % respectivement), la croissance parallèle du nombre d'actes n'a pas suffi à maintenir les recettes : celles-ci ont augmenté de 1,2 % et 1 % respectivement, soit une baisse en terme réels.

GUY HERZLICH.

(1) Le Secteur libéral des professions de santé en 1987, bloc-notes statistique n° 35, mai 1988.

AGRICULTURE

## M. François Guillaume qualifié de « duperie » les mesures d'urgence sur le porc

L'ancien ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, a qualifié le 2 juin de « duperie » les mesures annoncées la veille en faveur des producteurs de porcs par son successeur M. Henri Nallet. Celui-ci « reprend à son compte pour en tirer un profit électoral des décisions antérieures déjà en cours d'application, notamment celles décidées lors de la conférence agricole présidée par M. Chirac le 25 février dernier », a précisé M. Guillaume, qui s'est déclaré « scandalisé ».

## Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-01-82, poste 4330

## De plus en plus de « dépassements »

Le nombre des spécialistes s'accroît plus vite que celui des généralistes depuis plusieurs années : ils forment en 1987 43,9 % des médecins libéraux, contre 41,8 % en 1980. L'accroissement a été particulièrement marqué en 1987 : les dermatologues (8,7 %), les gastro-entérologues (7,8 %), les ophtalmologistes (6,4 %). En revanche, le nombre des chirurgiens et celui des neuro-psychiatres ont diminué de 4,5 % et 0,7 % respectivement.

La demande des médecins ayant le droit de demander plus que les tarifs normaux prévus par la convention avec les caisses de Sécurité sociale augmente depuis la convention de 1985. Ils représentent 27,7 % des spécialistes et 15,3 % des généralistes. Mais la proportion varie beaucoup selon les spécialités : 11 % seulement pour les radiologues, 14,7 % pour les anesthésistes, mais 44,3 % pour les rhumatologues, 44,8 % pour les ophtalmologistes, 45,2 % pour les neuro-psychiatres, 50 % pour les ORL, 55,8 % pour les chirurgiens, davantage encore pour

des spécialités rares ou nouvelles comme la médecine interne, la chirurgie orthopédique (73,5 %), la neuro-chirurgie (78,3 %) ou l'endocrinologie (81,3 %).

Du coup les « dépassements » représentent une part non négligeable des honoraires pour certaines catégories de médecins, un tiers environ pour les stomatologues ou les endocrinologues, par exemple. Une étude consacrée à ces « dépassements » sur le deuxième semestre 1987 montre qu'ils sont différemment utilisés par les médecins autorisés à pratiquer des « honoraires libres » et par ceux qui ont droit, généralement en raison de leurs titres, à pratiquer un « dépassement permanent ». Les premiers demandent des dépassements plus fréquemment que les seconds, mais ils demandent généralement un montant moins élevé (40 % du tarif au lieu de 54 % pour les consultations, par exemple). De façon générale les dépassements sont plus fréquents pour les consultations que pour les actes techniques.

## DANS LES ENTREPRISES

### Accord sur un plan d'épargne chez Elf-Aquitaine

La direction d'Elf-Aquitaine, la CFDT, la CFTC, la CGC et FO viennent de signer un accord instituant le plan d'épargne groupe (PEG), permettant aux salariés qui le souhaitent de se constituer un portefeuille de valeurs mobilières (actions, obligations). L'adhésion d'une société du groupe au PEG est subordonnée à l'ouverture préalable de négociations relatives à l'intéressement.

Pouvant être placée au choix dans cinq fonds communs de placement, l'épargne des salariés est bloquée pendant cinq ans en contrepartie d'avantages fiscaux. Elle est complétée par une « contribution » du groupe qui est limitée à 2000 F par salarié (pour une enveloppe globale en 1988 de 36 millions de francs). Les salariés qui adhèrent au PEG peuvent décider librement du montant (minimum 100 F) et de la date des versements. Mais « le total des versements annuels individuels ne peut excéder 25 % de la rémunération annuelle brute ». Réservé aux salariés des sociétés françaises du groupe, le PEG fait bénéficier ses adhérents d'une exonération d'impôt sur les primes d'intéressement et les revenus de l'épargne.

● AU CRÉDIT LYONNAIS, la direction a décidé de faire appel du jugement du tribunal de grande instance de Paris considérant que la signature du délégué syndical SNE-CGC à l'accord sur l'aménagement du temps de travail, déjà dénoncé par la CFDT, n'avait pu produire « aucun effet » car il n'avait pas reçu pour cela un « mandat explicite » de sa fédération. Ce jugement n'ayant pas été assorti d'une décision d'annulation provisoire, l'accord demeure en vigueur. Il a notamment donné lieu à des accords locaux à Béziers et à Valence.

● CHEZ MATRA COMMUNICATIONS, la branche télécoms du groupe, qui emploie directement cinq mille personnes, un accord fixe à trente-cinq heures la durée moyenne hebdomadaire pour le personnel travaillant en quatre équipes succes-

sives. La prime d'équipe représentait 5 % du salaire et les heures de nuit sont majorées de 50 %. Les salariés en semi-continu bénéficient d'une pause rémunérée d'une demi-heure par poste. Des accords de ce type sont signés tous les ans chez Matra Communications.

● LAFARGE-COPPÉE souligne, dans son rapport annuel pour 1987, que près d'un tiers des cadres occupant des « postes-clés » ont accompli une partie de leur carrière à l'étranger. Ce mouvement a surtout concerné les Français, et le groupe, implanté mondialement, a donc mis l'accent sur la mobilité de ses cadres étrangers. Un plan pluriannuel, commencé en 1987, rééquilibre notamment les échanges entre la France et l'Amérique du Nord. L'objectif est de développer une synergie efficace et des transferts d'expériences.

# European spoken here

The Economist

Independent Views of World Affairs, Finance, Science. Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus :

« Ici on parle européen ». The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.



## Le gouvernement britannique joue la hausse des taux d'intérêt

arde de la compétitivité des exportations britanniques. Un exercice d'équilibre qui, durant des mois, a pas trop mal réussi à la Grande-Bretagne.

**FRANÇOISE CROUIGNEAU**

## Pharmacien allemand cherche partenaire

fonds propres représentent 75 % du montant total. Dans ces conditions, reconnaît avec une fausse modestie évidente le directeur financier du groupe, « un simple coup de téléphone à un banquier me permet d'obtenir instantanément une ligne de crédit de 1 milliard de marks ». Reste à présent à trouver l'oiseau rare.

**DOMINIQUE GALLIOS**

### Ventes bénéficiaires

succédonnelle de Wall Street, elle devait, comme à l'habitude, avoir le dernier mot. Mais selon les professionnels, ce glissement des cours se devrait pas aller bien loin. Le marché américain (notamment les achats à découvert) n'a pas encore été publié. Mais d'après les renseignements obtenus, déjà très maigre fin avril, elle ne serait plus que l'ombre d'elle-même, représentant à peine une dizaine de Bourses. Rares sont les marchés qui restent ainsi. Mais au-delà du simple facteur technique, la Bourse a peut-être voulu aussi marquer un temps d'arrêt pour observer la façon dont évoluent les taux d'intérêt. Le marché obligataire, lui, a un peu fichté après avoir été initialement sous-ou-

## Repli

VALEURS	Cours du 2 juin	Cours du 3 juin
Alcatel .....	660	667
Bridgestone .....	1 480	1 450
Canon .....	1 220	1 220
Fuji Bank .....	3 200	3 250
Honda Motors .....	1 740	1 710
Matsushita Electric .....	2 580	2 530
Mitsubishi Heavy .....	735	725
Sony Corp. ....	5 160	5 140

Le premier négociant européen de produits métallurgiques spéciaux.

● La **Scor US Corporation** à Wall Street... La **Scor US Corporation**, filiale américaine (détachée à 65 % de la Société commerciale de réassurance, via le contrôle de la **Scor** à Paris), introduite, mardi 7 juin, sur le New York Stock Exchange. Les actions de la **Scor US Corp.** étaient, jusqu'à présent, négociées sur le marché de l'échange de la seconde maison (Wall Street). Société de réassurance installée à New-York, la **Scor US**, a vu avec contentement la cotation de ses actions à 70, a réalisé depuis la fin du premier trimestre 1986 une performance net à atteindre 17,4 millions de dollars, en hausse de près de 50 % par rapport à 1986. Il est, à ce niveau, en forte augmentation au cours du premier trimestre 1988.

● Bolloré rachète 68 % de la **Navale caennaise**... Le **SCA** de la **Navale caennaise**, qui possède quatre navires, a été racheté par le groupe Bolloré, qui possède 68 % du capital de la **Navale caennaise**. Cet armement emploie 120 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 10 millions de francs par an.

transaction n'a pas été révélée. Cette intégration dans la chaîne de transport a pour but d'en baisser les coûts. M. Bolloré la complète par une politique d'accords avec des armateurs norvégiens, allemands et néerlandais, qui lui permettent de compter sur une centaine de navires. L'actionnaire minoritaire (29 %) de la navale caennaise est l'armateur avals Vieuxjeux.

Course	Prerequisites	Course	Prerequisites
--------	---------------	--------	---------------

**LA BOURSE SUR MINITEL**  
**36-15** **TAPEZ**  
**LEMONDE**

Nombre de contrats : 10 823

---

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 1<sup>er</sup> juin 1988

**Active national**

Options sur notation	

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**Bourses**

**NEW-YORK**

## Dollar : 5.83 F ■

**NEW-YORK**

(Indice Dow Jones)

(effets privés)

Nikkei Dow Jones ....	27 869,36	27 871,54
-----------------------	-----------	-----------

## LE TAUX D'INTERBANKAIRE DES DEVISES

[illegible]

**TAKEN BY THE**

### TAUX DES EUROMONNAIES

Le cours pratiqué sur le marché interbancaire des devises pour son indiquer

\_\_\_\_\_



## BOURSE DU 2 JUIN

**Cours relevés  
à 17 h 30**

Cours action	VALEURS					Réglement mensuel															VALEURS									
	Cours précéd.	Prémier cours	Durée- cours	% + -	Compen- sation	Cours précéd.	Prémier cours	Durée- cours	% + -	Compen- sation	Cours précéd.	Prémier cours	Durée- cours	% + -	Compen- sation	Cours précéd.	Prémier cours	Durée- cours	% + -	Compen- sation	Cours précéd.	Prémier cours	Durée- cours	% + -	Compen- sation					
3870	C.N.E. 3%	9775	9775	9775		708	Crédit Indus. et	941	845	825	- 1 90	2550	Laigault	2780	2707	- 1 56	700	Salvaer	875	885	665	- 1 68	78	Buffetstock	107 20	102	105 80	- 1 31		
1040	B.M.P. T.P.	1064	1050	1050	- 0 38	948	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1040	C.C.P. T.P.	1067	1050	1050	- 0 84	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1040	C.C.P. Lys. T.P.	1068	1050	1050		954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1240	Renault T.P.	1086	1086	1086		954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1240	Rhone-Poul. T.P.	1086	1086	1086		954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1285	St-Gobain T.P.	1278	1271	1271		954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1280	Thomson T.P.	1247	1250	1250	+ 0 24	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
440	Accor	440	438	438 90	- 0 05	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
440	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1780	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. Lippard	548	548	543	- 1 09	954	C.S.E. 3%	958	928	917	- 1 24	1880	Leclercq (D.P.)	2100	2188	2143	+ 2 33	660	S.A.T. 3%	705	702	708	+ 0 57	64	Cherbourg	154 50	162	165 80	+ 4 85	
1120	Alc. L																													

Comptant (selection)

SICAV (selection)

2/6

VALEURS	% du %	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net			
<b>Obligations</b>																							
Emp. 8,80 % 77	128 05	0 286	Compt. (M)	321	128	Loire (St)	1318	1250	Tenat-Anglais	200	186	A.A.A.	726 40	776 98	Fuot-Associations	28 13	28 13	Pastorale-Normale	1882 78	1889 57			
8,80 % 78/83	102 25	0 758	Champion (M)	378		Lyon	1120	1170	Tour Eiffel	381	358	Action	200 85	200 85	Fuot-Engage	28 72	28 72	Pavillon	551 20	544 85			
10,00 % 78/84	104 05	0 808	Champion (M)	345	148	Lyon (St)	1120	1170	U.A.P.	381	358	Action France	412 82	397 41	Fuot-Engage	31 53	31 05	Plan. Placements	244 97	244 75			
12,25 % 80/80	105 45	0 720	C.I.F. France, del	128 20	148	Machin. Bull.	101 30	105 30	U.A.P.	273 80	284 51	Action selection	559 57	550 78	Fuot-Engage	111206 63	111206 63	Pav. Invest.	640 01	619 58			
12,25 % 81/88	106 55	0 528	C.I.F. France, del	1000	888	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	Acetifond	549 34	531 88	Fuot-Engage	240 34	236 45	Plan. A	889 00	889 80			
12,25 % 82/90	111 88	0 626	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. Action Inc-CP	983 34	983 11	Fuot-Engage	701 87	694 75	Plan. C	7014 63	7014 63			
16 % juin 82	114 28	0 728	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. D	5453 08	5453 08			
14,80 % 81/88	114 85	0 904	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. E	5453 08	5453 08			
12,25 % 82/84	106 55	0 528	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. F	5453 08	5453 08			
11,25 % 81/88	112 08	0 626	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. G	5453 08	5453 08			
11,25 % 81/88	106 40	0 333	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. H	5453 08	5453 08			
0,01 12,75 % 83	1802		C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. I	5453 08	5453 08			
0,01 10 % 2000	104 88	0 182	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. J	5453 08	5453 08			
0,01 8,80 % 1987	107 40	0 480	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. K	5453 08	5453 08			
0,01 8,80 % 1988	103 80	0 347	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. L	5453 08	5453 08			
Ch. Franco 3 %			C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. M	5453 08	5453 08			
Ch. Franco-janv. 82	102 88	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. N	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. O	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. P	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. Q	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. R	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. S	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. T	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. U	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. V	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. W	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. X	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. Y	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. Z	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AA	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AB	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AC	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AD	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AE	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AF	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AG	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AH	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AI	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AJ	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AK	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AL	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AM	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AN	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AO	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AP	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AQ	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AR	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AS	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AT	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AU	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AV	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Engage	246 34	239 84	Plan. AW	5453 08	5453 08			
Ch. Franco	102 85	0 243	C.I.F. France, del	1000	1000	Machin. Bull.	128	128	U.A.P.	1403	1347	A.S.F. 5000	983 34	983 11	Fuot-Eng								

Cote des changes					Marché libre de l'or				
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/6	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/6		
			Achat	Vente					
Etats-Unis (5 \$)	5 876	5 846	5 840	5 890	Or (100 on bar)	84700	84600	Valeur de France	310
SDP	7 023	7 029			Or (10 on lingot)	84650	84650	Calcutta	315
Allemagne (100 DM)	337 780	338 400	328		Pièce française (20 H)	501	502	Calcutta Hydro-Energie	270
Belgique (100 F)	16 185	16 178	15 600	16 600	Pièce française (10 H)	501	502	Calcutta Hydro-Energie	270
Pays-Bas (100 f.)	301 438	301 438	292		Pièce française (5 H)	501	502	Calcutta Hydro-Energie	270
France (100 f.)	82 820	82 730	85		Pièce française (2 H)	523	522	Calcutta Hydro-Energie	270
Morocco (100 f.)	92 820	93	86		Pièce française (1 H)	477	477	Calcutta Hydro-Energie	270
Grande-Bretagne (£ 1)	10 425	10 594	10 300	11 100	Pièce française (1/2 H)	620	616	Calcutta Hydro-Energie	270
Grande-Bretagne (£ 10)	4 242	4 242	4 300	4 700	Pièce de 20 dollars	2305	2305	Calcutta Hydro-Energie	270
Indes (1 000 roup.)	4 538	4 675	4 300	4 800	Pièce de 10 dollars	1380	1400	Calcutta Hydro-Energie	270
Suisse (100 frs)	405 330	405 460	393		Pièce de 5 dollars	850	850	Calcutta Hydro-Energie	270
Espagne (100 pes.)	96 970	96 950	94	107	Pièce de 10 pesetas	3170	3180	Calcutta Hydro-Energie	270
Autriche (100 sch.)	48 050	47 940	48 600	49 600	Pièce de 10 roubles	506	506	Calcutta Hydro-Energie	270
Portugal (100 pta.)	5 107	5 107	5 100	5 350	Or Londres	487		Calcutta Hydro-Energie	270
Canada (100 can.)	4 138	4 143	3 800	4 650	Or Zurich	487 50	483 30	Calcutta Hydro-Energie	270
Canada (50 can.)	4 714	4 742	4 650	4 950	Or Hongkong	486 96	487 46	Calcutta Hydro-Energie	270
Japan (100 yen)	4 650	4 642	4 500	4 720	Argent Londres			Calcutta Hydro-Energie	270

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

### Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ★ : marché continu



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Après le sommet soviéto-américain. 4 Salvador: le dernier combat du président Duarte. 5 La recherche d'un règlement en Afrique australe. 6 Les deux islams du Pakistan. — Le nouveau visage de Saigon.	7 La situation en Nouvelle-Calédonie. 8 à 11 La campagne pour les élections législatives. 12 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	13 JUSTICE: sept détenus de la maison d'arrêt de Besançon condamnés à quatre mois de prison. 14 ENVIRONNEMENT: la marée d'algues le long des côtes scandinaves. 16 SPORTS: les Internationalistes de tennis.	22 Théâtre: La Mouette, de Tchekov, mis en scène par Konchalovski. — Musique: Schomburg et Berio par Boulez. 23 COMMUNICATION: licenciements à l'Express.	28 M. Takeshita à Paris. — Le commerce extérieur de la France déficitaire en avril. 31 1987 a été une mauvaise année pour les professions de la santé. 32-33 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 27 Campus ..... 26 Carnet ..... 27 Loto ..... 26 Météorologie ..... 26 Mots croisés ..... 20 Philatélie ..... 26 Radio-Télévision ..... 25 Spectacles ..... 24	Résultats des grandes écoles Vendredi 3 juin ÉCOLE POLYTECHNIQUE 3815 Tapez LEMONDE.

## Avant la visite du roi Hassan II à Alger

## La réouverture de la frontière algéro-marocaine va créer un grand choc psychologique

Après une marche à tout petits pas, amorcée par la première rencontre entre le roi Hassan II et le président Châdli le 26 février 1983, Rabat et Alger ont manifestement décidé d'aller vite vers la grande réconciliation rendue possible par le rétablissement des relations diplomatiques le 16 mai. La présence du souverain marocain au sommet arabe d'Alger, à partir du 7 juin, est un événement important.

Il n'y a rien de commun entre les précédents conciliabules, sous une tente, dans une petite localité à cheval sur la frontière commune, loin des regards indiscrets, et une embrassade sous les yeux de plusieurs chefs d'État « frères », devant les caméras de télévision, dans une capitale où le roi n'avait pas mis les pieds depuis 1973, année d'un sommet arabe consacré à la guerre israélo-arabe d'octobre.

Dans une région où les symboles comptent beaucoup, le choix des ambassadeurs, entrés en fonctions avec une célérité remarquable, est également important. Le roi Hassan II a envoyé à Alger le professeur Abdelatif Berbièche, un familier du Palais, et l'on sait à Alger que cela compte plus que les titres officiels. Le président Châdli a rappelé M. Abdelhamid Mehri, ambassadeur en France — poste important s'il en fut — pour ouvrir la chancellerie à Rabat.

Nationaliste de la première heure, M. Mehri avait participé en 1958 à la conférence de Tanger — entre FLN algérien, Istiqlal marocain et Néo-dérouleux tunisien — qui sert depuis longtemps de référence à tous les appels à la construction d'un Maghreb uni. En présentant ses lettres de créance, il a rendu un hommage remarquable à Mohammed V, père du roi Hassan II, pour les « ser-

vices rendus » à l'Algérie en lutte pour l'indépendance.

Des commissions mixtes vont se mettre au travail pour la mise en œuvre de la coopération. On semble vouloir aller plus loin de part et d'autre. Dans un article récent, publié par la *Revue algérienne des relations internationales*, M. Ahmed Taleb Ibrahim, ministre des affaires étrangères du président Châdli, propose la création d'une compagnie Air Maghreb, en association avec les autres pays concernés, et une « unification progressive des programmes d'enseignement » chez les peuples qui ont une histoire commune.

## Consensus sur le Sahara ?

Dans l'immédiat, huit vols hebdomadaires, assurés par les deux compagnies nationales, relieront Casablanca à Alger et Oran. Deux passages seront ouverts sur la frontière terrestre le 5 juin. Les visas — jusqu'alors parcimonieusement accordés — ne seront plus nécessaires. Les autorités veulent ouvrir la frontière progressivement pour éviter une ruée incontrôlable. Quelque 300 000 Marocains sont restés établis en Algérie malgré la rupture entre les États. Environ 20 000 Algériens vivent au Maroc (et non 200 000 comme il a été écrit par erreur dans nos éditions datées du 2 juin).

On s'attend que des milliers de travailleurs immigrés algériens veulent transiter en voiture par le Maroc, au moment des grandes vacances. Le pays voisin pourrait être une destination touristique très prisée des simples citoyens algériens.

dès l'été prochain; ils y jouiraient d'un pouvoir d'achat supérieur à celui qui est le leur en Europe.

Les deux gouvernements ont sagement décidé que la réouverture de la frontière serait progressive. Mais il est déjà clair que l'événement constituera un grand choc psychologique. Après ces retrouvailles entre populations, pour lesquelles l'écoute assidue des radios — notamment Météo 1, basée à Tanger — était le seul moyen d'identification culturelle, plus rien ne sera comme avant. Quelles que soient les prudences diplomatiques sur la question, on voit mal comment Rabat et Alger auraient pu décider de créer cette situation nouvelle sans un minimum de convergences au sujet du Sahara occidental.

Au récent sommet de l'OUA, à Addis-Abeba, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a annoncé qu'il ferait, « dans les semaines à venir », des propositions pour l'organisation d'un référendum. Il est improbable, après une longue guerre, que le roi Hassan II et le président Châdli s'en remettent, sans garanties mutuelles, au seul hasard des urnes. Une fois de plus, des rumeurs circulent au sujet d'un projet de statut spécial pour l'ancien territoire espagnol: les Sahraouis généraux les questions inférieures et laisseraient à Rabat les attributs de la souveraineté: défense et diplomatie.

Au Maghreb, depuis l'époque de la décolonisation française, on sait bien que l'autonomie interne n'est pas une vraie solution et qu'il faut choisir, entre l'indépendance et l'intégration. En Algérie, ce fut l'indépendance. Mais, le contexte étant très différent, il n'est pas sûr que l'histoire se répète au Sahara occidental.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## Les Suédois enregistrent des rejets radioactifs en provenance d'URSS

STOCKHOLM de notre correspondante

« Je ne peux pas démontrer que cela provient de la centrale soviétique d'Ignalina, mais tout indique qu'il s'agit bien de cela », dit M. Lars Erik de Geer, de l'Institut de recherche de la défense suédoise (FOA), qui relève régulièrement depuis 1983 des apparitions suspectes de zirconium 95 au-dessus de la Suède. Ses appareils, extrêmement précis, mesurent des valeurs cent millions de fois inférieures à celles des appareils de l'Institut national de protection radiologique. Ils ont enregistré des rejets de ce radio-élément à quatre reprises au cours du printemps.

Ce ne sont pas les valeurs elles-mêmes — bien que dix mille fois supérieures en micro-becquerels par mètre cube à la totalité des rejets d'effluents radioactifs des douze réacteurs suédois en un an — qui inquiètent les chercheurs suédois, mais plutôt l'indication « troublante » qu'elles donnent sur les méthodes d'entretien des réacteurs du site d'Ignalina. Indication d'autant plus inquiétante que cette centrale, située à 650 kilomètres de Stockholm, de l'autre côté de la Baltique, est du type RBMK, comme le réacteur de Tchernobyl.

L'une des hypothèses retenues est que ces rejets ont eu lieu à l'occasion de réparations ou de modifications apportées à la construction. Questionnée par les Suédois au début de 1987, la Soviétique ont fermement nié être responsable de tels rejets. L'accord sur les activités nucléaires signé en janvier dernier à Stockholm par les deux pays, impliquant, entre autres, la notification immédiate en cas d'accident, n'entre pas en jeu puisque les rejets semblent être infimes et sans danger.

F. N.

## Sur le vif

## Lapsus électoraux

Je bats la campagne, moi aussi. Je sais plus où j'en suis. Tous les matins avant le cortège, je fais le tour des bureaux à la radio: chef, une soucoupe à la main? Rien qu'un petit ballet... J'ai pas d'idées depuis vingt-quatre heures. D'habitude, il m'envoient péter: Allez, dégage, t'es pas honte de faire la manche, à ton âge! Et puis là, aujourd'hui, je débarque en pleine rigolade. Ils se moquent comme des baleines, ils en pleuraient, les mecs, ils étaient obligés d'essuyer leurs lunettes.

Qu'est-ce qu'il y a de si drôle? — T'es pas vu le lapsus de ton Jacquot? Il parlait de Mitterrand en train de signer son image de merde... pardon, de marque. Et puis l'autre là, Meunier, très grandiloquent, tu vois, affirmait avec emphase: Oui, nous avons pratiqué la femtecture. C'était à mourir de rire.

Non, je l'ai raté, hier, j'ai pas regardé la télé. Alors, c'était bon, le Bébés...

— Génial!  
— Et mon Rocky, qu'est-ce qu'il a sorti?  
— Une cornière, lui aussi, il a harangué le corps électoral au lieu du corps professoral.  
— C'est quand même un comique à répétition. C'est un peu facile, non, de les faire tous trébucher sur des mots, façon Robert-André Vivien, qui trouvait trop molles les discours de je ne sais plus quel député à l'assemblée et qui lui criait: Durcissez un peu votre sexe, je vous en prie! Au lieu de tordre. Mais ça, bon, au Bébés Show, ils oseraient pas aller jusque-là.  
— Qui te parle du Bébés Show?  
— Ben, vous! L'image de merde, il s'a pas dit pour de vrai, quand même, mon Jacquot?  
— Bien sûr que si. Pour de vrai et pour de faux. La fourche lui a tangé.

CLAUDE SARHAUTE.

## A Bercy

## M. Jean-Marie Le Pen assure que le FN « ne participera pas aux troubles de la rue »

Pour le dernier meeting de sa campagne législative, le jeudi 2 juin, M. Jean-Marie Le Pen avait prévu grand: le président du Front national, candidat dans la 8<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, avait retenu le Palais omnisports de Paris-Bercy, dont la capacité d'accueil est de quinze mille places. Un tiers seulement des sièges étaient occupés et, malgré les jeux de lumière qui luisaient dans l'ombre la moitié vide des gradins supérieurs, cette vaste salle donnait l'impression d'accueillir une foule clairsemée. Les images retransmises par satellite dans plusieurs villes de France n'ont montré que les espaces les mieux garnis.

Le public a réservé un accueil chaleureux aux orateurs, protestant à peine contre le retard de M. Le Pen arrivé trois quarts d'heure après l'horaire prévu, à cause d'un embouteillage. L'air de Nabucco de Verdi sur lequel il fait traditionnellement son entrée en scène a balayé instantanément toutes les impatiences. Chaque tirade était copieusement applaudi et l'assistance s'est véritablement enflammée à la fin de la réunion.

« Capable, par miracle, de résister aux multiples tentations d'oisiveté qu'offre notre société », des jeunes gens en costume élégant et d'autres en jeans et blouson, cheuveux bien dégagés derrière les oreilles, sont descendus vers la tribune témoiner leur reconnaissance.

M. Le Pen espérait sans doute remplir la salle de Bercy afin de rappeler aux électeurs l'importance numérique du Front national, « minimisée par le complot sondage-médiatique », qui a, selon

lui, dissuadé nombre de Français de voter pour son parti, en leur faisant croire qu'il n'avait aucune chance de gagner. Il a ajouté à sa traditionnelle diatribe sur la « désinformation » une pique contre M. Ivan Léval, dont le nom a été vigoureusement hué par la foule. Il reproche en effet au directeur du *Provençal* de n'avoir « pas accordé le moindre mot » à son meeting de la veille à Marseille.

A trois jours du premier tour des législatives, M. Le Pen voulait surtout mobiliser les électeurs: « Allez rendre visite à une vieille personne de votre connaissance, efforcez-vous de convaincre vos collègues de bureau de voter pour le Front national, s'il est déclaré, et vous créerez une nouvelle surprise ».

Seul son parti « assume la défense des intérêts du peuple et de la nation », estime M. Le Pen, qui vilipende les arrière-pensées « politiciennes » des formations des autres bords.

Il s'est voulu rassurant pour le cas où le Front national n'aurait pas de représentation parlementaire: « Le Front national ne fera pas de coup d'État, il ne participera pas aux troubles de la rue, mais il laissera le soin de les régler à ceux qui tiennent les rênes du pouvoir et qui en ont pris le risque ».

R. R.

## Le prix D'Justin à Plantu

Le Centre européen humour et comédie a attribué le D'Justin du meilleur album à Plantu pour son *Wolfgang, un futur informaticien* (Ed. Le Monde — La Découverte, 1988, 85 F). La remise du prix a eu lieu, le vendredi 3 juin, à Tourcoing.

Le générique d'A 2 et la photo de M. Mitterrand: M. François d'Aubert porte plainte contre X. — M. François d'Aubert, en sa qualité d'administrateur d'Antenne 2, chargé M. Jean-Michel Balaup, avocat à la cour de Paris, de déposer plainte contre X, à propos de l'apparition fugitive de l'image du président Mitterrand dans le générique d'A 2, annonce le député UDF dans un communiqué.

Cette image avait été révoquée par le Quotidien de Paris qui estimait qu'il s'agissait de « publicités subliminales ». M. d'Aubert considère que l'utilisation de cette image subliminale constitue un viol des consciences et une atteinte à la dignité et à la sincérité du scrutin présidentiel.

## Dans « le Monde diplomatique » de juin

## Le chômage contre la République

Lorsque la raison politique ne sait plus comment affronter les difficultés économiques, elle laisse s'emballer les mécanismes d'exclusion et les extrémismes. Alors, écrit Claude Julien dans le *Monde diplomatique* de juin, « le chômage sape la République ». Et il ajoute: « Une société en crise devrait s'imposer deux objectifs inévitables: relancer l'économie, revitaliser la démocratie ».

Denis Clerc analyse, dans les pays et les villes où il existe déjà, les effets de ce nouveau dispositif d'aide — le « minimum social garanti » — qui permet, certes, de limiter les ravages de la grande pauvreté mais non de corriger ses causes. Bernard Cassen explique pourquoi l'ambition politique des socialistes français, revenus au pouvoir, ne peut qu'être limitée par leur faible ancrage social et par la contrainte d'une Europe néolibérale.

Jean-Marie Kohler et Jean-Luc Mithieu montrent, dans un dossier consacré aux « crises dans la France d'outre-mer », comment les impôts ont conduit à la violence en Nouvelle-Calédonie et combien sont urgentes les réformes économiques dans l'ensemble des DOM-TOM.

Alors que commence le retrait soviétique d'Afghanistan, Alain Gresh évalue les atouts du régime de Kaboul, tandis que Mehdi Lohri et Hussein Haqqani

mesurent les espoirs de la résistance. Alain Chabanon suggère, à propos du conflit israélo-arabe, de sortir des schémas rebattus: il demande aux dirigeants de la région de faire preuve d'audace politique, seul moyen d'aller vers la paix. Ahmad Salehman explique comment, en Iran, la récente victoire de l'imam Khomeiny sur les conservateurs islamistes devrait enfin permettre à l'État de procéder aux réformes trop longtemps ajournées.

Dans le même numéro: une description de l'univers des « télévangélistes » américains, par Ingrid Carlander; une étude d'Yves Eudes sur le futur marché mondial de l'information télévisée: un dossier sur « les droits des victimes » de la petite délinquance et de la criminalité ordinaire; un reportage sur la vie quotidienne à Grand-Bassam, petite ville de Côte-d'Ivoire, par Bernard Gensane; une défense et illustration de la maintenance industrielle dans le tiers-monde, par Bernard Girard; et un supplément sur le Venezuela.

Enfin, un ensemble de courts textes des années 30, à méditer aujourd'hui, qui révèlent la violence du débat idéologique autour des idées fascistes. Et une étude, par Jean-Philippe Bédé, de la renaissance de la littérature chinoise, passée, en quelques années, du réalisme socialiste à une certaine préciosité.

## La mort du Père Chassagneux

Les obsèques du Père Pierre-Albert Chassagneux, décédé accidentellement le 1<sup>er</sup> juin, à Lyon, auront lieu, le samedi 4 juin, à 8 heures, à Saint-Joseph-Basile, dans cette ville. Père directeur de la communauté du Souil, il avait écrit dans le *Monde*, de 1969 à 1981, de nombreux articles sur la vie de l'Eglise.

[Né le 10 mars 1910 à Montbrion (Loire), Pierre-Albert Chassagneux était prêtre du diocèse de Lyon depuis 1934. Après les années de guerre et de résistance, il a été vicaire à Saint-Pothin, puis aumônier au lycée Ampère de 1949 à 1969, puis à la clinique du Tonkin à Villeurbanne. Il plaidera pour une Eglise plus ouverte aux jeunes et aux laïcs.]

## Le numéro du « Monde » daté 3 juin 1988 a été tiré à 535 132 exemplaires

IL Y A ENCORE DES HOMMES

QUI NE SAVENT PAS QU'ILS PEUVENT ÉCONOMISER DE 25 % À 35 % sur les plus belles marques de prêt-à-porter

T. LAPIDUS - P. BALMAIN - G. LAROCHE - L. FERRAUD - COURRÈGES, etc.

C'est pourquoi j'ai tenu à vous le garantir personnellement. Mais je vous invite surtout à venir le vérifier par vous-mêmes. Vous pourrez ainsi vous rendre compte de la différence de nos prix, mais également de l'importance de notre choix.

De plus, nos magasins sont des « espaces libres » et les vendeurs n'interviennent que sur demande. Enfin vous avez, chez nous, une semaine pour vous faire rembourser. Voilà les raisons de notre succès et je vous dis... à bientôt.

STEPHANE MENS de luxe  
Champs-Élysées - 8, rue de Washington  
Rive gauche - 130, bd Saint-Germain  
(en fond de cour) (11h du midi à 19h30)

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 3 juin  
Prises de bénéfices

A l'image de la veille, le marché a continué de consolider ses positions. L'indice instantané abandonnait 0,5 % en raison des nombreuses prises de bénéfices, mais la progression depuis le début du terme de la 1<sup>re</sup> du 24 mai dernier, reste supérieure à 7 %. Le déficit du commerce extérieur de mai n'a guère surpris les investisseurs. Les hausses étaient escomptées par Feararra (+ 6 %). Navigation mixte (+ 4 %). Alpi (+ 4 %) et Sligo (+ 2 %).

## Indispensable à savoir:

## TISSUS D'AMEUBLEMENT. LA JUNGLE DES PRIX!

Les prix, dans les tissus d'ameublement, c'est tout et n'importe quoi! Il y a des prix ridiculement bas, mais pour tissus assez froids dont personne ne veut.

Il y a des prix « négligés » pour des tissus courts mais devenus « sublimés » grâce aux mondanités et à l'adulation.

On ne s'y retrouve plus! Alors faites-vous une idée sérieuse. Chez Rodin, on ne néglige rien dans un tissu, ni la qualité, ni la création, ni son prix.

## RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## Raffiné! Préciser VOLVIC.

« Sa subtile minéralité séduit les plus exigeants. Je m'en réjouis, et mes amis restaurateurs si proches de la perfection, ne sauraient plus s'en passer... »

VOLVIC CHEZ GÉRARD ET NICOLE Paris 14<sup>e</sup>

Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

HOMMES DE GESTION... GESTION DES HOMMES... HOMMES DE GESTION

ERIC BEAUMONT CONSULTANT

« Un spécialiste est un généraliste meilleur que d'autres dans un domaine particulier... »

Confiez à un spécialiste vos recrutements de: contrôleurs de gestion - auditeurs internes - cadres financiers et comptables - trésoriers - gestionnaires de portefeuilles, etc...

« CABINET ERIC BEAUMONT CONSULTANT »  
« CONSEIL EN RECRUTEMENT FINANCIER ET COMPTABLE »  
8, rue Guélin • 75016 PARIS • TEL. 45.25.60.83 •

HOMMES DE GESTION... GESTION DES HOMMES... HOMMES DE GESTION

A B C D F G H

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

INCANDESCENT et pied soutient bien la colonne vertébrale

CAPÉLOU

37, av. de la République 75011 PARIS TEL. 43.52.26.35 • METRO PARIENITH